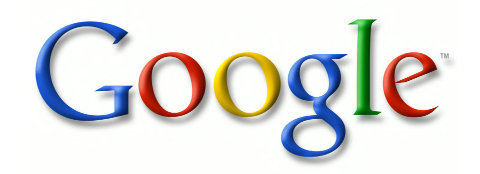
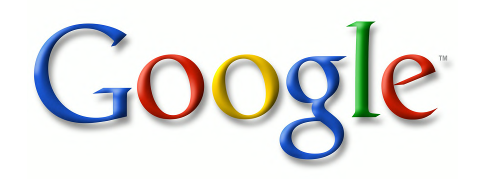
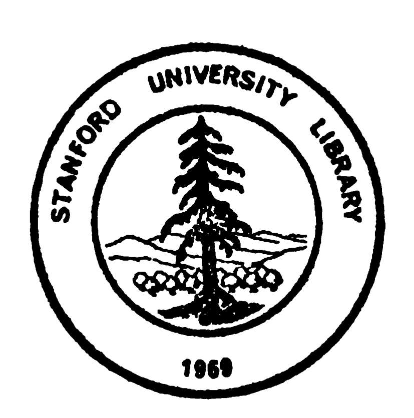







STANFORD UNIVERSITY LIBRARY
1969



RODOLPHE I,



HISTOIRE

DE

'EMPIRE D'AUTRICHE

DEPUIS

LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'AU RÈGNE

DE

FERDINAND I,

EMPEREUR D'AUTRICHE;

EN SIX ÉPOQUES.

VEC PORTRAITS ET GRAVURES, TABLES GÉNÉALOGIQUES, CHRONOLOGIQUES, ET CARTES GÉOGRAPHIQUES.

PAR

LE CHEV. CHARLES DE COECKELBERGHE DE DUTZELE,
CONSEILLER DE S. M.



TOME TROISIÈME.



VIENNE.
CHEZ CHARLES GEROLD ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS,
PLACE ST. ÉTIENNE.

1845.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE D'AUTRICHE.

CONTINUATION DE LA TROISIÈME ÉPOQUE.

SUITE DE LA TABLE DES MATIÈRES

DE LA TROISIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE VIII ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LA QUATRIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

LA SUITE DE LA TABLE DE LA IVème ÉPOQUE AU VOLUME PROCHAIN.

CHAPITRE VIII et dernier.

Rodolphe I de Habsbourg, roi des Romains.
De 1273 à 1291.

Quelques généalogistes allemands ont en vain tenté de faire descendre la célèbre Maison de Habsbourg des anciens Romains. C'est avec beaucoup plus de vraisemblance qu'on lui donne pour souche Étichon I, duc en Alemanie, qui depuis 666 jusqu'à 690 régna sur l'Alsace. Des fils de ce prince, Adalbert ou Albert I (†722) devint la tige des Habsbourgeois, et Étichon II, le cadet, celle de la Maison de Lorraine. Les descendants d'Albert I étaient ducs de la basse Alsace. Lorsque après le milieu du VIIIème siècle Charlemagne voulut affaiblir la puissance redoutée des ducs, il supprima aussi la dignité ducale en Alsace. Les plus proches descendants de Luitfroi (†751) paraissent sous le titre de comtes en basse Alsace, de la haute Alsace ou Sundgau et de Brisgau. Gontram-le-Riche, comte de Sundgau et de Brisgau, qui vivait dans le Xème siècle, ayant pris part à la révolte du prince saxon Ludolphe contre son père l'empereur Othon-le-Grand, perdit une partie de ses fiefs en Alsace. Toutefois il acquit un pays héréditaire considérable en Helvétie, appartenant au royaume de Bourgogne. Il mourut après 956. Son fils Lancelin, comte d'Altenbourg, releva l'éclat de sa Maison, en agrandissant ses possessions en Bourgogne. Il descendit au tombeau l'an 990. Son fils Ratbod ou

Ratboton, comte de Klettgau, conjointement avec son frère Guernard (Werner), évêque de Strasbourg, qui lui fournit les fonds nécessaires, bâtit dans le commencement du XI[ème] siècle, en Argovie sur une éminence appelée *Wulpelsberg*, à peu de distance de Schinznach sur l'Aar, et non loin du chef-lieu de l'ancienne colonie romaine *Vindonissa*, le château de *Habichsbourg* ou *Habsbourg*. Guernard en laissa la pleine et entière jouissance à son frère Ratbod († 1027), chez les descendants duquel le château et le nom de Habsbourg devinrent héréditaires. Bertoud, selon quelques-uns Landule, troisième fils de Lancelin, devint la souche des ducs de Zaringue, des margraves de Bade et des ducs de Teck. Othon († 1046), que Ratbod avait eu, entre autres fils, d'Ide, fille de Gérard III, comte en Alsace et duc de Lorraine, recouvra le Sundgau, qui avait appartenu à Gontram, son bis-aïeul. De ses descendants plus reculés Albert III le Riche, marié avec Ide, fille et héritière du comte Rodolphe de Bregenz et de Pfullendorf, eut de l'empereur Frédéric I, en échange des domaines qui devaient lui échoir après la mort de son beau-père, la seigneurie de Lauffenbourg, le comté de Zurich et l'avouerie du couvent de Seckingen. Albert III prit le titre de *landgrave d'Alsace* († 1190). Son fils Rodolphe I acquit la préfecture de Lucerne et obtint de l'empereur Othon IV l'office de vicaire de l'Empire à Zurich, à Schwitz et à Unterwalden. Mais comme ces communes appréhendaient, que Rodolphe ne se prévalût de cette dignité pour les réduire sous sa domination, l'empereur Frédéric II l'engagea à renoncer à ce vicariat, et lui donna le comté de Rhinfeld pour dédommagement. Après la mort de Rodolphe (1232), ses fils partagèrent l'héritage paternel. Albert IV eut le château de Habsbourg, les domaines en Alsace, en Argovie et en Souabe, ainsi qu'une partie des possessions

dans le Brisgau, parmi lesquels était le comté de Rhinfeld. Rodolphe II eut pour sa part le comté de Klettgau, quelques terres dans le Brisgau avec la ville de Waldshut et le comté de Lauffenbourg. *Albert IV*, marié avec Hedvige, fille du comte Ulric de Kybourg, fut la tige de la *ligne habsbourg-autrichienne*. Les fils de *Rodolphe II* fondèrent deux branches cadettes de la Maison de Habsbourg: *Godéfroi* fut l'auteur de la race des comtes de *Lauffenbourg-Rapperswyl*, ainsi appelée parce qu'il avait lui-même hérité le comté de Lauffenbourg de son père, et que son fils Rodolphe IV acquit par mariage le comté de Rapperswyl. Cette ligne s'éteignit avec *Jean IV* en 1408. *Éverard*, deuxième fils de Rodolphe II, fonda la ligne de *Lauffenbourg-Kybourg*, l'empereur Rodolphe I de Habsbourg, son cousin, lui ayant donné, vu l'exiguité de son héritage paternel, une partie des possessions kybourgeoises, savoir: les comtés de Turgovie et de Thun, avec plusieurs autres terres considérables. Le comte Égon, mort en 1418, fut le dernier de cette ligne. Rodolphe II de Lauffenbourg laissa encore un autre fils, nommé Rodolphe, qui en 1273 devint évêque de Constance.

Albert IV eut trois fils: *Rodolphe III*, l'illustre fondateur de la Maison de Habsbourg-Autriche; Albert qui fut chanoine à Strasbourg, et Herman (selon quelques autres Guernard), et une fille Clémence, marié à Conrad, burgrave de Nuremberg. Rodolphe naquit le 1 mai 1218 au château de Limbourg, situé dans le Brisgau, sur les confins de l'Alsace. Il fut tenu sur les fonts par l'empereur Frédéric II, qui était parent éloigné de la Maison de Habsbourg et se trouvait alors à Brisac, ville voisine du susdit château. Élevé sous les yeux d'un père aussi valeureux qu'intelligent, le jeune Rodolphe se distingua de bonne heure dans tous les exercices de cheva-

lerie, qui étaient alors le principal objet de l'éducation des Nobles. À la mort d'Albert IV son père, il hérita seul du landgraviat de la haute Alsace, ainsi que du comté de Rhinfeld, et concurremment avec ses frères, du comté de Habsbourg, des villes de Bruck, de Windisch, d'Aarau, ainsi que des domaines dans la Souabe et le Brisgau, et du protectorat de plusieurs couvents, villes et cantons en Helvétie. Il augmenta considérablement son état militaire, forma un corps d'élite, et regardant, à l'exemple de la plupart des princes et des chevaliers de son temps, le repos comme peu honorable, il donna un libre essor à son ardeur guerrière. La première expédition qu'il entreprit, fut dirigée contre Hugues de Tiefenstein qui l'avait offensé par ses paroles (1243). Il s'empara du château de ce seigneur, qui périt en défendant courageusement l'antique manoir de ses pères. Il ne fut pas aussi heureux dans la guerre qu'il commença contre Rodolphe II de Lauffenbourg, son oncle et tuteur, qui aurait, à ce qu'on prétend, diverti une partie de l'héritage paternel de son pupille. Le vaillant Godéfroi, fils de Rodolphe II, resta vainqueur contre Rodolphe de Habsbourg, et livra aux flammes la ville de Bruck en Argovie [1]). Heureusement, une prompte et sincère réconciliation mit fin à cette guerre domestique. Rodolphe II de Lauffenbourg cessa de vivre l'an 1247. Dans le cours de l'année 1243, Rodolphe de Habsbourg tourna ses armes contre le comte Hartman de Kybourg, son oncle maternel, et réclama la dot de sa mère Hedvige. Après une lutte très-violente, et après que Rodolphe eut enlevé Bade, Winterthur et plusieurs autres villes appartenantes au comte de Kybourg, celui-ci con-

[1]) On prétend qu'un petit-fils de Rodolphe II de Lauffenbourg, également nommé Godéfroi, passa en Angleterre, qu'il se signala par ses exploits sous le règne de Henri III, et fonda la Maison de Fielding (de Rhinfeld) qui fleurit encore actuellement, et dont le chef lord Denbigh, comte de Desmond, est membre du parlement.

sentit à payer de fortes sommes à son vainqueur, et lui confirma en outre le droit de succession sur les États kybourgeois, en cas que lui, Hartman, et son cousin et héritier de même nom, vinssent à mourir sans postérité (1244). Mais quelque temps après, le comte Hartman, par animosité contre Rodolphe, fit à l'évêché de Strasbourg une donation en forme de ses biens héréditaires et des possessions lenzbourgeoises acquises à sa famille du chef de son aïeule, et les reprit immédiatement après, tant pour lui-même que pour son cousin Hartman, à titre de fiefs de l'Église.

En 1245 le comte Rodolphe de Habsbourg épousa *Gertrude-Anne*, fille du comte Burcard de Hohenberg et de Haigerloch, qui lui apporta en dot le château d'Oettingue, le Weilerthal et beaucoup de terres en Alsace. Il combattit ensuite plusieurs fois les Lombards et autres ennemis de l'empereur Frédéric II, auquel il rendit les plus éminents services; c'est pourquoi il fut compris aussi dans l'anathème dont était frappé le parti gibelin. Un accident fâcheux, qui arriva pendant la guerre qu'il fit 1253 à Bertoud, évêque de Bâle, indisposa encore davantage la Cour de Rome contre lui: au moment où il pénétrait dans un des faubourgs de la ville de Bâle, le feu prit par hasard à un couvent de religieuses; ce qui excita tellement le ressentiment du pape Innocent IV contre Rodolphe, qu'il l'excommunia de nouveau et mit ses États en interdit. Mais le comte de Habsbourg mérita bientôt l'absolution, en prenant part à la croisade que le roi Ottocare de Bohème entreprit dans l'hiver de 1254-1255 contre les Prussiens idolâtres. On prétend que Rodolphe servit aussi sous les drapeaux de ce monarque dans la guerre qu'il faisait à Béla IV, roi de Hongrie, et qu'il assista à la bataille de Kroissenbrun sur la Morave (12 juillet 1260), où les Bohèmes restèrent vainqueurs [1]).

[1]) Voilà probablement ce qui a donné lieu à la fable rapportée par quel-

Sur ces entrefaites, Hartman le Vieux, comte de Kybourg, s'était cordialement réconcilié avec Rodolphe de Habsbourg son cousin. Mais l'évêque Guernard de Strasbourg, de la famille de Geroldseck, avait en mains le titre, par lequel Hartman, avec tant de précipitation, lui avait cédé éventuellement tous les domaines de la Maison de Kybourg. Comme précisément à cette époque (1258), les Strasbourgeois avaient pris les armes contre leur évêque, le comte de Habsbourg, qui avait intérêt à ménager ce prélat, prit chaudement son parti et moyenna une trêve entre les bourgeois et leur évêque. Pendant cette suspension des hostilités, Hartman le Vieux et Rodolphe redemandèrent à Guernard l'acte de donation mentionné ci-dessus, et sur son refus de le rendre, le comte de Habsbourg acquiesca à la demande des Strasbourgeois, qui lui avaient offert le pouvoir suprême dans leur ville et le commandement de leurs troupes. Rodolphe s'empara de Colmar et de Muhlhausen, et saccagea le château de l'évêque dans cette dernière ville. Ensuite il occupa la haute Alsace et détruisit l'armée épiscopale, ce qui affecta tellement l'évêque Guernard qu'il en mourut de chagrin. Henri, son cousin et successeur, renonça à tous ses droits sur les domaines de la Maison de Kybourg, et en retour Rodolphe lui rendit tout ce qu'il avait conquis dans cette guerre (1261). Le vieux comte de Kybourg étant descendu en 1264 dans la tombe où l'avait déjà précédé, quelque temps avant, Hartman le Jeune, Rodolphe hérita des comtés de Kybourg, de Lenzbourg et de Bade. Comme Hartman le Jeune l'avait désigné pour tuteur d'Anne sa fille mineure, le comte de Habsbourg prit aussi

ques historiens, qui font du comte Rodolphe de Habsbourg page, puis grand-écuyer ou grand-maréchal de la Cour du roi de Bohème. Ceux qui doutent de la fausseté de ce fait, n'ont qu'a lire Calles, *Annal. austr.*, pag. 408; Gerbert, *Fasti Rudolphini*, pag. 29, et autres.

possession, au nom de sa pupille, du comté de Turgovie; des seigneuries de Bourgdorf, de Thun, de la ville de Fribourg dans l'Uchtland et de différents autres domaines que lui avait laissés Hartman son père.

Par cette extension de territoire, Rodolphe de Habsbourg accrut encore l'influence et le crédit que lui avaient déjà acquis sa valeur et ses talents militaires. Contraint par sa position d'avoir constamment les armes en mains, loin d'imiter ces seigneurs durs et avides qui molestaient les habitants paisibles des villes et de la campagne, et dépouillaient les voyageurs, il protégea les citoyens et les hommes libres contre la Noblesse et les petits tyrans de leur voisinage, et purgea les grands chemins des brigands qui les infestaient. Les habitants de Zurich (alors ville libre impériale), pour se garantir des violences que les plus forts exerçaient contre les plus faibles, pendant l'anarchie causée par l'interrègne, s'étaient mis sous la protection du baron de Regensberg, dont les domaines entouraient presqu'entièrement leur ville; mais comme ce seigneur, au lieu de les protéger, cherchait à les asservir, ils s'adressèrent à Rodolphe de Habsbourg qui, s'étant réuni avec ses propres guerriers aux Zurichois, et ayant encore été renforcé par des troupes auxiliaires de plusieurs villes impériales de l'Alsace et du Rhin, ainsi que par un grand nombre de braves montagnards d'Uri, de Schwitz et d'Unterwalden, marcha contre le baron de Regensberg et ses alliés, les comtes de Toggenbourg, de Rapperswyl et plusieurs autres seigneurs, et les défit totalement dans le voisinage de Zurich. Cette victoire fut suivie de la conquête des forteresses d'Ugenbourg près de Schmeticon, de Baldern sur le Mont-Albis, de Glanzenberg sur la rivière de Limmath, et d'Uitlibourg, non loin de Zurich, desquelles places il se rendit successivement maître par différentes ruses de

guerre (1264-1267). Enfin le baron de Regensberg, se voyant abandonné de ses confédérés, fut obligé de demander la paix, qu'il n'obtint qu'en cédant à la ville de Zurich une grande partie de ses possessions.

Pendant cette guerre il survint de nouveaux adversaires à Rodolphe. Depuis que ce prince avait recueilli l'héritage kybourgeois, l'abbé Bertoud de S. Gal le pressait continuellement de lui faire hommage pour différentes terres sujettes de cette abbaye que le comte possédait du chef de la dite succession; et comme Rodolphe, soit à dessein, soit que les événements militaires l'en empêchassent, ne se présentait point pour recevoir l'investiture, Bertoud rassembla près de Wyl, sur les frontières de Toggenbourg, une nombreuse armée, avec laquelle il se disposa à envahir le territoire habsbourgeois. Une autre circonstance fâcheuse vint encore augmenter le nombre des ennemis de Rodolphe. Dans un tournoi que le comte Godéfroi de Lauffenbourg donna en hiver (1267) à Bâle, et pendant les fêtes de carneval qui suivirent ces exercices militaires, il s'éleva, entre les bourgeois et les convives nobles, une rixe sanglante, dans laquelle, entre autres, plusieurs chevaliers de la suite de Rodolphe perdirent la vie. Celui-ci demanda pleine satisfaction de ce cruel outrage et menaça, en cas de refus, d'en tirer une vengeance exemplaire. L'évêque et les habitants de Bâle, qui craignaient les suites de cette affaire, prirent le parti de se joindre aux ennemis de Rodolphe. Ce prince, se voyant sur le point d'être attaqué de toutes parts par des forces supérieures, se tira d'embarras par une courageuse résolution. Seul et sans armes, il alla trouver l'abbé de S. Gal, son ennemi, dans son quartier-général à Wyl, lui offrit de se réconcilier avec lui, se fit investir de ses fiefs par l'évêque, et gagna par là tellement l'affection de ce prélat, de ses chevaliers et de ses vassaux, que

d'ennemis qu'ils étaient, ils devinrent ses plus fidèles alliés. Secondé par eux et par les montagnards helvétiens, Rodolphe commença alors la guerre contre Bâle. On dévasta sans ménagement les terres de cette ville, et ne lui accorda la paix, qu'après qu'elle eut donné la satisfaction exigée par Rodolphe et livré des ôtages. Comme l'évêque Henri, qui était un comte de Neufchâtel, continuait seul de faire la guerre avec opiniâtreté, Rodolphe lui enleva la ville de Brisac et le serra de si près, que ce prélat se vit contraint d'acheter la paix par une forte somme d'argent (1269).

Peu de temps après, une lutte sérieuse s'éleva à Bâle entre la société noble de l'Étoile et l'association bourgeoise qui s'était choisi le Perroquet pour symbole et pour nom. Les Nobles succombèrent; chassés de la ville, ils allèrent chercher un refuge auprès de Rodolphe, ce qui piqua tellement l'évêque Henri qu'il embrassa les intérêts du parti victorieux et se mit à ravager les terres habsbourgeoises. Rodolphe, au lieu de réprimer ces agressions, comme elles le méritaient, proposa un accommodement; mais l'évêque ayant refusé toute espèce de réparation, Rodolphe rassembla ses troupes, et marcha droit à l'ennemi. Henri, n'osant se mesurer en rase campagne avec un tel adversaire, se retira sur la rive droite du Rhin, où il se croyait à l'abri de toute attaque; mais Rodolphe traversa ce fleuve sur un pont de bateaux, invention des anciens qu'il paraît avoir renouvelée le premier, et après avoir conquis et saccagé tout le pays de Bâle, il cerna cette ville. Tous les bourgeois avaient pris les armes et paraissaient résolus à opposer une opiniâtre résistance. Mais toutes les possessions de la ville et de l'évêque ayant été conquises ou dévastées, ce prélat, réduit à l'extrémité, sollicita une trêve. Rodolphe lui en accorda une pour vingt-quatre jours. Des négociations de paix devaient être ou-

vertes sans délai. Quelques comtes du voisinage furent choisis par les deux parties pour arbitres du différend.

Le comte de Habsbourg attendait dans son camp sous les murs de Bâle la conclusion de la paix, ou l'expiration de l'armistice pour recommencer les hostilités, lorsque le comte Henri de Pappenheim, grand-maréchal de l'Empire, et bientôt après Frédéric de Hohenzollern, burgrave de Nuremberg, neveu de Rodolphe, vinrent lui annoncer qu'il avait été élu roi des Romains, et l'invitèrent, au nom des princes électeurs, à venir prendre possession du trône. Cette grande nouvelle s'étant promptement répandue, les habitants de Bâle ouvrirent leurs portes à Rodolphe, malgré l'opposition de leur évêque. Le nouveau monarque fut reçu aux acclamations générales. Il promit aux bourgeois d'oublier le passé, et leur enjoignit avant toutes choses d'observer la paix publique. Après avoir reçu le serment de fidélité des Bâlois et de l'évêque, Rodolphe se rendit à Brisac, où la Noblesse d'Helvétie, d'Alsace, de Bourgogne et de Souabe, lui fit une réception pompeuse. De là il descendit le Rhin par Spire jusqu'à Mayence, où on lui remit les insignes impériaux.

Cependant les suffrages des princes électeurs ne s'étaient pas réunis d'abord en faveur de Rodolphe de Habsbourg; ils avaient été, au contraire, tellement partagés que, pour terminer les débats, on était convenu de remettre l'élection à l'arbitrage de Louis-le-Sévère, comte palatin du Rhin et duc de la haute Bavière, et de reconnaître pour chef de l'Empire celui qu'il désignerait. Mais ce prince, qui craignait que Rodolphe, devenu empereur, ne le punît d'avoir fait mourir son épouse sur de faux soupçons d'infidélité, ne se montrait guère disposé à le nommer, malgré les grands éloges que fit de lui l'archevêque Guernard de Mayence [1]. Toutefois le burgrave de

[1]) Ce prélat ayant entrepris, quelques années auparavant, un voyage à

remberg étant parvenu à le rassurer sur ce point, et ant ajouté, qu'il ne tiendrait qu'à lui de devenir gendre l'Empereur qui avait six filles, et qu'il pourrait même isir celle qui lui plairait le plus, Louis-le-Sévère n'hé- plus à se déclarer pour le comte de Habsbourg; tous électeurs, ayant approuvé son choix, proclamèrent *dolphe roi des Romains*, et posèrent, le 28 octo- 1273 à Aix-la-Chapelle, sur sa tête la couronne de arlemagne. Les princes présents à cette cérémonie lui ent hommage pour leurs fiefs et lui prêtèrent serment de élité [1]. Les fêtes, qui eurent lieu à l'occasion du couronment, furent terminées par le mariage de deux filles du des Romains; la princesse Mathilde devint l'épouse Louis-le-Sévère, et Agnès celle d'Albert II, duc Saxe.

Rodolphe montra dès le commencement de son règne t de sagesse, d'activité et de justice, que l'Allemagne, i sous ses derniers rois avait été en butte aux plus afux malheurs, en conçut les plus belles espérances, et nit le jour qui lui avait donné ce vaillant prince, cet i des hommes, pour Souverain. Le premier acte de

Rome, Rodolphe l'avait accueilli avec la plus grande distinction et magnificence dans son château de Habsbourg. Il l'avait en outre escorté en allant et venant de Rome, les chemins étant infestés de brigands. „Je prierai Dieu, avait dit l'archevêque, en prenant congé de son hôte, qu'il ne veuille m'appeler à lui sans vus avoir donné une preuve marquante de ma reconnaissance."

[1]) On raconte à ce sujet le trait suivant, qui prouve et le caractere énergique et la présence d'esprit de Rodolphe. Les princes s'étant excusés de prêter le serment, comme vassaux, sous prétexte qu'on n'avait pas apporté le sceptre impérial, que l'empereur, suivant l'ancienne coutume, devait avoir en main pour leur donner l'investiture de leurs fiefs, Rodolphe leur répondit aussitôt, en prenant le crucifix qui était sur l'autel, „ce signe qui a sauvé le monde me tiendra lieu de sceptre." Ces paroles, prononcées d'un ton majestueux et ferme, imposèrent si bien aux princes, qu'ils n'osèrent plus faire des difficultés et lui rendirent l'hommage qu'ils lui devaient.

son gouvernement fut un décret, par lequel il annullait toutes les investitures données par ses devanciers sans le consentiment des princes électeurs depuis l'amée 1245, c'est-à-dire depuis le concile de Lyon, où le pape Jean IV avait déclaré l'empereur Frédéric II déchu du trône. Cette ordonnance royale mit en fureur le roi Ottocare de Bohème, à qui non-seulement la couronne d'Allemagne venait d'échapper, mais qui était encore à la veille de voir défaillir sa puissance, acquise en grande partie par des voies illégitimes. Ne respirant que la vengeance, il employa tous les moyens imaginables pour susciter des ennemis à son odieux rival. Il protesta contre la légitimité de l'élection de Rodolphe, et répandit partout de faux bruits, tendants à noircir la réputation de ce prince. Il s'efforça avant tout de donner au pape Grégoire X de mauvaises impressions de Rodolphe, afin d'empêcher que celui-ci ne fût reconnu roi des Romains par le pontife; mais la sage politique que le nouveau chef de l'Empire adopta à l'égard de la Cour de Rome, fit échouer les desseins pernicieux de son ennemi. Rodolphe, instruit par l'exemple des empereurs de la Maison de Hohenstaufen que d'affreux malheurs avaient accablés, tant que les papes leur avaient été contraires, résolut de vivre en paix et en bonne intelligence aveo le chef de l'Eglise, et de se concilier son affection. À cet effet, il autorisa le prévôt Othon de Spire, son chancelier, à confirmer, au concile tenu à Lyon en 1274, toutes les donations et concessions que ses prédécesseurs avaient faites au Saint-Siège. Ce même prélat signa en outre et confirma par serment, au nom du Roi son maître, un acte par lequel ce monarque renonçait à l'héritage des évêques, accordait aux chapitres métropolitains la libre élection, octroyait l'appel au Siège pontifical, promettait de protéger l'Église et abandonnait tous les droits de l'Empire sur le royaume de Naples et de Sicile.

En retour le pape Grégoire confirma Rodolphe dans la dignité de roi des Romains, et l'invita à se préparer au voyage de Rome, pour y recevoir la couronne impériale. Il envoya aussi des prélats plénipotentiaires à Alphonse X, roi de Castille qui, à l'exemple du roi de Bohème, avait protesté contre l'élection de Rodolphe et aspirait lui-même à l'Empire, et lui fit signifier sérieusement qu'il eût à renoncer à ses prétentions mal fondées. Le souverain pontife somma aussi, mais en vain, Ottocare dans une lettre très-énergique qu'il lui écrivit, à se soumettre au roi Rodolphe. On prétend qu'Ottocare, qui jusque-là avait toujours été contre Alphonse, pour voiler la haine violente qu'il portait à Rodolphe par des apparences du désintéressement, défendit alors avec un grand zèle les prétendus droits du roi de Castille à la couronne de Germanie. Le roi de Bohème, se croyant assez fort pour se mesurer avec le petit comte suisse, comme il affectait de nommer Rodolphe, persista opiniâtrément dans son refus de le reconnaître pour chef de l'Empire. Néanmoins, il chercha par toutes sortes de moyens à former des unions secrètes avec plusieurs princes d'Allemagne, et à les inciter contre le nouveau roi des Romains.

Rodolphe, informé de tous les mouvements que se donnait son adversaire, et ne voulant pas lui laisser encore plus de temps pour semer la discorde dans l'Empire, somma Ottocare de se trouver présent dans l'assemblée générale qu'il avait convoquée à Nuremberg, au mois de novembre 1274, pour lui prêter serment de fidélité. Dans cette Diète un grand nombre de princes reçurent l'investiture de la main de Rodolphe; mais le roi de Bohème et le duc Henri de la basse Bavière, son ami, ne comparurent point. En conséquence, ces deux princes furent assignés de nouveau à la Diète prochaine qui devait être tenue à Wurzbourg.

Le roi des Romains avait sévèrement ordonné, à Nuremberg, de respecter et de maintenir la paix publique, dont l'Allemagne avait si grand besoin après tant de secousses violentes qu'elle avait eu à supporter. Ottocare fut le premier prince de l'Empire qui transgressa cet ordre suprême. L'archevêque Frédéric de Salzbourg avait également fait foi et hommage au roi Rodolphe, et en avait reçu l'investiture. Mais comme ce prélat, relativement aux nombreux fiefs qu'il possédait en Styrie et en Carinthie, était aussi vassal du roi de Bohème, celui-ci regarda l'hommage que Frédéric avait rendu à Rodolphe comme une violation de ses propres droits de suzeraineté, et chargea Milota de Diedics, son gouverneur en Styrie, de tirer vengeance de cette prétendue injure. Le comte, pour s'acquitter de cette commission, ravagea les fiefs salzbourgeois et le territoire archiépiscopal de la manière la plus cruelle, et il incendia, entre autres, Frisac, ville appartenante à l'archevêché. Frédéric se défendit avec beaucoup de fermeté et de courage, ce qui fut cause que cette guerre, nonobstant les admonitions du roi Rodolphe et du pape Grégoire, continua avec acharnement jusqu'en 1276, et ruina pour bien longtemps ces malheureux cantons.

Pendant qu'Ottocare osait si hardiment braver et le roi de Germanie et le souverain pontife, de grands dangers s'étaient préparés pour lui dans l'intérieur de son royaume. Ses sujets gémissaient sous la tyrannie. Les impositions et les ravages, occasionnés par des guerres continuelles, avaient anéanti la splendeur du pays et réduit les peuples à l'état le plus déplorable. Ottocare avait, autant qu'il le pouvait, enlevé aux seigneurs de Bohème leurs droits, leurs terres, leurs villes et leurs châteaux. Ce prince méfiant, qui ne voyait que trahison partout, n'en usait pas moins tyranniquement envers la Noblesse dans les duchés nouvellement acquis. Sur de simples soupçons,

plusieurs chevaliers furent emprisonnés, dépouillés de leurs biens, exécutés ou bannis. Les parents et amis de ces malheureux, outrés d'une telle conduite, mirent tout en oeuvre pour exciter le peuple à la révolte. Ottocare, ayant été instruit de ces menées dangereuses, vint en 1275 à Vienne, pour imposer par sa présence aux séditieux. Il commença par y exercer les plus cruelles persécutions contre les Grands de la ville, qui dans leur détresse s'étaient adressés au roi Rodolphe pour qu'il les délivrât du joug qui les opprimait, et employa tous les moyens qu'il jugea propres à faire respecter et à raffermir son autorité.

Le roi de Bohème fit aussi les plus grands efforts pour accroître sa puissance par des alliés étrangers. Dans le Nord, il entama des négociations avec les Souverains de Russie, de Bulgarie et de Tartarie. En Orient, il rechercha l'amitié du jeune roi Ladislas de Hongrie. En 1274 les négociations avec ce dernier prince étaient déjà venues à la conclusion; mais, comme les Hongrois désiraient se venger des défaites qu'Ottocare leur avait fait essuyer dans les dernières guerres, reconquérir par leurs armes les cantons de frontière occidentaux de leur Empire que les Bohèmes tenaient occupés depuis la campagne de 1273, et enfin forcer Ottocare à restituer le trésor de la couronne que la duchesse Anne de Bosnie avait enlevé, l'an 1270 et qu'on détenait encore toujours à Prague, la voix du peuple se déclara ouvertement contre toute composition amiable avec la Bohème. Le roi Ottocare avait déjà consenti à évacuer les districts de Hongrie dont il s'était emparé; et en effet il retira les garnisons de plusieurs places fortes; mais en même temps il fit raser quelques châteaux situés sur la frontière, et entre autres Theben. On était convenu que la paix serait signée dans une entrevue solennelle des deux rois; mais le comte Joachim Pectari, régent de Hongrie, empêcha cette conférence, et par con-

séquent la ratification des traités aussi. Cependant en hiver 1274-1275 Ladislas, secondé par sa tante Cathérine de Serbie, renoua les négociations avec le roi Ottocare, ce qui piqua tellement le comte de Pectari et ses partisans, qu'ils excitèrent une guerre civile et conçurent le dessein de placer André, duc d'Esclavonie, frère du roi, sur le trône de Hongrie.

Le duc Henri de Bavière, qui depuis le partage des États patrimoniaux en 1255 portait de la haine à son frère, le comte palatin Louis, et était par conséquent aussi l'ennemi du roi Rodolphe, beau-père de ce prince, s'était laissé gagner par les présents en argent d'Ottocare, ainsi que par la cession que celui-ci lui avait faite, dès l'an 1273, de Schaerding et d'une partie de terre sur l'Inn. Plusieurs autres princes d'Allemagne qui, d'après l'ordonnance de Rodolphe, devaient restituer à l'Empire les possessions qu'ils avaient illégitimement acquises, se lièrent également avec le roi de Bohème. Parmi ce nombre étaient le comte Éverard de Wurtemberg, le margrave de Bade et les comtes de Fribourg, de Neubourg et de Montfort. Ces alliances fortifièrent de plus en plus Ottocare dans son opiniâtreté, et comme ni lui ni le duc Henri n'avaient pas comparu non plus à la Diète de Wurzbourg (1275), Rodolphe cita, pour la troisième et dernière fois, ces princes obstinés à l'assemblée générale qu'il convoqua à Augsbourg.

Dès le commencement de l'année 1275, Grégoire X avait arrangé avec les ambassadeurs de Rodolphe, à Lyon, que ce monarque recevrait de sa main la couronne impériale à Rome, le jour de la Trinité. Le pape, qui attachait beaucoup d'importance à cette cérémonie, usa de toute son influence pour lever les difficultés qui s'opposaient à l'expéditon romaine. Dans une entrevue qu'il eut à Beaucaire avec Alphonse X, le pontife avait fait son

possible pour engager ce prince à se désister de ses folles prétentions. Mais toutes ses remontrances ayant été vaines, il prononça enfin la sentence d'excommunication contre Alphonse, et le contraignit par ce moyen à renoncer au titre d'empereur d'Allemagne et de roi des Romains qu'il s'était arrogé. Les exhortations réconciliatrices que Grégoire adressa de nouveau au roi Ottocare furent infructueuses. Ce prince, loin de relâcher de ses prétentions, attenta même contre l'Eglise par la défense qu'il fit dans ses États de lever les dîmes au profit des croisades qu'on se proposait d'entreprendre, comme l'avait ordonné le concile de Lyon, ainsi que de prêcher la guerre sainte et d'enrôler des troupes pour y servir.

La Diète d'Augsbourg s'ouvrit, le 15 mai 1275. Le roi de Bohème, que l'insuccès de ses négociations avec Ladislas avait rendu un peu plus souple, et qui au commencement de cette année était même menacé d'une guerre avec les Hongrois, envoya, après la troisième sommation, à la Diète l'évêque Bernard de Seckau, en qualité de plénipotentiaire. Le duc Henri de Bavière, marchant de pair avec son allié, se fit représenter dans cette assemblée par le prévôt d'Oettingue. Mais déjà auparavant un grand nombre de chevaliers autrichiens et styriens avaient paru devant le trône de Rodolphe, au mépris des ordres d'Ottocare qui avait interdit, sous peine de la vie, à ses vassaux de se trouver présents à la Diète et de s'adresser pour aucune affaire quelconque à son rival. Ces chevaliers se plaignirent, au nom de leurs concitoyens, de la dureté et de l'injustice avec laquelle le roi de Bohème les traitait. L'archevêque Frédéric demanda également réparation des affreux dégâts que les Bohèmes faisaient, depuis plusieurs mois dans le pays de Salzbourg. La colère s'empara de l'assemblée. Les ambassadeurs, qui ne savaient rien alléguer pour la justification de leur

roi, restèrent muets. Ils n'ouvrirent la bouche que pour protester de nouveau contre la validité de l'élection de Rodolphe; ils s'oublièrent au point de se permettre des propos outrageants contre la personne de ce monarque. L'évêque de Seckau particulièrement tint un discours si violent, que le Roi eut toutes les peines possibles pour garantir ce prélat de la vengeance des princes indignés. Cependant les deux ambassadeurs reçurent l'ordre de quitter sur-le-champ la Diète et Augsbourg.

Comme le roi Ottocare, par l'extrême obstination avec laquelle il refusait de reconnaître Rodolphe pour chef de l'Empire, manifestait l'intention de détacher les provinces autrichiennes, de même que la Bohème et la Moravie, du Corps germanique, et de réunir tous ces États en une monarchie entièrement indépendante, la Diète d'Augsbourg, pour prévenir ces vues criminelles, lui enjoignit de restituer incontinent l'*Autriche*, la *Styrie*, la *Carinthie* et la *Carniole*, à l'Empire, de faire hommage pour ses pays héréditaires au roi Rodolphe, de lui prêter serment de fidélité et de recevoir de la main de ce prince l'investiture de ses États. Le burgrave Frédéric de Nuremberg et l'évêque Henri de Bâle [1]) apportèrent au roi de Bohème, qui se trouvait alors à Vienne, l'arrêté de la Diète. Ottocare, loin de se disposer à obéir à ce décret impérial, reçut les commissaires avec mépris et les congédia avec un refus moqueur. Les princes d'Allemagne alors déclarèrent Ottocare déchu de tous les fiefs de l'Empire qu'il s'était approrpiés depuis 1251, et prononcèrent le ban contre lui, comme perturbateur de la paix publique et comme rebelle. Toutefois, avant d'exécuter cette sen-

[1]) L'implacable ennemi de Rodolphe, l'évêque Henri de Bâle, comte de Neufchâtel, était mort l'an 1274. Il avait été remplacé sur le siège épiscopal par le franciscain Henri d'Isny, l'un des plus fidèles et des plus distingués partisans du roi des Romains.

tence, on accorda au roi de Bohème le terme d'un an et d'un jour pour se justifier.

Au mois d'octobre 1275, Rodolphe eut une entrevue avec le pape Grégoire à Lausanne; il y jura en personne de remplir tous les engagements qu'avait pris en son nom son ambassadeur à Lyon, reçut la croix avec la Reine, ainsi qu'avec plusieurs princes allemands et leurs épouses, et promit d'entreprendre, après le rétablissement de la tranquillité en Allemagne et en Italie, une croisade contre les Sarrasins. Grégoire X confirma de nouveau l'élection de Rodolphe et l'invita à se rendre au printemps prochain à Rome, pour y être sacré et couronné empereur, l'automne étant déjà trop avancé pour faire encore dans le cours de cette année le voyage au delà des Alpes. Mais comme le souverain pontife, en retournant à Rome, mourut à Arezzo, le 11 janvier 1276, il n'y eut ni couronnement, ni croisade. Plusieurs prélats, qui occupèrent après Grégoire la chaire de S. Pierre, le suivirent si rapidement au tombeau, que Rodolphe n'eut pas seulement le temps d'entamer avec eux des négociations par rapport à l'expédition romaine.

Encore avant l'expiration de l'année 1275, le comte palatin Louis-le-Sévère força le margrave de Bade et les comtes de Wurtemberg, de Fribourg, de Neubourg, d'Helfenstein, de Montfort, tous alliés d'Ottocare, à se soumettre et à se conformer au décret de Spire. Par la fermeté avec laquelle Rodolphe avait déjà agi dans le peu de temps qu'il régnait, pour assurer le bien-être de l'Empire, par la sévérité avec laquelle il avait maintenu les lois et la paix publique, ce monarque s'était fait beaucoup d'ennemis parmi les illégitimes possesseurs de fiefs impériaux et de domaines de la couronne, comme aussi parmi les nombreux princes qui gouvernaient leurs sujets en tyrans, et les chevaliers turbulents et avides qui vivaient de bri-

gandage. Le Roi savait très-bien que ces mécontents ne le seconderaient que faiblement, ou pas du tout, dans la guerre où il allait se voir engagé avec Ottocare, et qu'en cas que celle-ci eût un mauvais succès, de plus grands dangers encore le menaçaient de leur côté. Cependant le châtiment, que Louis-le-Sévère avait fait éprouver aux principaux des princes séditieux, répandit la terreur parmi les secrets ennemis de Rodolphe, paralysa leur courage et anéantit les espérances qu'Ottocare avait fondées sur leur appui.

Au printemps 1276, le roi des Romains manda, par des lettres circulaires, aux princes de l'Empire, aux prélats, aux Nobles et aux villes en Franconie, en Souabe, en Alsace et en Helvétie, de venir rejoindre avec leurs troupes l'armée impériale. Après avoir fait publier de nouveau, à Strasbourg, la paix publique pour les provinces rhénanes, il arma avec grande activité contre son rival qui, par ses connaissances dans l'art militaire, par sa richesse et les grandes forces qu'il avait à sa disposition, était un adversaire fort redoutable. Mais Rodolphe comptait sur l'assistance efficace de ses gendres, le comte palatin Louis et le duc de Saxe, ainsi que sur celle du burgrave de Nuremberg son neveu. Le vaillant Albert, fils aîné de Rodolphe, etait également un puissant soutien du trône paternel. Le comte Meinard de Tyrol, dont la fille aînée Élisabeth fut, dans ce temps-là, mariée au prince Albert, était à même, par la situation géographique de son pays relativement aux États d'Ottocare, d'accélérer beaucoup la décision du sort de la campagne qui allait s'ouvrir. Outre ces princes, quatorze autres et plus de cent évêques et comtes amenèrent en partie, dans le cours de l'été, des troupes auxiliaires au Roi, et en partie prirent les armes pour lui, lorsqu'il pénétra dans les provinces autrichiennes. Au nombre de ces preux et fidèles vassaux étaient: le duc de Teck, le landgrave

de Hesse, le margrave Henri V de Burgau, les comtes de Henneberg, de Hohenberg, de Werdenberg, de Furstenberg, de Linange, de Catzenellenbogen, de Montfort, de Sponnheim, de Nellenbourg, de Haguenau, de Rheineck, d'Eberstein, de Bollanden, d'Ortenbourg, de Heunbourg, de Pfannberg; puis les archevêques de Mayence et de Salzbourg; les évêques de Wurzbourg, de Bâle, de Passau, de Frisingue, de Ratisbonne, de Trente, de Gurk, de Chiemsée, de Lavand et de Seckau. Indépendamment de l'appui de tous ces princes et prélats, Ottocare avait, par ses actes rigoureux et arbitraires, tellement mécontenté la Noblesse et le peuple de ses pays, que Rodolphe pouvait s'attendre aussi à être secondé par eux dans l'exécution de ses projets. Pour encore mieux assurer le succès de ses entreprises, il conclut avec Ladislas III une alliance offensive et défensive. Ce jeune prince, s'étant montré fort disposé à faire la paix avec Ottocare, avait par là tellement encouru la haine de la nation, qu'elle songea sérieusement à le précipiter du trône et à y placer son frère André qui n'était âgé que de huit ans. Mais Rodolphe conjura l'orage près d'éclater sur la tête de Ladislas; il mit les deux frères d'accord et les adopta pour fils. On confirma le mariage du prince André avec Clémence de Habsbourg dont on était déjà convenu auparavant. Le roi des Romains promit aux magnats du royaume autant de privilèges et d'honneurs que l'Empire serait à même de leur concéder. Mais quant aux prétentions de la Hongrie sur la Styrie, que les ambassadeurs de ce royaume cherchaient à faire valoir, Rodolphe les écarta, en leur démontrant évidemment que l'Empire germanique avait des droits plus anciens à la possession de cette province.

Vers la fin du mois de mars 1276, on tint une assemblée générale à Boppard, pour arrêter définitivement

les armements à faire contre Ottocare et régler le plan des opérations de la campagne. Il fut convenu que le Roi en personne et le comte palatin Louis conduiraient l'armée principale par Egre en Bohème et dirigeraient leur marche vers Prague. Afin de leur faciliter l'entrée dans ce royaume, le burgrave de Nuremberg reçut l'ordre de s'emparer des châteaux et défilés bohèmes, voisins de son pays. Le comte de Tyrol fut chargé de conquérir la Carniole, la Carinthie et la Styrie, et le prince Albert de Habsbourg devait d'abord se réunir avec l'archevêque Frédéric de Salzbourg, puis s'avancer de ce pays dans la haute Autriche, se renforcer par tous les mécontents de cette province, ensuite passer l'Ens et marcher rapidement avec toutes ses forces sur Vienne. Le roi Ladislas avait promis de franchir avec une armée la Leitha et la Morave, d'attaquer la basse Autriche, et de détacher en outre un corps de troupes légères qui pénétrerait par la Moravie en Bohème.

Malgré ces apprêts formidables, Ottocare était fort tranquille sur le sort de la Bohème, qu'il croyait être suffisamment défendue contre les attaques de ses ennemis. En effet, les vastes forêts et les montagnes arides qui couvrent les frontières de ce royaume, et dont les chemins et défilés étaient encore en outre coupés et barricadés, semblaient le mettre à l'abri de toute invasion. Dans l'intérieur du pays, le grand nombre de châteaux forts et de villes auraient mis également de grands obstacles aux progrès de l'ennemi. Ottocare, d'ailleurs, bien qu'il connût l'aversion que les Bohèmes avaient pour sa personne, n'en espérait pas moins qu'ils seraient prêts à défendre l'indépendance de leur patrie contre tout ennemi qui tenterait de les en priver. Ce monarque avait de plus posté ses forces principales sur la frontière vers la Franconie, et notamment dans le cercle de Pilsen, non loin de Tepel;

en sorte que, croyant n'avoir rien à craindre pour la Bohème, il s'amusait à Prague par des fêtes brillantes, des tournois et de grandes chasses.

Le terme, que la Diète d'Augsbourg avait accordé au roi de Bohème pour sa justification, étant expiré, au mois de mai 1276, Rodolphe assembla de nouveau les États à Kempten. Comme Ottocare persistait dans sa rebellion, l'arrêt du ban rendu contre lui fut non-seulement confirmé, mais l'archevêque de Salzbourg le frappa encore d'excommunication, délia ses sujets de leur serment de fidélité, et les somma de sécouer le joug du prince proscrit. Pour ne pas ôter au duc Henri, l'allié d'Ottocare, le moyen de rentrer dans le devoir, la Diète d'Augsbourg ne l'avait pas compris, l'an 1275, dans la sentence prononcée contre Ottocare. Depuis ce temps, l'archevêque de Salzbourg s'était donné beaucoup de peines pour réconcilier le prince bavarois avec son frère Louis-le-Sévère et le roi des Romains, sans pouvoir y réussir. Henri finit cependant par se prêter à un arrangement. Rodolphe, qui déjà auparavant lui avait offert son pardon, lui fit même proposer alors la main de sa fille Cathérine, avec une dot de 40,000 marcs d'argent, pour Othon, prince héréditaire de la basse Bavière. Le prince Henri ne balança point d'accepter des offres si avantageuses. Il se raccommoda avec son frère, rendit hommage au roi des Romains, reçut l'investiture de ses États et promit de fournir à l'armée germanique un renfort de mille cavaliers. Les noces d'Othon et de Cathérine furent célébrées peu de temps avant l'ouverture de la campagne. Lorsque dans la suite les troupes impériales entrèrent dans la haute Autriche, le duc Henri fut autorisé à occuper ce pays, et nommément les villes de Linz, de Wels, de Steyer, pour sûreté de la dot de sa belle-fille. L'exemple du duc Henri fut encore suivi par un ami non moins zélé d'Ottocare; c'était l'évêque

de Seckau. Malgré la grièvе offense que Rodolphe avait reçue de ce prélat, à la Diète d'Augsbourg, ce monarque généreux et prudent lui pardonna entièrement.

Le roi de Bohême fut troublé dans son agréable repos à Prague par les hérauts de l'Empire, qui vinrent lui annoncer l'exécution de la sentence du ban prononcée contre lui. Cette annonce enflamma tellement sa colère que, sans avoir égard au caractère sacré qui rendait la personne de ces officiers inviolable, il les fit pendre, au mépris du droit des gens, devant les portes de la ville. Bientôt après, de nouveaux messagers de malheur l'informèrent de la défection de Henri de Bavière et de l'évêque de Seckau; et peu de semaines plus tard la profonde impression, que le ban de l'Empire et l'excommunication prononcés contre Ottocare avaient faite sur les sujets de ce monarque, se manifesta avec des symptômes fort alarmants. Ce prince, ayant reçu l'avis que la Noblesse et le peuple des provinces autrichiennes se disposaient à lever l'étendard de la révolte, quitta la Bohême, qu'il avait mise dans le meilleur état de défense, et se rendit, au mois de septembre 1276, en toute diligence à Vienne, dans l'espoir de tenir, par sa présence, les Grands de l'Autriche et de la Styrie dans la soumission. À peine était-il arrivé dans cette capitale, qu'il fit arrêter et punir exemplairement les Nobles qui, par leurs discours ou par leurs actions, avaient montré de la répugnance pour la domination bohême, et qui en partie avaient porté des plaintes contre lui au roi Rodolphe. Il se fit en outre prêter de nouveau serment de fidélité par les Nobles, les villes et les communes de l'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, et les contraignit à livrer, les premiers leurs fils, les autres les citoyens les plus notables, comme ôtages. On augmenta les fortifications de Vienne, ainsi que celles de Closterneubourg, où se trou-

vait le principal dépôt de guerre, et ces places reçurent de fortes garnisons. On prit les mêmes mesures à Ens, à Gratz et dans les autres villes fortes et châteaux de ces provinces.

Cependant au milieu de toutes ces dispositions, le roi Ottocare s'occupait aussi du bien-être des peuples nouvellement soumis à ses lois, surtout de ceux qui lui avaient montré le plus d'attachement. De ce nombre étaient les habitants de Vienne, qui n'eurent qu'à se louer de l'administration de ce prince et de ses procédés à leur égard. Le feu ayant pris, plusieurs années de suite, à différents quartiers de la ville, Ottocare, qui avait pour cette capitale une prédilection particulière, fit rebâtir les maisons consumées par les flammes. Il ne borna pas là sa sollicitude pour cette ancienne cité. Un nouvel incendie ayant détruit en 1276 la plus grande partie de la ville, ce même prince mit les forêts voisines à la disposition des habitants, pour se procurer les matériaux nécessaires à la reconstruction de leurs demeures; il les exempta en outre pendant cinq ans de toute taxe ou contribution, leur permit de tenir, durant six mois de l'année un marché public, leur accorda entière liberté de commerce et fit, en un mot, dans cette occasion tout ce qu'on peut attendre d'un Souverain humain, généreux et bienfaisant. Il posa en personne la pierre fondamentale de l'église italienne à Vienne, et fit en général entreprendre des bâtisses si considérables en cette ville, qu'il construisit, comme s'expriment les auteurs anciens, *une seconde ville dans l'enceinte des murs de Vienne (infra, inter muros)*. Par ces bienfaits, Ottocare s'était concilié l'estime, la confiance et l'affection des Viennois, qui lui donnèrent des preuves non équivoques de leur dévouement, lorsque ce prince fut abandonné de la fortune qui l'avait pendant si longtemps favorisé.

Le roi des Romains, qui de Kempten était retourné en Helvétie, mit, au commencement du mois d'août 1276, son armée en mouvement vers la Franconie. Le 26 du même mois, il établit son quartier-général à Nuremberg. Son avant-garde s'était avancée jusqu'à Amberg. Rodolphe s'y arrêta pendant quelques jours, tant pour attendre encore des renforts, que pour laisser aux colonnes qui devaient pénétrer de Salzbourg dans la haute Autriche et du côté du Tyrol en Carniole, en Carinthie et en Styrie, le temps d'opérer leur jonction sur les points convenus. Mais, ayant été informé du départ d'Ottocare pour Vienne et de la manière qu'il avait réparti ses forces, Rodolphe changea son plan d'opération. Il dirigea subitement sa marche du Haut-Palatinat vers la Bavière, et arriva vers le milieu de septembre à Ratisbonne. La nouvelle, que Rodolphe avait changé son plan d'attaque, causa une surprise fort désagréable au roi de Bohème, attendu que par là ses forces principales, placées sur les frontières de la Franconie, se trouvaient réduites à l'inaction, et qu'il se voyait menacé du côté où il était le plus faible. Excepté les garnisons des places fortes, il n'y avait point de troupes en Autriche, qu'Ottocare pût opposer à l'ennemi qui s'avançait vers ce pays. En conséquence il prit la résolution de faire venir en Autriche l'armée bohème qui était toujours campée près de Tepel et d'Egre. Ce mouvement présentait les plus grandes difficultés; car, Tepel étant éloigné de Vienne plus de cinquante milles, il fallait accélérer la marche, afin d'atteindre Vienne avant que Rodolphe parût sous les murs de cette capitale, et puis, pour arriver de Tepel à Freistadt, l'armée bohème devait en grande partie traverser des forêts et montagnes où elle avait de la peine à se procurer des subsistances, et pour en faire venir, le temps était beaucoup trop court. Ottocare alla à la rencontre de l'armée, qui arriva toute épuisée à Frei-

ıdt, le 6 octobre 1276. Comme il ne pouvait sur-le-champ sarder une bataille avec ces troupes, il les fit cantonr dans les environs de Drossendorf sur la Theya, afin 'elles pussent se remettre de leurs fatigues.

Rodolphe était entré, le 6 du mois précédent, dans la le de Passau, où il fut rejoint par le duc Henri de Babre avec sa cavalerie. Le jour suivant, l'armée impéıle franchit les limites de l'Autriche, sans trouver de sistance. Aussitôt la Noblesse se déclara contre Otıare. Les villes ouvrirent volontairement leurs portes x Impériaux. Les gens de la campagne, qui les rerdaient comme leurs libérateurs, les reçurent avec de andes démonstrations de joie, et leur apportèrent de ıs côtés des vivres en abondance. L'armée germanique, ntinuant sa marche vers la basse Autriche, traversa Traun et l'Ens, sans rencontrer des ennemis, et la flole armée descendit tranquillement le Danube, laissé sans fense. Le 10 octobre, le quartier-général de Rodolphe ait à Linz. Conrad de Sumerau, commandant de la rteresse d'Ens, rendit la place aux Impériaux. Le roi s Romains fit camper son armée dans le voisinage de tte ville. Ardagre, Yps et Tuln, autres places fortes, étant également soumises, l'avant-garde de l'armée imriale parut, le 15 octobre, dans la plaine de Vienne. ır ces entrefaites, le comte Meinard de Tyrol avait conis la Carinthie et la Carniole. En Styrie, les Nobles reçurent comme le sauveur de leur patrie. Avec l'asstance efficace du peuple, Meinard parvint bientôt à réire les places fortes et les châteaux de cette province. ı ville de Gratz seule, où commandait Milota de Dieεs, opposa pendant plusieurs semaines une résistance iniâtre; mais, lorsque le gouverneur vit tout le pays cupé par les vainqueurs et Gratz exposé à toutes les rreurs de la famine, il rendit aussi cette capitale et sa

citadelle par capitulation. Le comte Méinard, devenu par là maître de toute la Styrie, conduisit sa division, encore renforcée par la Noblesse des duchés conquis, par le Semering et Schottwien vers la ville de Vienne, pour se réunir à la grande armée.

Le roi Rodolphe, qui avait investi Closterneubourg et cerné Vienne sur la rive droite du Danube, fit sommer cette capitale; mais le bourgmestre Paltram, qui était Bohème et entièrement dévoué à Ottocare, refusa de rendre la ville. Rodolphe alors coupa aux Viennois la communication avec le pays sur la rive droite du Danube, ainsi que le transport sur ce fleuve; et pour effrayer les habitants, il fit incendier quelques vignobles et maisons de campagne, situées sur les hauteûrs qui entourent la ville. Il atteignit le but qu'il s'était proposé; car les bourgeois, intimidés par ces mesures rigoureuses, et prévoyant encore de plus grands malheurs, se soulevèrent contre leur bourgmestre, pour le forcer à rendre la ville. Mais ce magistrat, homme plein de courage et de fermeté, leur reprocha leur pusillanimeté et leur ingratitude envers Ottocare, leur bienfaiteur, et parvint bientôt à étouffer la sédition.

Pendant que tous ces événements se passaient, le roi de Bohème occupait toujours avec son armée la position près de Drossendorf, par où il restait maître de l'Autriche septentrionale. Son plan était, dès que ses troupes auraient repris leurs forces, de passer le Danube près de Closterneubourg, la seule place qui lui restât encore sur la rive droite du Danube, et d'occuper le mont Cétique (*Kahlenberg*), afin de menacer par là et la communication et la ligne de retraite de l'armée qui assiégeait Vienne. De cette manière il espérait contraindre Rodolphe ou de lever promptement le siège, ou d'accepter la bataille, dans des circonstances très-défavorables pour ce dernier prince.

Un incident imprévu vint déranger ces desseins; ce fut la chute de Closterneubourg, cette importante place d'armes, dont le chef d'un corps-franc palatin s'empara par ruse. La possession de cette forteresse assurait les conquêtes qu'avait faites jusque-là le roi des Romains. En même temps le comte Meinard arriva avec ses troupes dans le voisinage de Vienne, tandis qu'une nombreuse armée hongroise, qui s'était rassemblée sur les bords de la Leitha et de la Morave, se disposait à traverser ces rivières pour se joindre à Rodolphe. Ces renforts considérables firent prendre à ce monarque la résolution de tenir la ville de Vienne bloquée par un corps de troupes, de passer avec ses forces principales le Danube, et d'attaquer son ennemi dans son propre camp. À ces fins, il fit construire un pont de bateaux à quelque distance de Vienne.

Ottocare se trouvait dans la plus dangeureuse situation. Les provinces autrichiennes étaient presque entièrement au pouvoir de ses ennemis. La Noblesse et le peuple de ces contrées avaient pris les armes pour Rodolphe. Après la perte que le roi de Bohème avait faite de Closterneubourg, il ne pouvait plus entreprendre de passer le Danube, ni de dégager Vienne. Les bourgeois de cette ville, persuadés que leur résistance serait aussi vaine que préjudiciable à leurs intérêts, menaçaient d'effectuer par force la reddition de la place. La fidélité des Grands de la Bohème et de la Moravie était incertaine. Les troupes étaient mécontentes de l'inaction de leur roi et de la disette qui régnait au camp. Les progrès rapides de leurs adversaires avaient affaibli leur courage. Il n'aurait pas été prudent de les mener à l'ennemi pour lui livrer un combat décisif. Mais d'un autre côté, si l'on se décidait à attendre l'armée impériale dans la position de Drossendorf, on avait à craindre, que les Hongrois en flanc et un corps de troupes allemandes sur les derrières ne pénétrassent,

les premiers en Bohème et le dernier en Moravie. Dans ces circonstances difficiles et impérieuses, Ottocare chercha du moins à sauver ses États héréditaires par une prompte pacification. Il dépêcha l'évêque Brunon d'Olmutz avec des pouvoirs illimités, pour négocier avec le roi Rodolphe. On convint de soumettre les prétentions et griefs réciproques à quatre arbitres. Rodolphe confia la gestion de cette affaire au comte palatin Louis et à l'évêque Bertoud de Wurzbourg. L'évêque d'Olmutz et Othon-le-Long, margrave de Brandebourg, furent désignés par Ottocare pour le même objet. Plusieurs archevêques et évêques assistèrent aux négociations, qui se tinrent sous la présidence du landgrave Henri de Hesse.

Le traité de paix fut signé par Rodolphe au camp devant Vienne, le 21 novembre 1276. Par ce traité Ottocare et ses partisans furent absous du ban de l'Empire et de l'excommunication. Le roi de Bohème renonça aux pays d'Autriche, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, ainsi qu'à la Marche vénède, à Portenau (en Frioul) et à Egre. En revanche il fut confirmé dans la possession de la Bohème, de la Moravie et des pays y annexés, de même que dans la dignité d'électeur et d'archiéchanson de l'Empire. On s'engagea de part et d'autre à rendre les ôtages et les prisonniers. Une amnistie générale assurait aux sujets et adhérents des deux partis le pardon et l'oubli de toutes les fautes commises pendant les troubles, la restitution des biens confisqués et la conservation des emplois et dignités dont ils étaient revêtus. On résolut de cimenter la paix par deux mariages, celui de Venceslas, prince héréditaire de Bohème, avec Judith, fille de Rodolphe, et celui de Hartman, fils de ce monarque, avec Cunégonde, fille d'Ottocare. La princesse bohème devait recevoir de son père pour dot les biens et pays jusqu'à concurrence de la somme de 40,000 marcs d'argent, que

ce prince avait possédés en Autriche comme propriété acquise par achat ou à titre de fief. On réserva au roi Rodolphe et à ses successeurs au trône le droit de racheter du fiancé tous ces domaines pour la somme ci-dessus dénommée. Mais ils ne pouvaient plus jamais être reversibles à la Bohème. Rodolphe fixa pour dot de sa fille Judith le même capital de 40,000 marcs ou une rente annuelle de 4000 marcs d'argent, qui devait être affectée sur des terres dans l'Autriche septentrionale. Les villes de Stein et de Crems avec leur territoire en furent expressément exceptées. Le prince Venceslas fut autorisé à transmettre ces biens, comme hypothêque, aux rois de Bohème suivants; mais on y ajouta la clause, que le roi d'Allemagne et ses successeurs auraient en tout temps le droit de les dégager pour la somme de 40,000 marcs. Le roi Ladislas fut compris dans le traité de pacification. Ottocare promit de restituer le trésor de la couronne de Hongrie et d'évacuer sans délai toutes les villes, châteaux et districts que ses troupes occupaient dans ce royaume.

La ville de Vienne ouvrit ses portes aux Impériaux, le jour où la paix fut signée. Le 25 novembre, le roi de Bohème, accompagné du duc Henri IV de Breslau, du prévôt de Vissehrad et d'un grand nombre de seigneurs bohêmes et moraves, se rendit au camp des Allemands, en deça du Danube. Là, en présence des princes, des prélats et des Nobles assemblés, Ottocare assura le roi des Romains de sa soumission, et renonça formellement aux duchés d'Autriche, de Styrie, de Carinthie, et de Carniole. Après quoi il prêta, comme vassal, le serment de fidélité et reçut de la main de Rodolphe l'investiture de la Bohème et de la Moravie [1]). Le jour suivant, le traité de paix

[1]) L'anecdote du pavillon, où la prestation de l'hommage eut lieu, et dont les courtines tombées tout à coup, pendant que le roi de Bohème était encore aux genoux de Rodolphe, auraient montré Ottocare dans cette positure humiliante aux troupes présentes à cette cérémonie,

fut ratifié et confirmé par un second acte. Ottocare alors fit évacuer par ses troupes les pays cédés, dont Rodolphe prit possession au nom de l'Empire germanique. La seule partie de l'Autriche septentrionale, qui avait été destinée à servir d'hypothêque pour la dot de la princesse Judith, resta occupée par les Bohèmes.

Le premier soin de Rodolphe, après la reddition de Vienne, fut d'assurer, par de sages réglements, la tranquillité des provinces autrichiennes. Dans la Diète, tenue en cette ville au mois de décembre 1276, il décréta une paix publique pour la durée de cinq ans. Il nomma, pour le cas qu'il vînt à mourir avant que l'Empire eût disposé de ces pays, le comte palatin Louis vicaire impérial dans ces contrées. Il s'attacha les Nobles, en confirmant leurs prérogatives, et en leur promettant de rétablir leurs châteaux qu'Ottocare avait détruits. Il autorisa l'évêque de Passau à fortifier les villes de S. Hippolyte et d'Efferding, lui appartenantes, ainsi que le bourg d'Amstetten. Ce digne prince travailla sans relâche à guérir les plaies profondes qu'avaient faites à ces provinces les guerres multipliées d'Ottocare, les luttes et troubles intérieurs, et en dernier lieu les excès commis par l'armée impériale elle-même. Pour faire renaître, en sa présence et sous sa propre administration, la prospérité dans ces pays et les protéger jusqu'à ce que l'Empire leur eût donné un nouveau Souverain, Rodolphe établit sa résidence et le

n'est qu'une fable inventée dans les temps plus récents. Car ni les annalistes contemporains de la Bohème, qui ont tant encensé leur roi Ottocare, ni les autres historiens, qui racontent minutieusement tous les détails de cette entrevue des deux Souverains, n'en disent un seul mot. Aenéas-Sylvius, qui fut pape sous le nom de Pie II, et qui vivait deux cents ans après cette époque, est le premier qui en ait parlé; mais on sait que cette partie de son histoire de Bohème est pleine d'erreurs et de fausses allégations. Voir Froelich : *Dialogus qui disceptatur, anne Rudolphus Hapsburgicus regi Bohemiae Ottocaro ab obsequiis fuerit, eumdemque tentorio lapsili deluserit*, in 4.

siége du gouvernement germanique dans la ville de Vienne, où il fit venir aussi son épouse Anne et ses enfants qu'il avait laissés en Suisse.

Le roi Rodolphe sentit aussi le besoin de surveiller de près Ottocare qui, bien que vaincu, était encore un prince très-puissant. L'humiliation et les pertes que celui-ci avait éprouvées, étaient si grandes, et son esprit inflexible était si généralement connu, que personne ne pouvait croire à la sincérité des assurances de paix qu'il avait données au roi des Romains. En effet, Ottocare, ce prince fier et impérieux, se livrait à des sentiments de haine et de vengeance, qu'aigrit encore la reine Cunégonde, princesse altière et ambitieuse, qui fit à son époux mille reproches amers de ce qu'il avait cédé, sans hasarder une bataille décisive, et par une lâcheté indigne, une si grande et belle partie de ses provinces et fait hommage de ses États héréditaires à un prince, qui lui était si fort inférieur en extraction et en puissance. Plusieurs seigneurs autrichiens et styriens, qui étaient encore restés attachés au roi de Bohème, parlèrent dans le même ton. Ottocare trahit bientôt le regret et la honte qu'il éprouvait du rôle déshonorant qu'il avait joué, et fortifia par sa conduite Rodolphe chaque jour davantage dans sa juste défiance. L'animosité, mal cachée de part et d'autre, engendra des mésintelligences. Le roi des Romains se plaignit le premier de ce qu'on n'avait pas encore rendu, de la part de la Bohème, les ôtages et les prisonniers, ni évacué différents endroits et cantons, et nommément Hainbourg et Egre, ni restitué enfin les joyaux de la couronne de Hongrie. Ottocare, de son côté, se plaignit dans une lettre qu'il écrivit à Rodolphe vers la mi-décembre 1276, de ce que plusieurs articles du traité de paix n'avaient pas encore été exécutés, ou ne l'avaient pas été aux termes de la convention. Il y exposa en outre, qu'encore après la conclusion de la paix, on lui avait enlevé

les châteaux de Perneck et de Weickartschag (dans le quartier dit *Ober-Manhartsberg* en basse Autriche); qu'on avait commis des pillages en Moravie; que l'évêque de Passau avait ôté à Ulric Mont, chancelier du roi de Bohème, la cure dans la ville de Vienne; que bien que lui, Ottocare, eût déjà remis depuis longtemps le traité de paix ratifié par lui, il n'avait pas encore reçu pareil instrument de la part de Rodolphe; que des marchands bohèmes avaient été dépouillés en Carinthie etc. Il terminait sa missive par engager le roi des Romains à remplir fidèlement les conditions prescrites par le traité, et promit de remettre sans délai les places d'Egre et de Hainbourg, encore occupées par les troupes bohèmes. Ottocare écrivit en même temps au duc Henri de la basse Bavière, sollicita son intercession et entremise auprès de Rodolphe, et l'invita à une entrevue sur les frontières de Bohème.

Immédiatement après, on entama de nouvelles négociations à Vienne. Les plénipotentiaires furent, de la part de la Bohème l'évêque d'Olmutz, le burgrave Zmilon de Vettau et Ulric, secrétaire intime d'Ottocare; et le burgrave de Nuremberg de la part de Rodolphe. Ce monarque se fit donner, par le comte palatin Louis, par le landgrave Henri de Hesse et par l'évêque Léon de Ratisbonne, un acte, dans lequel ils certifiaient avoir été témoins oculaires de la rénonciation, de la prestation de serment et de l'investiture d'Ottocare. Le 18 janvier 1277, le roi des Romains tint à Vienne une Diète générale, où furent présents la plupart des princes qui avaient pris part à la campagne, ainsi que les États de l'Autriche, de la Styrie et de la Carinthie. L'archevêque de Salzbourg et les évêques de Passau, de Frisingue et de Bamberg, conférèrent dans ce temps-là plusieurs fiefs ecclésiastiques, qui leur appartenaient dans les trois duchés, et auxquels Ottocare avait renoncé, aux fils de l'Empereur, Albert, Hartman et Rodolphe.

Ottocare, qui avait passé l'hiver à Brunn en Moravie, se rendit à Vienne dans les premiers jours du mois de mai 1277. On fit une seconde convention qui renouvelait et confirmait le traité de paix déjà conclu. On n'y fit qu'un seul changement très-essentiel; ce fut relativement à la dot que la princesse Judith devait apporter en mariage au prince royal Venceslas. On convint qu'Ottocare garderait la ville et le territoire d'Egre, à titre de gage, jusqu'à l'acquittement de la dot, qui fut réduite à la somme de 10,000 marcs d'argent. En retour, Ottocare devait évacuer incessamment tous les châteaux, endroits et districts qu'il occupait encore dans l'Autriche septentrionale en vertu du premier traité. Les limites de l'Autriche vers la Bohème et la Moravie furent rétablies telles qu'elles l'étaient à la mort du duc Frédéric-le-Belliqueux, l'an 1246. Le roi Ladislas fut compris, cette fois aussi, dans le traité de paix, et Ottocare promit de remplir les conditions qui concernaient le monarque hongrois.

Ottocare se rendit de Vienne à Prague, d'où il partit bientôt pour Troppau en Silésie. Il passa une partie de l'été dans cette ville, où s'assemblèrent plusieurs princes polonais et silésiens, qui conclurent une alliance défensive et offensive avec le roi de Bohème. Au mois de juin, la reine Anne arriva à Vienne avec la plus jeune partie de sa famille; ce qui semble prouver, que Rodolphe commençait à croire que la paix ne serait pas troublée de sitôt. Ottocare lui-même adressa à la reine Anne une lettre très-flatteuse, par laquelle il félicitait cette princesse de son arrivée à Vienne et la priait d'user de toute son influence, pour lui conserver l'amitié de son époux. Il écrivit dans le même sens au roi Rodolphe qu'il assura de son entier dévouement, et paraissait supporter avec résignation les événements fâcheux de l'année précédente. Cependant, malgré toutes ces belles apparences, il s'éleva bientôt

de nouveaux différends. Les actions d'Ottocare ne s'accordaient point avec ses lettres. Il n'avait pas encore rempli jusque-là plusieurs conditions du traité, et notamment l'évacuation de l'Autriche septentrionale et la restitution du trésor royal de Hongrie. D'ailleurs, les armements que faisait ce prince, l'alliance qu'il venait de contracter avec des Souverains du Nord, et les peines qu'il se donnait secrètement pour inciter les seigneurs d'Allemagne contre leur Roi, trahissaient assez ses vues hostiles. Pour éclaircir les doutes et mésentendus qui pouvaient exister encore par rapport à l'exécution du traité de paix et lever, s'il était possible, toutes les difficultés, le burgrave de Nuremberg et le comte de Furstenberg firent, dans le cours de l'été, plusieurs fois le voyage de Vienne à Troppau, où le roi de Bohème faisait alors sa résidence.

Dès que ce Souverain fut de retour à Prague, on confirma tous les articles du traité de paix par une troisième convention, qui fut signée dans cette capitale, le 12 septembre 1277, par le prince Albert et le burgrave de Nuremberg, en qualité de plénipotentiaires de Rodolphe, conjointement avec Ottocare. Une alliance défensive fut même conclue entre les deux monarques. Le roi de Bohème promit, comme vassal, de secourir par ses armes l'Empire germanique dans chaque occasion et d'accompagner le roi Rodolphe dans son expédition romaine. Mais l'événement fit bientôt voir qu'Ottocare, par ces négociations et traités, ne cherchait qu'à gagner du temps pour faire ses préparatifs de guerre. Il continua à persécuter de la manière la plus cruelle les Nobles de la Bohème et de la Moravie qui, pendant la dernière guerre, avaient montré quelque attachement pour Rodolphe, ou qu'il soupçonnait être encore alors dévoués à ce monarque. Plusieurs d'entre eux furent exécutés, d'autres dépouillés de leurs biens

et envoyés en exil. Par ces actes de tyrannie, les traités trois fois jurés furent grièvement violés. Rodolphe somma en vain le roi de Bohème de tenir les conditions de paix. Aigri au dernier point par les admonitions réitérées du roi des Romains, Ottocare laissa enfin éclater sa fureur, si longtemps retenue. Il déposa son premier ministre, André de Rziczan, grand-trésorier de Bohème, qui l'avait porté à refuser la dignité impériale, et qui ensuite lui avait conseillé de faire la paix avec Rodolphe. Il relégua sa fille Cunégonde, fiancée à Hartman de Habsbourg, dans le couvent de Ste Claire à Prague, où il lui fit prendre le voile avec douze demoiselles nobles. Ensuite il écrivit, de Podiebrad le 31 octobre 1277, à Rodolphe une lettre pleine de reproches les plus amers, et y déclara qu'il n'avait jamais songé à laisser restreindre ses droits souverains dans l'administration intérieure de ses États, ni dans la manière de traiter ses sujets. Le roi des Romains, qui considérait cet écrit arrogant comme une déclaration de guerre, y fit une courte, mais énergique réponse, dans laquelle il démontrait que les accusations énoncées dans la lettre d'Ottocare n'avaient aucun fondement. Il allégua tout ce que lui, Rodolphe, avait fait pour maintenir la paix, et le prévint qu'il était occupé à faire les dispositions nécessaires pour traiter le roi de Bohème comme il le méritait. Sur celà, Rodolphe fit entrer ses troupes dans l'Autriche septentrionale qu'Ottocare tenait encore toujours occupée. Les garnisons bohèmes, trop faibles pour résister aux Impériaux, furent bientôt chassées des places qu'elles gardaient, et contraintes à passer la Theya.

Rodolphe, connaissant toute l'importance de la campagne qu'il allait entreprendre, chercha avec une sage et active prévoyance à se procurer autant de forces que possible, pour attaquer avec succès son puissant et implacable ennemi. L'alliance, conclue entre Rodolphe et le roi

Ladislas de Hongrie, qui avait été renouvelée à Vienne, le 12 juillet 1277, était d'un avantage très-décisif pour le premier de ces Souverains, qui sans l'appui du monarque hongrois n'aurait pas été à même d'entrer en lice avec le roi de Bohème, prince aussi valeureux qu'habile dans l'art militaire, et ayant sous ses ordres une armée formidable, bien disciplinée et aguerrie. Dans la convention avec la Hongrie il fut stipulé, que les deux parties contractantes se prêteraient mutuellement secours contre leurs ennemis; que les joyaux de la couronne de Hongrie, encore détenus par la Bohème, seraient restitués au roi Ladislas, et qu'on forcerait Ottocare à faire évacuer les places hongroises que ses troupes continuaient d'occuper. On convint en même temps, qu'il y aurait entière liberté réciproque de commerce entre les pays autrichiens et hongrois, et il fut en outre arrêté, que le jeune prince André, duc d'Esclavonie et frère du roi Ladislas, épousérait Clémence, fille du roi Rodolphe.

Au printemps de l'année 1278, ce Souverain appela par des monitoires particuliers les princes de l'Empire sous les armes. Mais la plupart des vassaux allemands montrèrent peu d'empressement à obtempérer à l'ordre de leur chef suprême. Oui, ce qui plus est, beaucoup d'entre eux embrassèrent ouvertement le parti d'Ottocare. Au nombre de ces derniers étaient le vacillant Henri, duc de la basse Bavière, et l'archevêque de Cologne, qui s'étaient laissés gagner par les grosses sommes d'argent qu'Ottocare leur avait données; en outre le margrave Albert III de Landsberg et de Lusace; Henri-l'Illustre, margrave de Misnie et landgrave de Thuringe; Othon-le-Long, margrave de Brandebourg; l'archevêque de Magdebourg et plusieurs autres. Au dehors de l'Allemagne, le roi de Bohème avait, d'ailleurs de puissants alliés; c'étaient Léon Danielowitsch, roi de la Russie méridionale et duc de Halics;

Jean-Asan II, roi de Bulgarie; les ducs de la grande et de la petite Pologne, et de Poméranie; l'ordre Teutonique en Prusse et la plupart des princes silésiens, avec lesquels il avait formé cette union pendant son séjour à Troppau, l'année précédente.

Après la paix de Vienne, Rodolphe avait retenu auprès de sa personne en Autriche un corps choisi d'environ 500 chevaliers de différentes contrées de l'Allemagne, avec leurs valets et hommes d'armes. Pour faire face aux dépenses considérables qu'exigeait l'entretien de ces troupes, les évêques et les abbés en Autriche, en Styrie, en Carinthie et en Carniole, furent obligés de payer de fortes contributions, non-seulement de leurs biens, mais encore de ceux des églises et des couvents. Mais, comme ces subsides ne suffisaient point pour couvrir tous les frais, on mit sur les métairies, les champs, les vignobles, les roues de moulin, les charrues, les granges etc. une taxe générale, qui fut levée avec une rigoureuse exactitude. Cette imposition, bien qu'elle fût commandée par la nécessité, n'en excita pas moins le mécontentement du peuple. Ottocare avait encore beaucoup de partisans en Autriche, principalement parmi les bourgeois de Vienne, qui avaient, comme il a déjà été mentionné, les plus grandes obligations à ce prince. Les deux Henri de Chunring, père et fils, possesseurs de Weitra, le dernier aussi maréchal d'Autriche et époux d'Agnès, fille naturelle d'Ottocare, étaient à la tête de ce parti. Ils profitèrent des clameurs qui s'étaient élevées contre l'imposition nouvelle, pour susciter, en hiver 1277-1278, des troubles dans le pays. Henri de Chunring le jeune se mit à ravager avec une troupe de gens ramassés l'Autriche septentrionale, et étendit ses courses jusqu'au Danube. Paltram, bourgeois de Vienne et parent du ci-devant bourgmestre Paltram Vatzo, secondé par ses six fils, et son

oncle Marquard, excita dans la ville de Vienne une révolte contre Rodolphe. Mais ils ne trouvèrent que peu de partisans parmi la bourgeoisie, et se virent contraints de prendre la fuite, pour ne pas subir le supplice auquel ils furent condamnés, comme coupables de haute trahison. Tant pour récompenser les habitants de Vienne de leur conduite loyale dans cette occasion, que pour s'assurer de leur fidélité pendant la campagne prochaine, le roi Rodolphe confirma, le 20 juin 1278, tous leurs privilèges, lois et franchises. Peu de jours après, il éleva Vienne au rang de *ville libre impériale*, distinction qui avait déjà été décernée deux fois (en 1237 et 1247) à cette capitale. Le comte hongrois de Gussingue osa, malgré l'alliance intime qui unissait son Souverain à Rodolphe, envahir, au printemps 1278, la Styrie en faveur d'Ottocare.

Une partie des forces du roi des Romains se concentra, au mois de juillet 1278, sur la rive droite du Danube dans les environs de Vienne. Outre les 500 chevaliers avec leurs vassaux dont il a été fait mention plus haut, on y vit paraître le burgrave Frédéric de Nuremberg; les margraves Henri V de Burgau, Herman VI de Bade et Henri II de Hochberg; les comtes de Furstenberg, de Hoheneck, de Henneberg, de Catzenellenbogen, de Linange et plusieurs autres des pays rhénans; Meinard de Tyrol; Albert II de Gorice; les comtes d'Ortenbourg, de Heunbourg et de Pfannenberg de Carinthie; les chevaliers de Pettau, de Söldenhofen, et Othon de Liechtenstein de Styrie; Capell, Haslau, Falkenberg et Henri de Liechtenstein d'Autriche; l'archevêque de Salzbourg, les évêques de Bâle, de Passau, de Ratisbonne, de Frisingue, de Trente, de Gurk, de Lavant, de Chiemsée. Outre ces princes, seigneurs et prélats, cités dans la chronique, il y eut encore beaucoup de comtes et de Nobles qui vinrent se joindre à l'armée de Ro-

dolphe, ou qui servirent dans les troupes commandées par les chefs ci-dessus mentionnés. Il n'y a que les forces d'un petit nombre de ces vassaux qui soient connues; et comme celles-ci étaient peu nombreuses, il est à croire que les autres n'auront pas été non plus d'une grande importance. Une bonne partie de ces troupes ne rejoignirent même qu'au mois d'août, après le passage du Danube, l'armée impériale, campée près de Marcheck. Les forces de Rodolphe y rassemblées pouvaient monter à 15,000 combattants. Le duc Albert de Saxe, et le comte palatin Louis, gendres du roi des Romains, se trouvaient depuis le commencement de la guerre à la Cour de ce monarque; car ils signèrent, le 24 juin 1278, en qualité de témoins, le diplôme qui plaçait Vienne au nombre des villes impériales. Mais le duc de Saxe, qui n'avait pas de troupes avec lui, ne prit point part à la bataille sur les bords de la Morave. Le comte palatin retourna dans son pays, et conduisit en personne un corps d'auxiliaires en Autriche. Mais lorsqu'il arriva dans les environs d'Ens, le sort de la guerre était déjà décidé par le combat près de Stillfried et par la mort d'Ottocare. Othon, prince héréditaire de Bavière, troisième gendre de Rodolphe, dépendait de son père, le duc Henri, qui se déclara ouvertement l'ennemi du chef de l'Empire. Peu de temps avant l'ouverture de la campagne, Rodolphe mit de nouveau Ottocare au ban de l'Empire, et l'archevêque de Salzbourg lança pour la seconde fois les foudres ecclésiastiques sur le roi de Bohème.

Au printemps 1278, Ottocare avait mandé à ses vassaux bohèmes et moraves de se joindre avec leurs hommes d'armes à ses drapaux. Mais la Noblesse montra peu d'empressement à suivre cet appel. Un grand nombre de seigneurs conseillèrent même à leur Roi d'être plus condescendant envers Rodolphe et de s'arranger avec lui; ce qui rendit Ottocare si furieux qu'il jura, dès qu'il aurait

vaincu son rival, d'exterminer ces feudataires récalcitrants, et de peupler la Bohème par des habitants de la Thuringe et de la Misnie. Cette menace eut pour effet, que les Bohèmes et les Moraves obéirent, mais avec une répugnance intérieure, et plusieurs d'entre eux portant déjà la trahison dans le coeur.

Le 12 juin, le roi de Bohème partit de Prague, pour se rendre à l'armée qui se rassemblait dans les environs de Brunn, et qui dans ses cantonnements s'étendait jusqu'à la Theya, limitrophe de l'Autriche. Elle était formée de 10,000 Bohèmes, de 12,000 Moraves et de quelques troupes enrôlées en Bavière. Dans le cours du mois suivant, elle fut renforcée par les troupes auxiliaires de la Russie rouge, sous les ordres du roi Léon-Danielowitsch; par celles de Poméranie et de Pologne; par les Silésiens, ayant pour chefs les ducs Henri IV de Breslau et Uladislas d'Oppeln; par les Thuringiens, les Misniens, les Magdebourgeois et les Lusaciens de Saxe, et enfin par les Brandebourgeois, sous la conduite de leur margrave Othon-à-la-Flèche, qui tous ensemble pouvaient monter au nombre de 20,000 combattants. Ottocare, qui se voyait ainsi à la tête d'une armée de plus de 40,000 hommes, passa, dans les premiers jours du mois d'août, la rivière de Theya, dans les environs de Laa et fit saccager toute cette contrée. Ensuite il se rendit maître de Drossendorf, ville fortifiée, après un siège de quinze jours, et marcha enfin sur Laa, pour s'emparer de cette forteresse aussi. Cette fermeté, dont Ottocare avait si souvent donné des preuves, semblait cette fois-ci l'avoir entièrement abandonné. Trop minucieusement attentif à couvrir les derrières et les communications de son armée, il perdit, par les sièges de ces places peu importantes, le temps favorable pour anéantir son adversaire, qui dans ce temps-là avait à peine rassemblé, près de Vienne, un corps de 7000

hommes. Rodolphe attendait avec anxiété d'un jour à l'autre son fils Albert avec des troupes auxiliaires, l'évêque de Bâle, les légions de Styrie et de Carinthie, ainsi que l'armée hongroise. L'évêque de Bâle arriva, le 9 août, avec une troupe choisie de 1000 cavaliers et de 2000 archers, dont le Roi fit sa garde du corps. Peu de temps auparavant, il avait reçu aussi quelques renforts d'Alsace. Enfin l'annonce tant désirée parvint à Rodolphe, que le roi Ladislas de Hongrie, qui avait réuni ses troupes près d'Albe-Royale, s'avançait à marches forcées vers le Danube et arriverait incessamment dans le Marchfeld. Le roi des Romains, encouragé par l'approche de l'armée alliée, autant que par la craintive lenteur qu'Ottocare mettait dans ses opérations, se détermina à ouvrir sans délai la campagne. En conséquence il se mit, le 14 août, en marche de Vienne pour Hainbourg, où il passa le Danube. Peu de jours après, il occupa avec ses troupes un camp retranché non loin de la ville de Marchek qu'Ottocare avait fondée, quelques années avant, en mémoire de la bataille qu'il avait gagnée contre les Hongrois, l'an 1260. Là, Rodolphe fut rejoint par les troupes de Styrie, de Carinthie et de Carniole. Le roi Ladislas, avec 20,000 Hongrois et 16,000 Cumans, traversa le Danube près de Presbourg, et se réunit avec Rodolphe dans le voisinage de Marcheck. Milota de Diedics, issu de la famille des Rosenberg, ci-devant gouverneur de la Styrie et actuellement capitaine du pays en Moravie, commandait dans l'armée d'Ottocare les troupes moraves. Ce Souverain avait jadis déshonoré une nièce de Milota et fait brûler, sur une fausse accusation du crime de haute trahison, Beness, père de cette jeune fille. Pour se venger de cet outrage et de cette injustice, Milota instruisit secrètement le roi des Romains, que la garde se faisait avec négligence dans l'armée bohème et que celle-ci parcourait le

pays pour brigander et piller. Rodolphe, profitant de cet avis, se porta en avant avec ses troupes et transporta, le 20 août, son camp dans le voisinage de Weickendorf. Deux mille Cumans furent détachés vers Laa, pour reconnaître la position de l'ennemi. Cette troupe légère surprit plusieurs avant-postes des Bohèmes et alarma leur armée. Ottocare alors leva le siège de Laa, et ayant concentré ses forces, il dirigea sa marche par Zistersdorf, Staatz, Böhmischkrut, Jedenspeigen, Durrenkrut et Stillfried, vers le camp de Rodolphe. Il prit position, à un mille de là, dans la ligne de Schweinbarth, Matzen, Brodes, jusqu'à Anger-sur-la-Morave. Les deux armées étaient séparées par des touffes de roseaux qui s'étendaient depuis la susdite rivière jusqu'aux dernières pentes des montagnes de Hohenleuthen, et qui passaient pour impénétrables. Mais les Hongrois se firent passage à travers les roseaux jusque sur les hauteurs, taillèrent en pièces près de 200 Bohèmes, et firent quelques centaines de prisonniers. Le roi Rodolphe, ayant été informé par ces derniers que des traitres dans l'armée bohème avaient formé l'affreux projet d'assassiner leur roi, en donna aussitôt avis à Ottocare, qui ne crut mieux échapper au poignard des meurtriers, qu'en se faisant de nouveau prêter serment de fidélité par ses Généraux et les gens de sa Cour. Mais il reconnut bien mal le noble et loyal procédé de son magnanime adversaire, s'il est vrai, comme on prétend, qu'il promit une forte récompense à celui qui tuerait le roi Rodolphe, ou du moins le coursier de ce monarque.

Le 25 août, Rodolphe se porta en avant avec son armée pour attaquer l'ennemi. Ottocare ne l'attendit point, mais se retira derrière la forêt, dite *Matzner Wald* à deux lieues au dessus de la Morave, où il fit faire halte à ses troupes. La journée décisive arriva enfin. Le 26 août, Rodolphe, qui avait pris sa position derrière Still-

fried, mit ses troupes en mouvement pour attaquer l'ennemi, et quoique l'armée bohème continuât de se retirer, par Weidendorf et Durrenkrut, vers Jedenspeigen, Drössing et Zistersdorf, il la suivit en ordre de bataille. À la tête marchaient les Hongrois, en trois lignes, sous la conduite du roi Ladislas, du palatin Mathieu de Trentschin et du comte de Schildberg; ensuite venait Rodolphe avec les troupes allemandes, commandées par leurs princes, comtes et évêques. Les Autrichiens formaient séparément un cinquième corps, sous les ordres de Conrad de Haslau, vétéran centenaire, et de Henri de Liechtenstein. L'arrière-garde était formée par des troupes d'élite, pour la plus grande partie composées d'Autrichiens. Le chevalier Ulric de Capell, guerrier expérimenté, était leur chef. Les ailes de l'armée couvrait la cavalerie hongroise, et autour de la première voltigeaient dans toutes les directions les troupes lestes d'archers cumans, afin de cacher les mouvements des colonnes et de garantir celles-ci contre toute surprise. L'avant-garde atteignit l'armée bohème entre Durrenkrut et Jedenspeigen. Ottocare, voyant qu'il ne pouvait plus éviter le combat, rangea ses troupes, partagées en six divisions, en ordre de bataille. Cinq corps formaient une ligne depuis la Morave jusque vers la montagne, appelée *Steinberg*; à l'aile droite, sur les hauteurs d'Inzersdorf et de Zistersdorf, se trouvaient les Bohèmes, puis les deux divisions de troupes auxiliaires allemandes; le centre était occupé par les Polonais, les Silésiens et Poméraniens. À l'aile gauche s'étendaient les Russes et les Halicsiens, entre Durrenkrut et Jedenspeigen, jusqu'à la Morave. Milota était posté avec la sixième division, composée de 12,000 Moraves, comme réserve, entre Jedenspeigen et Zistersdorf.

Rodolphe, ayant passé avec ses troupes le ruisseau, appelé Sulzbach, marcha à droite en ligne de bataille.

L'aile droite de son armée était appuyée à la Morave. Rodolphe se porta au centre avec les Allemands. Les Autrichiens formaient l'aile gauche. Ulric de Capell se plaça avec la réserve sur une éminence, dans le canton où est actuellement Spannberg. Des trois principaux étendards qui précédaient l'armée de Rodolphe, le margrave Henri de Hochberg portait celui avec l'aigle impériale, le prince Albert le drapeau de la Croix, et Conrad de Haslau la bannière d'Autriche. Le cri de guerre des alliés était *Christ*, et celui de l'armée bohême *Prague*.

Le roi des Romains avait l'intention de faire avancer les deux ailes de son armée et d'envelopper celle de l'ennemi. Un événement imprévu fit échouer ce projet. On n'avait encore donné d'aucun côté l'ordre ou le signal du combat, lorsque tout à coup le fougueux coursier de Henri de Schorlin, chevalier souabe, s'élança du centre de l'armée et se précipita avec son cavalier dans les rangs ennemis. Entraînée rapidement et malgré elle par ce hasard, la cavalerie bâloise se jeta la première sur les ennemis; les autres suivirent son exemple, et bientôt l'action devint générale. On combattit de part et d'autre avec un acharnement affreux. L'armée bohême perdait beaucoup de monde; mais animée par les paroles et l'exemple d'Ottocare, qui égalait son illustre rival en faits glorieux, elle conserva résolument sa position. Le combat durait déjà depuis deux heures, sans que la victoire se décidât en faveur d'aucun des deux partis. Les Allemands et les Hongrois commençaient même à se sentir fatigués à force de combattre sans relâche dans un temps excessivement chaud, lorsque le vaillant Henri de Liechtenstein avec les Autrichiens assaillit encore une fois l'aile droite de l'armée ennemie. Dans la mêlée la plus furieuse périt la fleur de la Noblesse autrichienne. Des Trautmansdorf seuls treize tombèrent sous le fer des Bohêmes. Cependant le

succès couronna enfin les efforts des Impériaux, et les rangs ennemis furent enfoncés. Pendant cette dernière attaque de l'aile gauche contre les Bohèmes, le roi Rodolphe lui-même et le margrave de Hochberg avec les Suisses et les troupes de Souabe, de Fraconie et des provinces rhénanes, fondirent sur le centre de l'ennemi. Les Brandebourgeois, les Bavarois, les Misniens, les Lusaciens, les Thuringiens et une partie des Polonais, leur résistèrent courageusement. Sur les flancs du corps, commandé par le roi des Romains, combattaient l'archevêque Frédéric avec ses Salzbourgeois, les comtes de Heunbourg et d'Ortenbourg avec les Carinthiens, le comte Meinard avec les Carnioliens et les Tyroliens, le burgrave de Nuremberg avec les Styriens. Tous ces capitaines, à l'exemple de leur chef suprême, donnèrent des preuves éclatantes de la plus grande bravoure; tous eurent part à l'honneur de la victoire, qui alors n'était presque plus douteuse.

Cependant, tandis que la fortune penchait vers la bannière des alliés, celui pour lequel ils combattaient était en danger de perdre la vie. Toujours fort avant dans la mêlée, Rodolphe se battait comme le dernier de ses soldats, lorsqu'un chevalier polonais, nommé Herbot de Fullenstein, qui avait promis à Ottocare de tuer le roi des Romains, courut sur ce dernier, la lance en arrêt. Il est vrai, que cet audacieux guerrier, atteint dans la visière par la lance de Rodolphe, fut renversé aux pieds du monarque; mais plusieurs autres Polonais n'en tentèrent pas moins de gagner le prix considérable qu'Ottocare avait destiné à celui qui le délivrerait de son redoutable rival. Cette témérité reçut le salaire qu'elle méritait; car ils furent tous hachés par les compagnons de Rodolphe. À la fin cependant un certain Valens, chevalier thuringien d'une taille gigantesque, parvint à abattre le cheval du roi des Romains, qui perdit son casque en tombant. Ses

preux chevaliers, voyant leur Souverain étendu par terre, froissé et hors d'état de se défendre, formèrent autour de lui une haie impénétrable à ses ennemis, et le protégèrent avec leurs boucliers contre la multitude d'assaillants qui s'avançaient vers lui. Heureusement, Ulric de Capell parut avec l'arrière-garde autrichienne sur le champ de bataille. Informé du danger de son maître, ce brave capitaine se fraya sur les cadavres ennemis un passage jusqu'à lui, sauta de cheval et y fit monter le Roi qui, à la tête de ces troupes fraiches, se porta incontinent sur le point, où l'engagement était le plus vif, et qui conséquemment semblait demander le plus de secours.

Dans le moment même, où l'apparition de la réserve autrichienne surprit le centre de l'armée bohème, la nouvelle s'y répandit aussi que les Autrichiens avaient culbuté son aile droite. Le margrave de Hochberg, voulant tirer parti de cette circonstance, se mit à crier de toutes ses forces „l'ennemi est en fuite!" Les troupes allemandes et hongroises répetèrent ce cri de victoire. Les Bohèmes en parurent tout étonnés, et avant qu'ils eussent le temps de se reconnaître, le désordre se mit par ci par là dans leur armée. Bientôt la confusion s'accrut, et le découragement s'empara des esprits. Déjà les Bohèmes commençaient à fuir par détachements isolés, et bientôt toute leur armée, dissoute en bandes déréglées, se dispersa sur le champ de bataille. Dans cette situation critique Ottocare, voulant employer la dernière ressource qui lui restait, envoya au commandant de la réserve, Milota, l'ordre de marcher en avant avec ses 12,000 Moraves, et de rechasser les fuyards sur le lieu du combat. Par ce moyen, il espérait de nouveau arracher la victoire aux Allemands qui, mettant trop d'ardeur dans la poursuite de l'ennemi, étaient alors eux-mêmes en désordre. Milota, qui depuis longtemps guettait le moment favorable

à sa vengeance, s'empressa de joindre avec sa troupe le roi de Bohème et marcha, conjointement avec celui-ci, contre l'armée impériale qui continuait à s'avancer, comme s'il avait l'intention de la combattre. Mais aussitôt qu'il eut entraîné le monarque dans le voisinage de ses ennemis, ce perfide Général l'abandonna tout à coup et prit la fuite avec les Moraves. Ottocare, témoin de cette lâche et infâme désertion, resta un moment immobile d'étonnement; mais préférant la mort à une honteuse captivité ou à une vie sans gloire, il s'élance au milieu de la chaleur du combat, en s'écriant: „Mon destin m'appelle; mais il vaut mieux périr par la trahison des autres que par sa propre poltronnerie; dans la mort, comme dans la vie, un roi doit toujours être le *premier*!" et quoiqu'il se vît atteint par les vainqueurs, il continua de combattre, à la tête d'un petit nombre de braves, avec une persévérance et une intrépidité surprenante. Il cherchait la mort, mais elle le fuyait avec obstination. Le roi Rodolphe, toujours grand et magnanime, oubliant tous les torts qu'Ottocare avait eus envers lui, et ne voyant que les dangers qui menaçaient les jours de ce prince valeureux, envoya partout l'ordre de respecter la tête sacrée du roi, et de mettre fin à l'effusion du sang. Mais la haine et la vengeance sont sourdes à la voix de la raison et de l'humanité. Quelques chevaliers autrichiens et styriens, dont les parents avaient été innocemment exécutés à mort par ordre d'Ottocare, après avoir longtemps cherché à atteindre la personne de ce Souverain, parvinrent enfin à le serrer de si près, qu'il ne put plus leur échapper. Ayant tué deux des quatre chevaliers qui accompagnaient le roi, les conjurés l'arrachèrent de son cheval et fondirent sur lui comme des furieux. Ottocare se défendit longtemps avec une bravoure héroïque; mais il succomba enfin aux efforts multipliés de ces lâches assassins, qui lui portèrent dix-sept blessures. On croit que

ce fut le jeune Sigéfroi de Mährenberg ou Bertoud Schenk d'Emerberg qui lui donna le coup mortel. Les régicides, effrayés de l'énormité de leur crime, s'enfuirent comme le premier meurtrier de leur race. Henri de Bertholdsdorf trouva son maître noyé dans son sang et dépouillé de presque tous ses vêtements, qui étaient devenus la proie des soldats. S'apercevant que le roi respirait encore, ce fidèle serviteur lui fit avaler quelques gouttes d'eau, le couvrit du pourpoint de son écuyer et laissa reposer sur ses genoux la tête de l'infortuné monarque, qui ne tarda point à exhaler son dernier soupir. Dans ce moment, le roi Rodolphe, qui faisait le tour du champ de bataille, parut sur la place où se passait cette scène tragique. Le spectacle qui s'offrait à sa vue, fit sur ce grand prince la plus douloureuse impression. Il versa des larmes sur le corps inanimé de son ennemi, et se tournant vers les personnes de sa suite, „que ceci, leur dit-il, vous remette sans cesse devant les yeux et l'instabilité de la fortune et le néant des choses d'ici-bas.“ Les dépouilles mortelles du roi de Bohème furent d'abord transportées à Marcheck et de là à Vienne. Elles y demeurèrent déposées dans le couvent des frères mineurs jusqu'au rétablissement de la paix, où l'on permit aux Bohèmes de transférer les restes de leur roi à Znaim. Ils reposèrent dans le couvent des frères mineurs en cette ville jusqu'en 1296, où Venceslas II, fils et successeur d'Ottocare, les fit transporter à Prague avec une pompe royale et inhumer dans l'église du château consacrée à S. Guy, où il érigea un mausolée à son père.

La mort d'Ottocare acheva la ruine de son armée. Les Bohèmes, les Polonais, les Russes, les Silésiens, tous se hâtèrent de gagner pêle-mêle les rives de la Morave et de la Theya, pour se mettre en sûreté derrière ces rivières. Une partie de ces fuyards furent hachés par la cavalerie hongroise et cumane qui s'était mise à leur

poursuite, et un grand nombre trouva la mort dans les flots de la Morave. On fait monter la perte de l'ennemi à 14,000 hommes, parmi lesquels étaient beaucoup de Nobles bohèmes et moraves, qui furent tués ou faits prisonniers. Parmi ces Nobles étaient, au rapport des annalistes: *Smilon de Lichtenbourg; Hyncko de Skal,* autrement nommé *Waldstein; Henri de Ronow*, de la famille de *Berka; Conrad de Weitmile*; *Zdieslas de Sternberg; Othon de Donin* ou *Dohna; Smilon de Czernin; Zdenko de Vratislas; Bohuslas Chiss; Jean Vanczura; Stanko de Pabienez* et autres. Les troupes moraves, qui avec Milota avaient trahi leur roi, furent les seules qui repassèrent la Theya pour retourner dans leurs foyers, sans être inquiétées dans leur retraite. L'armée vaincue perdit tous ses bagages et machines de guerre. Le roi des Romains abandonna le butin considérable aux Hongrois et Cumans. Mais, comme ces derniers avaient déjà réduit en désert le pays depuis Znaim et Lundenbourg jusqu'aux environs de Brunn, et que Rodolphe appréhendait que ces déprédateurs ne ruinassent entièrement la Bohème et la Moravie, il congédia ces dangereux auxiliaires, alléguant pour raison qu'il n'avait plus besoin de leur secours pour dompter ses ennemis. En conséquence Ladislas, tout joyeux de sa première victoire, reconduisit son armée en Hongrie. Il fit suspendre les armes et drapeaux conquis dans l'église métropolitaine d'Albe-Royale, et ordonna de célébrer, par des jeux et des fêtes dans toutes les provinces du royaume, la mort de son ennemi.

Rodolphe, profitant de sa victoire, pénétra par la Moravie vers la Bohème, sans trouver de résistance. La Noblesse et les villes se soumirent volontairement au vainqueur. Le roi des Romains, pour se rendre agréable à la nation, éleva Brunn au rang de ville libre impériale, et confirma les privilèges de Znaim, d'Olmutz et d'autres

cités en Moravie. Dans les derniers jours de septembre, l'armée germanique s'avança par Iglau vers la Bohème et dirigea sa marche sur Prague. La défaite de l'armée avait répandu une terreur panique dans ce royaume. Le prince royal Venceslas était un enfant, âgé de huit ans. La reine-mère était également haïe des Grands et du peuple. Le commerce scandaleux qu'elle avait entretenu, encore du vivant de son royal époux, avec Zawitsch de Rosenberg lui avait déjà attiré le mépris public. Les seigneurs, délivrés par la mort d'Ottocare du joug qui les opprimait, perdirent dans le premier moment de vue les dangers dont la Bohème était menacée et songèrent avant tout à s'assurer de droits et franchises, et à augmenter leurs domaines. C'est pourquoi, au lieu de réunir leurs forces pour défendre la patrie, ils se mirent à guerroyer entre eux et à se détruire les uns les autres. Les troupes bohèmes et moraves mêmes échappées à la défaite sur la Morave, dévastèrent sans ménagement leur propre pays. La reine Cunégonde avait envoyé des ambassadeurs au roi Rodolphe pour se recommander, ainsi que ses enfants, à la clémence du vainqueur. Le monarque les accueillit gracieusement, et promit de prendre la reine et sa famille sous sa protection.

Sur ces entrefaites, Othon-le-Long, margrave de Brandebourg et neveu d'Ottocare, qui se trouvait à Prague, s'était arrogé la régence et la tutelle du prince héréditaire. Il s'empara du trésor de l'État, arrêta la marche des négociations qu'on avait entamées pour faire la paix, et rassembla promptement un corps d'armée considérable. Résolu de se mesurer encore une fois avec Rodolphe, dont les forces étaient réduites à plus de la moitié par le renvoi des auxiliaires hongrois, Othon marcha avec ses troupes à la rencontre du roi des Romains. Mais on n'en vint point au combat. Othon perdit le courage et proposa alors

lui-même la paix. Les Grands de Bohème avaient offert, d'abord en secret, et ensuite par des ambassadeurs publiquement, la couronne du royaume à Rodolphe. Ce noble prince rejeta le présent de ces traîtres. Il conclut le traité de paix avec le margrave, et accorda au peuple vaincu les conditions auxquelles Ottocare lui-même avait souscrit par la convention de Vienne, l'an 1276. Rodolphe reconnut Venceslas II pour roi de Bohème et confirma le margrave Othon dans la tutelle du jeune prince, ainsi que dans la régence du royaume. Un article additionnel stipulait, que la province de Moravie resterait durant cinq années au pouvoir du roi Rodolphe, pour le dédommager des frais de la guerre. On convint en outre d'unir la Maison royale de Bohème aux Habsbourgeois par une triple alliance. Encore dans le cours de la même année (1278), on célébra solennellement à Iglau les fiançailles du jeune roi Venceslas avec Judith de Habsbourg, celles de Rodolphe, fils du roi des Romains avec Agnès, princesse de Bohème, et enfin celles d'Hedvige de Habsbourg avec Othon-le-Petit de Brandebourg, frère du margrave Othon-le-Long. Le mariage d'Othon et d'Hedvige fut consommé, l'année suivante; mais celui de Venceslas et de Judith, de même que celui de Rodolphe et d'Agnès, fut encore différé à cause de la trop grande jeunesse des fiancés, et la célébration s'en fit seulement en 1286 à Prague.

Après avoir si généreusement rendu la paix au malheureux royaume de Bohème, Rodolphe revint en Autriche, où il fut reçu par les habitants de Vienne avec de vives démonstrations de joie. Il avait en vue de grandes améliorations pour le bien-être et la prospérité des provinces autrichiennes; mais avant de se livrer à ces nobles travaux, il lui restait encore à châtier un prince, qui avait violé le serment de fidélité qu'il avait prêté au chef

de l'Empire. On se rappelera que le duc Henri de Bavière, après avoir, dans le premier moment de danger, déserté la cause d'Ottocare son allié, avait conclu avec le roi Rodolphe un traité fort avantageux pour lui. Néanmoins l'intérêt, qui le dominait, le rendit parjure, et en 1278 il se laissa de nouveau gagner par le roi de Bohème; ce qui avait tellement courroucé Rodolphe, qu'il était résolu à faire sentir au prince bavarois tout le poids de sa vengeance. Cependant, comme ce monarque était d'une humeur douce et bénigne, il céda aux instances de son gendre Othon, prince héréditaire de Bavière, et de sa fille Cathérine qui sollicitèrent la grâce du duc Henri. Celui-ci obtint son pardon, mais sous la condition qu'il évacuerait sur-le-champ le pays au-dessus de l'Ens qu'il occupait depuis 1276 pour sûreté de la dot de son épouse. Toutefois, voulant donner une hypothèque pour la somme promise à cette princesse, Rodolphe remit au prince Othon Neubourg, Schaerding et plusieurs autres villes frontières, situées dans le district appelé *Innthal.*

Le calme ayant ainsi été rétabli partout, le roi des Romains put enfin consacrer ses soins aux affaires intérieures des duchés autrichiens. Avant toutes choses, il fit jurer à la Noblesse et aux villes d'Autriche la paix publique. Dans les années 1279 et 1280 il visita les différentes provinces conquises, confirma entre autres les privilèges des Styriens et reçut l'inauguration à Gratz. Sous le gouvernement d'Ottocare un grand désordre s'était mis dans les finances de l'Autriche. Ce monarque avait réuni beaucoup de domaines de l'État à ses possessions particulières. Une grande partie des revenus et droits du Souverain avaient aussi été dilapidés et étaient passés d'une manière ou d'autre dans des mains étrangères. Rodolphe arrangea cette affaire de façon que la Chambre ducale recouvra ce qui lui appartenait, sans que cela portât trop

de préjudice aux possesseurs qui avaient acquis ces biens par voie légale. Une autre affaire, non moins importante, était de contenter les parents collatéraux du dernier duc babenbergeois, Frédéric II, qui avaient encore à faire différentes prétentions. Nous savons, il est vrai, qu'aux termes de la charte babenbergeoise, qui avait été itérativement confirmée et reconnue par l'Empereur et l'Empire, les soeurs du duc Frédéric, Marguerite et Constance, ni sa nièce Gertrude, n'avaient aucun droit de lui succéder dans les duchés autrichiens. Malgré cela, chacune de ces trois princesses avait, pendant le temps de l'interrègne, plus ou moins servi d'instrument aux partis. Marguerite, épouse répudiée d'Ottocare, était morte sans postérité à Crems, l'an 1267. Mais Constance avait procréé avec son époux, le margrave de Misnie, deux fils, Albert et Thierry qui vivaient encore; et Gertrude, nièce du duc Frédéric d'Autriche, et veuve d'Uladislas de Bohème, de Herman de Bade et de Romain de Halics, avait laissé de son second mariage une fille, nommée Agnès. Cette princesse s'était remariée, après la mort de son premier époux, Ulric III, duc de Carinthie (1269), au comte de Heunbourg. Les parents de la Maison de Babenberg réclamèrent les biens allodiaux de Frédéric II en Autriche et en Styrie. Le roi Rodolphe fit examiner ces prétentions en 1279 par une Cour impériale de princes, à laquelle assistèrent aussi par son ordre les principaux membres ecclésiastiques et séculiers des États des provinces autrichiennes. Conformément à la décision de ce tribunal, Agnès et son époux reçurent 6000 marcs d'argent, tant en échange des susdits biens allodiaux babenbergeois, et des terres et châteaux en Carinthie qui avaient été destinés à cette princesse par son premier époux pour dot et douaire, que pour les dédommager de la perte du comté de Perneck, de la seigneurie de Drossendorf et

d'autres domaines que le comte de Heunbourg et Agnès avaient dû céder par une convention forcée au roi de Bohème. En nantissement pour cette somme, on donna au comte de Heunbourg la jouissance des revenus de sept terres domaniales en Styrie et en Carinthie. Les princes misniens renoncèrent à toutes leurs prétentions, ayant été démontré qu'Ottocare avait suffisamment indemnisé leur père. Le comte palatin Louis, le duc Henri de Bavière, le comte Meinard de Tyrol et plusieurs autres princes, revendiquèrent également différents endroits et cantons dans les trois duchés autrichiens, et le roi Ladislas crut devoir profiter de ce moment, où le sort de ces provinces était encore indécis, pour renouveler les prétentions de la Hongrie sur le duché de Styrie. Mais tous ces princes furent renvoyés avec leurs réclamations à la prochaine Diète de l'Empire.

Suivant l'ancienne coutume, un roi de Germanie ne pouvait garder l'administration d'un fief dévolu à l'Empire que pendant un an. Néanmoins, depuis la bataille sur la Morave, près de deux années s'étaient écoulées, sans que Rodolphe eût rien décidé relativement à la possession des pays autrichiens. Le régent de Bohème, Othon-le-Long, manifestait encore toujours de mauvaises intentions contre le roi des Romains. Le fameux comte de Chunring le jeune était proche parent du margrave de Brandebourg. Quoique le crime de rebellion, dont il s'était rendu coupable, l'an 1278, lui eût été pardonné, il avait cependant perdu sa place de Maréchal d'Autriche qui fut conférée à Étienne de Meissau. Henri avait dû en outre s'engager à mettre son château de Weitra au pouvoir du roi Rodolphe. Mais deux années étaient déjà passées, et Chunring n'avait pas encore remis la forteresse. Le margrave Othon-le-Long employa tous ses efforts pour faire avoir à son parent de meilleures conditions. Mais Rodolphe ne se départit en rien

du premier traité. Enfin, en 1280 Henri de Chunring évacua Weitra, et se soumit au roi des Romains. Le comte palatin Louis moyenna une parfaite réconciliation entre Rodolphe et le margrave de Brandebourg.

Pendant que le roi des Romains maintenait la paix dans ses États, et rétablissait la tranquillité publique, son bonheur domestique fut ébranlé par plusieurs rudes coups du sort. Deux petits-fils bien-aimés, que sa fille Cathérine, épouse d'Othon de Bavière, avait mis au monde, moururent subitement, l'an 1280. Ils furent suivis au tombeau, le 16 février de l'année suivante, par la reine Anne, épouse de Rodolphe et mère de ses dix enfants, qui succomba, dit-on, au chagrin qu'elle ressentit d'être séparée à une si grande distance de Clémence sa fille favorite, mariée à Charles-Martel, prince royal de Sicile. La perte de son épouse chérie dégoûta Rodolphe du séjour de Vienne pour le reste de sa vie. Il quitta cette capitale au mois de mai 1281. À la prière des États, il confia le gouvernement des duchés à son fils aîné Albert, comme vicaire impérial, et lui fit prêter, en cette qualité, serment de fidélité par la Noblesse et le peuple. Pour la gestion des affaires de l'État, quinze Nobles autrichiens furent adjoints au prince.

Le Roi tint, au mois d'août 1282, une assemblée générale des États à Nuremberg. On y annulla toute aliénation de fiefs et domaines impériaux faite depuis 1245 sans le consentement des princes électeurs. Ce fut probablement aussi dans cette même Diète, qu'on examina et déclara non admissibles les différentes prétentions que quelques princes formaient sur les pays reconquis sur Ottocare. De Nuremberg Rodolphe se rendit dans les provinces rhénanes. On prétend que ce Souverain avait le projet de rétablir l'ancien royaume d'Arles (Bourgogne), et de placer son fils Hartman, qui jadis avait été fiancé à Cunégonde,

princesse de Bohème, sur le trône de ce nouveau royaume. Quoique cette assertion ne paraisse se fonder que sur une simple conjecture, il est au moins certain, que Rodolphe avait destiné à son fils précité la succession dans tous les domaines habsbourgeois situés en Helvétie, et que la main de Jeanne, fille d'Edouard I d'Angleterre, avec une dot de 10,000 livres Sterling lui avait été assurée. Hartman, accompagné de six chevaliers, descendit le Danube pour aller rejoindre son père à Francfort; mais étant arrivé, le 21 décembre 1282, près de Rheinau en Turgovie, le bateau sur lequel il se trouvait, s'échoua, et les flots du fleuve l'ensévelirent, lui et sa suite. L'année suivante, le roi Rodolphe, plus que sexagénaire, épousa en secondes noces Agnès de Bourgogne qui n'était âgée que de 14 ans; mais il ne naquit point d'enfants de ce mariage.

Enfin vers la fin de l'année 1282, le sort des provinces autrichiennes fut définitivement décidé. Dans la Diète que le Roi assembla, le 27 décembre, à Augsbourg, pour terminer cette grande affaire, il investit, du consentement unanime des sept princes électeurs, *Albert* et *Rodolphe*, les deux fils qui lui restaient, des pays d'*Autriche*, de *Styrie*, de *Carinthie*, de *Carniole*, de la *Marche vénède* et de *Portenau*, avec toutes les dépendances, droits, prétentions et charges, tels qu'ils avaient été respectivement possédés par les ducs de la Maison de Babenberg, par le duc Ulric III de Carinthie et en dernier lieu par Ottocare. Par un décret royal du 29 janvier 1283, il fut enjoint à tous les sujets des susdits pays d'obéir et d'être fidèles à leurs nouveaux princes; en conséquence de quoi les privilèges, qui leur avaient été accordés pendant le temps que ces provinces s'étaient trouvées sous l'administration immédiate de l'Empire, c'est-à-dire depuis 1276, furent abolis. Peu après, les princes Albert et Rodolphe remirent la *Carinthie*, excepté toutefois la marche vénède et les

districts de Carniole qui en faisaient ci-devant partie, à la dispositon de leur père, qu'ils avaient eux-mêmes prié de conférer le pays rétrocédé à *Meinard de Tyrol*, beau-père d'Albert, ainsi qu'à ses descendants mâles. Les mérites, que le comte avait acquis envers le Roi et l'État, engagèrent dans la suite les princes électeurs à sanctionner également cette investiture. Le 31 janvier 1286, le comte Meinard fut mis formellement en possession de la Carinthie. Cependant, par le mariage du prince Albert avec Élisabeth de Tyrol et par le pacte de succession réciproque conclu entre les deux Maisons, celle de Habsbourg conserva le droit de dévolution sur le duché de Carinthie et éventuellement aussi sur les autres domaines du comte Meinard.

Les États provinciaux de l'Autriche et de la Styrie, pour éviter les inconvénients qui pouvaient résulter d'une administration partagée, prièrent instamment le roi des Romains de remettre le gouvernement des duchés au prince Albert *seul*. Le monarque, reconnaissant l'équité de cette demande, fit, le 1 juin 1283 à Rhinfelden, un pacte de famille, par lequel les duchés d'Autriche et de Styrie furent déclarés inséparables, et exclusivement conférés à son fils aîné Albert et à ses descendants mâles. Mais il fut en même temps réglé que, si au bout de quatre ans le prince Rodolphe n'obtenait pas d'autres pays en échange, Albert serait tenu de payer à son frère ou à ses héritiers une rente annuelle, à prendre sur les revenus des deux duchés. Le payement de cette rente, dont le Roi et les princes choisis pour arbitres avaient à fixer le montant, devait être continué jusqu'à l'extinction de la ligne rodolphine. Si, au contraire, la race masculine d'Albert venait à s'éteindre, alors l'Autriche et la Styrie devaient échoir à Rodolphe II et à sa postérité. Les États de l'Autriche dressèrent, le 12 juillet 1283, un acte par lequel ils s'engagèrent à main-

tenir strictement le nouvel ordre de succession, établi par le roi des Romains. Ce prince, de son côté, confirma de nouveau tous les privilèges et franchises que les rois des Romains et les empereurs avaient concédés aux margraves et ducs d'Autriche. Quelques annalistes appellent Rodolphe II *duc de Souabe*, et font supposer par là que son père a rétabli ce duché, dissous depuis la chute des Hohenstaufen; mais on n'a là-dessus aucune preuve historique. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que le prince Rodolphe aura eu pour apanage les domaines allodiaux de la Maison de Habsbourg en Souabe, en Helvétie et en Alsace. Son mariage avec Agnès de Bohème fut sans doute célébré à Prague, l'an 1286, en même temps que celui de sa soeur Judith avec Venceslas, prince royal de Bohème, qui avait alors atteint sa dix-huitième année. Rodolphe II mourut, selon toute probabilité, avant son père en 1289 ou 1290, bien que d'autres placent son décès dans l'année 1292. Il laissa son épouse Agnès enceinte. Elle mit au monde un fils, connu sous le nom de *Jean de Souabe.*

Rodolphe, ayant ainsi procuré à sa Maison les belles provinces autrichiennes, porta toute son attention sur les affaires intérieurs de l'Empire. Après avoir déjà renouvelé en 1281, à Mayence, l'acte de paix publique, émané sous l'empereur Frédéric II, l'an 1235, il engagea les princes et les villes [1]) à ne plus vider leurs que-

[1]) Quoique ces villes prêtassent toutes serment de fidélité au chef de l'Empire, quelques-unes en étaient reputées *libres*, comme Augsbourg, Aix-la-Chapelle et Metz. D'autres avaient le nom d'*impériales*, en payant des tributs; les villes *sujettes* étaient celles qui relevaient immédiatement des princes et médiatement de l'Empereur. Il y en avait aussi de *mixtes* qui, en relevant des princes, avaient cependant quelques droits impériaux. Les grandes villes impériales étaient différemment gouvernées. Nuremberg était régi par les familles nobles patriciennes; les bourgeois avaient à Strasbourg toute l'autorité.

relles par la force de leurs armes, mais à s'en rapporter à des arbitres. Il parcourut les différentes provinces de l'Allemagne, jugea plusieurs causes d'importance et fit raser au delà de soixante châteaux, appartenants à des chevaliers qui exerçaient l'infâme métier de brigands. Le comte Éverard de Wurtemberg n'ayant pas voulu se conformer à l'acte de paix publique, le roi Rodolphe marcha en 1286 contre ce vassal rebelle, et après s'être emparé de Stoutgard, sa capitale, il le contraignit à se soumettre et à lui abandonner cette ville, qu'il fit démanteler, ainsi que plusieurs châteaux, comme gages de la paix.

Déjà dans l'hiver de 1276, le comte palatin Louis avait, par ordre du Roi, forcé à main armée plusieurs grands feudataires de l'Empire en Souabe et sur le Rhin, à restituer les fiefs et domaines qu'ils s'étaient illégalement appropriés, et à rendre la libérté aux villes impériales subjuguées par eux. D'autres princes puissants furent plus tard chargés de percevoir, dans certains districts confiés à leurs soins, les revenus impériaux, de faire recouvrer à l'Empire les biens et les privilèges qu'on lui avait ravis et de protéger les villes de l'Empire dans l'exercice de leurs franchises. Par ces dispositions, aussi justes que salutaires pour le bien général, Rodolphe s'attira la haine des possesseurs illégitimes, des brigands titrés et de tous les esprits turbulents. Soutenu par ces mécontents, un certain Frédéric Holzschuh, autrement appelé *Tille Colup*, âgé de 90 ans, se fit passer en 1284 pour l'empereur Frédéric II, mort 34 ans auparavant. Comme ce fourbe avait quelque ressemblance avec le monarque défunt, et qu'il savait parfaitement le détail de la vie de ce prince, il débita avec tant d'assurance l'histoire qu'il avait forgée pour persuader qu'il était effectivement l'empereur Frédéric II, qu'il parvint à se faire un puissant parti parmi le bas peuple, surtout dans les environs du

Rhin. Le roi Rodolphe tourna d'abord la chose en plaisanterie; mais ayant été informé que le parti de Tille Colup grossissait considérablement, et que même quelques princes et villes mal intentionnés, affectant d'ajouter foi à ses discours, s'étaient déclarés pour le faux Frédéric II, il marcha contre l'imposteur, qui avait déjà pris le titre de Roi, établi sa résidence à Neuss sur l'Erft, et était occupé à rassembler une armée, pour pénétrer par Colmar en Alsace. Rodolphe se porta avec un corps de troupes sur Wetzlar, où son ridicule rival s'était retiré, et après avoir dispersé sans peine les adhérents de Tille Colup, il força les habitants de cette ville à lui livrer l'imposteur, qui fut publiquement brûlé.

Les droits de l'Empire germanique sur les États de Bourgogne étaient presque entièrement tombés dans l'oubli sous les derniers règnes. Rodolphe songea sérieusement à les maintenir. Il voulait même, comme je l'ai déjà dit plus haut, rétablir l'ancien royaume d'Arles en faveur de son fils Hartman. Il est incertain si, après la mort prématurée de ce prince, le roi des Romains renonça à ce dessein, ou s'il eut les mêmes vues pour son fils Rodolphe II. En tout cas, ce projet ne se réalisa point. Cependant Rodolphe vint à bout de faire rentrer dans l'ancienne obéissance quelques seigneurs bourguignons, qui en partie s'étaient entièrement affranchis de la domination germanique et avaient fait hommage au roi de France. Charles d'Anjou, roi de Naples, avait 1280 pris formellement en fief de Rodolphe la Provence et Forcalquier qu'il avait hérités de son beau-père, Raimond Bérenger, dernier comte de ces pays. La ville et le territoire de Lyon étaient administrés par ses archevêques, en qualité de vicaires impériaux; mais depuis la décadence de l'Empire, les rois de France prétendaient à la souveraineté du Lyonnais. Le Dauphiné, qui donna plus tard son nom à l'héritier du

trône en France (Dauphin), était passé, par des mariages, à différentes familles, et reconnaissait encore la suzeraineté de l'Empire. Le comtat Venaissin était un fief germanique des comtes de Toulouse. En 1249 il devint le partage d'Alphonse de Poitiers, gendre du comte Raimond. Le premier étant mort sans postérité, Philippe-le-Hardi s'empara en 1271 du comtat Venaissin, et le céda, trois ans après, au pape Grégoire X. La ville d'Avignon avait été conquise par Charles VIII, pour avoir pris part à la guerre des Albigeois. Tous ses efforts pour recouvrer son indépendance, furent infructueux. Elle fut réunie à la Provence et ainsi soumise au sceptre de Charles d'Anjou. Le duché de Bourgogne était gouverné par des ducs particuliers. Dans le palatinat de la haute Bourgogne (Franche-Comté) régnait alors Othon IV, gendre du comte Philippe de Savoye. Renaud, frère d'Othon, était comte de Montbeillard. Le comte Diebold de Ferette s'était reconnu vassal de ce dernier. Les comtes de la haute Bourgogne, de Montbeillard et de Ferette, s'étaient, en 1281-1282, coalisés contre les vassaux fidèles à l'Empire. Leur première attaque fut dirigée contre l'évêque Henri de Bâle, qu'ils battirent et auquel ils enlevèrent la ville de Brundruth. Le roi des Romains reprit cette ville, l'an 1282, et força les comtes à se soumettre et à s'arranger avec l'évêque. Ensuite Rodolphe marcha contre Philippe de Savoye. Les anciens comtes de Maurienne, qui avaient acquis, par des alliances de famille, presque tout le pays connu encore aujourd'hui sous le nom de Savoye, le margraviat de Suse, les terres de Faucigny, de Beauge, de Bresse etc., avaient défendu avec beaucoup de fermeté leur territoire, tant contre les fréquentes agressions de la part de leurs ennemis, que contre les tentatives qu'on avait faites pour démembrer leurs États, et ils avaient particulièrement compris dans leur titre la partie de leurs

possessions située au sud des Alpes, sous la dénomination d'*Intramonti* (Piémont). Philippe s'était emparé de quelques fiefs impériaux en Helvétie. Comme il était frère de Marguerite, venve de Hartman le vieux, comte de Kybourg, il se prévalut de cette parenté, pour former des prétentions sur la ville de Fribourg-sur-la-Saane, et en avait pris arbitrairement possession. Rodolphe fit assiéger Payerne-sur-la-Broye et ravager le pays de Vaud jusqu'à Lausanne. Par les soins du roi Édouard d'Angleterre, qui engagea plusieurs seigneurs suisses à moyenner un accommodement entre Rodolphe et Philippe, la paix se fit sous la condition, qne ce dernier dédommagerait les habitants de Fribourg des pertes qu'il leur avait occasionnées, et que ceux-ci prêteraient serment de fidélité au chef de l'Empire. Mais dès l'année suivante, le comte Philippe expulsa de vive force l'évêque Guillaume de Lausanne et les Nobles qui y demeuraient, de cette ville. Les opprimés sollicitèrent la protection de Rodolphe, qui ne tarda point à venir à leur secours. Encore au printemps de 1283, ce Souverain entra avec un corps de troupes sur le territoire de Philippe, s'empara de Murten et investit Payerne. Mais par l'entremise du pape Martin IV, on conclut un traité de paix, par lequel Philippe, sur la décision des évêques de Bâle et de Belly, qui avaient été choisis pour arbitres, restitua Murten, Payerne et Condamine, à l'Empire germanique. Philippe étant mort, l'an 1285, sans laisser d'enfants, ses parents partagèrent entre eux ses États; et deux lignes de sa famille régnèrent, l'une en Savoye, et l'autre en Piémont. Mais en 1363, sous Amédée VI, ces deux pays furent de nouveau réunis en un seul État.

L'Helvétie était divisée en un grand nombre de différents districts, dont la plus forte moitié appartenait en partie à quelques Maisons de la haute Noblesse, et en

partie à une infinité de petites familles chevaleresques. La plus puissante Maison en Suisse était celle des Habsbourgeois, qui dans ses trois lignes de Habsbourg-Autriche, de Lauffenbourg-Rapperswyl et de Lauffenbourg-Kybourg, possédait les comtés de Habsbourg, de Klettgau, de Lenzbourg, de Kybourg, de Bade, de Lauffenbourg, de Rapperswyl, de Turgovie, de Thun, les villes de Lucerne, de Fribourg, de Glaris, de Zug, de Sempach, de Winterthur et plusieurs autres. Entre les terres de la Noblesse répandues çà et là, étaient situés le canton d'Appenzell appartenant à l'abbaye de St. Gall, plusieurs villes impériales, comme Zurich, Berne, Bâle, Soleure et autres, puis les cantons immédiats de Schwitz, d'Uri et d'Underwald. Dans tous ces cantons et villes soumis à l'Empire, les affaires de la justice et de l'administration supérieure étaient dirigées par des préfets impériaux. La ville impériale de Berne s'était mise sous la protection des comtes de Savoye, et les bourgeois avaient probablement secouru Philippe dans la guerre contre le roi des Romains. Plus tard les Bernois s'étaient aussi permis de grandes vexations envers les Israélites qui, comme valets de la Chambre impériale, étaient sous la protection de l'Empire, et ils avaient fini par chasser tous les Juifs domiciliés en leur ville. Pour punir cet acte de violence, le roi Rodolphe parut en 1288 avec une armée de 15,000 hommes devant Berne. Le siège de cette place se traîna en longueur, à cause de la ferme résistance des habitants. La tentative qu'on fit pour incendier la ville, échoua également. Comme Rodolphe fut appelé ailleurs par une nouvelle révolte des comtes de Montbeillard et de la haute Bourgogne, il chargea les chevaliers helvétiens de continuer la guerre contre Berne, et se transporta avec ses troupes au delà du mont Jura. Il se rendit, au mois de juillet, maître de la ville de Montbeillard et assiégea Be-

sançon. Le roi Philippe IV de France fit demander l'évacuation de la Bourgogne par les Impériaux, et menaça, en cas de refus, de venir au secours des comtes. Il se mit effectivement en marche avec un corps d'armée, pour appuyer ses menaces. Mais Rodolphe, pour toute réponse, fit dire à Philippe qu'il l'attendrait l'épée à la main. Le roi de France se retira, et les comtes se soumirent. Le duc Robert de Bourgogne, beau-frère du roi des Romains, obtint le pardon des seigneurs coupables qui prêtèrent en personne, à Bâle, serment de fidélité au chef de l'Empire. Le comte palatin Othon fut confirmé dans la possession de la haute Bourgogne, à titre de fief; mais le comte de Montbeillard fut obligé de payer mille marcs d'argent, pour dédommager Rodolphe des frais de la guerre.

Pour mettre le comble à la gloire de Rodolphe, il aurait eu à rétablir l'autorité impériale en Italie, comme il l'avait raffermie en Allemagne. Mais ce prince, effrayé par les exemples de ses prédécesseurs qui, loin de tirer quelque avantage de leurs expéditions transalpines, s'étaient vus engagés par elles dans des guerres qui leur avaient le plus souvant été très-funestes, ne se soucia guère de passer en Italie, où l'Empire était presque réduit à rien. Cependant il ne manqua pas de soutenir au delà des Alpes les droits impériaux, autant qu'il le pouvait sans compromettre sa dignité et surtout le repos et le bien-être de l'Allemagne.

La situation intérieure et générale, où nous avons laissé l'Italie à la fin de la deuxième époque de cette histoire, ne s'était encore aucunement améliorée. La chute de la Maison de Hohenstaufen avait, à la vérité, totalement changé les rapports extérieurs qui avaient si desavantageusement influé sur les destinées de la péninsule; mais cette belle contrée n'en était pas moins toujours le théâtre de luttes opiniâtres et meurtrières entre les partis,

dont le premier germe était dans l'esprit de la nation même. Les papes avaient appelé la Maison d'Anjou au trône de Naples et de Sicile et par là ôté à l'Empire germanique toute son influence sur la basse Italie. La Cour pontificale avait espéré que les rois siciliens, comme feudataires du Saint-Siège, seraient ses serviteurs soumis, toujours prêts à seconder ses vues. Mais ce nouveau système politique eut des suites tout opposées et fort inattendues. Les rois de France, par là que des princes de leur Maison régnaient sur Naples, furent mis à même de diriger selon leur gré les élections des papes. Loin de favoriser les projets de la Cour romaine, ils maîtrisèrent eux-mêmes, pendant un long espace de temps, la volonté des pontifes, et firent servir la puissance spirituelle de ces derniers de moyen pour accroître l'influence de la France sur les affaires du reste de l'Europe.

L'ambition de Charles d'Anjou avait été satisfaite de manière, qu'il n'aurait eu plus rien à désirer, si ses espérances ne s'étaient étendues encore plus loin. Il était roi des Deux-Siciles et le favori des papes. Élevé par eux à la dignité de premier sénateur de Rome, il exerçait dans l'État de l'Église une autorité qui n'était que peu bornée. En 1267, il fut nommé vicaire de l'Empire en Toscane par le pape Clément IV qui, ne s'étant pas définitivement délaré ni pour Richard de Cornouailles, ni pour Alphonse X de Castille, qui se disputaient l'Empire, considérait le trône royal d'Allemagne et d'Italie comme vacant. Depuis que la ville de Florence s'était déclarée libre et indépendante, les Guelfes et les Gibelins y étaient les maîtres tour à tour. La même chose arriva dans les autres États libres, Pise, Sienne et Lucques. La forme du gouvernement intérieur dans Florence subit de fréquents changements. Cette ville fut d'abord régie par un sénat de trente-six personnes, à la tête desquelles était un capitaine

(Capitano) et un Podestat. En 1280 le nombre de sénateurs fut porté à cinquante; on fixa en outre que le pape les choisirait, moitié parmi les Guelfes, et moitié parmi les Gibelins, et que ces magistrats ne rempliraient leur place que pendant un an. Mais dès l'année 1282, la régence fut confiée à trois préteurs qui devaient être changés tous les trois mois, et qui reçurent un Gonfalonier pour président. Ce système d'administration se maintint jusqu'en 1342, où le peuple se souleva contre la Noblesse, s'empara de l'autorité et en investit neuf préteurs, élus dans la classe bourgeoise. Cependant les Florentins avaient, en 1267, renoncé à leur indépendance extérieure, attendu qu'ils offrirent à Charles d'Anjou, vicaire de l'Empire, le pouvoir suprême en leur ville. Ce prince en prit formellement possession, au mois d'août 1267, et à son départ il laissa un gouverneur en Toscane, avec la défense toutefois de s'immiscer dans l'administration intérieure de Florence.

En *Lombardie*, le parti des Guelfes avait choisi Charles d'Anjou pour chef et protecteur. Les Gibelins de ce pays avaient été presque entièrement comprimés par les foudres ecclésiastiques qu'avaient lancées contre eux les derniers papes, et par les armes du roi Charles de Naples. En Piémont, plusieurs villes s'étaient données à ce prince, et Guillaume V, margrave de Montferrat, avait aussi contracté une alliance avec lui. Ayant ainsi considérablement accru son crédit et sa puissance en Italie, Charles d'Anjou résolut de les faire valoir pour réunir toute la péninsule sous son sceptre. Dès l'année 1269, il mit la main à l'exécution de ce vaste projet. Il convoqua une assemblée des députés de toutes les villes de la haute Italie, attachées au parti guelfe, dans la ville de Crémone, et les fit inviter par ses ambassadeurs à l'accepter pour leur Souverain. Une grande partie de ces

villes acquiescèrent à cette demande; mais beaucoup d'autres, comme Milan, Turin, Bergame, Come, Bologne etc., déclarèrent franchement qu'elles voulaient bien reconnaître Charles pour leur protecteur, mais qu'elles ne le reconnaîtraient jamais pour leur maître. Le roi des Deux-Siciles ne put poursuivre alors l'exécution de son projet ambitieux, parce qu'il entreprit une croisade pour soutenir son frère, le roi Louis IX de France, dans son expédition contre Tunis (1270). Charles n'arriva en Afrique qu'après la mort du roi Louis. Il fut accusé par les contemporains d'avoir, par des intelligences secrètes avec le roi de Tunis, trahi la cause des chrétiens, et de s'être laissé gagner par les Mahométans qui lui donnèrent une forte somme d'argent, sous la condition qu'il engagerait le roi Philippe III son neveu à la retraite.

La Cour de Rome ouvrit enfin les yeux sur les dangers qui la menaçaient de la part d'un prince, qui ne devait cependant sa couronne qu'aux papes seuls. Mais Grégoire X, qui monta, le 1 septembre 1271, sur le trône apostolique, animé d'un zèle ardent pour la religion, songea avant toutes choses aux moyens d'arracher de nouveau la terre sainte aux Mahométans. Persuadé, qu'on tenterait en vain cette conquête, tant que les partis qui déchiraient la chrétienté ne seraient pas réconciliés, il s'efforça de terminer pour toujours les querelles des Guelfes et des Gibelins en Italie, et de faire oublier jusqu'au nom de ces partis. Après cela, comme la puissance temporelle des papes, depuis la chute des Hohenstaufen, n'avait plus rien à craindre si facilement de la part des rois germaniques, il se proposait de faire rentrer Charles d'Anjou, cet orgueilleux vassal de l'Église, dans les bornes qui lui étaient préscrites. Afin de prendre une décision relativement à ces objets, et à beaucoup d'autres affaires également importantes pour la politique et la religion, il con-

voqua un concile général qui devait s'assembler à Lyon, le 1 mars 1274. Dans le temps intermédiaire, il se donna personnellement beaucoup de peines, et fit de fréquents voyages, pour rétablir la paix en Toscane et dans la haute Italie. Mais son zèle pour le bien de l'humanité ne fut couronné que d'un médiocre succès. Les Guelfes et les Gibelins continuaient à se faire la guerre avec acharnement. Presque chaque ville ou petite république cherchait à se rendre libre, ou à raffermir sa puissance par l'assujettissement ou la destruction de ses voisins. Charles d'Anjou, appréhendant que la tranquillité et la concorde en Italie n'anéantissent ses desseins ambitieux, ne manqua pas non plus d'entraver en secret et ouvertement l'oeuvre de pacification. Pour augmenter la puissance de l'Église et mettre des nouvelles digues aux entreprises du roi des Deux-Siciles, Grégoire X avait, bientôt après son exaltation, résolu de reconnaître Michel-Paléologue pour légitime empereur d'Orient, et d'effectuer, conjointement avec ce monarque, la réconciliation des Églises grecque et romaine. Il avait en outre l'intention de couronner empereur le prince qu'on placerait sur le trône royal de Germanie, alors vacant, de lui faire recouvrer en Toscane l'autorité qui lui était due, et de mettre la ville de Rome et le Saint-Siège sous sa protection. Rodolphe de Habsbourg ayant été élu roi des Romains, Grégoire X l'avait confirmé dans cette dignité. Le gouvernement de Charles d'Anjou en Toscane venait à cesser de fait; car le pape Clément IV, bien qu'il ne fût pas en droit de nommer un vicaire de l'Empire en Toscane, avait lui-même décidé que cette charge n'était que temporaire, et que Charles s'en démettrait un mois après que la Cour de Rome aurait reconnu un roi d'Allemagne pour légitime. Malgré tout cela, le roi des Deux-Siciles refusa de renoncer au vicariat et de retirer ses troupes de la Toscane. Rodolphe

qui, après son élévation au trône, était réduit à ses propres forces et à la veille de faire la guerre à Ottocare, n'avait pas les moyens de contraindre Charles d'Anjou à céder; et le pape, pour épargner une nouvelle guerre à la malheureuse Italie, ne désirait rien de plus que de voir s'arranger à l'amiable le différend au sujet de la Toscane.

Le pays de Romagne, aussi appelé le duché de Ravenne, était une partie de l'ancien exarchat et avait été, depuis plusieurs siècles, régi par les archevêques de Ravenne, sous la suzeraineté des empereurs. On prétend que déjà Pepin-le-Bref donna cette province au Siège pontifical, qui toutefois n'avait jamais pu s'en mettre en possession, quoique Othon IV en 1209, et Frédéric II en 1220, l'eussent itérativement cédée aux papes. Depuis, Rodolphe avait confirmé cette donation, d'abord à Lyon en 1274, par l'organe de ses ambassadeurs, et personnellement à Lausanne, l'année suivante. Mais ce nonobstant, la régence de la Romagne continuait de rester dans les mains d'officiers impériaux, et en 1276 le comte Henri de Furstenberg, en qualité de gouverneur-général, y fut inauguré pour le roi son maître. Il fut remplacé dans cette charge par le chancelier royal, Rodolphe de Hoheneck qui, dans les amées 1277 et 1278, reçut l'inauguration au nom du roi des Romains dans plusieurs villes de la Lombardie et de l'exarchat, et chercha à y introduire de nouveau et à y affermir l'autorité royale.

Michel-Paléologue avait envoyé des ambassadeurs au concile de Lyon, dans la vue de préparer la réunion des Églises grecque et catholique. L'empereur voulait totalement supprimer le schisme, et reconnaître le pape pour chef général spirituel des chrétiens. En revanche, il exigea que les princes de l'Occident lui prêtassent un secours efficace contre les Turcs. Le pape Grégoire en effet prit l'Empire d'Orient sous sa protection, surtout con-

tre les plans de l'ambitieux Charles d'Anjou qui, aveuglé par sa bonne fortune, méditait de faire la conquête de Constantinople. Ce prince avait en 1267 conclu une convention avec le fugitif empereur des Latins, Baudouin II, et marié sa fille Béatrice à Philippe, fils de ce monarque, espérant relever, en faveur de son gendre, l'empire latin à Constantinople sur le débris de celui des Grecs. Le pape, au contraire, avait reçu du roi Rodolphe, de Philippe II de France, d'Édouard I d'Angleterre, de Jacques I d'Aragon, et enfin de Charles de Sicile même, la promesse que ces princes réuniraient leurs forces pour faire une croisade contre les Turcs, et pour défendre le trône de Michel-Paléologue que ce peuple redoutable et conquérant menaçait de renverser. Mais Grégoire X étant décédé à Arezzo, le 11 janvier 1276, l'expédition contre les Turcs fut mise de côté, l'Église chrétienne resta divisée comme auparavant, et les luttes entre les Guelfes et les Gibelins d'Italie recommencèrent avec plus de fureur que jamais. Des flots de sang coulèrent dans les États et villes libres; les chefs des familles les plus distinguées et revêtues de l'autorité suprême, périrent, partie dans les combats, et partie par trahison ou par assassinat. En peu d'années, quatre papes se suivirent dans le gouvernement de l'Église: le 20 janvier 1276 Innocent V; le 4 juillet Adrien V; le 13 septembre de la même année Jean XXI, et le 25 novembre 1277 Nicolas III. Marie, fille du prince d'Antioche, avait en 1275 transporté ses prétentions très-douteuses sur le royaume de Jérusalem à Charles I de Naples; et Jean XXI avait confirmé ce nouveau titre qui augmenta encore l'arrogance de ce prince. Cependant l'élevation de Nicolas III au pontificat fit changer la face des choses, et obligea Charles à laisser pour quelque temps reposer ses plans aventureux. Le roi des Romains paraissait alors avoir réellement en

vue une expédition en Italie. Il prit sous sa protection les Gibelins expulsés par leurs cruels adversaires, et se plaignit de ce que Charles de Sicile continuait d'exercer indûment son influence sur l'Italie supérieure et centrale. Mais, comme Rodolphe lui-même retenait toujours la Romagne qu'il avait formellement cédée aux papes, Nicolas III exigea que cette province fût enfin remise au Saint-Siège. Le Roi, qui était alors occupé à faire des préparatifs pour la seconde campagne contre Ottocare de Bohème, ne voulant pas se brouiller avec le pape, envoya le moine Conrad avec des pouvoirs étendus pour arranger cette affaire. Ce religieux confirma en 1278 la donation de la Romagne par un diplôme qu'il signa au nom du Roi. Néanmoins le chancelier de Hoheneck continua de gouverner cette province; ce qui occasionna de nouvelles plaintes de la part de la Cour de Rome. Les représentations qu'elle fit à ce sujet, furent si énergiques que Rodolphe fit partir le prévôt Godéfroi de Sulzbach pour l'Italie, avec l'ordre de révoquer et d'annuller tous les arrangements que le chancelier avait faits dans les villes de l'exarchat. En juillet 1278, les traités conclus entre Rodolphe et le Saint-Siège furent de nouveau confirmés, et ce prince fixa enfin par un acte signé, le 14 février 1279, l'étendue et les limites de la partie de l'ancien exarchat, cédée à l'Église romaine; à quoi les princes électeurs de l'Empire donnèrent leur adhésion. Quelques villes refusèrent encore pendant un certain temps de reconnaître l'autorité papale; mais la plupart se soumirent, et la prise de possession de la Romagne fut parfaite.

Nicolas III prouva sa reconnaissance à Rodolphe par les peines qu'il se donna, pour terminer les différends au sujet de la Toscane. Il somma le roi Charles de se dévétir du vicariat de l'Empire dans ce pays, ainsi que de la dignité de premier sénateur romain. Après avoir fait quel-

ques difficultés, le roi de Sicile acquiesça à cette demande. Le pape prit, le 24 septembre 1278, possession de la Toscane, au nom du roi Rodolphe. Quant à la dignité de premier sénateur de Rome, le pontife en revêtit son neveu Urson de Ursini, et donna une loi qui statuait, que cette charge d'honneur ne pourrait plus jamais être conférée à un roi, ou à un prince royal.

Un autre objet important désunissait encore les rois Rodolphe et Charles; c'était la possession des comtés bourguignons de Provence et de Forcalquier. On a vu plus haute que Charles, après la mort de Raimond Bérenger, dernier comte de ces pays, dont il avait épousé la fille cadette, avait occupé les deux comtés, sans avoir égard aux droits de Marguerite, fille aînée de Raimond. Cette princesse, reine-douairière de France, revendiqua l'héritage paternel. Mais le roi des Romains prétendait, que les dits comtés, comme fiefs vacants, étaient dévolus à l'Empire germanique. Le pape, par son active entremise, mit également fin à cette contestation. Rodolphe investit, le 28 mars 1280, le roi Charles de la Provence et de Forcalquier, sans préjudice toutefois aux prétentions de la reine Marguerite. Le pape envoya un cardinal-légat dans l'Italie centrale et supérieure, pour réconcilier les Guelfes et les Gibelins, ainsi que pour engager les villes de Toscane et de Lombardie à se soumettre à la domination du roi des Romains. Mais, après que la concorde et la tranquillité eurent été en effet rétablies dans la Marche d'Ancone, dans la Romagne, en Toscane, et au moment où le légat allait remplir son honorable et bienfaisante mission en Lombardie, Nicolas III mourut subitement à Viterbe, le 22 août 1280.

L'empire des circonstances seul avait contraint Charles de Sicile à en user avec tant de déférence envers Rodolphe, et de son côté la réconciliation avec ce monar-

que n'était aucunement sincère. Il continuait du moins à exercer secrètement son influence traitreuse en Toscane. Lorsque l'archevêque de Trèves, plénipotentiaire du roi des Romains, se rendit en Italie l'an 1280, pour faire prêter aux villes toscanes le serment de fidélité, la plupart de ces cités, à l'exception de Pise et de Miniato, lui refusèrent l'inauguration; à quoi elles avaient été incitées par Charles, qui leur avait promis de les soutenir dans leur rebellion. Les Italiens persévérèrent d'autant plus dans leur obstination, que la situation politique, où se trouvait alors l'Europe, leur faisait entrevoir, que le roi des Romains ne passerait jamais les Alpes; bien que l'archevêque de Trèves eût annoncé, à ce qu'on prétend, la prochaine arrivée de Rodolphe en Italie. Dans l'hiver de 1280-1281 la bonne intelligence entre les deux Souverains se consolida un peu par le mariage de Clémence, fille du roi des Romains, avec Charles-Martel, l'aîné des petits-fils du roi Charles de Naples. Ce dernier prince étant venu à bout, par ses intrigues, de faire proclamer pape Martin IV (le 22 février 1281) qui, lui étant entièrement dévoué, ne songea plus qu'à détruire les fruits des nobles et louables travaux de Nicolas III, qui étaient si contraires aux vues ambitieuses du monarque napolitain. Ce n'était qu'à la tête d'un parti, et comme chef des Guelfes victorieux qu'il pouvait espérer assujéttir toute l'Italie. Martin IV, docile instrument d'un mauvais maître, fulmina de nouveau une sentence d'excommunication contre les malheureux Gibelins, rendit à Charles la dignité de premier sénateur de Rome et reçut des garnisons napolitaines dans les provinces de l'Église. Bientôt après, il frappa aussi d'anathème Michel-Paléologue, parce que ce prince, après bien des efforts inutiles, avait enfin renoncé à son projet de rétablir l'unité de l'Église, projet qui lui avait déjà attiré la malédiction du clergé grec et la

révolte de ses sujets. Ensuite le pape autorisa le roi Charles à une croisade, tendante à convertir, par la force des armes, les peuples de l'Orient à la religion catholique, et à conquérir le trône de Constantinople pour son gendre Philippe.

Dans le moment, où l'insatiable avidité, l'ambition démesurée du roi de Naples, espérait acquérir de nouveaux triomphes, une catastrophe terrible, connue sous le nom de *vêpres siciliennes*, fit évanouir tous ses téméraires projets. Les Siciliens, poussés à bout par les exorbitantes contributions de guerre, par les impôts vexatoires, par les injustes confiscations de biens, par l'emprisonnement et l'exécution de nombreux innocents, et enfin par l'orgueil, les violences et les honteux déréglements des Provençaux en garnison dans les villes, se soulevèrent, le 30 mars 1282, et au moment qu'on sonna les vêpres, qui était le signal dont on était convenu, 4000 Provençaux [1]) furent massacrés à Palerme en un jour. Dans le cours du mois d'avril, les autres cités de Sicile suivirent cet exemple. On prétend que dans la ville de Cattaneo seule 8000 Provençaux furent massacrés par le peuple, et qu'en tout 28,000 personnes, sans distinction d'âge, de sexe et de condition, devinrent les victimes de la haine et de la fureur des Siciliens; quoique la plupart des annalistes n'en fassent monter le nombre qu'à huit mille.

Les Siciliens, devenus libres par cette étrange ré-

[1]) Tous les historiens allemands, et même la plupart des annalistes français, racontent que ce furent des Français qui furent égorgés, parce que la Provence fait aujourd'hui partie de la France. Mais au temps de ces vêpres siciliennes, la Provence appartenait à l'Empire germanique; par conséquent on pourrait dire avec plus de raison que ce furent des Impériaux qu'on massacra. Le fait est, qu'il n'y avait, à l'époque où ce funeste événement arriva, d'autres troupes étrangères en Sicile, que celles que le roi Charles avait amenées de son comté de Provence, lors de son premier débarquement sur les côtes d'Italie, ou en avait fait venir postérieurement à son usurpation.

volution, envoyèrent une ambassade à Pierre III, roi d'Aragon, pour lui offrir la souveraineté de leur pays. Ce prince, époux de Constance, fille de Mainfroi, prédécesseur de Charles d'Anjou sur le trône des Deux Siciles, aborda, le 30 août, à Trapani. L'archevêque de Cefalu le couronna roi à Palerme. Les barons lui prêtèrent serment de fidélité. Ensuite Pierre, à la tête d'une armée sicilo-aragonaise, s'avança pour dégager Messine que Charles assiégeait avec des forces considérables. Le roi de Naples, ne jugeant pas à propos d'attendre son ennemi, retourna promptement avec ses troupes en Calabre. L'amiral aragonais Loria battit la flotte napolitaine et enleva l'île de Malte. Alors le pape Martin IV déclara Pierre déchu de tous ses États, et donna l'Aragon, la Catalogne et la Valence, à Charles de Valois, deuxième fils du roi Philippe III le Hardi, qui accepta cette donation, à titre de fief de l'Église. Mais dans un combat naval, au mois de mai 1284, Charles-le-Boiteux, prince de Salerne et héritier du trône de Naples, fut fait prisonnier par les Aragonais. Tant de revers abattirent la fierté et le courage de Charles I d'Anjou. Accablé de chagrin, il termina ses jours, le 17 janvier 1285. Son fidèle partisan Martin IV le suivit, peu de mois après, dans la tombe. Philippe III de France pénétra en Catalogne, l'an 1285. Il se rendit maître de Gironne. Mais une épidémie força le roi de repasser en toute hâte les Pyrénées avec ses troupes, et l'entreprenant Loria brûla la flotte française dans le port de Rosas en Catalogne.

Pierre d'Aragon avait reçu dans cette campagne de fortes blessures, dont il mourut à Barcelone, le 6 novembre 1285. Philippe III de France l'avait précedé au tombeau, le 6 octobre à Perpignan. Philippe IV le Bel monta sur le trône de France, Alphonse sur celui d'Aragon et Jacques son frère sur celui de Sicile. Pendant

la captivité de Charles-le-Boiteux, son fils Charles-Martel, âgé de 13 ans, gouverna sous la direction de Robert, comte d'Artois son cousin, le royaume de Naples. Le pape Honoré IV, élu le 2 avril 1285, s'arrogea bientôt la plus grande partie du pouvoir exécutif dans ce pays. Il fit continuer avec vigueur la guerre contre les rois d'Aragon et de Sicile, qu'il avait déjà anathémisés tous deux. Mais les Napolitains et les Français essuyèrent plusieurs défaites. Honoré IV étant mort, le 3 avril 1287, et les Napolitains ayant été vaincus, peu de temps après, dans un combat naval décisif, les puissances belligérantes conclurent une trêve de deux ans.

Par l'entremise du roi Édouard I d'Angleterre, on fit en 1288 une convention, par laquelle Jacques fut reconnu pour roi légitime de Sicile, et Charles-le-Boiteux pour roi de Naples. Celui-ci devait payer pour sa liberté une rançon de 50,000 marcs d'argent et engager la France à renoncer, moyennant une bonification en argent, à toutes les prétentions que cette puissance formait sur l'Aragon, du chef de la donation faite par le pape Martin IV. Le prince captif fut élargi, après qu'il eût juré de remplir encore les autres dures conditions qui lui furent imposées, et qu'il eût promis d'envoyer ses trois fils et soixante chevaliers, comme ôtages, en Aragon, avec l'engagement de se reconstituer prisonnier dans l'espace de trois ans, s'il ne satisfaisait pas à tous les points de la convention. Mais Nicolas IV, élu pape le 22 février 1288, déchargea le roi de Naples de l'obligation d'accomplir les traités conclus avec les Aragonais. La guerre éclata de nouveau. Jacques de Sicile commença en 1289 le siège de Gaète, et le continua en vain durant quinze mois. Au bout de ce temps, une nouvelle trêve fut conclue entre Naples et la Sicile pour trois ans. Dans l'entrefaite, les rois de France et de Castille avaient attaqué l'Aragon,

et le roi Alphonse s'était vu forcé de payer un tribut au Saint-Siège, ainsi que de refuser son appui à Jacques son frère. Il avait même contracté l'engagement de porter ce dernier prince à résigner la couronne de Sicile. Comme de cette manière Charles de Valois devait renoncer au royaume d'Aragon, Charles II de Naples lui céda pour dédommagement ses domaines allodiaux, les comtés d'Anjou et du Maine.

Cependant le roi des Romains n'avait jusqu'alors rien négligé, pour faire valoir les droits de l'Empire en Italie. Mais ce prince, qui n'était pas moins habile politique que grand guerrier, crut qu'il était de la prudence de n'employer, pour atteindre son but, d'autres armes que la douceur et la persuasion. Il avait toujours devant les yeux le sort des empereurs précédents, qui n'avaient trouvé en Italie que défaites, de l'ignominie et la mort. D'ailleurs, son absence n'aurait pas manqué de troubler de nouveau l'ordre et la tranquillité, qui par ses soins avaient été rétablis en Allemagne, et le pays se ressentait encore des dernières expéditions de Frédéric II et de Conrad IV au delà des Alpes. Toutefois, pour n'abandonner aucun droit impérial qu'il pouvait obtenir à l'amiable, et sans danger pour le bien de l'État et de la nation germanique, Rodolphe demanda en 1285 à Honoré IV la couronne impériale. Le pape avait déjà fixé le jour où la cérémonie du couronnement aurait lieu, lorsque la mort le surprit, le 3 avril 1287. Quelques auteurs rapportent que, deux ans après, Rodolphe pria itérativement le pape Nicolas IV de le couronner à Rome. Le Roi avait, de concert avec ce pontife, conféré le gouvernement impériale en Toscane à Princival Fiesco, comte de Lavagne. Mais, comme ce dernier n'était pas accompagné d'une armée allemande, il ne put dompter l'obstination des villes toscanes. N'ayant ni force, ni crédit, il se vit bientôt

contraint de quitter son poste dangereux. Le nord et le centre de l'Italie étaient dans le plus grand désordre et tout bouleversés. On ne peut faire ici une description du chaos qu'offrait alors la péninsule, et je dois me restreindre à rapporter brièvement, quels furent à cette même époque les destins des principales villes et provinces de cette contrée.

En *Toscane*, les partis étaient plus que jamais dechaînés l'un contre l'autre, depuis que le roi des Romains avait renoncé à introduire, par son influence, un meilleur état politique dans ce malheureux pays. Les Florentins avaient en 1282 organisé le gouvernement de leur république; les habitans de Sienne en avaient fait de même, l'année suivante. Dans les deux villes, les Guelfes se rendirent les maîtres. En revanche, les Gibelins vainquirent 1287 à Arezzo, et l'année d'après à Pise, le parti guelfe. En 1289 l'Italie centrale fut la scène d'une nouvelle lutte meurtrière, dans laquelle Florence et Sienne se trouvèrent à la tête des Guelfes, et Pise et Arezzo à celle des Gibelins. Après bien des combats, qui firent couler beaucoup de sang de part et d'autre, la paix se fit enfin entre Florence et Pise, l'an 1291.

En *Lombardie*, les della Torre (*Torriani*) avaient été ravis de leur influence dominante par les Visconti, qui prirent la place des premiers. Martin della Torre s'était mis dans une émeute populaire en 1257 à la tête des révoltés, et après avoir chassé l'archevêque Léon Pérego et la plus grande partie de la Noblesse, il avait usurpé tout le pouvoir. En 1259 il parvint à déterminer le peuple de Milan à choisir Oberto Pallavicini pour son maître et seigneur, durant cinq ans. Dans le cours de l'année 1263, Othon Visconti fut nommé archevêque par le pape Urbain IV; mais les Milanais, à l'instigation de della Torre, refusèrent de l'accepter. Ce prélat fut fait prison-

nier par Martin et Oberto dans la ville d'Arona et renvoyé à Rome. Martin della Torre mourut le 18 décembre 1263. Philippe, son fils et successeur, n'eut aucun égard à l'excommunication et à l'intredit que le pape Clément IV avait prononcés contre Milan, et ne chercha qu'à augmenter de toute manière sa puissance. Il fit la conquête des villes de Come, de Novare, de Vercelli et de Lodi, et mourut au mois d'août 1265. Il eut pour successeur Napoléon della Torre, qui rejeta impérieusement toutes les offres de réconciliation que lui firent les Visconti. L'archevêque Othon alors réunit, à Biella en Piémont, tous ses partisans, les Nobles expulsés et tous les autres ennemis de la famille della Torre. Le vaillant prélat assaillit, le 21 janvier 1266, la ville de Milan, l'emporta de vive force, fit Napoléon prisonnier, exila ses adversaires et s'empara du gouvernement. Les Torriani se réfugièrent auprès du patriarche Raimond d'Aquilée, qui était leur proche parent. Soutenus par celui-ci, ils s'établirent à Lodi l'an 1278.

Pour se fortifier contre les della Torre et leurs amis, Othon Visconti conclut une alliance avec le margrave Guillaume de Montferrat, et celui-ci fut nommé pour cinq ans capitaine de Milan. Les citoyens de cette ville, secondés par ceux de Pavie, avaient assiégé Lodi; mais cette place avait été dégagée par les habitants de Parme, de Crémone, de Modène et de Reggio. Au mois d'août 1278, le margrave Guillaume se mit en marche vers Lodi, pour investir de nouveau cette ville; mais les alliés des Torriani s'étant avancés, de leur côté, il se hâta de regagner Milan. Napoléon finit ses jours dans la captivité, l'an 1281. Le 25 mai de la même année, les Torriani furent défaits sur les bords de l'Adda. La ville de Lodi ayant désiré faire la paix, Othon Visconti la lui accorda volontiers. Le margrave Guillaume, que les villes de Come,

de Crémone, de Pavie, de Novare, de Vercelli, de Tortone, d'Alexandrie, d'Albe et d'Ivrée, avaient choisi aussi pour leur capitaine, chercha alors à se défaire de la famille de Visconti qui l'incommodait. Mais l'archevêque Othon prévint ses desseins. Le 27 décembre 1282, il vint à bout de faire déposer Guillaume à Milan, et de faire nommer par les bourgeois son neveu Mathias Visconti à la place que le premier occupait. Guillaume, voulant se venger des Milanais, leur fit la guerre. La ville de Tortone s'était également affranchie de sa domination; mais il s'en rendit de nouveau maître par surprise, l'an 1289. Dans la même année, le margrave maria sa fille Jolantha à l'empereur grec Andronic-Paléologue. En 1286 Othon Visconti fit enfin la paix avec les Torriani; il leur rendit leurs possessions, mais il leur défendit de retourner à Milan, et leur assigna Ravenne pour résidence. Dans le cours des années suivantes, Othon porta les villes de Vercelli et de Novare à se révolter contre le margrave Guillaume, et à accepter Mathias pour leur capitaine. Après de longues hostilités, presque toutes les villes secouèrent le joug du margrave de Montferrat. En revanche, les habitants de Pavie l'élurent en 1289 de nouveau capitaine pour le terme de dix ans. Mais en 1290, le 8 septembre, Guillaume fut pris par les citoyens d'Alexandrie qui pendant quinze mois le laissèrent languir, enfermé dans une cage de fer et exposé à la risée de la populace, jusqu'à ce que la mort vint, le 9 février 1292, le dèlivrer de ses affreux tourments. Mathias Visconti s'était saisi du margraviat de Montferrat et arrogé la tutelle du jeune margrave; mais celui-ci alla chercher un refuge auprès de Charles II à Naples.

Les villes de *Parme* et de *Plaisance* avaient extrêmement souffert dans les combats des Guelfes et des Gibelins. Parme avait été conquise en 1245 par l'empe-

reur Frédéric II, comme il a déjà été rapporté. Mais, deux ans après, le Podestat impérial fut vaincu et tué près du château de Taro par les Guelfes, qui occupèrent Parme de nouveau. L'empereur Frédéric et son fils naturel Entius investirent cette ville; mais une heureuse sortie que fit la garnison, en février 1248, les ayant obligés de lever le siège, le gouvernement républicain de Parme, ou pour mieux dire, la suprême autorité des Guelfes en cette ville, fut assurée par là pour longtemps, et notamment jusqu'en 1303. L'empereur Frédéric avait donné, l'an 1244, la ville de Plaisance à Oberto Pallavicini, seigneur de Crémone, de Busetto et de Borgo san Domino. Celui-ci s'empara dans la suite de Colorne. Mais la tentative qu'il fit de se rendre aussi, par accord, maître de Parme, ne réussit point. En 1257 il fut même chassé par les Guelfes de Plaisance; mais en 1261 cette ville le reconnut de nouveau volontairement pour leur dominateur, toutefois avec la clause expresse, que son gouvernement ne durerait que quatre ans, et qu'au bout de ce temps les citoyens de Parme seraient libres d'élire un nouveau capitaine ou régent. En 1271 la ville de Parme se soumit à Charles I de Naples. Mais sous le règne de Charles II (après 1285), cette ville choisit Albert Scotto pour son chef suprême.

Les villes de *Guastalle* et de *Luzzara* se trouvaient depuis la fin du XIIème siècle, avec peu d'interruption, dans l'entière dépendance de Crémone et de ceux qui étaient à la tête de cette ville; par conséquent elles obéissaient, depuis le milieu du XIIIème siècle, aux lois d'Oberto Pallavicini. Ce rapport des deux cités ci-dessus mentionnées envers Crémone subsista jusqu'en 1307.

Les trois villes de *Ferrare*, de *Modène* et de *Reggio*, avaient fait autrefois partie des possessions fort étendues des puissants margraves de Toscane. Après la

mort de la comtesse Mathilde, dernier rejeton de cette famille (1115), les papes et les empereurs s'étaient, pendant bien des années, disputé le riche héritage de cette princesse, et par conséquent aussi la possession des villes précitées, qui dans l'entrefaite avaient acquis leur liberté et indépendance. Depuis le milieu du XIIème siècle, les descendants du prince saxon Ludolphe († 957) régnèrent à Ferrare, en qualité de Podestats, avec un pouvoir presque illimité. Ils portaient les surnoms de Torelli et de Salinguerra, et tenaient constamment le parti des Gibelins. En 1184 les margraves d'Este enlevèrent une jeune héritière de vastes domaines dans la Marche d'Ancône qui, comme fiancée d'un Torelli, demeurait dans le palais de cette famille à Ferrare, pour y recevoir son éducation. Cet événement fut la source d'une haine irréconciliable entre ces deux Maisons et de combats violents qui désolèrent cette partie de la haute Italie. Azon IV d'Este se trouvait en 1240 à la tête d'une ligue qu'avaient formée les Vénitiens, les Bolonais et les Mantouans. Il assiégea Ferrare. Torelli Salinguerra II tomba, le 3 juin, par trahison entre les mains de ses ennemis. La ville ouvrit ses portes, et reconnut Azon pour son maître. À la tête des Guelfes, le margrave combattit ensuite Ezzelin di Romano jusqu'à la mort de ce dernier (1259). Obizon II, petit-fils d'Azon, succéda en 1264 au margraviat d'Este et aux autres possessions de cette Maison. Dans l'hiver de 1265-1266, il secourut Charles d'Anjou dans la guerre contre le roi Mainfroi de Sicile. En 1276 il fut confirmé, le 30 mars, dans la possession de tous ses États par Rodolphe, roi des Romains. Dans l'année 1288, les habitants de *Modène*, qui étaient depuis longtemps dégoûtés de leur liberté sans ordre, lui déférèrent la puissance souveraine dans leur ville, et deux ans après, les citoyens de Reggio suivirent cet exemple.

La ville de *Mirandole* était depuis les temps des mbards une propriété immédiate des abbés de Nonane. L'abbé Rodolphe la transporta, comme fief héréditre, au margrave Boniface de Toscane. Sa fille, la ntesse Mathilde, après avoir fortifié la ville, en fit dotion à la famille de Manfredi. Celle-ci investit dans la ite (environ vers 1174–1198) la ville de Reggio de irandole et de Querantole. En 1221 le pape Honoré [conféra de nouveau ces deux dernières villes à la falle de Manfredi, à titre de fief. Mais elles furent laissées, nme un arrière-fief, à Reggio, qui les vendit, ensemble ec Motta Papazzoni, à Modène. Avec cette ville, les trois droits passèrent en 1288 à Obizon II, margrave d'Este.

À *Trévise*, *Feltre* et *Belluno* régnait, depuis 1260, famille de Camino; *Ravenne* depuis 1275 était souse à celle de Polenta. Depuis 1220 Sordello Visconti üt Podestat de la ville de *Mantoue*. Il défendit cette ice avec autant de courage que de bonheur contre Ezzede Romano, et sut maintenir, presque pendant un demicle, la tranquillité intérieure dans la ville. Lorsqu'il parvenu à un âge fort avancé, il se vit obligé de céder gouvernement de Mantoue à Ludovico, un fils de Richard, nte de San Bonifacio. Louis eut à peine régné quelques nées, que Pinamonte Bonacossi et Ottonello Zenicalli s'érèrent à la dignité de capitaines de la ville. Au bout de elques semaines, Pinamonte fit assassiner son collègue, expulsa peu à peu de la ville toutes les familles consirées, apparténantes à la Noblesse. Pinamonte eut en 89 pour successeur son fils Carpio. Mais deux ans rès, celui-ci fut dépossédé par son frère Bardellone, i par sa cruelle tyrannie encourut la haine publique, et tarda pas à être chassé et supplanté par son propre tit-fils Botticella, dont les descendants régnèrent sur antoue jusqu'en 1328.

Les deux puissantes républiques, qui fleurissaient depuis des siècles sur les côtes opposées de l'Italie, *Venise* et *Gènes*, se firent de longues guerres par jalousie de commerce; elles prirent aussi vivement part aux luttes des factions qui déchiraient la péninsule. Les familles patriciennes de Gènes se battaient, tantôt les unes contre les autres, tantôt contre le peuple pour s'approprier l'autorité suprême. La Noblesse était parvenue à éloigner entièrement les plébéiens de l'administration. Le peuple, las de cette oppression, se révolta en 1257, proclama Bocconegra capaitaine et lui adjoignit un Conseil de trente-deux bourgeois. Mais quelques années après (1262), les patriciens nobles se levèrent à leur tour contre le despotisme de Bocconegra et le forcèrent à résigner sa place. La dignité de podestat fut rétablie. En 1270 une nouvelle révolution eut lieu à Gènes. Doria et Spinola, chefs des Gibelins, chassèrent de la ville les Fiesco, les Grimaldi et les autres Guelfes, et s'emparèrent du gouvernement. Soutenus par Charles d'Anjou et par plusieurs villes lombardes, les Guelfes bannis firent depuis 1272 la guerre à leur patrie, jusqu'à ce que le roi de Naples parvint à effectuer un accommodement, par suite duquel les Guelfes retournèrent à Gènes. Doria et Spinola s'étant démis en 1261 de leur charge de premiers magistrats, les Génois élurent chaque année un capitaine. Ses conseillers furent pris en partie dans la Noblesse et en partie dans la classe bourgeoise. On convint de choisir, suivant l'ancien usage, un étranger pour podestat, qui devait être subordonné au capitaine.

L'administration de *Venise* n'était pas en butte à des changements aussi violents, que l'étaient ceux qui menaçaient de détruire la splendeur et la prospérité de sa rivale. Les doges gouvernaient, il est vrai, avec un pouvoir limité, mais leur dignité était inamovible. Sous le

dogat de *Laurent Tiepolo*, qui succéda 1268 à Rénier Zeno, comme il est marqué dans le chapitre précédent, il y eut une grande famine à Venise (1269). Cette ville, privée de territoire, tirait ordinairement ses grains de Naples et de Sicile; mais comme alors ces pays furent fermés au commerce de blé, par suite d'une mauvaise année, la République s'adressa aux villes de Lombardie, pour en avoir des grains. Quoique ces cités eussent abondance de toutes choses, elles refusèrent cependant tout secours aux Vénitiens, à qui la disette causa bien des souffrances. Pour mettre fin à cette misère, et préserver à l'avenir la ville d'un tel fléau, le doge renouvela ses traités de commerce avec l'Empire grec, et en conclut de nouveaux avec Tunis et avec l'Angleterre, alors très-fertile en blé, d'une manière que dorénavant cette denrée ne pouvait plus manquer à Venise. Après avoir ainsi pourvu au besoin de la ville, Tiepolo songea aussi à punir les voisins malveillants qui avaient abandonné Venise dans sa détresse. A cet effet, il assit un impôt sur tous les vaisseaux et sur toutes les marchandises qui passaient la mer Adriatique, au nord du promontoire de Ravenne, d'un côté, et du golfe de Fiume, de l'autre côté. Afin de donner à cette imposition une apparence de légitimité, la république de Venise se déclara dominatrice de l'Adriatique. Tous les habitants d'Italie avaient à se plaindre de cette mesure, surtout les villes de Trévise, de Padoue, de Ferrare, de Bologne, de Ravenne et d'Ancône, qui ne pouvaient plus avoir de communication par mer entre elles, qu'en payant un tribut à Venise. Quelques villes, comme Bologne et Ancône, s'opposèrent, à main armée, aux prétentions de Venise; mais ce fût inutilement, et elles se virent forcées à reconnaître la République pour Souveraine de la mer. Venise étendit de plus en plus ses prétentions, et bientôt elle ne permit plus à aucun autre État d'envoyer des vaisseaux de guerre

dans l'Adriatique. Laurent Tiepolo mourut pendant la guerre contre Ancône; vers le même temps aussi eut lieu la nomination d'un petit nombre de conseillers, qui renforcèrent le Conseil intime du doge, et diminuèrent de jour en jour la puissance de ce régent. Comme les doges avaient profité de leur influence, pour augmenter leurs connexions et marier leurs fils avec des personnes de distinction de l'étranger, le grand Conseil fit, après la mort de Tiepolo une loi qui défendait au doge et à ses fils d'épouser une étrangère; oui, il fut même arrêté qu'aucune fille d'un Noble vénitien ne pourrait se marier avec un prince de l'étranger, sans avoir été déclarée fille de la République. Toutes ces dispositions avaient pour but, qu'aucune famille n'acquît par ses connexions une trop grande influence. Il ne fut plus permis aussi à un Vénitien d'accepter un emploi en pays étranger. *Jacques Contarini*, vieillard de 80 ans, remplaça Tiepolo sur le siège ducal (1274–1279). Il termina la guerre avec Ancône, apaisa une révolte en Istrie, réunit Anolissa, Montona et Cervia à la République, et se démit ensuite du gouvernement, à cause de la faiblesse de son âge. Le gouvernement de *Jean Dandolo*, son successeur (1279-1289), est par là remarquable, que le pape excommunia la République, parce qu'elle ne voulait pas prendre part à une croisade, et qu'ensuite, après qu'elle se fut réconciliée avec la Cour romaine, on introduisit l'Inquisition à Venise. Toutefois les instructions que le saint tribunal reçut étaient modérées, et ni les Grecs, ni les Israélites ne lui furent soumis. Ce fut aussi sous la régence de Jean Dandolo qu'on frappa les premiers florins d'or, appelés *Zechini*. Après lui, on choisit pour doge *Pierre Gradenigo* (1290–1311), alors gouverneur de la colonie de Capo d'Istria, qui fut conduit en triomphe à Venise par dix galères.

Le roi Rodolphe étant très-avancé en âge, et ses

forces s'affaiblissant sensiblement, il désirait assurer pour l'avenir le repos et le bien-être de l'Empire germanique, et consolider ainsi le grand ouvrage qu'il avait eu tant de peine à achever. À ces fins, il proposa aux États assemblés à Francfort, au mois de mai 1291, de reconnaître son fils Albert, duc d'Autriche, pour son successeur. Mais les princes, à qui l'agrandissement de la Maison de Habsbourg donnait de l'ombrage, ne se montrèrent pas disposés à acquiescer à cette demande. Ils alléguèrent, pour excuser leur refus, que les finances de l'État ne permettaient pas d'entretenir deux Chefs en même temps, et que d'ailleurs Rodolphe n'étant encore lui-même que roi des Romains, on ne pouvait en élire un second [1]. Cependant ils promirent de délibérer dans la suite mûrement sur la proposition. L'archevêque Gérard de Mayence fut celui qui s'opposa le plus au dessein de Rodolphe, et ce par le motif suivant. Le siège archiépiscopal de cette ville étant venu à vaquer, l'an 1285, le roi des Romains avait favorisé le compétiteur de Gérard, l'évêque Henri de Bâle, à qui la Maison de Habsbourg avait les plus grandes obligations. Ce dernier prélat était devenu effectivement archevêque, et Gérard ne parvint à cette dignité qu'après la mort de Henri (1288). Pour satisfaire la vengeance qu'il nourrissait depuis longtemps, Gérard porta, dans la susdite Diète, l'attention de l'assemblée sur la puissance du duc Albert qui mettrait, disait-il, ce prince à même d'exécuter entièrement le plan de son père, qui était de rétablir les droits royaux dans toute leur étendue, et de faire redevenir les princes ce qu'ils étaient dans

[1]) Pour être revêtu de la dignité impériale, il fallait encore dans ce temps-là recevoir la couronne de la main du pape à Rome. Or, comme Rodolphe omit cette cérémonie, il n'eut et ne porta jamais que le titre de *roi des Romains*, et non celui d'Empereur qui lui est donné par la plupart des historiens.

leur origine, c'est-à-dire les officiers, gouverneurs et vassaux temporaires du Roi.

Le refus des princes causa beaucoup de chagrin à Rodolphe. Pour dissiper ses soucis, il résolut de faire un voyage dans ses États héréditaires. Il se mit en route vers l'Alsace; mais une indisposition, dont il souffrait depuis plusieurs mois, prit subitement un caractère si dangereux, qu'on fut obligé de l'embarquer sur le Rhin pour le conduire à Spire, où il avait voulu être transporté. Mais cette ville ne reçut dans son sein que le corps inanimé de son héroïque prince, qui mourut à Germersheim, petite ville du palatinat du Rhin, le 15 juillet 1291, dans la soixante-treizième année de son âge. Il fut inhumé à Spire dans le caveau des anciens empereurs germaniques.

Rodolphe I de Habsbourg brille avec éclat dans les annales de l'Empire. Les historiens de toutes les nations s'accordent à dire, qu'il fut un sage Souverain, un grand capitaine, un valeureux guerrier, un politique consommé, un homme noble et riche en vertus. Parvenu à l'Empire dans un temps, où celui-ci touchait à une dissolution complète, il laissa, après un règne de dix-huit ans, l'Allemagne pacifiée dans l'intérieur, respectée au dehors, et affermie, autant qu'il était possible, dans ses droits et prétentions. Les moyens les plus indispensables lui manquaient communément dans toutes ses expéditions; mais son génie y suppléait et le fit triompher de tous les obstacles. Il joignait à cela beaucoup de bonheur; il réussit dans presque toutes ses entreprises; il prit toutes les villes qu'il attaqua, et gagna quatorze batailles rangées. Le tableau de la vie et des actions de ce grand monarque nous montre clairement les principaux traits de son caractère. Rodolphe était d'une humeur assez sérieuse; mais il y joignait la plus grâcieuse bonté. Dans la vie sociale et dans la conversation, il était franc, pénétrant, spirituel, et même

de temps à autre éveillé et badin. Il s'emportait facilement; mais il avait assez d'empire sur lui-même, pour modérer le transport de sa colère. La nature l'avait autant favorisé qu'il l'était par la fortune; il passait pour le prince le mieux fait et le plus beau de son temps. Les traits de grandeur d'âme, de bienfaisance, les réponses sublimes, les réparties ingénieuses de ce digne Souverain, ont été récueillies par les contemporains et transmis pour exemple à la postérité. Par son affabilité aimable et prévenante, par sa douce clémence, par sa constante probité et par son zèle infatigable pour le maintien de la justice, il se concilia l'affection et la confiance de tous les gens de bien. Il était chéri de sa famille, de ses amis, de ses sujets, considéré des princes et des nations de l'Europe, et redouté des ennemis de l'Allemagne, des grands et petits tyrans du peuple, des brigands et malfaiteurs. Rodolphe était pieux; il avait de la dévotion et y joignait un esprit clair. Il protégeait la religion et honorait les ministres de l'Église, tant qu'ils ne sortaient pas des bornes de leur respectable vocation, qu'ils ne s'adonnaient pas au luxe et aux plaisirs mondains et n'aspiraient pas à la puissance temporelle.

L'éducation guerrière qu'avait reçue Rodolphe, le priva de l'occasion d'acquérir les moeurs polies, par lesquelles se distinguaient déjà à cette époque les Grands de la France et de l'Angleterre. Il n'avait non plus jamais trouvé le temps de cultiver les Sciences. Mais il les estimait infiniment et se plaisait à prendre les savants et les artistes sous sa protection. Il haïssait le faste, la mollesse, la profusion, et même les commodités de la vie qui n'étaient pas strictement nécessaires, ce qui provenait en grande partie de son penchant naturel à la parcimonie. Son habillement était plus que simple, et même dans les cérémonies il portait quelquefois un manteau de grosse

laine grise. Au camp, il partageait volontiers les fatigues de ses soldats. Accoutumé aux armes dès sa jeunesse, son corps endurci supportait facilement les incommodités de l'état militaire. Comme Général, il réunissait à un grand courage personnel un coup d'oeil sûr et pénétrant, beaucoup d'habilité et d'adresse. Comme homme d'État, personne ne savait mieux que lui cacher de grands desseins sous un air indifférent et libre, et apprécier finement les hommes et leurs intérêts. Dans les alternatives les plus imprévues de la guerre et de la politique, dans les conjonctures les plus inattendues et dans les positions les plus difficiles, il ne perdait jamais la présence d'esprit et la contenance. Ferme dans l'adversité et dans les dangers, il était modeste dans la prospérité et modéré après la victoire. Enfin comme Souverain, on peut dire du roi Rodolphe, qu'on vit rarement assis sur le trône un prince qui eût tant à coeur le vrai bien-être de ses peuples, qui choisît des moyens si propres à assurer leur félicité, et qui mît ses plans bien concertés si heureusement à exécution.

FIN DE LA TROISIÈME ÉPOQUE.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE D'AUTRICHE.

QUATRIÈME ÉPOQUE,

DEPUIS LE RÈGNE D'ALBERT I, ROI DES ROMAINS, PREMIER DUC D'AUTRICHE DE LA MAISON DE HABSBOURG, JUSQU'À LA RÉUNION DES LIGNES HABSBOURGEOISES SÉPARÉES, SOUS MAXIMILIEN I.

DE 1291 À 1493.

HISTOIRE
DE
L'EMPIRE D'AUTRICHE.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE I.

ert I le Triomphant, roi des Romains [1]), premier duc d'Autriche de la Maison de Habsbourg.
De 1291 à 1308.

Albert I égalait bien son illustre père en esprit et en ergie; mais il ne lui ressemblait aucunement en carac-re. Il était froid et sérieux. Quelqu'agité qu'il pût être érieurement, fût-ce même par les passions les plus lentes, il restait toujours renfermé en lui-même avec lence, et conservait imperturbablement son air sombre ténébreux. Il n'avait jamais connu la gaieté et haïs-it aussi l'enjouement dans les autres. Il était économe ennemi des folles dépenses et de la dissipation. Mû

[1]) Le plus grand nombre des historiens attribuent à Albert I, de même qu'à son père Rodolphe et en général à tous les chefs de l'Empire d'Allemagne indistinctement, la qualité d'*Empereur*, bien que ce prince, comme plusieurs autres, n'ait eu que le titre de *roi des Romains*, qui est celui que les chefs de l'Empire germanique-romain portaient après leur élection jusqu'à leur couronnement à Rome, ainsi que j'ai eu soin de le faire remarquer plus d'une fois dans le cours de l'Époque précédente.

par un esprit d'ordre qui lui était naturel, il exigeait très-rigoureusement de toutes les classes de la nation les qualités, les vertus et les devoirs, que requérait leur état respectif. L'injustice et l'indulgence lui étaient également étrangères. Il prétendait de ses sujets une obéissance absolue. Il voulait sincèrement leur bonheur; mais pour arriver à ce but, il suivit le rude sentier de la force légale, au lieu de choisir la voie plus douce de l'affection et de la confiance. Dans sa politique envers les peuples étrangers, il dédaignait employer la ruse, les dehors, et aimait à venir à bout de ses entreprises par le droit chemin des armes. Sa fermeté était inébranlable. Il supportait les plus grands revers avec une force d'âme extraordinaire, et attendait avec patience et circonspection des changements plus heureux.

Dès qu'Albert eut pris les rênes du gouvernement en *Autriche*, en *Styrie* et en *Carniole* (1283), il s'occupa du bien-être et de la prospérité de ces pays. À l'instar de son père, il dispersa les brigands, détruisit leurs châteaux et protégea le commerce. Pendant qu'il était encore vicaire de l'Empire en Autriche, il avait déjà amélioré par un réglement, émané le 24 juillet 1281, l'ordre commercial de la ville de Vienne. Mais un prince d'un caractère tel que j'ai dépeint plus haut Albert, qui en outre ne voulait pas sacrifier le bien de toute une nation à l'avantage de quelques Grands, et qui par conséquent, comme Souverain, avait éloigné la Noblesse intéressée qui l'entourait lorsqu'il n'était encore que vicaire impérial, et donnait sa confiance à des anciens serviteurs fidèles de sa Maison, qui enfin avait une aversion très-prononcée pour les franchises et privilèges particuliers des provinces, des villes et de certaines classes de la nation, un tel prince, dis-je, ne pouvait certes pas compter sur un attachement général. Aussi la désunion ne tarda

point à se mettre entre lui et ses sujets. Ces derniers exprimèrent leur mécontentement par des murmures. Le coeur si fier d'Albert en fut blessé. Les alentours étrangers de ce prince, irrités de la haine générale qui les poursuivait par tout le pays, s'en vengèrent en indisposant encore davantage le Duc contre le peuple, et en l'induisant à user de moyens rigoureux pour le réduire à une entière soumission. Ce procédé ne fit qu'accroître le mécontentement qui, vers la fin de l'année 1287, était parvenu au plus haut degré. Les bourgeois de Vienne surtout étaient fort aigris de ce que le Duc n'avait aucun égard aux droits et franchises que le roi Rodolphe leur avait concédés, l'an 1278, et de ce qu'il agissait souvent contre leurs anciens privilèges. Incités par la Noblesse, qui n'osait pas lever la première l'étendard de la révolte, les habitants de la capitale se soulevèrent. La populace maltraita les serviteurs d'Albert, insulta les chevaliers souabes, et eut même l'audace d'assiéger le palais ducal. Une députation de la bourgeoisie fit remettre au Duc une liste des griefs de la ville et en demanda d'un ton brutal le redressement, comme aussi la confirmation de tous leurs privilèges. Albert leur répondit par un refus formel. Il quitta Vienne, et se rendit à son château de *Callenberg (Kahlenberg)*, d'où il dirigea les dispositions nécessaires pour le rétablissement de la tranquillité. Il appela sous les armes tous les fidèles du pays. Closterneubourg fut promptement mis en état de défense. Ensuite on coupa aux habitants de Vienne toute communication et le transport de vivres, tant par terre, que par eau. La disette se fit bientôt sentir dans la ville à un tel point, que le bas peuple, privé de ses moyens de subsistance, fut réduit au désespoir et se prit à la classe plus élevée des bourgeois, qui étaient la cause principale de la sédition. Ces derniers, pour se soustraire à la fureur de la populace qui menaçait leur vie, se vi-

rent contraints de se soumettre au Duc. Les chefs de la ville et les citoyens les plus riches et les plus notables allèrent, pieds nus et la tête découverte, trouver Albert au château de Callenberg, pour solliciter leur pardon, qui leur fut accordé, à l'intercession de la duchesse Élisabeth. Mais le Duc exigea qu'ils lui remissent les diplômes de leurs privilèges municipaux, qu'il déchira en leur présence. Le magistrat et un comité des bourgeois jurèrent encore une fois obéissance et fidélité au duc Albert et signèrent plusieurs autres actes, par lesquels ils reconnaissaient la souveraineté absolue de ce prince (18 et 27 février 1288). Tous les Nobles et bourgeois, qui avaient été les moteurs principaux de la rebellion, furent obligés de donner de pareilles reversales. Le roi Rodolphe confirma la transaction faite entre son fils Albert et la ville de Vienne, par une proclamation, datée du 26 avril 1288, et adressée à tous les habitants de l'*Autriche*, et dans laquelle il déclarait de nouveau dissoute leur ancienne sujétion de l'Empire germanique, et supprimait tous les privilèges concédés antérieurement. Un mandement semblable fut expédié pour la *Styrie*. La Noblesse mécontente remit, après la soumission de la capitale, l'exécution des desseins qu'elle méditait, à un temps plus favorable. Quelques chevaliers qui, par leurs propos séditieux, avaient trop précipitamment manifesté leurs mauvaises intentions et avaient déjà violé la paix publique par des hostilités contre les fidèles partisans du Souverain, furent punis de leur témérité par la perte de leurs châteaux.

Comme les Souverains des pays limitrophes de l'Autriche voyaient avec jalousie la puissance croissante de la Maison de Habsbourg, ils n'épargnaient ni séductions, ni encouragements, pour exciter les Autrichiens à la révolte, espérant qu'une guerre civile entre le Duc Albert et ses sujets amenerait un démembrement des États au-

trichiens, dont ils pourraient profiter pour agrandir leur propre territoire.

Les premiers démêlés d'Albert avec les princes voisins commencèrent par la Bavière. La princesse Cathérine, sa soeur, épouse d'Othon, prince héréditaire de ce duché, étant morte l'an 1282, Albert réclama, l'année suivante, la restitution des villes sur l'Inn que le roi Rodolphe avait engagées à la Bavière pour la dot de Cathérine. Mais le duc Henri, loin d'y consentir, demanda le payement de la somme promise à sa bru, et se prépara à la guerre. Albert, de son côté, concentra ses troupes dans un camp près de Wels, et l'ami fidèle de sa Maison, l'archevêque Frédéric de Salzbourg, se joignit à lui avec un corps d'armée considérable. Déjà le Duc s'était avancé au delà de Braunau. Mais l'entremise des évêques de Passau et de Ratisbonne, ainsi que celle de Meinard de Tyrol, empêcha qu'on en vînt aux hostilités. On ignore sous quelles conditions la paix fut signée. Il est probable, que le duc d'Autriche aura assuré à Henri de Bavière le payement de la somme ci-dessus mentionée, qu'il acquitta effectivement l'an 1286.

Un des favoris particuliers d'Albert était l'abbé Henri d'Admont, homme rusé, hautain et ambitieux, à qui le Duc avait confié le gouvernement de la Styrie, et qui abusait de son pouvoir, pour opprimer le peuple et extorquer de l'argent. L'archevêque Frédéric de Salzbourg était mort l'an 1284. Son successeur Rodolphe de Hoheneck avait été le chancelier et confident du roi Rodolphe, à la recommandation duquel il était redevable de sa dignité. Ce prélat était dur et sévère envers ses sujets, et comptant sur la protection du roi des Romains, il traitait les princes voisins avec arrogance. Il ne tarda pas à être engagé dans une guerre avec Henri de Bavière. Pour faire face aux frais qu'elle occasionnait, il imposa extra-

ordinairement les habitants de son diocèse. Comme cette subvention s'étendait naturellement aussi sur les communes salzbourgeoises qui appartenaient au couvent d'Admont, l'abbé, irrité de cette innovation qui diminuait ses revenus, mais trop faible pour lutter seul contre l'archevêque, mit tout en oeuvre pour brouiller celui-ci avec le duc Albert. Comme ce prince se montrait fort disposé à embrasser la querelle de l'abbé qu'il aimait beaucoup, l'archevêque eut recours au pape Nicolas IV, qui l'engagea à employer contre son adversaire les censures ecclésiastiques qui étaient en son pouvoir, et même l'interdiction, si besoin en était. L'archevêque Rodolphe, se fondant sur cet octroi pontifical, tint, le 8 novembre 1288, un synode à Salzbourg, auquel assistèrent le haut clergé dépendant du diocèse salzbourgeois et l'abbé d'Admont aussi. Dans cette assemblée, l'archevêque vint à bout par ruse de faire adopter unanimement un projet de loi, portant qu'aucun ecclésiastique ne pourrait dorénavant, sous peine d'excommunication, exercer un emploi civil. Le but de ce décret était évidemment d'obliger l'abbé d'Admont à se démettre de son gouvernement de Styrie. Mais l'événement ne répondit nullement à l'attente de l'archevêque. L'abbé Henri, ne respirant que vengeance, courut à Vienne et persuada le Duc à tirer raison de la prétendue injure par une déclaration de guerre. Mais l'archevêque prévint le duc Albert, et commença lui-même les hostilités. Il s'empara de la forteresse d'Ensbruck, que ce prince avait fait bâtir sur les bords du Mandlingbach. Le Duc, après avoir fait mettre en séquestre tous les biens salzbourgeois dans les duchés autrichiens, marcha contre l'archevêque, s'empara de la ville salzbourgeoise de Frisac en Carinthie et la livra aux flammes. Le bourg de Vansdorf fut conquis, le 2 février 1289, et ses murs furent rasés. L'archevêque Rodolphe, découragé par ces revers, fit des ouvertures

de paix, qui fut signée vers la fin de septembre de la même année. Mais le duc d'Autriche, à l'instigation de l'abbé d'Admont, refusa la ratification du traité conclu avec Salzbourg. Comme l'abbé avait aussi soulevé contre l'archevêque plusieurs de ses vassaux, le Général autrichien Ulric de Capell pénétra d'autant plus facilement dans les pays salzbourgeois. La vallée dite *Lavanthal* en Carinthie, qui pour la plus grande partie appartenait à cet archevêché, fut dévastée d'une manière cruelle. Ce ne fut qu'à la sollicitation de la duchesse Élisabeth que son époux Albert consentit enfin en 1292 à ce qu'on ouvrît de nouvelles négociations. L'archevêque vint à Vienne et fut obligé de souscrire à plusieurs conditions préliminaires qu'Albert lui dicta d'après le conseil de l'abbé Henri. L'entière décision de cette affaire fut remise à Rodolphe, roi des Romains. Mais encore avant que la sentence du chef de l'Empire fût prononcée, l'archevêque Rodolphe fut enlevé par une mort subite, le 1 avril 1290. Comme de cette manière le différend entre le duc d'Autriche et l'archevêque n'était pas terminé, ni la paix conclue, Albert continua d'occuper les cantons et endroits salzbourgeois qu'il avait conquis.

Le roi Ladislas de Hongrie ayant été assassiné, le 10 juillet 1290, le roi des Romains Rodolphe avait voulu faire valoir les prétentions de l'Empire germanique sur la Hongrie. Il fondait ces prétentions sur l'offre que Béla IV avait faite en 1240, où il s'était vu presque entièrement écrasé par les Mongols, de faire hommage pour son royaume à Frédéric II, si ce prince le secourait contre ces barbares, condition que l'Empereur n'avait nullement remplie. *Charles II*, roi de *Naples*, époux de *Marie*, fille du roi *Étienne V* de *Hongrie* et soeur de *Ladislas III*, déclara, de son côté, son fils *Charles-Martel* héritier du trône. Le pape Nicolas IV confirma les prétentions

de ce prince, et un légat le couronna, le 8 septembre 1290 à Naples, roi de Hongrie. Le pape fit valoir par là les prétendus droits du Siège pontifical sur le royaume de Hongrie, fondés sur la donation de S. Étienne. Mais le roi Rodolphe n'en déclara pas moins par un décret impérial, expédié le 31 août 1290, la Hongrie fief vacant de l'Empire et le conféra, le même jour, à son fils *Albert*. La nation hongroise, au contraire, avait appelé au trône le neveu du roi André II, dernier rejeton de la race arpadienne, et cet André III, surnommé *le Vénitien*, avait été effectivement couronné à Albe-Royale, le 20 juillet de l'année 1290.

À la mort de Rodolphe I, roi des Romains, son fils Albert se trouva dans une position fort difficile. Il se manifestait parmi ses sujets un mécontentement général qui menaçait d'éclater à chaque instant. Les princes voisins n'attendaient qu'une occasion favorable, pour achever par une attaque simultanée la ruine du prince autrichien. Le roi André III exigea la restitution des places et districts qu'Albert occupait en Hongrie. Mais ce prince, qui prétendait que le royaume lui appartenait en vertu de l'investiture que lui en avait donnée le roi son père, rejeta la demande d'André. Sur ce refus, André III envahit, en automne 1291, avec un corps de 8000 Cumans et *Valaques* [1]), le territoire autrichien. Les châteaux forts sur

[1]) Il y a peu de peuples, dont l'origine ait autant divisé les historiens et les étymologistes que celle des *Valaques*. Les bornes d'une note ne permettant pas d'alléguer toutes les conjectures qu'on a hasardées à cet égard, nous nous arrêterons à la plus probable et à ce qu'en disent les annalistes byzantins qui sont les premiers, chez qui on trouve le nom de *Valaques*. Ces auteurs désignent sous le nom de Valaques des gens uniquement occupés au soin des troupeaux. *Pallade* les dépeint comme des pâtres d'une figure hideuse, qui passent des jours entiers dans des cavernes, d'où ils ne sortent que pour fondre sur les voyageurs qu'ils dépouillent etc. C'est ce genre de vie agreste et grossière qui fit appeler ce peuple Βλαξ (oisif, miséra-

Leitha furent conquis, la contrée de Wienerisch-Neustadt
qu'à Vienne dévastée, et même les faubourgs de cette
pitale incendiés. Après que le pays eut souffert pen-
nt six semaines tous les maux imaginables, et que
enne eut été cernée durant tout ce temps, le duc Al-
rt céda aux circonstances. Les deux princes eurent
semble une entrevue dans la plaine voisine de Fischa-
nd. La paix se fit par la médiation de l'archevêque
doménas de Strigonie (Gran). Albert renonça à la
ronne de Hongrie et rendit toutes les places qu'occu-
ient ses troupes dans ce royaume. Une alliance offen-
e et défensive fut conclue entre l'*Autriche* et la *Hon-*
ie. On renouvela en même temps le traité de commerce
1277.

À peine cet orage était-il conjuré, que le calme
de nouveau troublé dans les pays autrichiens par la

ble) *Blaques* ou *Valaques*. Par conséquent il paraît, que le nom de Valaques ne fut donné aux peuples qui le portent, qu'après qu'ils s'étaient fixés dans la Dacie. Ils demeurèrent d'abord entre le Volga et le Jaik, et s'établirent ensuite sur les bords du Danube. Ceux qui se cantonnèrent dans les montagnes de la Croatie et de la Dalmatie, furent appelés *Valaques noirs* ou *Morlaques*. Quant à leur origine, c'est une opinion presque générale parmi les Valaques, qu'ils descendent des restes de ces légions romaines qui, sous la conduite de Trajan, occupèrent la Dacie. *Su noi sentem Rumeni*, disent-ils *(et nous aussi, nous sommes Romains)*. Une assez grande analogie qu'on retrouve encore entre la langue latine et celle des Valaques, semble en effet attester qu'ils sont une colonie romaine. Le pays occupé par les Valaques embrasse une grande partie de l'ancien domaine des Daces et des Grecs. Il comprend la *Valachie* proprement dite, la Moldavie et une partie de la Transylvanie. Les Valaques se sont plus tard aussi beaucoup répandus en Hongrie, où ils sont appelés *Chuni*, qui est une dénomination vague, que les historiens appliquent indifféremment aux peuples sortis des Palus Méotides. On ne doit point confondre les Valaques, comme le font la plupart des historiens, avec les *Cumans* qui, vers le même temps, quittèrent les rives du Jaik, s'emparèrent de la Moldavie et s'établirent depuis en Hongrie, entre le Danube et la Teisse.

sédition des Nobles qui firent éclater leur mécontentement. Les Grands en *Autriche* avaient donné récemment une preuve de leur malveillance, en refusant de prendre les armes, pour s'opposer aux dévastations des Hongrois. Les États de *Styrie* réclamaient plus hautement que jamais la confirmation de leurs anciens privilèges, l'éloignement de tous les Souabes qui étaient en possession des principales charges et dignités du pays, et surtout la déposition du détesté abbé Henri d'Admont, gouverneur de la province. Les grands ravages, faits par les Hongrois, ayant considérablement diminué les revenus de la Chambre ducale, Albert se rendit à Gratz, et demanda aux États un subside extraordinaire pour faire face aux dépenses publiques les plus pressantes. Les seigneurs saisirent cette occasion pour renouveler leurs demandes. Comme ils reçurent une réponse évasive, l'évêque Léopold de Seckau, leur organe, s'oublia au point de menacer le Duc de le renoncer pour Souverain. Albert répliqua d'un ton bref, que les rapports resteraient tels que les avait trouvés le roi Rodolphe, son père, et retourna à Vienne, le coeur rempli d'indignation. Après son départ, les Grands de Styrie commencèrent à manifester leurs mauvaises intentions. On tint des assemblées séditieuses à Gratz, et parvint à s'assurer de la coopération de l'archevêque Conrad de Salzbourg, avec lequel il fut fait un traité, portant qu'on ne poserait les armes, qu'après que ce prélat aurait été entièrement indemnisé de la perte des terres que l'Autriche lui avait enlevées, ainsi que du dommage qu'il avait souffert dans les dernières guerres. Le duc Othon de Bavière, qui en 1290 avait succédé à son père Henri, entra dans la ligue, moyennant une somme d'argent qu'on lui paya, et la promesse qu'on lui fit de lui abandonner une partie de l'Autriche conquise. Les confédérés étaient tellement persuadés que le duc Albert per-

drait la Styrie, qu'ils désignèrent éventuellement un fils du comte Ulric de Heunbourg pour Souverain de ce pays. Celui-ci devait, en qualité de petit-fils du margrave Herman de Bade, qui avait régné pendant deux ans sur l'Autriche, et de la princesse babenbergeoise Gertrude, faire valoir un droit apparent sur le duché de Styrie.

Les confédérés envoyèrent un hérant à Vienne, pour demander le dédommagement dû à l'archevêché de Salzbourg, et déclarer la guerre, en cas de refus. Le duc Albert daigna à peine faire une réponse au porteur de ce message présomptueux, et ne parut pas s'apercevoir des préparatifs de guerre que faisaient ses ennemis. Les Styriens commencèrent, en janvier 1292, les hostilités et prirent quelques châteaux appartenants au Duc, tandis que les Bavarois et les Salzbourgeois entraient dans la haute Styrie. Les villes de Rottenmann et de Léoben furent conquises, et l'abbaye d'Admont livrée au pillage; après quoi l'on assiégea Bruck-sur-la-Mur. Dans cet intervalle le duc Albert avait secrètement rassemblé ses forces. Par son ordre, quelques centaines de paysans frayèrent un chemin au milieu de la profonde neige qui couvrait la montagne de Semmering, et il s'avança ensuite sur Bruck pour dégager cette place. Ceux qui assiégeaient cette ville, regardaient cette chaîne de montagnes comme impénétrable à une armée en hiver. Aussi furent-ils saisis d'une terreur panique à l'approche des troupes ducales. Tout prit la fuite. Les Bavarois et les Salzbourgeois se retirèrent jusqu'à Radstadt. Les Styriens se dispersèrent dans les châteaux et sur les hautes montagnes du pays. Mais, se voyant abandonnés à leurs propres forces par la fuite des auxiliaires étrangers, les rebelles furent contraints de se soumettre. Albert pardonna. Les chefs de la rebellion obtinrent leur grâce, mais ils furent obligés de remettre leurs châteaux forts au Duc. Dans une assemblée des

États, tenue à S. Guy (*Sanct Veit*), Albert confirma de son libre mouvement, par un diplôme particulier, les droits et les priviléges de la Styrie. Ce qui satisfit principalement la nation, ce fut que le Duc ôta le gouvernement du pays à l'abbé d'Admont et qu'on conféra cette charge importante à Hartneid de Stadeck, qui jouissait de l'estime et de la confiance générale. Plus tard Albert confia à Meinard de Tyrol, l'ami et l'allié fidèle de la Maison de Habsbourg, la défense de la Styrie contre les entreprises hostiles que pourraient tenter les Bavarois et les Salzbourgeois.

Cependant les princes électeurs d'Allemagne s'étant assemblés à Francfort-sur-le-Mein, pour élire un roi des Romains, le duc Albert se rendit à Mayence, afin d'être à portée de ménager ses intérêts auprès des électeurs. Le comte palatin Louis lui avait promis sa voix par écrit, le 13 avril 1290, et Albert attendait un égal appui de la part de ses trois autres beau-frères, qui étaient électeurs aussi, savoir: le roi Venceslas de Bohème, le duc Albert de Saxe et le margrave Othon-le-Long de Brandebourg. Mais l'archevêque Gérard de Mayence, qui était l'ennemi d'Albert et avait en outre ses vues particulières, sut par différentes négociations artificieuses et décevantes, et par la promesse de fortes sommes d'argent et d'autres avantages, engager les électeurs à s'en rapporter à lui pour la nomination d'un chef de l'Empire. En conséquence l'archevêque de Mayence, muni des pleins pouvoirs des six autres électeurs, proclama, le 10 mai 1292, son cousin *Adolphe de Nassau* roi des Romains. Ce prince était le plus illustre guerrier de ces temps-là, et très-digne du trône par toutes les qualités du coeur et de l'esprit qu'il possédait; mais il ne jouissait que d'une fortune très-modique, n'ayant pour tout bien que les trois seigneuries d'Idstein, de Wisbade et de Weilbourg, dans le comté de Nas-

sau. Mais ce fut précisément cette faiblesse de puissance qui lui procura la couronne. Il paraissait très-capable de soutenir la gloire de l'Empire à la tête des armées germaniques, mais il était trop peu puissant pour lui donner la loi.

Le duc Albert fut, à la vérité, fort affecté de l'exclusion que lui avaient donnée les princes électeurs; mais il se remit aussitôt. Comme les troubles dans les provinces autrichiennes n'étaient pas encore entièrement apaisés, il se conforma avec une tranquillité apparente à une décision, à laquelle pour le moment il ne pouvait s'opposer par la force. Il livra les ornements impériaux, déposés au château de Trifels (selon d'autres à Kybourg), et se fit investir par Adolphe à Oppenheim. Le nouveau roi des Romains fit offrir à Albert la main de sa fille pour un des princes autrichiens, dont l'aîné, Rodolphe, n'était âgé que de huit ans; mais le Duc rejeta cette proposition avec fierté et mépris. Le 24 juin, Adolphe reçut la couronne à Aix-la-Chapelle. Ce prince, qui était si pauvre qu'il fut obligé de contracter des dettes pour faire face aux frais de son couronnement, se voyait par conséquent nécessité de rémunérer les princes électeurs pour leurs suffrages par d'autres complaisances. Aux électeurs ecclésiastiques il promit de leur donner des revenus de la couronne impériale, des châteaux, des bourgs et même des villes impériales. Il céda à la Bohème le pays de Pleiss avec les villes d'Altenbourg, de Chemnitz et de Zwickau, et il confirma au roi Venceslas la possession de la ville d'Egre. En 1294 Adolphe donna la main de sa fille Mechtilde au prince Rodolphe, fils aîné du comte palatin Louis.

Dans cette même année, Adolphe menaça le roi Philippe IV de France de lui faire la guerre, s'il ne restituait sans délai toutes les terres arrachées à l'empire d'Al-

lemagne, et nommément le comté de haute Bourgogne (Franche-Comté), que Philippe avait usurpée. Ce pays faisait partie de l'ancien royaume d'Arles et était par conséquent un fief de l'Empire germanique. Le roi Philippe avait déterminé le comte palatin Othon IV à marier Jeanne, sa fille et héritière, avec Philippe-le-Long, second fils de France, à donner la haute Bourgogne pour dot à la princesse, et même à assurer la succession ultérieure à la France. Le comte palatin remit effectivement son pays à la France, moyennant une certaine somme et une rente annuelle que ce royaume s'engagea à lui payer. C'est ainsi que cette belle province fut pour toujours détachée de l'empire d'Allemagne. Vers le même temps, Adolphe conclut avec Édouard I, roi d'Angleterre, une alliance contre la France. Le monarque anglais lui promit de l'aider à obtenir la couronne impériale et lui envoya 30,000 marcs d'argent (selon d'autres 100,000 livres Sterling), par forme de subside. Mais, lorsque dans la suite la guerre entre l'Angleterre et la France éclata en Guienne et en Flandre, le roi des Romains fut empêché, tantôt par les menaces du pape Boniface VIII, tantôt par les affaires intérieures de l'Allemagne, d'y prendre une part active.

À cette même époque (1294), le roi Adolphe acheta du margrave Albert, pour la somme de 12,000 marcs d'argent, le pays de Thuringe et en même temps les prétentions de ce prince sur les possessions délaissées par son neveu Frédéric Tuta dans l'Osterland, en Misnie et en Lusace. Albert, margrave de Misnie et de Thuringe, s'étant dégoûté de son épouse Marguerite, fille de l'empereur Frédéric II, avait eu la lâcheté d'attenter à la vie de cette princesse, pour se marier avec Cunégonde sa concubine. Mais Marguerite parvint à se sauver et mourut peu de temps après. Le margrave, devenu libre,

épousa aussitôt sa maîtresse (1271), de qui il avait déjà un fils nommé Apitius. La haine qu'Albert portait à Marguerite, s'étendit jusque sur les fils qu'il avait procréés avec elle, au point qu'il voulait les déshériter et laisser ses États à son fils naturel. Le roi Adolphe, indigné de la conduite abominable du margrave Albert, justement surnommé *le Dépravé*, s'était entremis en faveur de Frédéric-le-Mordu [1]) et de Dietman, enfants légitimes de ce prince, et avait en 1290 ménagé un accommodement entre eux et leur père. Mais cette réconciliation n'avait pas été de longue durée. Frédéric Tuta étant mort, le 16 août 1291, Frédéric-le-Mordu et Dietzman prirent possession des domaines de leur cousin. Mais le margrave leur père réclama ces terres pour lui-même, et combattit depuis, conjointement avec le margrave de Brandebourg et le prince d'Anhalt, ses fils Frédéric et Dietzman qui, soutenus par leur valeur guerrière, et favorisés par la fortune, eurent constamment l'avantage sur leurs adversaires. Le père dénaturé, voyant qu'il ne pouvait opprimer ses fils par la force de ses armes, crut que par la vente ci-dessus mentionnée, dont il destinait le produit à Apitius, il les frustrerait de leur légitime héritage. Le roi Adolphe employa à ce marché une partie de l'argent qu'il avait reçu de l'Angleterre. Comme les princes misniens ne voulaient pas se prêter à cette injuste spoliation, Adolphe marcha avec une armée en Thuringe, dans l'Osterland et en Misnie. Depuis le mois de septembre 1294 jusqu'en été 1298, ces malheureuses contrées furent le théâtre de la plus affreuse dévastation. Il est vrai, qu'Adolphe par-

[1]) La margrave Marguerite ayant pris le parti de quitter la Cour de son époux, passa un moment avant chez ses enfants pour leur dire adieu; en les embrassant elle mordit par un transport extraordinaire de tendresse, mêlée de douleur, si violemment Frédéric, son ainé, à la joue qu'elle lui fit une grande plaie; c'est de là qu'il fut ensuite nommé Frédéric-le-Mordu.

vint à s'emparer de la plus grande partie de ces pays; mais les dangers qui menaçaient en 1298 sa couronne, l'ayant appelé ailleurs, les troupes royales furent expulsées de la plupart de leurs conquêtes.

Tandis que les braves princes Frédéric et Dietzman défendaient si courageusement leurs droits légitimes, le duc Albert d'Autriche se trouvait engagé dans une nouvelle guerre avec l'archevêque Conrad de Salzbourg. Voici ce qui l'avait occasionnée. On avait découvert en 1294 à Goysern-sur-la-Traun une mine de sel dont le duc Albert, sur la proposition de l'abbé d'Admont, fit aussitôt commencer l'exploitation. Comme jusqu'alors la minière salzbourgeoise d'Hallein avait fourni le sel à la plus grande partie des pays voisins, les nouvelles salines menaçaient de restreindre le commerce de l'endroit ci-dessus nommé. Pour prévenir ce mal, l'archevêque fit demander au duc Albert qu'on cessât de tirer le sel de la mine de Goysern. Mais ce prince n'ayant pas voulu renoncer au libre exercice d'un droit attaché à sa souveraineté, l'archevêque s'adressa au roi Adolphe et obtint de ce monarque un décret, qui défendait au duc Albert de préjudicier encore plus longtemps au privilège que le diocèse de Salzbourg prétendait avoir de faire seul le saunage. La Noblesse mécontente en Autriche, voulant tirer parti de la nouvelle mésintelligence qui était survenue entre le Duc et l'archevêque Conrad, sollicita par des voies secrètes l'appui du roi Adolphe contre Albert. Dans cette situation fâcheuse, le duc d'Autriche fut attaqué, au commencement de novembre 1295, d'une grave maladie qu'on attribue aux viandes empoisonnées qu'on lui aurait servies à table. Comme on le disait déjà mort, l'archevêque Conrad se laissa induire par cette nouvelle à faire marcher en Autriche un petit corps d'armée, qui détruisit le bourg de Traunau et les salines de Goysern. Mais, pendant qu'on

commettait ces actes d'hostilité, les remèdes violents auxquels les médecins eurent recours, avaient sauvé la vie au Duc, qui toutefois perdit un oeil. Dès qu'il fut rétabli, il confisqua tous les biens que l'archevêché de Salzbourg possédait en Autriche et en Styrie, et fit assiéger Radstadt dans le cours de l'été 1296. Mais les Bavarois étant venus au secours de cette ville, les Autrichiens levèrent le siège. Le roi des Romains voulut faire valoir son autorité pour mettre fin à cette guerre. Mais le duc d'Autriche insista sur son droit et ne se laissa intimider ni par les menaces du Roi, ni par l'anathème dont le frappa l'archevêque. Les hostilités continuèrent jusqu'en septembre 1297, où l'on fit enfin une paix et un arrangement définitif. La réconciliation entre le duc Albert et l'archevêque Conrad fut même si complète, qu'ils contractèrent une alliance. L'archevêque paya au Duc 3000 marcs d'argent, et promit expressément dans le traité de ne prêter aucune assistance au roi Adolphe. En effet, ce prélat demeura depuis jusqu'à la fin de sa carrière le plus fidèle ami de la Maison de Habsbourg. En revanche, le Duc l'honora d'une confiance sans bornes. Il lui confia même, étant à la veille d'entreprendre l'expédition projetée contre Adolphe, pendant le temps de son absence, le soin de ses États et le nomma tuteur de ses fils, en cas qu'il vînt à mourir avant son retour.

Pendant que le duc Albert était si fort occupé par la guerre contre Salzbourg, des troubles dangereux s'étaient aussi élevés en Autriche. Les murmures et les plaintes au sujet des privilèges lésés et des charges, dignités et possessions, concédées par Albert aux seigneurs souabes, se faisaient partout entendre plus hautement que jamais. Dès le commencement de l'année 1295, où le bruit de la mort du Duc se répandit, les mécontents avaient pris les armes et saccagé les demeures de ces étrangers, ainsi

que celles des indigènes, dévoués à leur Souverain. Ils envoyèrent des députés à Vienne, pour demander la confirmation des privilèges accordés au pays par différents empereurs et régents. Ils exigèrent en outre, qu'à l'avenir aucun argent ne fût envoyé hors du pays, sans le consentement des États, et que tous les Souabes eussent à quitter le pays; ajoutant que, si le Duc ne souscrivait pas à toutes ces conditions, ils renonceraient à la fidélité et à l'obéissance qu'ils lui avaient promises. Albert, frappé de la hardiesse des conjurés, acquiesça à leurs demandes; mais il y mit cette condition, que le renvoi des Souabes ne s'étendrait pas sur Herman de Landenberg et sur trois chevaliers de Walsée, qui étaient apparentés et possesseurs de grands biens en Autriche. Mais les séditieux rejetèrent toute exception. Cet excès d'insolence rendit au Duc sa fermeté ordinaire. Il fit venir des troupes de Souabe et d'Alsace, avec lesquelles il réduisit en peu de temps les révoltés. Plusieurs perdirent leurs biens et furent bannis.

Le duc d'Autriche, ayant rétabli la tranquillité dans ses États, et s'étant réconcilié avec les princes voisins, Othon de Bavière excepté, forma avec les rois de Hongrie et de Bohème, ainsi qu'avec plusieurs princes, prélats et Nobles de l'Empire, une union secrète, tandante à ôter au roi Adolphe la couronne d'Allemagne et à la placer sur sa propre tête. Il chercha surtout à attirer l'archevêque Gérard de Mayence dans son parti. Ce prélat avait élevé le comte de Nassau sur le trône, dans l'espoir que ce prince se laisserait conduire par lui, ou le laisserait du moins prendre part au gouvernement. Mais Adolphe s'était bientôt affranchi d'une tutelle qui le contraignait. Outre cela, l'archevêque Gérard et les deux autres électeurs ecclésiastiques n'avaient encore reçu qu'une partie des récompenses et bénéfices, que le roi Adolphe leur avait promis pour leurs suffrages. La plupart des princes d'Al-

lemagne avaient été fort exaspérés par le despotisme d'Adolphe, par les excès que commettaient ses soldats indisciplinés, par le traité de subsides conclu, contre le voeu général, avec l'Angleterre, et par la conduite inexcusable qu'il avait tenue en Misnie et en Thuringe. Le peuple ne faisait aucun cas de lui, et même plusieurs de ses anciens partisans commençaient à le mépriser et étaient portés à l'abandonner. Albert profita de cette disposition des esprits, pour se rapprocher de plus en plus du grand but auquel il tendait depuis longtemps. Des ambassadeurs avec de riches présents furent envoyés à l'archevêque Gérard et à beaucoup d'autres princes, pour les engager à seconder ses vues. La plus grande partie de ces seigneurs vinrent au-devant des désirs du duc Albert, et le comte d'Haigerloch, son ministre, rapporta à Vienne, en échange des grandes sommes qu'il avait distribuées en Allemagne, des lettres contenant des assurances de dévouement. Au printemps de 1297, Albert se rendit à Prague, où l'on préparait de grandes fêtes pour le couronnement du roi Venceslas et de son épouse. Une infinité de princes voisins et de prélats, parmi lesquels se trouvaient le duc Albert de Saxe, les margraves Othon et Herman de Brandebourg, les archevêques de Mayence et de Magdebourg et les évêques de Meissen, de Constance, de Bâle et de Frisingue etc., assistèrent à cette cérémonie. L'archevêque de Mayence, que le duc d'Autriche avait trouvé moyen de s'attacher entièrement, se concerta dans cette occasion avec tous ces princes sur la déposition du roi Adolphe et son remplacement par Albert. On fut bientôt d'accord sur le point principal; le reste devait être plus amplement discuté dans un congrès à Egre. Le comte d'Haigerloch partit pour Rome. Il remit au pape Boniface VIII, de la part des électeurs de Bohème, de Saxe, de Brandebourg et de Mayence, des lettres, par lesquelles

ils se plaignaient de la conduite révoltante du roi des Romains, et sollicitaient la permission de le déposer. Il ne paraît pas, que le projet des princes électeurs ait obtenu l'agrément du souverain pontife; car, lorsque dans la suite ils s'autorisèrent ouvertement de l'assentiment par écrit qu'ils avaient reçu du Saint-Siège, Boniface nia positivement aux envoyés d'Adolphe de l'avoir donné. Il faut donc que la réponse qui approuvait le dessein formé contre ce prince, soit émanée de la chancellerie papale ou de quelques membres du Collège des cardinaux, à l'insu et sans l'aveu du chef de l'Église. Le roi André III de Hongrie entra également dans la ligue contre Adolphe, moyennant la somme de 15,000 marcs d'argent, que le duc Albert promit de lui payer pour son assistance.

Le roi Adolphe, ayant été instruit de la confédération formée contre lui, jura d'attaquer l'Autriche et de punir le duc Albert. Il menaça Egre et empêcha par là les princes coalisés de tenir leurs conférences dans cette ville. L'archevêque de Mayence fut même tenu assiégé dans un de ses châteaux par les troupes royales. Néanmoins les princes s'assemblèrent à Kaaden-sur-l'Egre; mais comme l'archevêque Gérard, qui était l'âme de la ligue, manquait, on ne put parvenir à prendre une ferme résolution. Au mois de février de l'année 1298, une réunion de princes encore plus nombreuse eut lieu à Vienne, où ils avaient été invités par le duc Albert, pour assister aux fiançailles de la princesse Élisabeth de Hongrie, âgée de quatre ans, et de Venceslas, prince royal de Bohème, qui n'en avait que sept. On y reprit les conférences entamées à Prague. La déposition d'Adolphe fut enfin résolue, et l'on arrêta le plan de l'attaque à entreprendre contre lui. Pour réussir plus facilement dans son dessein, le duc Albert se réconcilia aussi avec Othon de Bavière; un traité de paix et d'alliance fut conclu, le 27 février, entre

ces deux princes. Othon reçut encore 2000 marcs d'argent qu'il réclamait comme un arriéré de la dot de la princesse Cathérine. Il se réserva en outre expressément le droit de ne pas prendre les armes contre Adolphe.

Tout étant prêt pour la grande expédition qu'on allait entreprendre, les Autrichiens, secondés par les Hongrois, les Bohèmes et autres auxiliaires, marchèrent de différents côtés vers l'Inn. Le libre passage de l'armée coalisée par la basse Bavière ne fut permis par le duc Othon et son frère Étienne, qu'après qu'on leur eut assuré une somme de mille marcs d'argent, et en outre le payement des vivres nécessaires aux troupes. Mais Othon déclara en même temps, qu'il assisterait le roi Adolphe dans la guerre qu'on allait lui faire, et effectivement il se mit en marche avec ses troupes vers le Danube, où l'armée de ce monarque se rassemblait. Après la mort du comte palatin Louis (1294), la haute Bavière et le Palatinat du Rhin avaient été partagés entre ses fils Rodolphe et Louis. La voix électorale palatine devait appartenir aux deux frères en commun. Les ducs Othon et Étienne de la basse Bavière ne prétendaient pas alors, à ce qu'il paraît, au droit de suffrage. La dispute qui s'éleva au sujet de l'héritage paternel, produisit une longue inimitié entre les deux frères Rodolphe et Louis, ce qui fut cause que ces princes adoptèrent aussi des systèmes politiques opposés. Louis, que la duchesse douairière Mathilde fit élever avec les fils du duc Albert d'Autriche, se montra sincèrement attaché à ce prince. Son frère Rodolphe, au contraire, étant beau-fils d'Adolphe, tint le parti de ce Souverain.

À l'aide des princes bavarois, Adolphe avait déjà rassemblé une armée considérable, avec laquelle il se porta sur le Rhin, pour passer en Alsace. Mais Albert s'étant avancé vers Strasbourg, le roi des Romains re-

monta le Rhin, pour aller à la rencontre de son ennemi. Près de Kentzingen les deux armées restèrent pendant quinze jours en présence, n'étant séparées que par l'Elz. Adolphe se disposa enfin à traverser cette rivière, pour attaquer son rival; mais Albert, qui ne se sentait pas encore assez fort pour risquer une bataille décisive, conclut un armistice de vingt-quatre heures, et ayant promptement mis le feu à son camp, il se tourna de nouveau à gauche vers le Rhin, passa ce fleuve, et alla camper près de Strasbourg.

Pendant que ces mouvements militaires avaient lieu, les électeurs de Saxe et de Brandebourg, ainsi que les ministres plénipotentiaires du roi de Bohème et de l'électeur de Cologne se réunirent auprès de l'archevêque Gérard à Mayence; le comte palatin le jeune, Louis, avait aussi transporté la voix électorale palatine au duc Albert de Saxe. Au nom de ces princes, Adolphe fut cité par trois fois devant le tribunal de Mayence pour répondre aux accusations portées contre lui; et sur son refus de comparaître, les électeurs le condamnèrent par contumace et le déclarèrent déchu de la couronne. Ensuite le duc Albert d'Autriche fut élu roi des Romains par les six voix de Mayence, de Cologne, de Bohème, de Saxe, de Brandebourg et du Palatinat. L'électeur de Trèves et le comte palatin Rodolphe, ce dernier comme ayant part à la voix électorale palatine, au contraire, protestèrent contre la déposition d'Adolphe et la nouvelle élection.

Le roi Adolphe, résolu de défendre son trône jusqu'à son dernier soupir, quitta le camp retranché qu'il occupait près d'Eisenach, pour suivre les Autrichiens qui, faute de vivres, avaient levé leur camp près de Strasbourg et s'étaient dirigés sur Worms. Le 2 juillet 1298, les deux armées se choquèrent dans les environs de cette ville, entre Gelheim et Rosenthal. Albert plaça ses troupes sur une éminence, appelée *Hasenbuhel*, et les divisa en

trois corps. Il ordonna au centre d'attendre, pied ferme, l'attaque de l'armée d'Adolphe. Ensuite les deux ailes devaient entourer l'ennemi sur les flancs et l'envelopper. Les soldats reçurent ordre d'abattre principalement les chevaux ennemis, mais d'épargner les cavaliers et les faire seulement prisonniers. Pour détourner de sa propre personne les attaques ennemies, le Duc prit un habit de guerre de peu d'apparence, tandis qu'il fit porter à plusieurs chevaliers des armes et boucliers qui ressemblaient à son armure ordinaire. Les forces d'Adolphe étaient peut-être supérieures à celles d'Albert; mais, comme les troupes de différentes villes de l'Empire n'étaient pas encore arrivées, ses capitaines furent d'avis qu'on attendît ces renforts. Malheureusement Adolphe n'écouta pas ce sage conseil. Impatient de décider la querelle et de se venger de celui qui voulait lui ravir la couronne, il s'avance, à la tête de sa cavalerie, contre le centre de l'armée confédérée. Il ne trouve d'abord aucune résistance; mais les deux ailes de l'armée d'Albert ayant exécuté la manoeuvre préscrite par ce prince, les Autrichiens et leurs alliés chargent l'ennemi de tous côtés. Cette attaque, et surtout la pluie de flèches que les Hongrois et les Cumans font tomber sur l'armée d'Adolphe, mettent celle-ci en déroute. Comme elle se voit sur le point d'être entièrement entourée, le courage abandonne les troupes et elles commencent à chanceler. Dans cette position fâcheuse, Adolphe perd son sang-froid; il court aux postes les plus avancées, pour y rétablir l'ordre et enfoncer le centre des Autrichiens. Ce valeureux, mais imprudent prince, qui portait une armure décorée de toutes les marques de la dignité royale, pénètre dans les rangs ennemis. Pendant qu'il combattait avec la plus grande bravoure, son coursier fut blessé et son casque lui tomba de la tête. Mais Adolphe se releva bientôt, et placé sur

un cheval frais, il se jette, la tête découverte et étour par sa chute, presque hors de lui-même, au milieu de l mêlée. On prétend qu'y ayant rencontré Albert, il le re connut malgré son déguisement, et s'élança avec fur sur son adversaire. Il est incertain, si Adolphe fut bless par Albert lui-même et s'il fut tué par le Wildgrave, par quelque autre chevalier de la suite du duc d'Autrich Son corps était percé de plusieurs coups. Il fut inhum dans le couvent voisin de Rosenthal. Ce combat ne f pas sanglant. Peu de cadavres gisaient sur le champ bataille; en revanche on y trouva plus de deux mille ch vaux tués ou blessés; ce qui était l'effet des longues épée qu'avait inventées Albert, et de la manière de s'en servi introduite par lui. On rapporte que dans cette mémorab journée il faisait une chaleur si excessive, que plusieu chevaliers étouffèrent dans leurs cuirasses. Robert, f d'Adolphe, plus de soixante comtes, un grand nomb de Nobles et de guerriers, furent faits prisonniers. I duc Othon de Bavière et le comte palatin Rodolphe, q avaient commandé sous Adolphe, se retirèrent avec l'arm vaincue en deça du Rhin jusqu'à Heidelberg. Alb d'Autriche avait reçu trois grièves blessures qui mire même sa vie en danger.

Comme Albert n'avait été élu roi des Romains à M yence que par six voix, dont celle du Palatinat était mê encore douteuse, la validité de cette élection pouvait ét contestée. Par conséquent ce prince prit la sage résoluti de renoncer à toutes les prétentions qu'il pouvait former chef de cette élection, et de s'en remettre à un nouveau cho Cependant, pour s'en assurer le résultat, il se rendit personne auprès du comte palatin Rodolphe, son nev et parvint à le gagner. L'archevêque de Trèves se lais également apaiser. On convoqua une nouvelle Diète Francfort, où le duc Albert fut élu d'une voix unani

roi des Romains, le 27 juillet 1298, et couronné par l'archevêque de Cologne, le 28 du mois suivant.

Au mois de novembre de la même année, on tint à Nuremberg une Diète brillante, telle qu'on n'en avait vue depuis longtemps. Tous les électeurs y furent présents; on y compta soixante princes ecclésiastiques et séculiers, trois cents comtes et barons, et cinq mille Nobles. Les princes électeurs remplirent en personne leurs fonctions de grands-officiers; le roi de Bohème celle d'archiéchanson de l'Empire, la couronne en tête. Dans cette assemblée, Albert sanctionna de nouveau les lois données par l'empereur Frédéric II, l'an 1235. À Nuremberg le 19 novembre, Élisabeth, épouse d'Albert, fut aussi couronnée Reine, et deux jours après, le Roi investit ses fils *Rodolphe III*, *Frédéric* et *Léopold*, de l'Autriche, de la Styrie et de la Carniole. Le premier de ces princes, à peine âgé de quatorze ans, fut destiné à gouverner ces provinces. Le Roi laissa ses fidèles conseillers Landenberg et les trois chevaliers de Walsée auprès de ses fils, pour diriger les affaires publiques. Les Autrichiens reçurent leur jeune prince, qui par ses manières affables et sa bonté, avait déjà captivé tous les coeurs, avec de grandes démonstrations de joie. Il leur promit de protéger leurs anciens droits. Au mois de décembre 1298, les Etats d'Autriche lui prêtèrent serment de fidélité à Vienne. Les Styriens en firent de même à Neustadt, au commencement de mars de l'année suivante. Le 23 mars 1299, Albert donna au pays au-dessus de l'Ens un nouveau code de procédure. Ce fut dans le cours de la même année qu'on acheva la construction du nouveau palais ducal, commencé par le duc Henri II dit Jasomirgott. Albert y ajouta la chapelle, qui existe encore actuellement dans la cour nommée *Schweitzerhof (cour des Suisses)*. Une des premières affaires dont

Rodolphe III eut à s'occuper, fut la réduction de quelques chevaliers, qui par leurs brigandages désolaient le pays. Au mois de mars 1300, le château de Falkenberg sur les confins de la Moravie et celui de Rauheneck, non loin de Vienne, furent conquis et dévastés. L'année suivante, le margrave Henri V de Burgau, de la Maison de Rockenstein, qui était d'un âge fort avancé et n'avait pas d'héritiers, céda son margraviat, comme un fief mouvant de l'Empire, au roi des Romains et au Corps germanique. Albert le conféra à son troisième fils Léopold, avec le droit de succession pour les autres princes autrichiens. L'abbé de Fulde transporta aussi au duc Léopold les fiefs ecclésiastiques dépendants de son abbaye, qu'avait possédés le margrave Henri.

Le pape Boniface VIII, qui regardait Albert d'Autriche comme un usurpateur et rebelle à son Souverain légitime, le déclara incapable de régner, à cause de la perte de son oeil, et son élection invalide à tout égard. Albert se mit avec fermeté au-dessus de cet injuste traitement. Bientôt après, il se rapprocha du plus mortel ennemi du pape, le roi Philippe IV de France, qui avait des démêlés sans fin, non-seulement avec le Saint-Siège, mais encore avec Édouard I, roi d'Angleterre et le comte de Flandre. Philippe et Albert convinrent de terminer à l'amiable les anciennes querelles qui subsistaient entre la France et l'Empire d'Allemagne. Au mois d'août 1299, un mariage fut contracté entre le duc Rodolphe III, fils du roi Albert et la soeur de Philippe, Blanche, comtesse douairière de Hainaut, et le 5 du mois suivant, on signa un traité d'alliance entre les deux monarques.

Les électeurs rhénans, les archevêques de Mayence, de Trèves, de Cologne, et le comte palatin, avaient, par les droits de péage exorbitants qu'ils levaient sur le Rhin, fort entravé la navigation de ce fleuve et presque détruit

le commerce dans ces contrées. Ces impôts avaient déjà été interdits par la paix publique, publiée l'an 1235; et lorsque plus tard Rodolphe, Adolphe et Albert renouvelèrent cette loi, ils avaient ordonné non-seulement qu'on supprimât les nouvelles taxes qu'on avait illégalement imposées, mais aussi qu'on diminuât celles qu'on avait arbitrairement augmentées. Toutefois contradictoirement à leurs propres ordonnances, Adolphe et Albert avaient, pour obtenir les suffrages des électeurs, non-seulement confirmé ces princes dans la jouissance des droits de péage, tels qu'ils se trouvaient réglés, mais les avaient même autorisés à établir de nouvelles douanes sur le Rhin. Les villes commerçantes s'en plaignirent hautement et prièrent le roi Albert avec instance de les délivrer de cette insupportable oppression, qui menaçait d'anéantir pour jamais leur prospérité. Le Roi alors somma en 1300 les trois électeurs ecclésiastiques, ainsi que le comte palatin, d'observer exactement les lois qui protégeaient la navigation du Rhin. Mais les princes refusèrent non-seulement d'obéir, mais ils commencèrent encore, au mois de septembre, à tramer une conspiration contre Albert. Le roi Venceslas de Bohème, qui n'aimait pas son beau-frère, entra secrètement dans le parti des rebelles. Le pape Boniface VIII se déclara pour eux et les engagea à des démarches décisives. Les princes rhénans allèrent enfin jusqu'à exiger que le Roi se présentât devant le tribunal du comte palatin [1]), pour répondre aux plaintes portées contre lui, et dont la principale était d'avoir pris les armes contre le roi Adolphe et par là causé la mort violente de ce Souverain, quoique la plupart de ces princes électeurs eussent pris eux-mêmes une part active à la révolte. Au mois d'avril 1301, le pape Boniface cita le roi Albert

[1]) On sait que les comtes palatins étaient originairement juges dans le palais, et juges des causes civiles entre le prince et les sujets.

à comparaître dans six semaines devant le Siège apostolique, pour se justifier, s'il le pouvait, du crime de lèse-majesté commis contre la personne du roi Adolphe, et défendit de le reconnaître pour roi des Romains. Les trois archevêques convinrent avec le comte palatin du Rhin de procéder contre Albert, comme ils avaient procédé contre son prédécesseur. Mais le roi Albert répondit à toutes les sommations et procédures par la guerre. Il marche d'abord contre le palatin Rodolphe et l'archevêque Gérard, le chef des révoltés, et après leur avoir enlevé plusieurs villes fortes, il fait saccager le Palatinat et le territoire de Mayence. La conquête de la forteresse de Bingen, qui passait alors pour imprénable, accrut la réputation militaire d'Albert, et répandit une telle consternation parmi ses ennemis, que l'archevêque Gérard et le palatin Rodolphe se soumirent et prêtèrent de nouveau serment de fidélité au Roi. Comme ce Souverain était aussi soutenu par les troupes de plusieurs comtes des Pays-Bas, il vint d'autant plus facilement à bout de réduire les archevêques de Trèves et de Cologne. Il se raccommoda avec ces prélats, et les péages du Rhin furent supprimés.

Les victoires d'Albert avaient privé le pape Boniface de ses principaux partisans en Allemagne. Ce pontife, qui était brouillé plus que jamais avec le roi de France qu'il avait excommunié et déclaré déchu du trône, craignant qu'Albert ne se joignît à Philippe-le-Bel, pour pousser la Cour de Rome à bout, reconnut enfin, le 30 avril 1303, Albert d'Autriche pour roi des Romains légitimement élu, et lui offrit même le royaume de Philippe-le-Bel, pourvu qu'il déclarât la guerre à ce monarque. Albert ne se laissa pas éblouir par cette offre brillante ; cependant, voulant mettre le pape dans ses intérêts, il s'engagea à défendre l'Église romaine contre ses ennemis, reconnut la dépendance des rois germaniques et empereurs romains

du Saint-Siége, et promit de ne point passer en Italie sans l'autorisation expresse du pape. Mais Boniface VIII étant descendu au tombeau dès le mois d'octobre de la même année, ni le roi Philippe-le-Bel, qui était en guerre avec la Flandre, ni le roi Albert, qui allait avoir besoin de toutes ses forces ailleurs, ne songèrent point à se combattre. Dans la Diète tenue par Albert à Nuremberg, l'an 1298, il avait confirmé au roi Venceslas de Bohème la possession de la ville et du château de Pirna, que ce prince avait achetés de l'évêque de Meissen; mais il lui avait refusé l'investiture formelle de la Misnie, à laquelle le roi de Bohème croyait pouvoir prétendre, en vertu d'une convention faite en 1289 avec le margrave Frédéric Tuta, et approuvée par le roi Rodolphe I. Irrité de ce refus, Venceslas résolut de s'en venger, quand l'occasion s'en trouverait. En attendant qu'il s'en présentât une, il accepta avec avidité tout accroissement de puissance que la fortune, à cette époque, lui offrit largement. Au commencement de 1299, Frédéric-le-Mordu avait de nouveau confirmé par un acte à Venceslas la suzeraineté sur la Misnie et la Lusace supérieure (méridionale), telle que le margrave Frédéric Tuta l'avait déjà transportée à la Bohème, l'an 1289. L'évêque Albert de Meissen investit le roi Venceslas de la ville de Dresde, appartenante à cet évêché. Plusieurs autres endroits qu'Ottocare avait déjà engagés au margrave Henri de Misnie, beau-frère de Frédéric-le-Belliqueux, pour ses prétentions sur l'héritage babenbergeois, furent aussi retirés par le roi Venceslas pour de l'argent comptant.

Prémislas II, Souverain de la Pologne, qui fut assassiné l'an 1296, n'ayant laissé qu'une princesse, nommée Élisabeth, les Polonais élurent Uladislas Loktiek pour leur prince. L'activité, que celui-ci mit au commencement dans le maintien de la tranquillité publique et dans

la réduction de vassaux arrogants, ne tarda pas à se ralentir. Il s'adonna à la débauche et laissa le soin des affaires à de vils courtisans, qui surchargeaient le peuple d'impôts ; de cette manière le pays se trouva en peu d'années dans un état de confusion complète. Les exactions d'Uladislas devinrent enfin si accablantes, que les Grands du pays, révoltés de la conduite de ce prince, le déposèrent, l'an 1300, et offrirent au roi Venceslas de Bohème la main d'Élisabeth, fille unique du roi défunt, avec la couronne de Pologne. Venceslas se mit aussitôt en marche avec une nombreuse armée, chassa Uladislas Loktiek, qui s'enfuit en Hongrie auprès du puissant comte Omodée, fut couronné à Gnèse par l'archevêque de cette ville, et devint ainsi Souverain de la grande et petite Pologne, comme aussi de la Poméranie, dont Prémislas II avait hérité. Les fiançailles avec la princesse Élisabeth, âgée de 14 ans, furent célébrées à Posen. Après avoir laissé des gouverneurs bohèmes à Cracovie, dans la grande Pologne et en Poméranie postérieure, le roi Venceslas retourna avec sa jeune fiancée à Prague, où le mariage fut consommé, trois ans après.

Vers le même temps, le destin offrit aussi au roi Venceslas la couronne de Hongrie, et le moment paraissait être arrivé, où les monarques de Bohème, parvenus au plus haut degré de la puissance, s'éleveraient fort au-dessus de tous les potentats de l'Europe.

Pendant le temps que le roi André III de Hongrie avait aidé son beau-frère Albert d'Autriche à monter sur le trône d'Allemagne, il s'était vu inquiété de diverses manières dans l'intérieur de son royaume par les partisans de la Maison de Naples. La plupart des villes maritimes de Dalmatie et de Croatie avaient, à la sollicitation du comte Paul de Brébir, reconnu Charles-Robert ou Carobert, fils de Charles Martel de Naples et petit-fils de Char-

les II et de Marie, fille d'Étienne V et soeur de Ladislas III, roi de Hongrie, pour Souverain de ce royaume. Le pape Boniface VIII avait même nommé un Sicilien, le frère mineur Pierre, Chapelain de la Cour de la reine Marie de Naples, archevêque de Spalatro. Tous les efforts d'André pour réconcilier le souverain pontife avaient été vains. L'archevêque Grégoire de Strigonie, qu'il avait envoyé à Rome, trahit son roi et passa dans le parti de Charles-Robert. La nouvelle de cette désertion ne fut pas plutôt parvenue au Roi, qu'il sollicita l'assistance du clergé de la Hongrie, et nomma l'archevêque de Colocza son chancelier. Sur le conseil de ce prélat, on tint une grande assemblée des États dans la plaine de Rakós près de Bude. Le haut clergé et la Noblesse déclarèrent dans cette Diéte, qu'ils resteraient invariablement attachés à André, leur roi naturel et légitime. Mais on y prit aussi plusieurs arrêtés qui restreignaient autant la puissance et les revenus de la couronne, qu'ils étendaient les privilèges et le pouvoir du clergé et de la Noblesse. Il fut, entre autres, décrété que le roi n'exercerait aucun acte souverain, sans avoir auparavant demandé l'avis de deux évêques et de quelques conseillers nobles, choisis par la Diète. La liberté illimitée de l'Église hongroise dans l'élection de ses évêques et prélats, et dans la régie de leurs biens, fut sanctionnée de nouveau. Le pape Boniface nomma en 1299 l'archevêque Grégoire de Strigonie son légat en Hongrie et lui donna les pouvoirs les plus étendus. Le but apparent de la mission de ce prélat était de poursuivre et de punir les païens et les hérétiques, ainsi que les rebelles au Siège pontifical; mais son instruction secrète lui préscrivait d'effectuer dans un synode la déposition d'André, pour avoir empiété sur les droits de l'Église de Strigonie.

L'archevêque Grégoire arriva en Dalmatie, d'où il

marcha avec une armée, rassemblée par les comtes de Brébir, vers la Hongrie. Il établit son siège à Vesprim, et somma tous les évêques hongrois de se rendre dans cette ville, où il voulait, disait-il, conjointement avec eux, juger le Roi. André, qui avait convoqué une seconde Diète, où tout le clergé et toute la Noblesse furent présents, déclara être prêt à se justifier devant tous les prélats hongrois de l'imputation, formée contre lui, d'avoir lésé les droits de l'Église de Strigonie. Mais il refusa de le faire à Vesprim et envers le légat, attendu que celui-ci ne pouvait être juge dans sa propre cause. Comme l'archevêque Grégoire ne voulait rien relâcher de ses prétentions, et menaça même d'excommunier le Roi, la Diète et les prélats, comme rebelles au chef de l'Église, les États, qui s'étaient réunis à Bude, se séparèrent sur-le-champ, et prirent les armes. Le légat se sauva en Croatie, et s'y voyant poursuivi par l'armée royale, il se hâta de retourner en Dalmatie.

Dans l'année 1300, le roi de Hongrie rassembla une armée sur les bords de la Teisse. Tomasine sa mère s'avança, à la tête d'un corps de troupes, vers Agram, et soumit les rebelles en Croatie. Mais les tentatives qu'elle fit pour réduire les Brébir et autres partisans de Carobert, n'eurent pas un aussi heureux succès. Ce prince, âgé de 12 ans, était arrivé en Dalmatie, au mois d'août 1300. La princesse Tomasine s'étant retirée en Hongrie, Charles-Robert, le légat Grégoire, les Brébir et autres partisans du prince napolitain, se rendirent de nouveau maîtres de la Croatie. Bientôt après, Tomasine mourut empoisonnée. André, profondément affligé de la mort de sa mère, devint méfiant envers tous les Hongrois. Il prit les ornements royaux déposés à Albe-Royale sous sa propre garde, et s'entoura d'une Cour italienne. Mais ce furent précisement ses cuisiniers vénitiens, qui se laissèrent

corrompre par des traîtres hongrois. Ils empoisonnèrent le Roi avec un couteau de table. Ce prince, le dernier de la race arpadienne, qui depuis S. Étienne avait donné, dans l'espace de quatre siècles, vingt-trois rois à la Hongrie, mourut le 14 juin 1301. Le roi Albert envoya Herman de Landenberg, maréchal de l'Autriche, avec une armée à Bude, pour délivrer la reine-douairière Agnès, sa fille, que le parti conjuré tenait dans une espèce de captivité au château de cette ville. Lorsque les Autrichiens furent arrivés près de Bude, les traîtres perdirent courage et relâchèrent aussitôt leur noble prisonnière. Landenberg conduisit la reine et sa belle-fille Élisabeth, fiancée au prince royal de Bohème, à Vienne. Les États de Hongrie avaient déjà formellement déclaré, qu'ils ne reconnaîtraient point le roi que le pape voudrait les forcer d'accepter, et qu'ils avaient le droit d'élire librement un Souverain parmi les princes qui étaient alliés de près, du côté des femmes, à la race royale qui venait de s'éteindre. En conséquence ils offrirent la couronne au roi Venceslas de Bohème, qui par sa mère était arrière-petit-fils de Béla IV. Comme le prince héréditaire de Bohème Venceslas était fiancé à Élisabeth, fille unique d'André III, ce fut un motif de plus pour que le choix qu'on avait fait de son père, fût approuvé par la multitude. Le roi Albert, dans de telles circonstances, renonça à l'idée qu'il avait d'abord conçue de s'approprier ce royaume. Cependant, pour sûreté des prétentions que la reine sa fille avait à charge de la Hongrie, du chef de sa dot et de son douaire, il fit occuper l'abbaye de Martinsberg et le château de Presbourg.

Le roi Venceslas de Bohème s'était défendu d'accepter pour sa personne la couronne de Hongrie; mais il avait proposé à sa place son fils, et effectivement il réussit, par de grands présents et par des promesses plus grandes encore, à faire agréer aux députés que les États

de Hongrie lui avaient envoyés, le prince royal, encore mineur, pour leur Souverain. Les négociations ne durèrent que peu de jours. Une seconde députation fort nombreuse se rendit, dès le mois de juillet 1301, en Bohème pour aller cherher le jeune prince. Sur ces entrefaites, Charles-Robert fut conduit par ses partisans à Strigonie et couronné de la main du légat Grégoire. Mais les Hongrois attachés au prince bohème s'étant emparés de cette ville et de sa citadelle, Charles s'enfuit avec l'archevêque Grégoire à Vienne, auprès du duc Rodolphe III, son cousin. Le légat ne s'arrêta point dans cette capitale, mais partit en toute diligence pour l'Italie. Le roi de Bohème accompagna son fils avec une bonne armée en Hongrie. À Göding, il fut rejoint par le comte Mathieu de Trentschin avec des troupes hongroises. Le château de Strigonie fut occupé par les Bohèmes. L'archevêque Jean de Colocza sacra et couronna, en septembre 1301 à Albe-Royale, le jeune Venceslas sous le nom national de *Ladislas*. Ensuite le roi de Bohème et son fils se rendirent à Bude. Jean *(Ivan)* de Gussingue, qui avait beaucoup contribué à l'élévation du prince de Bohème sur le trône de Hongrie, s'empara des affaires les plus importantes du gouvernement. Il gagna encore plus d'influence après la mort de l'archevêque de Colocza, arrivée bientôt après.

Le pape Boniface VIII déclara nul le couronnement de Venceslas-Ladislas, et fit remettre par son nouveau légat, l'archevêque Nicolas d'Ostie, à Venceslas II, roi de Bohème, une lettre, par laquelle il enjoignait aux deux rois de Hongrie d'envoyer des plénipotentiaires à Rome, pour lui soumettre leurs prétentions et titres respectifs, et d'attendre sa décision. Les deux prétendants obtempérèrent à cette sommation, et firent partir des ambassadeurs, qui comparurent devant le chef de l'Église. Boniface VIII

prononça en faveur de Charles-Robert et le confirma comme roi légitime de Hongrie. Mais, comme il appréhendait que ce prince ne fût trop faible pour lutter contre son rival, qui était soutenu par le roi de Bohème, son père, il recommanda avec instance Charles-Robert à la protection du roi des Romains, alors réconcilié avec l'Église. Albert entra d'autant plus facilement dans les vues du pape, qu'il craignait que la réunion des couronnes de Bohème et de Hongrie sur la tête de Venceslas III ne devînt un jour fort dangereuse aux provinces autrichiennes. Voulant décider le plus tôt possible cette importante affaire, Albert vint à Vienne, d'où il envoya un message au roi de Bohème, pour demander sa renonciation au trône de Hongrie, et comme il ne reçut point de réponse, il se prépara à la guerre.

Les ambassadeurs de Charles-Robert arrivèrent vers la fin de septembre 1303 de Rome à Wiener-Neustadt. Escortés par des troupes autrichiennes, ils franchirent les limites de la Hongrie, et proclamèrent Charles dans les comitats situés sur la rive droite du Danube; ils firent partout répandre par leurs agents la bulle d'excommunication lancée contre les partisans de Venceslas. Outre plusieurs évêques, le palatin du royaume Omodée et un grand nombre de magnats prirent parti pour Charles-Robert. En peu de temps ce prince fut reconnu Roi dans toute la partie du royaume qui est sur la rive droite du Danube, comme il l'était déjà en Croatie et en Dalmatie. Le pays, situé sur la rive opposée, obéissait encore à Venceslas-Ladislas, qui avait pour lui le comte Mathieu de Trentschin et autres grands seigneurs. Mais le nombre de ses partisans diminuait de jour en jour, depuis que son penchant invincible à la paresse et à la débauche était généralement connu.

La mort du pape Boniface VIII, arrivée le 11 octo-

bre, priva, il est vrai, Charles-Robert d'un soutien fort actif; mais le roi Albert s'efforça pendant tout l'hiver de faire prendre à l'Allemagne les armes contre le roi de Bohème. Celui-ci, voyant que la guerre était inévitable, se prépara à soutenir vigoureusement la lutte où il allait être engagé. Cependant, comme il était convaincu, que son fils était d'autant moins en état de défendre son trône contre ses nombreux ennemis, que la plus grande partie de la Noblesse et du peuple avait déjà abandonné sa cause, il marcha avec une armée considérable par la Moravie vers la Hongrie, d'où il voulait ramener son fils, que les troupes de Charles-Robert tenaient déjà assiégé dans Bude. Cette ville ayant été heureusement dégagée, le roi Venceslas II, qui avait ainsi atteint le but de son expédition, et dont l'armée d'ailleurs souffrait beaucoup par une épidémie qui s'était manifestée parmi les hommes et les chevaux, quitta vers la fin d'août 1304 la Hongrie. Il laissa une bonne garnison dans le château de Bude, et emmena son fils, la sainte couronne et tous les insignes royaux, ainsi que plusieurs personnes du magistrat comme ôtages.

Cependant, le duc Rodolphe III d'Autriche avait, au nom de son père, déclaré la guerre au roi de Bohème, et se disposait à pénétrer dans la Moravie. Le traité d'alliance, conclu en 1302 entre l'Autriche et la Bavière, fut renouvelé à Passau, le 8 mai 1304, avec la clause expresse que cette union était maintenant dirigée contre le roi de Bohème aussi. L'archevêque de Salzbourg fut compris dans cette convention. Carobert et les magnats de son parti signèrent, le 24 août à Presbourg, une alliance défensive et offensive avec l'Autriche. L'armée alliée, qui était composée d'Autrichiens, de Styriens et du corps de troupes bavaroises qu'avait amené le duc Othon, se rassembla entre Weitra et Gmunde, dans le

quartier dit *Ober-Manhartsberg* en basse Autriche, d'où elle se dirigea sur Znaim. Près de cette ville Carobert, qui poursuivait vivement les Bohèmes dans leur retraite, Rodolphe III d'Autriche et Othon de Bavière opérèrent leur jonction.

Le roi Albert concentra l'armée germanique près de Ratisbonne. D'ici les troupes furent transportées sur le Danube à Linz en haute Autriche. Ensuite le Roi marcha par Freistadt à Budweis en Bohème, assit son camp dans les environs de cette ville et y attendit l'armée alliée. Carobert et les ducs d'Autriche et de Bavière ayant rejoint, au mois de septembre, le roi des Romains, l'armée germano-hongroise, forte de 60,000 hommes, continua sa marche vers Kuttenberg. Elle arriva devant cette riche ville, le 18 octobre, et commença aussitôt le siège de la place. Dans ce moment de détresse, le roi Venceslas II n'était soutenu que par les margraves de Brandebourg seuls; mais le secours qu'il reçut de ces princes n'était nullement proportionné aux dangers qui semblaient menacer la Bohème. Les troupes royales étaient distribuées dans les villes et les châteaux, que Venceslas avait eu soin de mettre dans un bon état de défense; en sorte que ce monarque n'avait que peu de forces à sa disposition. Néanmoins il se dirigea avec un corps de troupes peu nombreux résolument vers Kuttenberg, qui était vaillamment défendu par les mineurs de cette contrée. Ces derniers, voyant qu'ils ne pouvaient se défaire de tant d'ennemis par la force, eurent recours à un autre moyen. Ils jetèrent dans le ruisseau qui traverse la ville, les scories et autres ordures des mines qui empoisonnèrent des milliers d'assiégeants. Cet événement désastreux et la grande disette de vivres qui régnait dans le camp des alliés, firent que le roi Albert ne jugea pas à propos d'attendre Venceslas, qui s'avançait à marches forcées

pour dégager la place. L'armée coalisée leva le siège, le 24 octobre, et évacua la Bohème, sans être poursuivie. Vers le même temps, Venceslas III offrit au duc Othon de Bavière, outre de grandes sommes d'argent, aussi son assistance pour lui procurer la couronne de Hongrie, afin de le détacher du roi des Romains. Ce duc était par sa mère Elisabeth un petit-fils de Béla IV, et avait par conséquent des prétentions assez fondées sur le trône de Hongrie. Othon, séduit par la brillante perspective qu'on lui montrait, abandonna le parti d'Albert, et se jeta entièrement dans les bras du roi de Bohème. Les partisans de Venceslas en Hongrie approuvèrent ce projet, et promirent à Othon de le soutenir avec toutes leurs forces.

La mort du roi Venceslas II, qui termina ses jours le 23 juin 1305, mit fin à la guerre. Venceslas III, âgé de 16 ans, proposa de faire la paix, qui fut signée le 18 août à Nuremberg. Le jeune roi de Bohème, qui ne songeait nullement à se maintenir sur le trône de Hongrie, fit en octobre 1305 avec Othon de Bavière un traité, par lequel il céda toutes ses prétentions sur la Hongrie. Othon se rendit bientôt après dans ce royaume. À Oedenbourg il fut reçu par les Grands du pays, qui avaient été jusqu'alors attachés à Venceslas. Le 6 décembre à Albe-Royale, les évêques de Vesprim et de Czanad le couronnèrent roi de Hongrie, sous le nom de *Béla V.* Sur quoi il fit son entrée solennelle dans Bude. Cependant le parti opposé de Charles-Robert ne perdit pas l'espérance. Soutenu par des troupes autrichiennes, il livra de fréquents combats aux adhérents d'Othon. Le pays depuis la Raab jusqu'à la Leitha, et aussi les cantons limitrophes de l'Autriche furent ravagés par les deux partis.

Vers la fin de la même année, Venceslas III épousa Viola, appelée aussi Élisabeth, fille du duc Micislas de Teschen. Le 15 février 1306, il maria sa soeur aînée

Anne au duc Henri de Carinthie et de Tyrol. Il investit le duc Boleslas de Brieg et de Liegnitz, époux de sa soeur Marguerite, des duchés de la grande Pologne; mais immédiatement après, la Bohème perdit toute la Pologne. Uladislas-Loktiek que Venceslas II avait expulsé de ces pays, soutenu par le palatin et comte de Zips, Omodée, qui lui donna de l'argent et des troupes, s'empara d'abord du château de Belzyce (dans la vayvodie de Lublin) et chassa les garnisons bohèmes de Wislica (ville dans la vayvodie de Cracovie) et de Lelow (ville dans la vayvodie de Kalics). Il se vit bientôt à la tête d'une armée considérable, et s'avança rapidement dans les pays de la petite Pologne. À peine la mort de Venceslas II fut-elle connue, que les garnisons bohèmes dans les autres places fortes furent aussi attaquées avec vivacité, et pour la plus grande partie expulsées.

Venceslas III montra d'abord de l'indifférence pour la perte de ces importantes provinces. Mais le mécontentement toujours croissant des Bohèmes le contraignit enfin à marcher avec une armée contre la Pologne. Pendant la marche, Venceslas III fut assassiné, le 4 août 1306 à Olmutz, par un des gens de sa Cour, le chevalier Conrad de Pottenstein. Comme ce régicide fut sur-le-champ haché en pièces par les gardes du roi, on n'a jamais pu savoir ce qui le porta à commettre ce crime affreux. Avec Venceslas III s'éteignit la race masculine des Prémislides qui depuis 722, ainsi dans l'espace d'au delà de cinq siècles et demi, régna sur la Bohème, depuis 1029 sur la Moravie, et qui avait donné au premier de ces pays vingt-trois ducs et sept rois.

Venceslas III avait nommé, à son départ de Bohème, son beau-frère, le duc Henri de Carinthie, régent du royaume. Ce prince croyait maintenant, en sa qualité d'époux de la soeur aînée du monarque défunt, avoir le plus

proche droit au trône de Bohème. Les États du pays s'étaient assemblés à Prague, vers la fin du mois d'août, pour procéder à l'élection d'un roi. Mais Albert leur avait déjà fait déclarer, que la Bohème était à-présent un fief vacant de l'Empire germanique, et que son intention était de conférer ce royaume à son fils Rodolphe. Des délégués autrichiens se rendirent à Prague, tandis que le roi des Romains et le duc Rodolphe s'avançaient, chacun à la tête d'un corps d'armée, celui-là jusqu'à Law et celui-ci jusqu'à Iglau, pour appuyer les propositions de leurs envoyés. La majorité des Grands de la Bohème et de la Moravie, ne voulant pas livrer leur patrie aux horreurs d'une nouvelle guerre, se déclarèrent pour Rodolphe qui, sur la fin d'octobre 1306, prit possession du royaume. Ce prince, qui avait perdu, l'année précédente, sa première épouse, Blanche de France, se maria avec Élisabeth, veuve de Venceslas II et belle-mère de Venceslas III. Il céda l'Autriche, la Styrie et la Carniole à son frère Frédéric. À Brunn en Moravie, les rois Albert et Rodolphe réglèrent ensemble l'ordre de succession réciproque entre les branches de la Maison de Habsbourg régnantes en Autriche et en Bohème, et la convention relative à cet arrangement fut signée par les États des pays respectifs. Dans ce pacte il était, entre autres, stipulé que, si Rodolphe venait à mourir sans héritiers légitimes, les États de Bohème ne pourraient élire d'autre successeur au trône de ce royaume qu'un prince de la Maison, actuellement régnante.

Rodolphe fit paraître pendant son court règne les qualités d'un excellent Souverain. Il s'occupa avec le plus grand zèle de l'amortisation de la dette publique, qui s'était fort accumulée sous les derniers règnes. Il maintint rigoureusement l'ordre et le repos intérieur. Le peuple de la campagne trouva en lui un protecteur contre les ténanciers nobles qui l'opprimaient. Ce nonobstant, une grande

partie des Bohèmes ne voyaient en lui qu'un intru qu'on leur avait fait accepter par force pour Roi. Dès le mois de février 1307, des troubles s'élevèrent dans le pays. Ils furent occasionnés par les différentes taxes imposées pour l'amortisation des dettes nationales, par l'emploi des biens de l'Église pour les besoins de l'État et par la mauvaise intelligence qui régnait entre le Roi et l'évêque Jean de Prague, qui voulait s'opposer à ces mesures vexatoires. Une partie de la Noblesse se déclara pour Henri de Carinthie, et brava dans ses châteaux les ordres du Roi. Rodolphe marcha avec une armée contre les mécontents. Il assiégea l'un de leurs chefs, Lawor de Strakonitz, seigneur de Klingenberg, dans son château de Horazdiowitz. Mais Rodolphe fut attaqué d'une dyssenterie, et mourut le 3 juillet 1307.

Les États de Bohème, assemblés pour l'élection d'un nouveau Roi, furent partagés d'opinion. Tandis que quelques-uns, fidèles au pacte de famille, approuvé et garanti par eux, demandaient le duc Frédéric d'Autriche pour Souverain, le plus grand nombre donna sa voix à Henri de Carinthie. Les deux partis en vinrent aux prises dans le lieu même où se tenait l'assemblée. Le grand-maréchal du royaume, Tobie de Bechina, qui était le chef du parti autrichien, et plusieurs autres tombèrent. L'évêque Jean de Prague, qui était à la tête du parti opposé, parvint à faire élire Henri, qui arriva bientôt après à Prague et prit les rênes du gouvernement. Albert était décidé à forcer les Bohèmes, même par la force, à tenir la convention héréditaire, comme aussi à punir ses beaux-frères, Henri de Carinthie et Othon II, duc régnant de Carinthie, et comte de Tyrol, le premier pour sa présomption, et le second pour l'assistance qu'il lui prêtait. En conséquence l'archevêque de Salzbourg, allié du roi des Romains, et le comte Ulric de Walsée, capitaine du pays

en Styrie, envahirent en automne 1307 la Carinthie et le Pusterthal. L'archevêque se rendit maître de S. Guy *(Sanct-Veit)*, la capitale; après quoi les vainqueurs parcoururent tout le pays, qu'ils ravagèrent suivant la coutume militaire de ce temps-là. Le comte Henri II de Gorice et le comte d'Ortenbourg occupèrent la Carniole et la Marche vénède, et protégèrent ces provinces contre des attaques ennemis.

Le roi Albert lui-même, à la tête de l'armée germanique, à laquelle s'étaient joints l'électeur de Mayence, plusieurs évêques et prélats, le comte palatin Louis et un grand nombre de princes, comtes et chevaliers de la Souabe et des pays rhénans, pénétra par Egre en Bohème, tandis que le duc Frédéric avec un corps d'Autrichiens marchait par la Moravie vers le même royaume. Les deux armées s'étant réunies entre Kuttenberg et Collin, on commença incontinent le siège de ces villes. Le pusillanime Henri de Carinthie fut saisi d'une telle frayeur qu'il voulait abandonner la Bohème, et ne put être retenu qu'avec peine. Toutefois il fut rassuré par la persuasion, que la saison fort avancée et le manque de vivres contraindraient bientôt les Allemands à se retirer. L'armée bohème marcha, sous la conduite de trois puissants seigneurs: Plichta de Zerotin, Henri Lipsky de Lippa et Jean Strazie de Wartenberg, contre l'ennemi. Henri resta à Prague. Albert eut dans plusieurs combats le désavantage. Kuttenberg et Collin continuaient à se défendre avec opiniâtreté. Pour comble de disgrâce, l'hiver, qui était entré de bonne heure et avec une rigueur extraordinaire, causa des maladies qui enlevèrent beaucoup de monde aux Allemands; les dévastations qu'ils avaient commises dans les lieux où ils étaient cantonnés, se punirent elles-mêmes par la disette toujours croissante qu'ils éprouvaient. Le roi des Romains se vit enfin obligé

de lever le siège des deux places ci-dessus nommées. Il mit des troupes souabes et autrichiennes dans les villes de Königgratz, de Chrudim, de Policzka et autres, qui lui avaient été livrées par sa belle-soeur, la reine Élisabeth, au douaire de laquelle ces places étaient affectées. Cette princesse, qui avait essuyé maintes avanies à Prague, pour s'être montrée attachée au duc Frédéric d'Autriche, parvint enfin à s'échapper de la capitale et à se sauver en Autriche. Dans les premiers jours de novembre, le roi Albert quitta avec son armée, qui était fort diminuée, la Bohème, bien résolu à y revenir avec des forces plus considérables, l'automne prochain. Il fit sa retraite par l'Autriche, d'où il marcha par la Bavière en Souabe, et plus tard en Thuringe.

La mort de Venceslas III avait, à la vérité, enlevé à Othon-Béla un ami fidèle et un puissant allié; mais comme, de l'autre côté, les Autrichiens, dans les années 1306-1307, où ils étaient occupés à placer Rodolphe sur le trône de Bohème et ensuite à faire la guerre à Henri de Carinthie, laissèrent la Hongrie en repos, Othon-Béla remporta de grands avantages sur son compétiteur Charles-Robert, qui se vit obligé de se retirer en Dalmatie. Mais bientôt celui-ci reçut des secours considérables en argent de la part du roi des Romains, et il parvint à faire entrer dans son parti le puissant vayvode de Transylvanie, Ladislas Apor de Dobrogost. Othon-Béla chercha également à gagner ce prince. Il lui demanda même la main de sa fille aînée, et partit en automne 1307 pour la Transylvanie, afin de ramener la princesse, comme sa fiancée. Mais Ladislas se saisit de la personne d'Othon, ainsi que de la couronne de S. Étienne que celui-ci avait emportée avec lui. Comme le vayvode avait déjà promis sa fille à Étienne, fils naturel du roi Milutin de Serbie, il exigea d'Othon qu'il épousât une plus jeune de ses filles,

et lui offrit, à cette condition, la liberté et son assistance. La plupart des partisans d'Othon-Béla passèrent alors dans le parti de Charles-Robert, qui dans l'assemblée générale des États, tenue dans la plaine de Rakós, en octobre 1307, fut proclamé roi de Hongrie. Othon-Béla, qui avait rejeté avec dédain la main de la seconde fille du vayvode Dobrogost, s'évada en 1308 de sa prison, et se rendit en Silésie, où il se maria avec une fille du duc Henri III de Glogau et de la grande Pologne. De retour en Bavière, au mois de février 1308, il fit jusqu'à sa mort, arrivée le 9 septembre 1312, parade du titre de roi de Hongrie.

Les vues intéressées et illégitimes du roi Adolphe sur la Thuringe et la Misnie lui avaient attiré la haine générale, et par là causé sa chute. Le roi Albert aussi fit valoir les prétendus droits de l'Empire sur les mêmes pays. Plusieurs cités de Thuringe s'étaient adressées dans la première Diète, tenue par Albert à Nuremberg (1298), à cette assemblée, pour être admises parmi les villes impériales. Mais les margraves Frédéric-le-Mordu et Dietzman, de leur côté, avaient aussi réclamé leurs terres patrimoniales, et s'étaient vus éconduits par le roi des Romains. Les deux frères prirent les armes pour soutenir leur bon droit, et comme la justice de leur cause leur avait procuré de l'argent et une armée, ces princes parvinrent à conquérir la plus grande partie de leurs États. En 1306 le roi des Romains assigna les deux margraves, comme perturbateurs du repos public, à comparaître devant le tribunal de l'Empire à Fulde. Mais ces princes n'obéirent point à cette sommation, ce qui engagea le roi Albert à envoyer en 1307 contre eux un corps de troupes de Souabe et des pays rhénans. Celui-ci fut défait à Lucca dans le pays d'Altenbourg, le 31 mai de la même année. Le 15 janvier 1308, le margrave Frédéric vainquit, entre

Borna et Altenbourg, Philippe de Nassau, qui réclamait également ces pays, si injustement achétés par le roi Adolphe son frère, et qui commandait les troupes royales, envoyées contre les princes de Thuringe. Comme Frédéric tenait Philippe pour l'instigateur du meurtre de son frère Dietzman, qui avait été assassiné à Leipzig, le 27 décembre 1307, il le tua de sa propre main. Depuis la mort de Dietzman, et depuis que son père, le landgrave Albert, âgé de soixante-sept ans, s'était réconcilié avec son fils Frédéric, et avait renoncé au gouvernement, le margrave était maître de toute la Thuringe, de la Misnie et de la plus grande partie de la Lusace. Le roi des Romains était à peine arrivé, au mois de décembre 1307, en Thuringe, lorsque des événements importants, survenus en Suisse, le rappelèrent de nouveau au Rhin.

La confédération, qu'on avait formée en Suisse, et qui était proprement dirigée contre la prépondérance habsbourgeoise, qui menaçait la liberté helvétique, avait, pendant le règne d'Adolphe, été renforcée par les villes de Soleure, de Biel et plusieurs autres. Adolphe conféra à différentes villes helvétiques des franchises et privilèges. En retour, les Suisses étaient fort attachés à ce prince, et des troupes suisses combattirent près de Gelheim pour Adolphe. Par conséquent la mort de ce Souverain consterna une grande partie de l'Helvétie, et fut le signal de la guerre des partis. Des luttes innombrables entre la Noblesse et les villes minèrent les forces du pays, et le grand nombre d'alliances particulières ne servirent qu'à fortifier les partis dans les combats, et à prolonger les horreurs de la guerre intestine.

Après la Diète de Nuremberg, le roi Albert était venu en Suisse (en hiver 1299). Ses sujets et partisans se plaignaient beaucoup de Zurich. Déjà ce Souverain était posté avec un corps d'armée sur la montagne dite

Zurichberg, pour attaquer cette ville. Mais les bourgeois offrirent de lui prêter serment de fidélité, et demandèrent qu'on fît examiner les griefs dont on se plaignait par des arbitres ordinaires. Albert pardonna à l'abbé Guillaume de S. Gall, qui avait été fait prisonnier dans la bataille de Gelheim, où il combattait sous les drapeaux du roi Adolphe; mais il fit la guerre à Burcard de Schwenden, bailli impérial de Glaris qui avait pris les armes pour Adolphe, et saccagea ses châteaux. Les autres partisans de ce prince, craignant les effets de la vengeance d'Albert, se réfugièrent dans les montagnes des cantons forestiers. Le Roi fit démolir un grand nombre de châteaux et acheta des villes, des manoirs, des terres et des avoueries, appartenants à des Nobles qui étaient d'un caractère turbulent, portés à la guerre, et accablés de dettes, ou qui évitaient volontiers le voisinage de Habsbourg. On prétend, que le roi Albert avait l'intention de transformer ses possessions helvétiennes avec les pays immédiats de l'Empire, situés entre ces domaines, en un duché héréditaire pour un de ses fils. Les trois villes libres forestières, Schwitz, Uri et Underwald (Unterwalden), qui par leur ferme attachement au roi Adolphe, s'étaient mal recommandées auprès de son adversaire et successeur, se trouvaient comprises dans ce plan. Albert envoya les seigneurs d'Ochsenstein et de Lichtenberg aux villes forestières, et les fit inviter à se mettre à perpétuité sous la protection de sa Maison, comme étant également tout entourées et entrecoupées par ses terres et bailliages. Mais ces villes, loin d'accepter une telle proposition, députèrent Attinghausen, amman du pays, vers le Roi, pour le prier de confirmer leurs anciens privilèges, et de leur donner des baillis impériaux qui leur étaient dûs. Cette demande fut refusée, et les gouverneurs ou baillis autrichiens à Lucerne et à Rothenbourg furent investis en 1302 de la juridiction

criminelle sur le territoire des villes forestières. Pendant ce temps-là, Albert agrandit de jour en jour la puissance de Habsbourg, et l'étendit jusqu'à bien avant dans le pays des Grisons. Il s'était entièrement attaché les Zurichois par la confirmation de leurs franchises. Ensuite il acquit à sa Maison le patronage de S. Gall, du couvent d'Einsiedeln, de Glaris et de plusieurs autres endroits.

Vers le même temps, les villes forestières réitérèrent leur demande relativement à la confirmation de leurs privilèges, ainsi qu'à l'envoi de baillis impériaux particuliers. Le Roi alors leur donna en 1304 deux gentilshommes de la contrée, Herman Gessler de Bruck et Bérenger de Landenberg, pour baillis impériaux. Ces ministres, au lieu de chercher à gagner les trois cantons par la douceur et une bonne politique, comme il leur était enjoint dans leurs instructions, les réduisirent au désespoir par leurs injustices criantes et leur cruelle arrogance. Landenberg établit sa résidence à Underwald dans le château royal de Sarnen. Gessler se fit bâtir un château nommé le *Twinghof* au-dessus d'Altdorf, dans le canton d'Uri. Ces gouverneurs augmentèrent arbitrairement les droits d'entrée, prohibaient, aussi souvent qu'il leur plaisait, toute exportation dans les terres hasbourgeoises, et punissaient de la manière la plus sévère la moindre faute que les Suisses commettaient. Ils traitaient aussi les hommes, distingués par leur naissance et par leurs vertus, avec un mépris révoltant; en un mot, ils faisaient souffrir aux habitants du pays mille vexations, étant persuadés que, pour s'en délivrer, il se soumettraient enfin à la Maison de Habsbourg, ou se révolteraient, ce qui fournirait aux officiers du Roi un prétexte plausible, pour faire la guerre aux trois cantons et les subjuguer par la force.

Comme les plaintes réitérées du peuple ne furent pas écoutées à la Cour royale, il se forma enfin une conspira-

tion. Ce fut sur le Rutli, un pré solitaire entre Underwald et Uri, sur les bords du lac appelé *Waldstaettersee*, que les trois auteurs de cette conjuration, Guernard de Stauffachen, du canton de Schwitz, Gautier Furst, d'Uri, et Arnoul Melchtal, d'Underwald, tinrent, dans la nuit du 7 novembre 1307, avec encore trente hommes déterminés, leur première conférence. Les semaines suivantes furent employées à faire des préparatifs pour une entreprise hardie. Vers le même temps, l'arrogant Gessler fut tué d'un coup de flèche par Guillaume Tell, habitant de Burglen, dans le canton d'Uri, et gendre de Gautier Furst.

Le 1 janvier 1308, jour fixé pour le soulèvement général, les confédérés enlevèrent, en partie par stratagème, et en partie par force, les châteaux des baillis, Sarnen, Twinghof, Rossberg, Lowerz, les détruisirent et chassèrent leurs bourreaux du pays, avec menace de les pendre, s'ils osaient jamais reparaître en Helvétie. Le dimanche d'après, 7 janvier, les cantons d'Uri, de Schwitz et d'Underwald, conclurent solennellement pour dix ans un pacte fédératif, tendant à maintenir leur liberté et indépendance. Dès que le roi des Romains fut informé de cette révolution, il quitta la Thuringe et se remit en marche vers le Rhin. À Bâle, la vie du monarque courut un grand danger. Albert avait des démêlés avec l'évêque de cette ville, Othon de Gransée; il refusa à ce prélat non-seulement l'investiture, mais il fit encore attaquer le château de Furstenstein qui appartenait à Guernard de Rothberg, parce que celui-ci était dévoué à l'évêque Othon. Ceci fut peut-être le motif de l'attentat projété, dont les circonstances particulières sont inconnues. Mais le monarque n'échappa à ce complot que pour être la victime d'une autre horrible conjuration.

Albert qui, du vivant de son père Rodolphe I, était

déjà en possession de l'*Autriche*, de la *Styrie* et de la *Carniole*, avait hérité, après la mort de ce Souverain, de la moitie de tous les biens et domaines de cette branche habsbourgeoise en *Helvétie*, en *Souabe* et en *Alsace*. Héritier de l'autre moitié était le prince *Jean*, nommé de *Souabe*, fils du duc Rodolphe II et d'Agnès de Bohème. Comme ce prince ne vint au monde qu'après la mort de son père, sa mère le conduisit à la Cour du roi Venceslas II, son frère, où il reçut sa première éducation de la reine Judith. Sa mère se retira au couvent de S. Claire à Prague et y termina ses jours, le 17 mai 1296. Albert, comme oncle et tuteur, administra les pays héréditaires de Jean de Souabe. C'est par erreur, que ce surnom fut attribué par les anciens annalistes au prince Jean, comme on le donnait auparavant aussi à son père Rodolphe II, parce qu'il avait l'administration des terres patrimoniales de sa Maison en Souabe et en Helvétie. Le roi Rodolphe I n'avait jamais tenté de rétablir l'ancien duché de Souabe, et avait tout aussi peu conféré ce titre à son fils Rodolphe II. Lorsque le roi Venceslas II, oncle maternel de Jean, se fut entièrement brouillé avec son beau-frère Albert, après la mort de la reine Judith, il fit éclore dans le sein du jeune prince les germes d'une haine mortelle contre son oncle, qu'il lui représentait sans cesse sous les plus noires couleurs, comme le ravisseur de son patrimoine, comme un oppresseur intéressé de ses parents et comme un tyran de ses sujets. La plus amère aversion avait déjà pris des racines indestructibles dans l'âme du fils de Rodolphe II, lorsque, à l'époque où la mésintelligence entre ses deux oncles Albert et Venceslas II éclata (1303), il fut rappelé de Prague à la Cour du roi des Romains. Il paraît certain, que ce monarque voulait s'approprier les pays héréditaires de Jean, son neveu et pupille, et lui donner pour dédommagement

la Misnie, qui alors se trouvait encore en mains étrangères. Le prince montrait une répugnance décidée pour ce projet d'échange. Il était à cette époque, si nous admettons l'année 1289 pour celle de la mort de son père, et de sa propre naissance, âgé de 18 ans et par conséquent majeur. Il demanda avec fermeté d'entrer en possession de l'héritage paternel. Albert refusa d'y consentir. Ce refus enflamma la haine du jeune prince contre son tuteur, et ses indignes alentours alimentèrent par leurs langues vénimeuses cette animosité. Ces prétendus amis lui firent remarquer, combien le Roi avait déjà richement pourvu de pays ses fils aînés, et lui inspirèrent la crainte qu'Albert ne cherchât aussi à faire avoir à ses propres fils le patrimoine de Jean. Quelques chevaliers helvétiens qui, depuis les derniers événements arrivés dans leur patrie, étaient passionnément prévenus contre le Roi, confirmèrent Jean dans cette opinion. Aveuglé par la soif de la vengeance, ce prince conspira, au printemps 1308, avec Rodolphe de la Wart, Gautier d'Eschenbach, Rodolphe de Balm, Conrad de Tegernfeld, son gouverneur, et quelques autres, pour assassiner son oncle et Souverain.

Le 1 mai 1308, le prince Jean fit encore une fois prier, par l'évêque de Strasbourg à Bade en Argovie, le roi Albert de le mettre en jouissance des pays qu'il avait hérités de son père. Le monarque promit de remplir les désirs de son neveu, dès qu'il aurait terminé la campagne qu'il était sur le point d'entreprendre en Bohème et en Misnie. Mais le prince ne se contenta nullement d'une réponse, qui ne lui faisait entrevoir qu'une perspective éloignée. Les conjurés résolurent de mettre, encore le même jour, leur horrible dessein à exécution.

Après la table, le Roi monta à cheval, et partit du château de Stein à Bade, pour se rendre à Rhinfeld, où la Reine son épouse tenait sa Cour. Jean et ses affidés,

puis une suite nombreuse, parmi laquelle se trouvaient le prince Léopold, un Landenberg, Éverard de Walsée, les comtes Burcard de Hohenberg, cousin du Roi, Hugues de Werdenberg et beaucoup d'autres chevaliers, accompagnaient le monarque. Lorsqu'on fut arrivé au passage de la Reuss près de Windisch, les traîtres entrèrent les premiers avec le Roi dans le bateau. La barque ne pouvant recevoir un plus grand nombre de personnes, Albert se vit séparé du reste de sa suite, qui devait attendre le retour du bâtiment pour traverser la rivière. Arrivé à l'autre bord, le Roi continua sa route à petits pas, pour laisser à sa suite le temps de le rejoindre. Dans les champs entre Windisch et Bruck, à la vue du château de Habsbourg, pendant que le roi Albert conversait familièrement avec le chevalier Gautier de Castellen, qu'il avait rencontré en chemin, les meurtriers assaillirent à l'improviste le monarque. Le chevalier de Castellen, déconcerté par cette attaque imprévue, chercha son salut dans la fuite. Ruesseling, valet de Rodolphe de la Wart, tint le cheval d'Albert par la bride. L'impie et dénaturé Jean porta le premier coup et enfonça sa lance dans la gorge du roi, son oncle. Balm le perça de son épée, et Eschenbach lui fendit la tête. Rodolphe de la Wart demeura, comme si l'épouvante eût paralysé son bras, spectateur inactif de ce lâche et atroce assassinat. Les conjurés laissèrent le mourant noyé dans son sang, et prirent la fuite. L'infortuné monarque expira entre les bras d'une jeune fille qui, travaillant dans un champ voisin, avait été témoin de cette scène d'horreur, encore avant que la barque avec la suite eût atteint la rive ultérieure de la Reuss. On poursuivit avec une activité infatigable les assassins fugitifs. Mais les principaux coupables échappèrent au glaive de la justice. Il n'y eut que Rodolphe de la Wart et son serviteur Ruesseling qui, ayant été arrêtés à Avignon, où ils étaient

allés demander l'absolution du pape, furent roués vifs sur la place même où le régicide avait été commis. On prétend que Jean, après avoir pendant plusieurs années erré dans le monde, sous différents déguisements, a été vu en 1313 par l'empereur Henri VII, comme religieux dans un couvent des Augustins à Pise, et qu'il termina sa triste existence, comme moine pénitent en Helvétie, après le milieu du siècle. Quelques écrivains, qui se plaisent à donner aux faits historiques une teinte romanesque, racontent que, cinquante ans après la terrible catastrophe que je viens de rapporter, un vieillard d'un air noble et distingué, mais dont la contenance lugubre annonçait le deuil de l'âme, et qui paraissait toucher à sa dernière heure, entra dans l'église du couvent de Königsfelden; qu'il se prosterna devant le maître-autel, fit appeler la reine Agnès, et qu'après s'être nommé à cette princesse comme celui qui dans ce même endroit assassina le roi son oncle, il rendit le dernier soupir aux pieds du sanctuaire. Cette démarche, inspirée par le remords, n'a rien que de naturel dans un coeur qui n'était pas fait pour le crime. On ajoute à ce récit, que ce malheureux prince, habitant les forêts et les déserts, épousa une jeune bergère, dont il eut un fils, nommé Lothaire, qui sous les règnes de Frédéric-le-Fondateur et d'Albert-à-la-Tresse vint, comme mendiant aveugle à cheveux blancs, se fixer à Vienne, où l'annaliste Thomas Ebendorfer d'Hasselbach dit l'avoir vu souvent avec ses chevreaux au marché neuf (*Neumarkt*), chantant à la multitude curieuse qui l'entourait des chansons du temps jadis, lui racontant son origine fatale et vivant des bienfaits des âmes charitables. D'autres historiens encore rapportent, que Jean-le-Parricide fut à Avignon se jeter aux pieds du chef de l'Église, et qu'il finit ses jours dans une prison, où le pape le condamna à passer vingt ans. La vérité est, qu'on ne l'a jamais revu, et que son châti-

ment n'eut aucune publicité. Quant aux autres complices, Gautier d'Eschenbach vécut trente-cinq ans, comme gardeur de bestiaux, dans le pays de Wurtemberg, et découvrit en mourant son nom; Rodolphe de Balm et Conrad de Tegernfeld disparurent, sans qu'on sache ce qu'ils sont devenus. Les reines Elisabeth et Agnès, et le prince Léopold attaquèrent avec des forces nombreuses les possessions des régicides. Les châteaux de Wart, de Fahrwangen, d'Altburen, de Maschwanden, de Schnabelbourg et plusieurs autres, furent conquis et rasés. On fit main basse sur les garnisons, innocentes du crime de leurs maîtres, et saccagea un grand nombre d'endroits. Au printemps 1309, le duc Frédéric d'Autriche arriva avec des troupes fraiches aux bords du Rhin, pour aider à achever l'oeuvre de la vengeance.

Les dépouilles mortelles du roi Albert furent d'abord déposées à Wettingen, d'où on les transporta plus tard au caveau impérial à Spire. À l'endroit, où ce prince prit une fin si tragique, les deux reines firent construire à grands frais un double monastère de religieuses de Ste Claire et de frères mineurs, auquel on donna le nom de *Königsfelden*, c'est-à-dire *champ royal*. Dans cette retraite la reine Agnès pleura la triste destinée de l'auteur de ses jours. Élisabeth, sa mère, mêla ses larmes à celles de sa fille, aussi souvent que le lui permettait l'administration des pays autrichiens, à laquelle cette sage princesse continua, pour le bonheur des peuples de ces contrées, de prendre une part active. Mais la douleur que lui causa la perte d'un époux chéri, abrégea ses jours. Elle mourut le 23 octobre 1313. Sa fille Agnès, au contraire, atteignit un âge fort avancé, donnant pendant sa longue carrière aux compagnes de sa solitude l'exemple d'une austère vertu monastique. Elle cessa de vivre l'an 1364.

Le roi Albert I, dont j'ai déjà en partie dépeint le caractère, au commencement de ce chapitre, était un époux tendre et un bon père. Si beaucoup de princes d'Allemagne, redoutant la force de ses armes, apprirent avec une joie maligne la mort de leur chef sévère; s'il ne fut pas autant regretté de ses sujets que le magnanime Rodolphe, son père, au moins les membres de sa famille prouvèrent assez par la manière dont ils le vengèrent, à quel point les affligeait ce funeste événement. Le monarque défunt voulait exécuter l'ancien projet, conçu par les princes de la Maison de Hohenstaufen, mais qu'ils n'avaient jamais pu mettre à exécution, celui de rendre la couronne de Germanie héréditaire dans sa famille. C'était dans la vue de réaliser cette idée favorite, qu'Albert avait, lors de sa réconciliation avec le pape Boniface VIII, montré une si grande soumission au Siège apostolique. Tant qu'Albert n'était pas confirmé par le souverain pontife en qualité de roi d'Allemagne, il ne pouvait se flatter non plus d'être couronné empereur. Peu de temps après que le bon accord eut été rétabli entre le Roi et le pape Boniface VIII, ce pontife avait été enlevé au monde. Bénoît XI, son successeur, le suivit au bout de huit mois dans la tombe, et Clément V avait transporté son siège à Avignon. Cette circonstance, l'état de confusion où se trouvait alors l'Italie, les affaires importantes et les guerres, qui retenaient le Roi en Allemagne, empêchèrent ce prince de faire encore plus de démarches décisives, pour obtenir la couronne impériale.

Albert songeait sans cesse aux moyens d'accroître les domaines héréditaires de sa famille. Il agissait en cela avec beaucoup de précipitation, ne se mettait pas toujours en peine des traités subsistants, et cherchait à lever par la force les obstacles qui s'opposaient à l'accomplissement de ses desseins. Il n'y a qu'un désir ardent et

immodéré de s'agrandir, qui peut lui avoir suggéré les projets sur les cantons forestiers de l'Helvétie, sur la Thuringe, sur la Misnie et les terres patrimoniales du prince Jean, son neveu, si toutes les vues que les rapports partiaux de contemporains haineux lui attribuent, sont vraies et garanties. Ce fut aussi cette avidité d'acquérir des pays, qui amena l'horrible catastrophe qui mit fin à son existence.

Le roi Albert I gouverna avec fermeté, mais souvent avec hauteur. L'autorité royale, tant déchue au temps d'Adolphe, reprit sous Albert un nouvel éclat. Ce Souverain comprima le droit *manuaire*, maintint la paix publique, et par une justice sévère il affermit la tranquillité intérieure, et fit respecter le droit de propriété. Mais il ne ménagea pas assez les us et coutumes, les franchises et les privilèges; car il haïssait toute restriction de la puissance monarchique. Il tenait l'argent et les armes pour les moyens les plus propres à gouverner les hommes. Gagner les esprits par la douceur, c'était pour lui une chose inconnue, ou du moins il dédaignait employer ce moyen. Pour ce qui est de l'argent, ses pays héréditaires, richement dotées par la nature, lui en fournissaient suffisamment, et il se créa lui-même une armée, telle que n'en possédait aucun prince de son temps. Il aimait la guerre et la fit avec autant d'habilité que de résolution. Les nombreuses victoires qu'il remporta sur ses ennemis intérieurs et extérieurs, lui valurent le surnom de *Triomphant*, et ce avec plus de raison, que celui de *Borgne* que des historiens étrangers, par haine ou par jalousie, affectent de lui donner.

CHAPITRE II.

Frédéric I le Bel, et Léopold I le Glorieux.
De 1308 à 1330.

Après la mort d'Albert I, la couronne d'Allemagne devint l'objet des désirs d'un grand nombre de princes, parmi lesquels se trouvaient Frédéric I d'Autriche, le comte palatin du Rhin Rodolphe et son frère Louis de la haute Bavière, ainsi que les ducs de la basse Bavière, Othon et Étienne. Philippe IV, roi de France, jugea aussi la conjoncture favorable, pour élever son frère, Charles de Valois, à l'empire d'Allemagne. Cependant, comme il trouva de la part des princes électeurs plus d'opposition qu'il l'avait d'abord cru, il pressa vivement le pape Clément V de s'employer d'une manière efficace auprès des électeurs ecclésiastiques pour Charles de Valois. Mais le pape, qui voyait non-seulement l'autorité pontificale, mais aussi l'indépendance et la constitution de l'Empire germanique menacées par les plans de Philippe-le-Bel, prévint les électeurs des dessins dangereux du monarque français, leur conseilla d'accélérer l'élection et leur proposa le comte *Henri de Luxembourg* pour Roi. Ce prince était aussi renommé par sa force et son adresse dans les tournois, que par sa justice, son activité et ses autres excellentes qualités. L'archevêque de Trèves, son frère, de même que celui de Mayence, recommandèrent Henri aux autres électeurs, et comme ce prince lui-même promit à tous les électeurs de payer richement

leurs suffrages, il fut élu à l'unanimité *roi des Romains*, le 27 novembre 1308, et couronné à Aix-la-Chapelle, le 6 janvier de l'année suivante. Le pape Clément confirma l'élection de Henri, et invita ce prince à se rendre à Rome, pour recevoir la couronne impériale.

Albert I avait laissé cinq fils. Trois d'entre eux, *Albert*, *Henri* et *Othon*, étaient encore mineurs. L'aîné, *Frédéric*, gouvernait depuis 1306 les duchés d'*Autriche* et de *Styrie*. Le deuxième prince, *Léopold*, prit, après la mort de son père, l'administration des terres habsbourgeoises en *Souabe*, en *Helvétie* et en *Alsace*. D'après le droit de famille et les traités d'État existants, la possession de tous les pays paternels passait aux cinq frères ensemble; mais la souveraineté restait exclusivement réservée au duc Frédéric, comme chef de la Maison. Les deux frères aînés avaient l'esprit fécond et l'âme élevée, et ces bases de leur caractère étaient exprimées d'une manière très-percevable dans leur extérieur. Cependant Frédéric se distinguait par une teinte de douce mélancolie, répandue sur son visage, tandis que les traits forts de Léopold étaient sans cesse mis en mouvement par le feu qui brûlait dans son intérieur. Tous deux, animés de l'esprit romanesque de la chevalerie, se laissaient facilement entraîner à tout ce qui était grand et beau, sans réfléchir auparavant si c'était aussi le meilleur et le plus convenable. Frédéric, irritable, puis véhément et impétueux dans l'entreprise, se lassait cependant bientôt par les obstacles qu'il rencontrait dans l'exécution, et cette vive ardeur alors faisait place au découragement et au dégoût. Sa valeur brillante était toujours unie à la suave bénignité qui gagne les coeurs. Léopold était tellement avide de hauts faits, qu'il mesurait rarement autant qu'il fallait l'étendue de ses forces; qu'il formait sans cesse projets sur projets qu'il se sentit ensuite hors d'état d'exé-

outer à la fois. Il était d'une humeur inquiète et facile à s'emporter. Il se laissait induire par les impressions du moment à donner carrière à la fougue de ses passions, et il lui manquait, comme à son frère, le talent de profiter des victoires qu'il gagnait par sa valeur. En courage héroïque, ces deux princes surpassaient tous les chevaliers de leur temps. Frédéric joignait à une taille élevée et bien prise, les plus beaux traits et un maintien plein de grâces; ce qui lui fit donner le surnom de *Le-Bel.* Léopold, au contraire, était petit et peu favorisé des dons de la nature [1]; mais ces défauts corporels étaient richement compensés par les grandes qualités dont son âme était douée. Adroit dans les exercices militaires, il donna dès sa jeunesse des preuves de cette intrépidité, qui dans la suite le fit nommer la *Gloire de la Chevalerie.* L'affection et la haine étaient-elles une fois écrites dans son coeur, la mort seule pouvait les en effacer. L'amour le plus intime pour ses frères, et une extrême envie d'accroître la gloire de sa Maison remplissaient toute son âme.

Frédéric, tout jeune qu'il était (il n'avait pas encore atteint sa dix-neuvième année), passait pour le prince le plus accompli de son temps. Mais ses excellentes dispositions et ses qualités aimables ne purent éteindre la mauvaise impression qu'avait laissée le gouvernement de son père en Allemagne, auquel les princes ne pouvaient pardonner d'avoir soutenu à main armée la majesté du trône contre les électeurs rebelles, maintenu les prétentions du fisc royal et exercé la justice avec sévérité, sans égard à la condition des coupables. Frédéric possédait la force et avait, à ce qui paraissait, aussi la volonté de poursuivre et d'achever le système du roi Albert. C'est pourquoi on le passa lors de l'élection d'un roi des Romains. Il

[1]) Une vieille chronique le compare au Tydé de Lucain:
„*Major in exiguo regnabat corpore Virtus.*"

est probable aussi que Frédéric, dont l'âme était trop profondément ébranlée par le terrible événement qui venait d'avoir lieu, ne se sera guère soucié alors de monter sur un trône, encore fumant du sang de son père.

Henri VII, roi des Romains, qui avait promis par deux actes, passés l'un le 30 novembre 1308 à Francfort, et l'autre le 13 janvier 1309 à Cologne, d'investir les fils d'Albert des États de leur père, invita les ducs Frédéric et Léopold à se rendre à Spire, le 15 août de cette dernière année, pour recevoir les fiefs. Lorsque les ducs d'Autriche arrivèrent dans cette ville avec une suite très-nombreuse, qui surpassait en éclat la Cour royale, Henri refusa, sous des prétextes frivoles, de leur donner l'investiture promise. On ignore, si ce fut le dépit de voir ses entours éclipsés par la splendeur des vassaux, ou la réminiscence de ce que les électeurs de Brandebourg, de Saxe et du Palatinat, avaient au commencement voulu donner leurs suffrages à Frédéric dans l'élection d'un roi des Romains, qui aigrit le roi Henri VII contre les princes autrichiens. Peut-être aussi que le dessein qu'avait Henri de faire entrer la Bohème dans sa famille, dessein qu'il tenait encore secret, engagea ce monarque à différer l'investiture des ducs d'Autriche, croyant par ce moyen contraindre ces princes à renoncer à leurs propres droits sur ce royaume. Cependant, par l'entremise de quelques princes de l'Empire, on fit bientôt un accommodement, auquel le duc Frédéric se vit obligé de se prêter, parce que, à cette époque, des épidémies désolaient l'Autriche, et qu'en même temps Othon de Bavière avait entrepris une attaque sur les bords de l'Inn. Le 17 novembre 1309, un traité d'amitié fut conclu entre le roi Henri VII et la Maison d'Autriche. Le Roi promit de payer 30,000 marcs d'argent aux princes autrichiens. En retour Frédéric et Léopold se désistèrent de toutes les

prétentions de leur famille sur le royaume de Bohême. Contre les anciens privilèges de l'Autriche, ils s'obligèrent à servir le Roi à la guerre. Ils promirent en outre d'aider Henri avec toutes leurs forces à faire la conquête de la Bohême, et de lui avancer en termes, d'ici à deux ans, la somme de 20,000 marcs d'argent en deniers comptants. Pour cet emprunt et la susdite somme d'indemnité, faisant ensemble 50,000 marcs d'argent, le Roi engagea aux ducs d'Autriche le margraviat de Moravie, dont Henri de Carinthie était encore en possession. Frédéric et Léopold prirent aussi l'engagement de fournir au roi Henri des troupes auxiliaires contre le landgrave de Thuringe, ainsi que pour son expédition en Italie. Par l'acte d'investiture, expédié le même jour, les ducs d'Autriche Frédéric et Léopold furent confirmés, tant pour eux que pour leurs deux frères absents, dans la possession commune de tous les États de leur père, et le Roi leur conféra en outre les pays héréditaires de Jean de Souabe et les domaines des autres régicides, contre lesquels il prononça la sentence de mort.

Les hostilités entre l'Autriche et la basse Bavière avaient, depuis 1306, continué presque sans interruption sur les frontières. Les troupes autrichiennes, en garnison dans le château de Neubourg sur l'Inn, n'ayant pas cessé de ravager le territoire bavarois, le duc Othon songea au moyen de s'en venger. Il choisit pour cela le moment, où une partie des forces de Frédéric étaient dispersées en Bohême et en Moravie, une autre partie occupée à réduire quelques mécontents qui s'étaient révoltés en Autriche, et où une querelle menaçait d'éclater entre le roi des Romains et les princes autrichiens. En novembre 1309, Othon mit le siège devant Neubourg. La garnison opposa pendant quatre mois une vive résistance, qui fit perdre plusieurs milliers d'hommes aux assié-

geants; mais n'ayant aucun espoir d'être secourue, elle se rendit aux Bavarois, après avoir mis le feu à la ville. Frédéric-le-Bel rassembla en été 1310 des troupes de toutes les parties de ses États, et reçut aussi du secours de la part du roi de Hongrie. Il se rendit au mois d'août maître du château de Ried; après quoi il investit Schaerding. L'archevêque Conrad de Salzbourg se joignit à lui, dans le cours du mois suivant. Mais la disette de vivres fit naître dans le camp autrichien des maladies contagieuses, qui s'accrurent encore par le temps rude et par l'inondation d'une grande étendue de pays. Le duc Frédéric lui-même tomba malade. Othon de Bavière, voulant tirer parti de ces circonstances, marcha avec une armée de 1500 cavaliers et de 60,000 fantassins, qu'il s'était procurés par une levée en masse, sur Schaerding. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, Frédéric leva le siège, abandonna aux ennemis, qui dans la même nuit avaient passé l'Inn en bateaux, le camp vide, et se retira vers l'Ens. Othon ne le poursuivit point. Des coureurs autrichiens et salzbourgeois ravagèrent pendant tout l'hiver une grande partie de la Bavière. Au printemps 1311, les hostilités furent suspendues par l'entremise de la reine-douairière Élisabeth et de quelques évêques du voisinage. Au congrès, qui fut bientôt après ouvert à Passau, le comte palatin Louis, qui avait été choisi pour arbitre, parvint à moyenner un accommodement. Les différends entre les ducs Frédéric d'Autriche et Othon de Bavière au sujet des limites furent terminés par une convention, conclue vers le milieu du mois d'avril.

Nous avons vu dans le chapitre précédent, comment Henri de Carinthie s'était emparé de la Bohème. Ce prince était déjà en 1308 maître de tout ce royaume, ainsi que de la Moravie, à l'exception de quelques châteaux et forts que les troupes autrichiennes tenaient encore occupés. Il

avait pris le titre de Roi, quoiqu'il n'eût pas été couronné. Mais, au lieu de chercher à s'affermir sur le trône par un gouvernement doux et par une conduite propre à se concilier les esprits, il indisposa toutes les classes de la nation contre lui, en donnant les dignités de l'État et les emplois lucratifs à des Carinthiens, en vidant les caisses publiques, en pillant les églises et les couvents, et en faisant passer toutes les dépouilles en Carinthie. Il imposa en outre des taxes si énormes, que l'indignation du peuple fut portée à son comble. Henri, voyant la révolte prête à éclater, fit venir de nouvelles forces militaires de Carinthie. Les troupes auxiliaires, que lui avait envoyées Frédéric de Misnie, son allié, furent destinées à former la garnison de Prague. Mais les bourgeois s'opposèrent à l'entrée de ces étrangers, qui ne purent se mettre en possession de la ville et du château, qu'après avoir soutenu un combat meurtrier. Chaque jour, les rues et les places de Prague étaient le théâtre de luttes opiniâtres. À l'exemple de la capitale, les Nobles, les bourgeois et les gens de la campagne dans tout le royaume, coururent aux armes et fondirent sur les soldats étrangers. Dans la triste position où se trouvait le pays, les Bohèmes offrirent eux-mêmes la couronne de leur royaume au duc Frédéric-le-Bel, auquel ils s'étaient naguère opposés. Mais comme ce prince avait renoncé à ses droits sur la Bohème, les Grands de ce pays députèrent, au mois d'août 1309, vers Henri VII, roi des Romains, qui leur promit de donner un prince de sa Maison pour époux à la princesse Élisabeth, belle-soeur de Henri de Carinthie, troisième fille de Venceslas II et de Judith d'Autriche, et pour roi aux Bohèmes. Une autre députation brillante de cette nation arriva, le 12 juillet 1310, à Francfort, et accusa devant la Diète Henri de Carinthie, comme tyran et destructeur de la Bohème. Les princes déclarèrent

Henri de Carinthie indigne de la couronne, tant à cause de son pitoyable et cruel gouvernement, que pour avoir pris possession de la Bohème sans le consentement de l'Empire germanique, et s'être opposé ouvertement au roi Albert. Le roi des Romains prononça la déposition de Henri de Carinthie, et confirma la princesse Élisabeth, comme héritière du trône paternel. Après avoir d'abord proposé son frère Wolfram, comte de Luxembourg, pour époux de cette princesse, il consentit enfin, sur les prières réitérées des ambassadeurs, au mariage d'Élisebeth avec son fils Jean, qui n'était âgé que de 14 ans. Le 27 août à Spire, le prince Jean fut investi par le roi des Romains de la Bohème et des pays y annexés. Son mariage avec Élisabeth fut célébré, le 30 du même mois.

Henri de Carinthie se montra résolu à la résistance. Il avait placé de bonnes garnisons dans Kuttenberg, Collin et autres places fortes. Cependant le roi Jean passa, le 1 novembre, la rivière d'Egre, sans trouver de l'opposition. Pilsen lui ouvrit les portes. À Chrudim il fut rejoint par l'évêque Jean de Prague et la plupart des barons bohèmes, et puis il marcha droit sur Prague. Henri se mit en mesure de défendre la capitale avec les troupes misniennes et carinthiennes; mais les bourgeois eux-mêmes enfoncèrent la porte dite *Zderaser-Thor*, dans la matinée du 5 décembre. L'armée de Jean pénétra dans la ville. Les troupes de Henri se retirèrent au delà de la Moldave dans le château. Trois jours après, Jean fit tout préparer pour faire le siège de cette citadelle; mais Henri s'enfuit avec son épouse Anne et une suite peu nombreuse en Bavière, d'où il retourna par le Tyrol en Carinthie. Le 27 décembre, Jean reçut l'hommage des États du royaume, et le 7 février 1311, l'archevêque de Mayence le couronna, ainsi que son épouse Élisabeth, au milieu des acclamations du peuple, qui regardait cet événe-

ment comme une garantie d'un avenir plus heureux. Encore dans la même année, les troupes autrichiennes et souabes de Frédéric-le-Bel évacuèrent Königgratz, Mauth, Chrudim et autres villes affectées au douaire de sa belle-soeur Élisabeth, soit pour donner aux rois des Romains et de Bohême une preuve de son amitié sincère, soit par suite d'un article secret du traité de Spire.

Au printemps 1311, on ouvrit dans la ville d'Egre des négociations, qui avaient pour but de faire recouvrer incontinent au royaume de Bohême la Moravie, engagée par Henri VII à l'Autriche, l'an 1309. Le duc d'Autriche ayant déclaré être prêt à céder la Moravie, cette province fut remise à la Bohême, dans le cours du mois de mai. Dans les négociations relatives à cette rétrocession, on surprit la bonne foi de Frédéric, et le payement des 50,000 marcs d'argent qu'avait à prétendre l'Autriche, ne fut point acquitté. Apparemment que les villes de Znaim, de Pohorlitz, de Gonstell (Konstell), de Thosce et autres, restèrent encore ultérieurement au pouvoir de l'Autriche, en nantissement de cette somme.

Le duc Étienne de la basse Bavière étant mort en décembre 1310, son frère Othon prit la tutelle de ses neveux, Henri et Othon. Le 9 septembre 1312, le duc Othon cessa de vivre aussi, laissant un fils, à peine né, Henri le Jeune. Il avait nommé Louis, comte palatin et duc de la haute Bavière, tuteur de son fils et de ses deux neveux. Le comte palatin Louis recommanda ses pupilles aussi à la protection des ducs d'Autriche, et leur assura celle-ci par une convention, faite à Linz le 13 novembre 1312. Mais les veuves des deux ducs Othon et Étienne et la Noblesse de la basse Bavière prirent bientôt après querelle avec le comte palatin Louis. Elles voulaient s'emparer de l'administration du pays, et pour y parvenir, elles sollicitèrent l'appui de Frédéric-le-Bel, et lui con-

férèrent même pour six ans la tutelle des jeunes princes. Les ducs Louis et Frédéric s'abouchèrent, à la vérité, à Landau sur l'Isar, pour terminer le différend à l'amiable; mais, n'ayant pu s'accommoder, il fallut vider la querelle, les armes à la main. Frédéric se rendit promptement en Souabe, et secondé par son frère Léopold, il y poussa les armements avec la plus grande activité. Ulric de Walsée en fit autant en Autriche et en Styrie. La Noblesse de la basse Bavière s'était réunie, près de la ville de Mosbourg et dans le voisinage du château d'Isareck et du village de Gammelsdorf, avec l'armée d'Ulric de Walsée. À peu de distance de ce dernier endroit, le comte palatin Louis gagna, le 9 novembre 1313, une bataille décisive sur ce Général autrichien, avant que Frédéric et Léopold fussent en mesure de commencer les opérations en Souabe. Des négociations furent alors ouvertes à Salzbourg. L'archevêque Wichard, l'évêque Nicolas de Ratisbonne et Henri de Carinthie, se rendirent médiateurs. Le 17 avril 1314, on signa un traité de paix, par lequel les ducs d'Autriche se désistèrent de toute participation à la tutelle des princes de la basse Bavière.

Henri VII, ayant établi son fils Jean sur le trône de Bohème, résolut de passer les Alpes, pour y faire revivre les droits et l'autorité de l'Empire. Aucun empereur, depuis Conrad IV, n'avait plus été en Italie. Ce pays, depuis ce temps-là, était en proie aux plus affreux désordres. Un grand nombre de villes étaient opprimées par de petits tyrans qui s'en étaient rendu maîtres, et les autres se désolaient mutuellement par de continuelles discordes. Les deux factions des Guelfes et des Gibelins divisaient toujours la péninsule; mais elles n'avaient plus le même objet qu'autrefois, c'est-à-dire la première pour le pape et la seconde pour l'empereur. Ce n'était plus qu'un mot de ralliement, auquel il n'y avait guère d'idée

fixe attachée. Henri VII, après avoir mis ordre aux affaires en Allemagne, et nommé le roi Jean de Bohème vicaire de l'Empire pendant son absence, se rendit, en automne 1310, par la Savoye, le mont Cénis et Suse, en Italie, et arriva en novembre à Turin. Son armée, qui était encore peu nombreuse, fut renforcée par 200 cavaliers et 1500 fantassins que lui amena le duc Léopold d'Autriche. L'arrivée du roi Henri VII en Italie mit tous les partis en mouvement. Les Guelfes se préparèrent à lui opposer la plus vigoureuse résistance; les Gibelins espéraient, que la présence de ce monarque les ferait triompher de leurs adversaires; le peuple, las depuis longtemps de l'extrême misère qu'avait répandue sur le pays la fureur des factions, prit le plus vif intérêt aux entreprises du Roi, et les magistrats des villes lombardes se virent contraints d'aller au devant de Henri avec une soumission apparente. L'armée royale s'accroisait de jour en jour par les troupes des Grands du parti gibelin, ainsi que par une quantité de guerriers qui venaient s'enrôler volontairement. Dans la ville d'Asti, le Roi reçut Mathias Visconti de Milan, qui avait été expulsé par les Guelfes, avec une bienveillante distinction. Henri VII marcha, sans perdre du temps, par Casali, Vercelli et Vérone, à Milan. Guy de la Torre, qui avait tout préparé pour défendre la ville contre le Roi, perdit courage et lui remit les clefs de Milan, où il régnait auparavant en Souverain. Le 6 janvier 1311, Henri reçut la couronne de Fer de la main de l'archevêque Cassone de la Torre. Les députés de Padoue, de Vicence et d'autres villes lombardes, lui prêtèrent foi et hommage. Le Roi déclara le pouvoir monarchique, que des familles puissantes s'étaient arrogé dans plusieurs cités lombardes, illégal et ces villes immédiatement soumises à l'Empire. Les chefs furent dédommagés de la perte de leur domination par des fiefs et des titres que le Roi leur accorda.

Le calme avait pendant quelques semaines régné en Lombardie; mais il n'était que l'avant-coureur de violents orages. L'établissement d'une taxe générale, indispensablement nécessaire pour les besoins de l'armée, alarma de nouveau les esprits. Guy de la Torre avait lui-même conseillé au Roi d'imposer à la ville de Milan une somme de 100,000 florins d'or. Mais en secret il incita le peuple à la rebellion, au moyen de laquelle il espérait parvenir de nouveau au pouvoir absolu. En même temps, Henri exigea que cinquante chevaliers lombards des plus nobles familles, moitié Guelfes, moitié Gibelins, parmi lesquels étaient Mathias Visconti et Guy de la Torre, l'accompagnassent à Rome. Comme il n'y avait point de doute, que ces seigneurs auraient dû garantir au Roi la fidélité de Milan, les partis hostiles, également mécontents d'une telle prétention, se réunirent contre le roi Henri, et Guy de la Torre excita les esprits échauffés à éclater.

Le 10 février 1311, le cri de la révolte rétentit dans toutes les rues de Milan. La populace en furie assiégea le roi Henri dans son palais; mais ce prince fut valeureusement défendu par une troupe de chevaliers allemands. Le duc Léopold, qui avec ses Autrichiens était en quartier dans un faubourg éloigné, accourut au secours du monarque. Il franchit les barricades qui fermaient le passage des rues et pénétra, à travers une pluie de traits et de pierres qu'on lançait des toits et des fenêtres sur ses troupes, jusqu'au palais du Roi. Là, ce brave capitaine combattit résolument contre les rebelles et les mit en fuite. Le peuple, devenu encore plus furieux par sa défaite, s'en vengea sur ceux qui l'avaient séduit. Il pilla et saccagea les palais de Guy de la Torre et de ses adhérents, qui n'échappèrent à la mort que par une prompte fuite. Mais ce ne fut qu'après que beaucoup de sang eut été répandu, et que tous les chefs du parti guelfe eurent

été expulsés de la ville, que les troupes allemandes vinrent à bout d'apaiser la sédition. Le rétablissement de la tranquillité dans Milan fut pour la plus grande partie l'ouvrage de Léopold et de ses guerriers autrichiens. Sur les représentations de la Noblesse, Mathias Visconti fut d'abord aussi banni de la ville; mais le Roi ne tarda pas à le rappeler et l'éleva, le 7 avril, à la dignité de préfet ou vicaire impérial à Milan.

Sur ces entrefaites, la révolte s'était répandue dans toute la Lombardie. Les villes de Créma, de Crémone, de Lodi, de Bergame, de Come, de Brescia et plusieurs autres, se liguèrent avec les della Torre et les autres Guelfes exilés de Milan. Henri VII marcha contre ces cités séditieuses et les réduisit à l'obéissance; mais il lui en coûta une grande partie de son armée, qui périt dans cette expédition, tant par la longue résistance que fit la ville de Brescia, que par les maladies qui régnaient parmi ses troupes. Après la prise de Brescia, dont les fortifications furent rasées, Henri VII se rendit à Gênes, où les Gibelins le reçurent avec joie et lui donnèrent tous les soutiens possibles. Les Génois se soumirent à sa domination pour le terme de vingt ans. Le Roi leur imposa de fortes taxes et changea leurs magistrats, par où il excita le plus grand mécontentement. À peine le Roi eut-il quitté la Lombardie, que Padoue, Parme, dont le chef, Coreggio, s'était laissé gagner par les Padouans, puis Pavie, Asti, Vercelli et autres villes, incitées par les Torriani et soutenues par les Florentins, levèrent l'étendard de la révolte. Robert, roi de Naples, qui voulait traverser le dessein qu'avait Henri VII de rétablir l'autorité impériale en Italie, entretenait le feu de la révolte par des agents secrets, et fournissait des troupes et de l'argent aux rebelles. Le comte Guernard de Hohenberg, à qui le Roi avait confié le commandement général

en Lombardie, et les Gibelins combattirent les rebelles, toutefois sans remporter des avantages, vu l'insuffisance de leurs forces.

Comme les Florentins avaient refusé au roi Henri le passage par leur territoire, et que les Guelfes et les Napolitains avaient fait occuper par leurs troupes tous les défilés des Apennins, le monarque se rendit par mer avec soixante galères à Pise, où il arriva le 16 mars 1312. Dans cette ville, l'armée royale fut renforcée par les Gibelins qui s'y étaient réfugiés de tous côtés, ainsi que par les troupes d'Arezzo, de Cortone, de Monte Pulciano et d'autres villes toscanes, attachées au même parti. Henri avait traité jusqu'ici Robert de Naples avec beaucoup de ménagement. Il ne s'était pas même fait rendre hommage par les villes piémontaises qui étaient sous la protection de ce prince. Des ambassadeurs napolitains avaient aussi paru à Gènes; on était entré en négociation, et une alliance entre une fille de Henri VII et un prince napolitain avait été concertée. Mais Robert exigea qu'un de ses frères fût nommé sénateur romain et préfet de l'Empire en Toscane. En même temps, la nouvelle se répandit que les Napolitains avaient occupé Rome. Les ambassadeurs de Naples s'enfuirent nuitamment de Gènes; par tout cela Henri VII fut pleinement convaincu de la perfidie de Robert, qui par ses négociations n'avait voulu que l'endormir, et résolut d'aller se venger de lui.

De même que toute l'Italie, la ville de Rome se trouvait partagée en factions; la famille d'Orsini était à la tête des Guelfes. Renforcés par les Napolitains que commandait le prince Jean, frère de Robert, ils s'étaient emparés du Capitole, du château de S. Ange, du Vatican et de l'église de S. Pierre. Comme ils avaient récemment reçu des troupes auxiliaires de Florence, ils s'imaginaient être assez forts pour défendre l'entrée de la ville contre

Henri VII et empêcher son couronnement. Les Gibelins, qui avaient les Colonna pour chefs, étaient maîtres du palais de Latran et du Colisée. Les deux partis se faisaient une petite guerre continuelle dans les rues, dans les maisons et les églises. Sur les pressantes sollicitations des Gibelins, le Roi se mit avec l'armée allemande et les troupes gibelines de Lombardie, de Gènes, de Pise et d'autres villes toscanes, en marche vers Rome, et après avoir battu les différents corps d'ennemis qui osèrent s'opposer à son passage, il arriva enfin aux portes de cette capitale. Il pénétra, le 17 mai 1312, dans la ville par le pont de Molle que les Napolitains et les Guelfes n'abandonnèrent qu'après avoir fait une vive résistance. Les cardinaux, commis par le pape pour couronner Henri à sa place, accompagnaient le monarque. Les Allemands conquirent le Capitole; mais les Guelfes se maintinrent dans la partie de Rome qui est située au delà du Tibre, malgré tous les efforts réitérés que firent les Allemands pour les en déloger. Comme les Guelfes étaient en possession du Vatican et de l'église de S. Pierre, Henri VII fut couronné dans celle de S. Jean de Latran, le 29 juin 1312.

Cependant la position difficile, où se trouvait l'Empereur, empirait chaque jour. Tandis que les maladies épidémiques, causées par la disette de vivres et l'insalubrité du climat, ravageaient son armée à Rome, la nouvelle révolte des Guelfes de Lombardie empêcha les Gibelins de ce pays d'envoyer du secours à Henri, et donnait à ce Souverain des inquiétudes fondées sur son retour. Indépendamment de tout cela, les Grands de l'Allemagne se hâtèrent, d'abord après la cérémonie du couronnement, de se soustraire aux poignards des Guelfes et au mauvais air de Rome. Le comte palatin Rodolphe, le comte Louis de Savoye et plus de six cents chevaliers abandonnèrent Henri VII et s'en retournèrent chez eux. Cependant le

duc Léopold et ses Autrichiens restèrent constamment auprès de leur Empereur, et se firent gloire de partager les dangers et la destinée de ce Souverain. Le prince autrichien jouissait depuis longtemps de l'estime et de la confiance de Henri VII. Il avait non-seulement sauvé à l'Empereur la vie dans Milan, mais il lui avait encore, pendant toute l'expédition romaine, rendu les plus grands services, tant par la sagesse de ses conseils que par son intrepidité dans les combats. Pour donner à son fidèle et vaillant compagnon d'armes un témoignage de son attachement, l'Empereur, veuf depuis peu de Marguerite de Brabant, choisit Cathérine, soeur de Léopold, pour sa seconde épouse.

Comme Henri VII ne pouvait espérer d'achever, avec une armée si délabrée, la conquête de Rome, et même de se maintenir dans la ville, il en partit, le 20 juillet, et prit le chemin de la Toscane, dans la vue de réduire les Guelfes de cette contrée. Arrivé à Arezzo, ville attachée au parti gibelin, l'Empereur cita, par un édit public, le roi Robert de Naples, comme son vassal du chef de la Provence et de Forcalquier, à comparaître devant son tribunal, et le menaça des peines les plus sévères, s'il refusait d'obéir. Ensuite Henri VII marcha sur Florence et assit, le 12 septembre, son camp devant la place, sur la rive droite de l'Arno. Ce prince espérait, moyennant les renforts considérables qu'il avait reçus des Gibelins de Toscane, soumettre bientôt cette ville, d'où étaient principalement parties toutes les entreprises dirigées par les Guelfes contre l'Empereur. Mais Henri avait cependant trop peu de troupes pour faire le siège de Florence, qui pouvait d'autant plus braver toute attaque ennemie qu'elle était soutenue par Lucques, Sienne, Pistoie, Bologne, ainsi que par les villes de la Romagne et de l'État de l'Église. Après que l'armée impériale eut, pendant cinquante

jours, ravagé par le fer et le feu la contrée environnante de Florence, l'Empereur passa l'Arno et établit son camp à peu de distance de Casciano, d'où il alla prendre, vers le milieu de janvier 1313, une position près de Poggibonzi, sur la route de Sienne. Tandis que ces divers mouvements militaires avaient lieu, Henri VII employa tous les moyens de la politique pour augmenter sa puissance. Il s'assura un soutien important par l'alliance qu'il fit avec Frédéric d'Aragon, reconnu roi de Sicile par le traité de 1302. L'Empereur promit à ce prince la main de sa fille. En retour Frédéric s'engagea formellement envers Henri à attaquer Naples avec toutes ses forces. En même temps, l'Empereur chargea son fils, le roi de Bohème, de sommer les États germaniques de lui amener sans délai du secours. En attendant l'effet de cet appel, Henri VII, dont l'armée s'était de nouveau affaiblie par les escarmouches continuelles, par le manque de vivres et les maladies, quitta, le 6 mars, le camp de Poggibonzi et retourna avec ses troupes à Pise. Il établit dans cette ville un tribunal, qui mit les rebelles de Florence, de Padoue etc., de même que les partisans et protecteurs des Guelfes, au ban de l'Empire. Henri VII étendit cette proscription sur le roi Robert de Naples qui, par un arrêt impérial prononcé le 7 mai, fut déclaré, comme coupable de lèse-majesté, déchu du trône, et dont les sujets furent déliés du serment de fidélité. Le pape Clément V prit en très-mauvaise part cette sentence rigoureuse, qu'il regardait comme un attentat aux droits de l'Église. En effet, par là que l'Empereur déclarait Robert possesseur illégitime de Naples et déchu de ce royaume, il anéantissait la suzeraineté que les papes s'étaient attribuée, depuis 1265, sur la basse Italie, ainsi que l'investiture que Clément V avait donnée, peu d'années avant (1309), au roi Robert. En conséquence ce pontife, dont la colère fut

encore irritée par le roi Philippe IV de France, proche parent de Robert et étroitement allié avec lui, déclara par une bulle la sentence portée contre Robert nulle et de nul effet, interdit à l'Empereur toute hostilité ultérieure contre Naples, et menaça de l'excommunier, en cas de contravention à cet ordre. Henri VII, peu intimidé par cette monition pontificale, réunit toutes les forces des Gibelins; et comme dans l'intervalle il avait aussi reçu quelques renforts d'Allemagne, il se mit, le 5 août, en marche de Pise. Son intention était de pénétrer par Sienne, Rome et Terracine, dans le pays de Naples, où il pouvait compter sur l'appui des nouveaux mécontents de ce royaume. Le roi Frédéric commandait la flotte, qui était composée de soixante-dix galères génoises et pisanes, et de cinquante galères siciliennes. Elle était principalement destinée à soutenir les opérations de l'armée impériale par des attaques sur les côtes occidentales de Naples. Déjà quelques troupes siciliennes étaient débarquées en Calabre et avaient conquis Reggio et plusieurs autres villes; déjà le bruit se répandit que le roi Robert, pour se soustraire à l'attaque dont il était menacé de trois côtés, voulait s'enfuir par mer dans sa Provence, lorsque la mort de l'Empereur changea tout à coup la face des choses. Henri VII était en chemin sur la route de San Miniato à Castell-Fiorentino; il établit son camp dans la plaine devant Monte Aperto, non loin de Sienne. Mais ayant été attaqué d'une maladie dont les symptômes devinrent bientôt fort alarmants, il se fit transporter à Buonconvento où il mourut, le 24 août 1313, dans la cinquante-unième année de son âge. La fiancée de Henri VII Cathérine d'Autriche, qui se trouvait en voyage avec sa mère Élisabeth pour se rendre à Turin, était déjà arrivée au Tésin, lorsqu'elle reçut la nouvelle de la mort de l'Empereur. La princesse retourna sur-le-champ en Au-

triche. Les troupes allemandes repassèrent, sans s'arrêter, les Alpes et abandonnèrent de nouveau l'Italie à elle-même.

Après la mort de l'Empereur Henri VII, la désunion se mit entre les princes électeurs; ce qui fut cause que le trône resta près d'un an vacant. Les deux plus puissantes Maisons d'Allemagne, celle de Habsbourg-Autriche et celle de Luxembourg-Bohème, se mirent à la tête des partis qui cherchaient à diriger la prochaine élection d'un roi des Romains convenablement à leurs vues et à leur propre avantage. Frédéric-le-Bel d'Autriche, fils et petit-fils de deux rois de Romains, croyait avoir un droit fondé à l'Empire. Riche, puissant, valeureux, sage et loyal, comme ce prince était, la plus grande partie de la nation allemande désirait ardemment son élevation sur le trône germanique. Cependant, comme ce n'était pas le voeu national, mais les suffrages des sept princes, exclusivement investis du droit d'élire le chef de l'Empire, qui pouvaient lui procurer la couronne à laquelle il aspirait, Frédéric ne négligea aucun moyen pour se rendre les électeurs favorables, et pour faire entrer dans ses intérêts des Souverains, dont la recommandation ou l'appui pouvait lui être utile. Il avait déjà conclu, le 25 juillet 1312, une alliance avec le roi de Bohème, et le 28 novembre de la même année, il fit un traité semblable avec Henri de Carinthie et de Tyrol, prétendant au trône de Bohème et à la dignité électorale, attachée à cette couronne. Le comte palatin Rodolphe, à qui son frère le comte palatin Louis avait, par une convention, passée le 1 juin 1313, cédé pour sa vie durante le droit électoral de la Maison palatine, réitéra, le 28 avril 1314, à Frédéric la promesse qu'il lui avait déjà faite antérieurement, de voter en sa faveur ou, en cas qu'il s'excusât d'accepter la couronne, de donner sa voix à son frère Léopold. Le margrave Henri de

Brandebourg-Landsberg et l'archevêque Henri de Cologne contractèrent le même engagement. Le 29 juillet 1314, le duc Rodolphe de Saxe-Wittenberg signa, à Vienne, un acte par lequel il promettait par serment de donner son suffrage à Frédéric, ou si ce prince venait à mourir, à son frère Léopold d'Autriche. Le roi Charles de Hongrie aussi s'engagea par une convention, passée à Vienne le 23 juillet 1314, à soutenir efficacement les princes autrichiens; mais il y mit la condition qu'ils céderaient à la Hongrie la ville de Presbourg et l'île de Schutt, composant le douaire de la reine Agnès, qui lui furent effectivement remises dans le cours de l'année suivante.

Pendant que la Maison de Habsbourg travaillait ainsi avec un zèle actif à s'assurer le trône de Germanie, celle de Luxembourg, appréhendant sans doute que Frédéric, s'il parvenait à l'Empire, ne fît valoir les prétentions de sa propre Maison sur la Bohème, mettait, de son côté, tout en oeuvre pour déranger les projets des princes autrichiens. L'archevêque Baudouin de Trèves, oncle de Jean de Bohème, et l'archevêque Pierre de Mayence, l'ancien ami de la Maison de Luxembourg, voulant procurer au jeune roi de Bohème la couronne d'Allemagne aussi, employèrent tous leurs efforts et toute leur influence pour engager encore d'autres princes à embrasser les intérêts de leur protégé, en quoi ils ne réussirent qu'en parti. Le duc Jean de Saxe-Lauenbourg se rangea de leur côté. Le margrave Valdémar de Brandebourg, qui s'était obligé, mais conditionnellement, à unir son suffrage à celui de l'archevêque Henri de Cologne, et plus tard aussi le margrave Henri de Brandebourg, qui avait positivement promis sa voix à Frédéric-le-Bel, furent détachés, par maints artifices et déceptions, du parti de l'Autriche. Le roi Jean de Bohème, âgé de 17 ans, ne se fit aucun scrupule de rompre l'alliance, contractée l'an 1312 avec l'Au-

triche. Mais on le regardait généralement comme trop jeune et trop inexpérimenté, pour lui confier le bien de l'Allemagne. C'est pourquoi le parti anti-autrichien renonça au dessein qu'il avait d'abord eu de l'élever à l'Empire, et jeta les yeux sur le *comte palatin Louis*, *duc de la haute Bavière*. Ce prince, aussi spirituel que courageux, fut invité à se mettre en compétence pour le trône de Germanie.

Louis résista d'abord aux propositions qui lui avaient été faites. On eut beaucoup de peine à le persuader de rompre la parole qu'il avait donnée à Frédéric. D'ailleurs, il sentait combien peu la faible force militaire de sa Maison suffisait pour se mesurer avec les princes autrichiens. Mais cette dernière difficulté fut levée par l'assurance, que lui donna le parti luxembourgeois, qu'on serait en tout temps prêt à le secourir. Le 19 juillet 1314 était le jour fixé par les princes électeurs, pour élire un roi des Romains. Les deux aspirants, chacun accompagné des princes de son parti, d'une suite nombreuse et de beaucoup de troupes, partirent pour Francfort-sur-le-Mein. Le 19 octobre, le *comte palatin Rodolphe*, tant pour lui que pour et au nom de l'archevêque de Cologne absent; les *ducs Rodolphe de Saxe* et *Henri de Carinthie*, qui portait toujours le titre de roi de Bohème, et exerçait en cette qualité le droit de suffrage, proclamèrent le *duc Frédéric d'Autriche roi des Romains*. Cette cérémonie eut lieu à Sachsenhausen, séparé de Franfort par le Mein, à cause que la partie adverse avait, quelques jours avant, occupé l'ancien champ d'élection qui, depuis longtemps couvert de maisons, formait un autre faubourg de la ville. Le jour suivant, 20 octobre, les *archevêques de Mayence* et *de Trèves*, le *roi Jean de Bohème*, le *duc Jean de Saxe* et le *margrave Valdémar de Brandebourg*, avec l'adhésion subséquente de son frère *Henri*

de Landsberg, élurent le *comte palatin Louis*, *duc de la haute Bavière*. La ville de Francfort, qui avait fermé ses portes à Frédéric, reçut Louis dans ses murs. Ce dernier prince fut, suivant l'ancien usage, élevé sur le maître-autel de l'église de S. Barthélémi et montré au peuple. Ensuite il se mit en route pour Aix-la-Chapelle. Après son départ, Frédéric voulait s'ouvrir l'entrée de Francfort de vive force, ou du moins punir cette ville pour la préférence qu'elle avait donnée à son rival. Il commença le siège de la place. Mais l'archevêque de Mayence lui ayant coupé le transport des vivres, il abandonna bientôt cette entreprise. Comme la ville d'Aix-la-Chapelle refusait également de recevoir Frédéric, il se rendit à Bonn, où l'archevêque de Cologne, à qui cette fonction proprement appartenait, le couronna, le 25 novembre 1314, de l'ancienne couronne de Charlemagne qui, depuis la mort d'Albert I, était restée avec les autres insignes royaux entre les mains de son fils Frédéric. Le jour suivant, pareille cérémonie eut lieu à Aix-la-Capelle qui, à l'exemple de Francfort, avait ouvert ses portes à Louis de Bavière. Ce prince y reçut également une couronne de la main de l'archevêque de Mayence.

Ces deux sacres replongèrent l'Allemagne dans la plus affreuse confusion par la guerre civile qu'ils allumèrent entre les deux princes, dont chacun contestait à l'autre la validité de son élection et la légitimité de son couronnement. Presque tous les historiens ne comptent que Louis V de Bavière parmi les empereurs ou rois d'Allemagne, moins sans doute parce qu'il eut le plus grand nombre de voix, que parce qu'il fut plus heureux que son rival. Toutefois, en examinant avec impartialité le scrutin des suffrages, on trouvera que Louis avait obtenu la pluralité des suffrages. Les électeurs étaient au nombre de sept, savoir, trois ecclésiastiques, les archevêques de Mayence, de

Trèves et de Cologne, et quatre séculiers: le roi de Bohême, le duc de Saxe, le comte palatin du Rhin et le margrave de Brandebourg, tous grands-officiers de l'Empire. Deux de ces voix étaient, à cette époque-là, réclamées par différents princes qui opinèrent en faveur d'un autre candidat; c'étaient celle de Bohême que se disputaient Jean de Luxembourg, roi régnant et Henri de Carinthie, roi déposé, et celle de Saxe que réclamaient les ducs Rodolphe de Wittenberg et Jean de Lauenbourg, qui prétendaient tous deux être électeurs, parce qu'ils se disaient tous deux grands-maréchaux de l'Empire. Il y avait encore une troisième voix, celle de Brandebourg, qui était partagée en parties égales entre le margrave Valdémar et son frère Henri de Landsberg. En sorte que Louis de Bavière avait été élu par *deux* pleines voix (Mayence et Trèves), et par *deux* voix contestées (Bohême et Saxe), ce qui avec les deux moitiés de la voix électorale de Brandebourg faisait ensemble *cinq* suffrages; tandis que Frédéric d'Autriche n'avait eu que *quatre* voix, dont *deux* pleines (Cologne et le Palatinat) et *deux* contestées (Bohême et Saxe). Les deux princes notifièrent par des édits leurs titres de droit aux villes et aux peuples de l'Empire. Ils en appelèrent aussi à la décision d'un futur pape, le Saint-Siège étant vacant depuis la mort de Clément V, arrivée le 20 avril 1314. Mais en même temps ils se préparèrent à défendre leurs prétentions, les armes à la main.

Frédéric-le-Bel, au commencement de la guerre, se vit pour la plus grande partie réduit à la force de sa Maison, attendu que Henri de Carinthie, l'archevêque de Salzbourg et autres alliés de l'Autriche n'étaient pas à même de l'assister efficacement; et le roi de Hongrie se trouvait encore toujours engagé dans une lutte violente avec les rebelles de son royaume. Louis de Bavière, à la

vérité, avait en son propre frère Rodolphe un ennemi irréconciliable, tandis que Frédéric avait en son frère Léopold un défenseur héroïque et fidèle; mais Louis était puissamment soutenu par les princes de son parti. Parmi ces derniers le roi Jean de Bohême possédait de si grandes forces militaires, qu'elles seules auraient suffi pour décider la querelle, si elles avaient toujours été employées sincèrement et fidèlement en faveur de Louis. Le plus sûr et le plus puissant secours, le prince bavarois le trouva auprès des villes impériales, dont la plupart et les plus considérables, surtout dans les pays du bas Rhin, se déclarèrent pour lui. En revanche la majeure partie de la haute Noblesse d'Allemagne se rangea sous les drapeaux autrichiens, et principalement sous la bannière du valeureux duc Léopold. Beaucoup de villes impériales en Alsace, en Souabe et sur le haut Rhin embrassèrent aussi la cause de Frédéric d'Autriche.

Frédéric-le-Bel se rendit, après son couronnement, sur le haut Rhin, et y prit les mesures nécessaires pour mettre à couvert ses provinces antérieures; après quoi il retourna en Autriche. Pendant ce temps-là, son frère Léopold avait réuni près de Selz des troupes helvétiques et souabes, avec lesquelles il ravagea les terres des villes et seigneurs attachés à Louis de Bavière. Au mois de mars 1315, Léopold saccagea les environs de Spire, où Louis faisait alors sa résidence. Le manque de machines de guerre et la disette qui régnait dans toute l'Allemagne, empêchèrent le prince autrichien de faire le siège de cette ville. Il retourna en Helvétie, chargé de butin. Au mois de mai, Frédéric tint une Diète à Bâle, où il célébra par des fêtes brillantes son mariage avec *Isabelle d'Aragon*, et il posa, le 11 du même mois, la couronne royale sur la tête de son épouse. Le même jour, le duc Léopold se maria avec *Cathérine*, fille du comte Amé-

dée V de *Savoye*, à laquelle il avait été fiancé l'an 1310. Après cette cérémonie, on commença sérieusement les hostilités contre Louis de Bavière. Léopold s'avança avec une rapidité surprenante en Bavière. Lorsqu'il eut atteint les bords du Lech, Louis, qui ne pouvait se fier ni aux bourgeois de sa capitale, ni à son frère Rodolphe, s'enfuit par Friedberg à Augsbourg. Léopold occupa une position forte sur les bords de la Wertach près de Puchlen, dévasta les alentours d'Augsbourg et plusieurs cantons de la Bavière. La ville de Landsberg aussi fut prise et brûlée.

En automne de la même année, le duc Léopold entreprit une expédition contre les Suisses. Les trois cantons forestiers, Uri, Schwitz et Underwald, avaient reconnu Louis de Bavière pour roi d'Allemagne. Les Schwitzois étaient depuis peu en guerre avec l'abbaye d'Einsiedeln. L'abbé et l'évêque de Constance avaient excommunié les villes forestières, et la Cour royale de justice à Rothweil les avait mises au ban de l'Empire. Le duc Léopold, comme avoué de cette abbaye, était obligé de défendre les droits de ce monastère; c'est ce qui occasionna la guerre. Dans l'entrefaite, l'archevêque de Mayence et Louis de Bavière avaient, au printemps 1315, levé les sentences prononcées contre les villes forestières. La Noblesse helvétique fit négocier, par le comte Frédéric de Toggenbourg, la réconciliation entre les villes forestières et l'Autriche; mais ce fut infructueusement, Léopold ayant exigé, comme condition *sine quâ non*, que les trois cantons reconnussent son frère Frédéric pour roi des Romains, à quoi ils refusèrent obstinément de consentir. En novembre Léopold rassembla une armée de 20,000 hommes, pour combattre les villes ennemies qui, de leur côté, armèrent pour leur défense commune. Dans un conseil de guerre que Léopold tint au château de Stein à Bade,

il fut décidé qu'on dirigerait l'attaque de trois côtés. Le duc Léopold, à la tête de la principale colonne, forte de 15,000 hommes, marcha de Zug sur Schwitz. La seconde colonne, sous les ordres du plus jeune des comtes de Strasberg, comptait 4000 combattants, et devait pénétrer d'Ober-Hasli par la montagne de Brunig, jusqu'à Underwald. Une troisième division de 1000 hommes était destinée à attaquer dans le milieu cette dernière ville, du côté de Rothenbourg et Lucerne.

Le 15 novembre 1315 au matin, le duc Léopold, à la tête de la Noblesse, pénétra dans le défilé entre le lac d'Aegeri et les hauteurs, sur lesquelles est situé le village de *Morgarten*. L'infanterie suivait, mais à une trop grande distance pour prendre part au combat qu'on était sur le point de livrer. C'était une extrême imprudence; car on aurait dû savoir, que les cavaliers n'étaient ni propres à l'attaque, ni capables de se défendre dans de pareils cantons. Les Suisses, qui connaissaient parfaitement l'avantage que leur donnait la nature du pays, laissèrent avancer Léopold avec sa troupe, et dès qu'ils le virent engagé dans les gorges étroites de Morgarten, où cinquante Schwitzois s'étaient mis en embuscade, ils assaillirent en flanc et par derrière la cavalerie autrichienne, faisant rouler des pierres enormes du haut de la montagne. Un corps de 1300 confédérés suisses était posté sur la montagne dite *Sattelberg*. À peine s'aperçurent-ils que le désordre commençait à se mettre dans les rangs ennemis, qu'ils s'élancèrent du bas de la montagne, et attaquèrent la colonne des cavaliers qui, pésamment cuirassés, et serrés les uns contre les autres dans un passage étroit, ne pouvaient ni se défendre, ni même se retirer, le chemin leur étant bouché par leur propre infanterie. Par conséquent, la plus grande partie de cette belle troupe succomba dans cette malheureuse expédition. Le duc Léo-

pold fut sauvé sur des sentiers inconnus par un homme qui connaissait la contrée, et gagna heureusement Winterthur. L'infanterie, voyant la Noblesse anéantie, prit, sans avoir combattu, promptement la fuite. Les deux autres divisions de l'armée autrichienne furent repoussées jusqu'au delà des montagnes. On fait monter la perte des Autrichiens dans cette journée à 9000 hommes, parmi lesquels il y avait un grand nombre de chevaliers et de Nobles.

Après cette mémorable bataille, les trois cantons confirmèrent, le 9 décembre 1315, à perpétuité leur ligue qu'ils n'avaient fait jusqu'alors que renouveler de dix à dix ans. Louis de Bavière sanctionna cette confédération, et confirma les anciens droits et privilèges des Suisses. Il alla encore plus loin; sur les plaintes portées par les Suisses, il déclara, le 23 mars 1316 dans la Diète de Nuremberg, les domaines des ducs d'Autriche en Helvétie dévolus à l'Empire, à cause du crime de lèse-majesté commis envers sa personne. La guerre en Suisse continua encore trois ans. Au siège de Soleure en 1318, les bourgeois opposèrent à Léopold une vive et opiniâtre résistance. La rivière d'Aar, grossie par des ondées continuelles, ayant un jour englouti le pont de communication avec un assez grand nombre de cavaliers autrichiens, qui y étaient postés, les habitants de la ville sauvèrent, au péril de leur propre vie, leurs ennemis, et les renvoyèrent, restaurés et libres, dans leur camp. Léopold, touché de cette générosité, se rendit avec les principaux de son armée dans la place assiégée et fit présent aux bourgeois de sa bannière, en mémoire perpétuelle de cette noble action. Le siège fut aussitôt levé. Bientôt après, le 19 juin, on conclut une trêve pour un an; celle-ci fut dans la suite prolongée à différentes reprises jusqu'en 1323. Pendant ces six années, un grand nombre de volontaires schwitzois

et de soudoyers bien armés de Lucerne et de Glaris servirent sous les drapeaux de Léopold contre Louis de Bavière, et formèrent la plus excellente infanterie de l'armée autrichienne.

La guerre entre les deux rois fut continuée dans l'année 1316 avec peu de succès de part et d'autre. Au mois de juillet, Frédéric-le-Bel, conjointement avec son frère Léopold, à qui il avait amené une armée considérable, enrôlée dans les duchés autrichiens, mit le siège devant Eslingen, ville impériale. Louis de Bavière, qui avait été rejoint par le roi de Bohème, l'archevêque de Trèves et autres alliés, marcha au secours de la ville assiégée. Le 19 septembre, on se livra sur les bords du Necker un combat sanglant qui dura jusqu'à l'entrée de la nuit, mais ne produisit aucun résultat. Le lendemain, les deux armées se séparèrent, sans que Louis eût obtenu d'autre avantage que celui d'avoir dégagé Eslingen. Le comte palatin Rodolphe ayant donné de nouvelles preuves de la haine qu'il portait à son frère Louis, ce dernier lui enleva sa forteresse de Vohbourg et enfin Wolfrathshausen sa résidence aussi. Par une transaction, faite à Munich le 26 février 1317, et par un autre acte que Rodolphe signa le 25 avril à Ratisbonne, ce prince remit pour tout le temps que durerait la guerre avec l'Autriche, la régence de ses États à Louis, qui lui assigna une pension, et se chargea en outre de l'entretien de l'épouse et des enfants de son frère. Rodolphe passa en Autriche, et mourut dès le mois d'août 1319 en Angleterre, où il s'était retiré.

Le pape Jean XXII, qui avait remplacé Clément V sur la Chaire de S. Pierre et qui, à l'exemple de son prédécesseur, avait établi sa résidence à Avignon, était tout dévoué à la Maison d'Anjou régnante à Naples. Il se laissa persuader par le roi Robert, dont il avait été le chancelier, à empêcher qu'aucun roi d'Allemagne ne pa-

rût en Italie avec des forces suffisantes pour y donner la loi. Ce pontife essaya pour la forme de rétablir la tranquillité en Allemagne. Il écrivit aux deux rois, leur notifia son élection, et les engagea à la réconciliation; mais il ne se déclara pour aucun d'eux, et refusa aux ambassadeurs qu'ils lui avaient envoyés, une réponse positive sur la demande qu'ils lui firent de confirmer leurs maîtres dans la dignité de chef de l'Empire. Le pape déclara même par une bulle, datée le 31 mars 1317, le trône d'Allemagne vacant depuis la mort de l'empereur Henri VII, réclama le gouvernement intérimistique de l'Empire, ainsi que celui de l'Italie, et menaça d'excommunication les vicaires impériaux qui ne se démettraient point de leur charge, et n'en sollicitraient la confirmation auprès du Saint-Siège. Le 19 juin 1317, le roi de Bohème et les archevêques de Mayence et de Trèves conclurent une convention, par laquelle ils s'engagèrent à se prêter mutuellement secours contre Frédéric d'Autriche et son frère Léopold. Ce traité stipulait aussi, qu'aucune des parties contractantes ne pourrait faire la paix avec l'Autriche sans le consentement des autres. Vers la fin de l'année, un événement fort important, et à ce qui paraissait, très-avantageux pour Frédéric, commença à se préparer en Bohème. Le roi Jean avait, pendant les fréquentes absences qu'il avait faites dans les premières années de son règne, remis le gouvernement illimité du royaume de Bohème au comte de Henneberg. Il avait conféré les plus hautes charges et dignités du pays à des Allemands, qui opprimaient les Bohèmes au point, que déjà en 1315 le peuple menaça de se révolter, et que les États demandèrent sérieusement au Roi une réforme dans l'administration. Jean, craignant d'avoir le même sort que Henri de Carinthie s'il ne se rendait pas au voeu général de la nation, ôta aux étrangers leurs emplois et les fit sortir du pays.

Il confia le gouvernement de la Bohème à Henri de Lippa, et celui de la Moravie à Jean de Wartenberg. Mais ces ministres foulèrent leurs compatriotes avec encore plus de dureté que l'avaient fait les Allemands. Ils fraudèrent le Roi d'une grande partie des revenus de l'État et augmentèrent leurs immenses richesses par les plus infâmes exactions. Dans le court espace d'une seule année, les caisses publiques furent vidées et le peuple pillé. Le Roi alors prononça la destitution de ces gouverneurs. Mais ils prirent les armes, et cherchèrent à prolonger leur domination par la révolte. Henri de Lippa fut, à la vérité, fait prisonnier, et Jean de Wartenberg tué d'un coup de flèche au siège de Costeletz; mais le désordre et la sédition s'étaient déjà répandus dans toute la Bohème. Au camp près de Budin, où les archevêques de Mayence et de Trèves étaient arrivés avec des troupes auxiliaires, la paix fut enfin conclue entre le Roi et ses États; et Lippa recouvra sa liberté.

Le roi Jean s'étant rendu, après l'affaire près d'Eslingen (en septembre 1316), dans le pays de Luxembourg, l'archevêque de Mayence administra par intérim la Bohème avec sagesse, douceur et justice. Néanmoins les Bohèmes, qui ne souffraient point d'étrangers, le forcèrent, en février 1317, à remettre la régence à la reine Élisabeth et à quitter le pays. Mais le gouvernement de cette princesse ne contenta les Bohèmes pas davantage que celui de l'archevêque. Les Grands du royaume se divisèrent en partis. Henri de Lippa se trouvait de nouveau à la tête des séditieux. La Reine fut obligée de s'enfuir à Ellenbogen avec ses enfants, et les rebelles choisirent quatre d'entre eux pour gouverner le pays. Le roi Jean, pendant tout ce temps-là, s'était diverti à Luxembourg par des tournois, par des chasses et autres fêtes, s'embarassant peu de ce qui se passait en Bohème. À la fin

cependant le danger toujours croissant et les pressantes instances de la Reine l'engagèrent à retourner dans son royaume. Il arriva en Bohème, au mois de novembre, n'ayant avec lui qu'une petite troupe de guerriers, parmi lesquels se trouvaient deux cents chevaliers des contrées du Rhin. Il se rendit d'abord à Ellenbogen et delà à Prague, où il fut reçu avec joie par les royalistes. Immédiatement après, il commença la guerre contre les rebelles. Le Vissehrad et plusieurs châteaux forts tombèrent en son pouvoir; les terres des révoltés, mais en même temps aussi les cabanes des paisibles campagnards furent saccagées avec une dureté cruelle. Quelques Nobles se soumirent, mais les chefs des rebelles conclurent, le 27 décembre 1317 à Vienne, une alliance avec Frédéric d'Autriche. Ce prince assura à la Noblesse bohème sa protection et son appui contre le roi Jean, et promit, en cas que ce prince perdît la couronne, de laisser aux Bohèmes la liberté de choisir pour roi ou Henri de Carinthie, ou l'un des quatre princes autrichiens, ses frères. En retour, les conjurés s'obligèrent à ne faire aucun accommodement avec leur Souverain actuel, avant que l'Autriche n'eût été entièrement dédommagée des 50,000 marcs d'argent dont l'empereur Henri VII était resté redevable aux ducs, ou qu'elle n'eût été remise en possession du gage stipulé pour sûreté de cette somme, c'est-à-dire de la Moravie. Par ce traité, le plus puissant allié de Louis de Bavière se trouva paralysé dans son activité, attendu qu'il avait besoin de toutes ses forces dans son propre royaume, pour détourner le danger où il était de perdre son trône.

En janvier 1318, Jean ravagea les terres des séditieux dans les environs de Budweis, et marcha ensuite contre les rebelles en Moravie. Pendant que la fortune favorisait aussi ses armes dans cette province, où plu-

sieurs châteaux se rendirent sans faire beaucoup de résistance, le feu de la révolte éclata de nouveau en Bohème avec la plus grande violence. Certains bruits qui étaient de nature à inquiéter la nation, furent répandus pour accroître le mécontentement général. On prétend que le roi Jean songeait déjà alors à faire avec Louis de Bavière une échange de la Bohème contre le haut Palatinat et le Palatinat du Rhin, auxquels devaient encore être annexés plusieurs fiefs de l'Empire, situés sur la rive gauche du Rhin, dans le voisinage de Luxembourg. Parmi la populace circulait en outre la fable absurde, que le roi Jean était décidé à exterminer toute la Noblesse bohème. Comme à cette époque-là une grande famine augmentait encore la misère publique, le peuple se laissa facilement entraîner par les Nobles, espérant trouver dans la révolte un remède à ses maux. Dans une assemblée des États, tenue à Klingenberg le 2 février 1318, la guerre contre Jean fut résolue. Henri de Lippa et Pierre de Rosenberg conduisirent en Moravie une armée considérable, à laquelle se joignirent des troupes auxiliaires d'Autriche et de Hongrie. Jean fut assiégé dans Brunn, où il se trouvait depuis le mois de janvier. Dans cette situation critique, il prêta la main à la réconciliation. Une trêve fut conclue. On entama des négociations. Mais la Noblesse ayant exigé, comme première condition de la paix, que Jean reconnût Frédéric d'Autriche pour roi des Romains et acquittât la créance autrichienne, les hostilités commencèrent de nouveau. Jean s'enfuit de Brunn et gagna Prague, vers la fin de février.

Louis de Bavière alors se rendit en toute diligence à Egre, pour sauver par son entremise Jean, son allié, de sa ruine. L'armée de la Noblesse insurgée s'approchait de Prague. Pressé par Louis de venir le rejoindre à Egre, Jean quitta la capitale, peu de temps avant l'en-

trée des rebelles. Son arrière-garde fut battue près de Saatz, et il arriva le 23 à Egre, après avoir lui-même couru risque de tomber entre les mains de ses ennemis. Peu de jours après, les rois signèrent un armistice avec les révoltés. Louis avait persuadé Jean de céder aux circonstances. Les barons furent appelés à Tauss, pour délibérer sur les moyens de terminer les troubles. On ne tarda pas à faire une transaction qui fut promulguée, le 23 avril 1318. Jean accorda une amnistie générale et promit d'éloigner pour toujours du pays toutes les troupes et employés étrangers. Les Bohèmes prêtèrent au Roi un nouveau serment de fidélité. Le gouvernement de l'État fut confié au chef des rebelles, Henri de Lippa, qui alors exerça dans les pays bohèmes un pouvoir arbitraire tyrannique. Dans les négociations, relatives à cet accommodement, la Noblesse bohème n'avait plus eu aucun égard au pacte fait, peu de temps auparavant, avec Frédéric-le-Bel; et tandis que ce traité de paix concédait aux seigneurs bohèmes tous les avantages désirés, il ne contenait pas un seul mot qui eût rapport à la prétention de l'Autriche.

Le duc Léopold avait, dans l'espoir que Jean serait expulsé de la Bohème, et que par là Louis se verrait privé de son meilleur appui, passé les premiers mois de l'année 1318 dans un repos qu'on ne pouvait guère attendre de son activité connue. Ce ne fut qu'après que la paix de Tauss l'eut frustré de ses espérances, qu'il réunit un corps de troupes et menaça les partisans de Louis dans les environs de Strasbourg. Ce prince se mit en marche avec une armée pour les soutenir. Au mois de mai, les deux partis hostiles furent en présence, prêts à livrer bataille. Mais après quelques petits combats entre les avant-postes, les deux armées se séparèrent de nouveau, sans en venir à une action décisive, et reprirent le che-

min de leur pays. En septembre de l'année suivante, le roi Louis et Henri le vieux de la basse Bavière, avec lequel il avait fait alliance, s'avancèrent avec une armée nombreuse vers l'Inn, et prirent position sur une hauteur, non loin de la petite ville de Muhldorf, appartenante alors à l'archevêché de Salzbourg. Frédéric-le-Bel marcha à la rencontre de l'ennemi, tandis que Léopold s'avançait du côté de la Souabe vers le Lech. À l'approche de l'armée autrichienne, les Bavarois, saisis d'une terreur panique, prirent la fuite, sans attendre l'attaque. Louis lui-même se sauva à Munich. Frédéric et Léopold ravagèrent les pays bavarois, laissés sans défense, et principalement les alentours de Ratisbonne; après quoi ils s'en retournèrent, Frédéric en Autriche, et Léopold en Souabe.

Louis de Bavière avait été profondement ébranlé par les nombreuses disgrâces qui lui étaient arrivées dans la dernière année. Le comte Louis d'Oettingue, son conseiller le plus affidé, avait passé dans le parti de Frédéric, qui lui donna sa soeur Judith en mariage. En Bavière, la plus grande et la plus puissante partie de la Noblesse avait un extrême éloignement pour Louis. Jean de Bohème l'avait laissé sans secours, et Henri de la basse Bavière avait été le premier à s'enfuir près de Muhldorf; son plus fidèle ami, l'archevêque Pierre de Mayence, venait de lui être enlevé par la mort. La trahison et la lâcheté de ses troupes dans la dernière campagne et l'extrême misère de ses pays, laissés à la discrétion de l'ennemi, abattirent tellement son esprit, qu'il songeait, à ce qu'on prétend, sérieusement à renoncer à une couronne qui ne faisait que lui porter malheur. Cependant son découragement céda bientôt aux persuasions de ses amis et partisans, qui surent lui faire partager les espérances dont ils étaient eux-mêmes remplis; Louis reprit les armes, et n'eut pas lieu de s'en repentir.

En été 1320, Louis V rassembla sur le Rhin une forte armée, dans laquelle se trouvaient 3000 cavaliers cuirassés. Le roi de Bohème, l'archevêque de Trèves et plusieurs autres princes s'étaient joints à lui. Frédéric d'Autriche concentra son armée sur le haut Rhin. Louis s'avança en Alsace, dans la vue de venger sur les possessions autrichiennes les ravages, commis, l'année dernière, en Bavière. À peine le duc Léopold fut-il arrivé dans la susdite contrée, qu'il marcha contre l'ennemi et le força à se retirer. Le jour d'après, Frédéric se réunit avec Léopold. Louis fut attaqué et battu pour la seconde fois dans les environs de Strasbourg. Sa fuite fut si précipitée que les Autrichiens, qui s'étaient mis à sa poursuite, ne purent l'atteindre. L'année 1321 se passa sans faits d'armes importants, et les parties belligérantes se bornèrent à de petites courses et combats sur les frontières.

Le pape Jean XXII avait dans ce temps-là publié une croisade contre Mathias Visconti, seigneur de Milan, excommunié par lui. Mais, comme il ne trouvait pas assez de troupes pour continuer avec énergie la guerre contre ce puissant Gibelin, il tacha d'avoir Frédéric d'Autriche pour allié. Ce prince saisit avec empressement cette occasion pour mériter les bonnes grâces du pape. Ce pontife avait 1320 promu Mathias de Bucheck, favorisé par Frédéric, au siège archiépiscopal de Mayence. Dans le cours de la même année, Jean XXII s'était adressé à Frédéric pour l'engager à soutenir le roi Charles de Hongrie dans la guerre contre la Serbie. Mais, comme Frédéric était précisément alors occupé en Alsace, il n'avait pu acquiescer à la demande du pape. Cependant au commencement de l'année 1322, il envoya son frère Henri avec un corps de 1500 hommes en Italie. Ce prince arriva au mois d'avril à Brescia, où l'armée croisée se rassemblait. Mais Visconti étant venu à bout d'éclaircir

le roi Frédéric sur les plans secrets et éloignés de Jean XXII, qui tendaient à prolonger la guerre civile en Allemagne, pour étendre la domination papale depuis les Alpes jusqu'en Sicile, et ayant offert au monarque sa soumission et celle de Milan, s'il venait en personne en Italie, le Roi rappela sur-le-champ son frère Henri en Allemagne, où ce prince arriva dans le cours de l'été 1322.

Frédéric, persuadé qu'une prompte décision pouvait seule préserver l'Allemagne d'une ruine totale, employa tous ses moyens pour pousser vigoureusement la guerre. L'amitié du roi Charles de Hongrie pour l'Autriche s'était sensiblement refroidie depuis 1318, où ce prince avait épousé Béatrice, soeur du roi Jean de Bohème. Mais cette princesse étant morte, l'an 1319, une nouvelle alliance fut conclue, le 23 novembre 1321, entre l'Autriche et la Hongrie. Après le retour du duc Henri avec le corps d'armée sous ses ordres, on convoqua le ban et l'arrière-ban dans les duchés. Les alliés furent invités par le roi Frédéric à lui fournir les contingents promis. Des troupes nombreuses de Hongrie, de Carinthie, de Salzbourg, de Passau etc. vinrent renforcer l'armée autrichienne; le duc Léopold, qui rassemblait en Souabe des troupes d'Helvétie, d'Alsace et des autres pays rhénans, devait se réunir avec son frère Frédéric au coeur de la Bavière.

Louis de Bavière, de son côté, s'était préparé avec grande prudence à la lutte décisive qu'il allait avoir à soutenir. Connaissant les sentiments intéressés du roi de Bohème, il vainquit la froideur que ce prince lui témoignait depuis quelque temps par des promesses séduisantes. Pour les dépenses que Jean avait déjà faites précédemment, en soutenant Louis dans la guerre contre l'Autriche, ce dernier prince s'obligea à lui payer 35,000 marcs d'argent et lui donna des sûretés suffisantes pour cette somme. Il promit en outre au roi Jean de l'investir du margraviat

de Brandebourg, vacant depuis peu par l'extinction de la Maison d'Ascagne, et de lui céder entièrement la ville et le territoire d'Egre, que Louis avait engagés à Jean, l'an 1294, pour lui avoir donné sa voix dans l'élection d'un chef de l'Empire. Le roi de Bohème persuada, par la perspective des avantages qu'il y avait à acquérir, les États de mettre sur pied une armée considérable. Du moment que Louis prit une ferme et énergique résolution, des troupes auxiliaires de ses partisans et amis vinrent de nouveau de tous côtés se ranger sous ses drapeaux. On prétend que le roi de Bohème et l'archevêque de Trèves seuls conduisirent 30,000 hommes d'infanterie et 1500 chevaux en Bavière. Le duc Henri de la basse Bavière, gendre du roi Jean, parut avec toutes ses forces. Le burgrave de Nuremberg, deux comtes d'Oettingue, les comtes de Montfort et plusieurs autres seigneurs, amenèrent de troupes nombreuses de guerriers. L'armée bavaroise se rassembla dans les environs de Dachau, de Landshut et de Munich; elle comptait, dit-on, 3500 cavaliers et 68,000 fantassins. Le 21 septembre, Louis se mit en marche vers l'Inn, dans la direction d'Ampfing et de Haag.

Les princes autrichiens, autorisés par les succès qu'ils avaient eus jusqu'ici aux meilleures espérances, avaient conçu le dessein d'anéantir la force militaire de Louis, et de faire la conquête des pays bavarois. Frédéric s'avança, en septembre, vers les frontières de la Bavière. Son armée était composée de 2200 cavaliers d'Autriche et de Styrie, de 4000 hommes de cavalerie légère hongroise et cumane, et de 18,000 à 24,000 hommes d'infanterie. Les troupes marchèrent en plusieurs colonnes, en partie sur les deux rives du Danube, et en partie par la Styrie et le pays de Salzbourg. Le 20 septembre, Frédéric, son frère Henri, puis le duc Henri de Carinthie, l'archevêque

de Salzbourg et l'évêque de Passau avec leurs troupes auxiliaires, arrivèrent sur les bords de l'Inn. Ils laissèrent Oettingue sur la droite et passèrent le fleuve près de la petite ville de *Muhldorf*. Frédéric fit dresser le camp dans la plaine et sur les hauteurs qui s'élèvent doucement du côté occidental de cette ville. Là, il voulait attendre l'arrivée de son frère Léopold, qui avec 1500 cavaliers et un corp d'infanterie, dont le nombre est inconnu, s'avançait du haut Rhin vers le Lech. Ce prince perdit plusieurs jours à ravager les terres du comte de Montfort, partisan du roi Louis. Les messagers, que Frédéric avait envoyés à son frère Léopold pour lui annoncer son arrivée près de Muhldorf, et lui porter l'ordre d'accélérer sa marche, de même que ceux qui devaient transmettre à Frédéric les rapports de son frère, furent retenus forcément par les moines du couvent de Furstenfeld sur la rivière dite *Ammerfluſs*. Par là Louis gagna quelques jours de temps, pendant lesquels les deux armées autrichiennes ne savaient rien l'une de l'autre, et restaient par conséquent dans une inaction complète. Dans l'entrefaite, Louis s'était avancé jusqu'à Ampfing et se trouvait en vue des Autrichiens. Pendant quatre jours, les deux rois ne firent que s'observer l'un l'autre, Frédéric attendant avec anxieté l'arrivée de son frère Léopold, et Louis remettant d'un jour à l'autre le combat décisif. Enfin le roi de Bohème parvint à vaincre l'irrésolution de Louis. L'avantage était évidemment du côté de ce dernier, si Frédéric hasardait en effet avec son armée seule, sans son frère Léopold, la bataille contre les forces supérieures de ses ennemis. Avant l'arrivée de l'armée bavaroise à Ampfing, la retraite derrière l'Inn était encore ouverte à Frédéric, et ici la jonction des deux corps autrichiens, couverts par ce fleuve, aurait pu s'effectuer d'autant plus facilement. Mais Frédéric, entraîné par la fougue de la

jeunesse, pénétré du noble désir de mettre plus rapidement fin aux misères de l'Allemagne, et séduit par sa trop grande confiance dans la valeur de ses troupes, résolut, contre l'avis des généraux Ulric et Henri de Walsée et de tous les autres chefs, d'accepter la bataille, sans attendre plus longtemps l'arrivée du duc Léopold. Cette malheureuse précipitation eut pour Frédéric, sa famille et son pays les suites les plus funestes.

Le 28 septembre 1322 de grand matin, les Autrichiens s'étaient déjà formés en rangs sur les hauteurs vers Ampfing. Devant la ligne voltigeaient ça et là les cavaliers hongrois et les archers cumans. L'impétueux roi Jean, qui avec ses Bohèmes et la cavalerie du duc Henri de la basse Bavière formait l'aile gauche de l'armée de Louis, s'avança, à la tête de ses troupes, et commença l'attaque. Bientôt l'action devint générale. Pendant plusieurs heures un égal courage des troupes et une égale habileté des chefs laissèrent l'affaire indécise. Le roi Frédéric se montrait partout au milieu de la chaleur du combat, et sa valeur héroïque surpassait en éclat les faits d'armes des plus braves chevaliers autrichiens. Déjà le désordre s'était mis dans les rangs des Bohèmes, et des troupes entières de leur infanterie prenaient la fuite; mais le vieux chevalier Sigéfroi Schweppermann, capitaine très-expérimenté, à qui le roi Louis avait confié le commandement général de son armée, ayant ramassé les plus proches troupes de la seconde ligne, les conduisit sur l'aile gauche, pour empêcher les Autrichiens, qui gagnaient toujours plus de terrain sur leurs ennemis, d'avancer davantage. Il laissa par cette manoeuvre aux Bohèmes dispersés le temps de se rallier. Le combat avait déjà duré près de dix heures, lorsque le burgrave de Nuremberg, qui commandait un corps de réserve caché derrière une hauteur près du château de Zangenberg, sortit tout à coup de l'embuscade.

Il traversa l'Isar et s'avança sur le flanc droit des Autrichiens. Lorsqu'à la tête de ses 400 cavaliers, que Schweppermann avait pourvus d'étendards et autres signes militaires autrichiens, il déboucha, au son des trompettes, dans la plaine, l'armée de Frédéric, croyant voir l'avant-garde du duc Léopold, poussa de grands cris de joie. Mais elle fut de courte durée; car, dès que les prétendus amis furent à portée de combattre, ils fondirent si brusquement sur les Autrichiens, que ceux-ci furent culbutés et taillés en pièces. Les Bavarois, continuant ensuite de s'avancer, mirent en peu de temps en désordre l'armée autrichienne qui, déjà accablée de lassitude, se trouvait hors d'état de tenir contre les forces supérieures qui l'attaquaient de tous côtés. Le duc Henri d'Autriche avait été fait prisonnier. Mais le roi Frédéric, son frère, était résolu à ne pas survivre à sa défaite. Combattant comme un lion, il se jeta avec un petit nombre de braves au-devant de la masse des ennemis qui s'approchait. Ce prince intrépide tua, à ce qu'on prétend, de sa propre main environ cinquante ennemis. Enfin, son cheval fut abattu; il entraîna le prince dans sa chûte. Accablé par le nombre, et hors d'état de se défendre, Frédéric se rendit au chevalier de Rindsmaul, qui commandait le centre de l'armée bavaroise, et remit son épée au burgrave de Nuremberg qui accourait dans cet instant. À trois heures après midi, le combat touchait à sa fin. Comme la retraite par le pont près de Muhldorf avait déjà été coupée aux Autrichiens, ils tombèrent pour la plupart au pouvoir de l'ennemi. Le valeureux maréchal d'Autriche Pillichdorf fut le dernier qui se rendit.

On assure que les Bohèmes et les Bavarois eurent dans cette journée 1100 hommes de tués, et qu'ils perdirent 3000 chevaux. La perte des Autrichiens en morts est évaluée à 4000-5000. On ne dit pas le nombre des

prisonniers; mais il doit avoir été fort considérable, s'il est vrai, comme on le rapporte, qu'on comptait parmi eux seuls au delà de 1400 guerriers nobles. Le roi Louis, craignant que le duc Léopold ne parût avec son corps de troupes, et ne lui arrachât la victoire qu'il avait eu tant de peine à remporter, se mit, le 29 septembre, en marche par Landshut et Landau vers Ratisbonne. Il fit transporter Frédéric au château de Trausnitz-sur-la-Pfreimt, non loin de Neubourg dans le haut Palatinat. Il garda pour lui aussi le duc Henri de Carinthie, qui avait également été fait prisonnier. Le duc Henri d'Autriche fut remis au roi de Bohème; et le duc de la basse Bavière et le burgrave de Nuremberg eurent chacun un certain nombre de prisonniers nobles, afin qu'ils pussent, par leur rançon, se dédommager des frais de la guerre. Le roi Frédéric fut mis sous bonne garde, mais du reste traité avec les égards dûs à son rang. Jean, au contraire, fit charger de chaînes son illustre captif, et en agit généralement envers lui de la manière la plus indigne. Les ducs Léopold et Albert d'Autriche avaient déjà passé avec leur corps d'armée la rivière de Lech près de Landsberg, et étaient arrivés près du village d'Alling (dans le cercle de l'Isar, juridiction de Stahrenberg), à deux journées de marche du champ de bataille, lorsqu'ils reçurent la nouvelle de la défaite et de la captivité du roi Frédéric. Comme ils étaient beaucoup trop faibles pour hasarder un combat contre les forces bohémo-bavaroises réunies, ils se hâtèrent de retourner sur le haut Rhin.

Par la victoire que le roi Louis avait remportée près de Muhldorf, la couronne d'Allemagne semblait être affermie pour jamais sur la tête de ce prince, d'autant mieux qu'un grand nombre de ceux qui avaient combattu pour Frédéric embrassèrent alors, comme il arrive ordinairement, le parti du vainqueur. Les revenus et les ressour-

ces de l'Empire furent employés à récompenser les alliés pour les services qu'ils avaient rendus dans la bataille. Le duc Henri de la basse Bavière, le burgrave de Nuremberg, les comtes de Montfort, d'Hohenlohe et autres, eurent des villes impériales pour sûreté de grandes sommes d'argent qui leur avaient été promises. Le roi Jean, à qui Louis avait déjà engagé les villes impériales d'Altenbourg, de Zwickau et de Chemnitz dans le pays de Pleiss, puis Kaiserslautern, pour la somme de 10,000 marcs d'argent, prit alors aussi possession, comme propriété de la couronne de Bohème, de la ville et du territoire d'Egre qu'il occupait depuis 1314 à titre de gage. Quant à la promesse que Louis de Bavière avait faite au roi Jean, dans un temps où il avait eu un besoin urgent de son secours, de lui donner aussi le margraviat de Brandebourg, il ne songea plus, après la victoire gagnée avec l'assistance des Bohèmes, à tenir sa parole. Dans la Diète de Nuremberg, en avril 1323, le roi Louis, après s'être arrangé avec différents princes qui avaient des prétentions sur le pays de Brandebourg, en investit son fils Louis, âgé de neuf ans, et le 24 juin suivant il lui donna également l'investiture des dignités d'archichambellan et d'électeur, attachées à ce margraviat. Louis avait aussi l'espoir de devenir possesseur de la Bohème, attendu que le roi Jean, las de ses interminables querelles avec les États arrogants du royaume, voulait échanger ce pays contre le Palatinat du Rhin. Mais la Noblesse bohème s'opposa avec tant d'énergie à un changement si dangereux pour l'indépendance de sa patrie, que Louis déchira l'acte d'échange qui était déjà dressé.

Pendant que tous ces événements se passaient en Allemagne, les Gibelins et les Guelfes d'Italie se faisaient une guerre à outrance. Le roi Robert de Naples était à la tête de ces derniers. Ce prince avait déjà été

nommé, l'an 1314, par le pape Clément V vicaire de l'Empire en Italie pendant l'interrègne. Jean XXII, qui avait non-seulement refusé de sanctionner l'élection des deux rois Frédéric et Louis, et déclaré le trône d'Allemagne vacant, mais s'était lui-même arrogé le vicariat de l'Empire, tant en Allemagne qu'en Italie, confirma le roi Robert dans celui d'Italie, le nomma sénateur de Rome et généralissime des troupes pontificales. Les Gibelins, persuadés que leur ruine était inévitable si Robert, ce chef né des Guelfes, leur devenait supérieur en puissance, se réunirent pour lui opposer une vigoureuse résistance; en quoi ils furent dirigés par des chefs aussi intelligents que courageux.

Mathias Visconti, gouverneur impérial à Milan, avait déjà 1313 attaqué le parti du roi Robert en Piémont; mais il avait été battu en septembre par les Guelfes, sous les ordres de Hugues de Baux. En 1317 Mathias Visconti, Cane della Scala de Vérone et les autres gouverneurs impériaux avaient été sommés par le pape Jean XXII de se démettre de leurs charges, attendu, disait-il, que le trône du roi des Romains était vacant. Sur leur refus de se conformer aux ordres du pape, celui-ci les en punit l'an 1319, comme hérétiques et rebelles, par l'excommunication et l'interdit, qu'il étendit sur tous les Gibelins. Louis de Bavière avait notifié au pape Jean XXII la victoire qu'il avait remportée près de Muhldorf sur Frédéric d'Autriche. Mais le pontife lui répondit, en décembre 1322, que Louis eût à se soumettre à ce que le Saint-Siège déciderait relativement au titre de roi des Romains que ce prince avait pris sans l'aveu et l'approbation du chef de l'Église. Cette persévérance du pape à vouloir dicter la loi à l'Allemagne pour réaliser ses projets sur l'Italie, détermina Louis V à suivre une marche plus décidée. Dès l'année 1321, Jean XXII avait cité Mathias

Visconti à comparaître devant son tribunal, et l'avait déclaré déchu de toutes ses possessions et dignités. Au mois de janvier de l'année suivante, le cardinal-légat de Poget excommunia de nouveau Mathias et fulmina l'interdit sur Milan. Comme alors plusieurs villes quittèrent le parti de Mathias Visconti, celui-ci renonça au gouvernement en faveur de son fils Galéas qui lui succéda aussi, au mois de juin 1322, par le choix du peuple dans la seigneurie de Milan et des villes lombardes qui en dépendaient.

Au commencement de l'année 1323, le légat entra avec l'armée guelfe sur le territoire milanais et défit, le 19 avril, Marc Visconti au passage de l'Adda. Tortone et Alexandrie se soumirent à la domination du roi Robert. Vers le même temps, les Guelfes repoussèrent les Gibelins qui les assiégeaient dans Gènes. Dans l'Italie méridionale la fortune avait aussi abandonné les armes des Gibelins. Alors on vit paraître à Plaisance trois ambassadeurs du roi Louis, les comtes de Neiffen, de Truhedingen et de Gracysbach, qui sommèrent le cardinal-légat de ne pas inquiéter davantage Milan, appartenant à l'Empire germanique. Le cardinal les traita de défenseurs d'hérétiques et fit, au mois de juin, assiéger par Raimond de Cordona la ville de Milan. Mais les envoyés de Louis se jetèrent avec 400 cavaliers dans la ville. Cinq cent soudoyers allemands quittèrent l'armée guelfe et se réunirent avec leurs compatriotes dans Milan. Les ministres du Roi invitèrent, au nom de leur maître, Cane della Scala de Vérone, Passerino de Mantoue et le margrave d'Este et de Ferrare, à envoyer 500 cavaliers au secours des Visconti. L'armée de Raimond fut tellement affaiblie par la désertion et les maladies qu'elle leva, le 23 juillet, le siège de Milan.

Comme de cette manière le roi Louis s'était opposé

à force ouverte aux plans du pape, celui-ci, enflammé de colère, mit de côté tout ménagement ultérieur, et résolut d'amener rapidement la chûte du Roi par les moyens les plus rigoureux. La prétendue conduite oppressive de Louis, la protection qu'il avait accordée aux Gibelins, et l'investiture arbitraire de la Marche de Brandebourg, donnée à son fils, servirent au pape de prétexte pour accuser le Roi des crimes les plus horribles. Le 8 octobre 1323, Jean XXII fit afficher à toutes les portes des églises à Avignon, où il siégeait, un édit par lequel il déclarait Louis usurpateur, tous les actes de son gouvernement invalides, et défendait aux peuples d'Allemagne de lui obéir. Il fut enjoint, sous peine d'excommunication, à Louis de Bavière de déposer le titre royal et de comparaître d'ici à trois mois devant le siège pontifical, pour se justifier et prouver la légitimité de ses prétentions. Louis, qui n'était pas tranquille sur l'effet que pouvait produire dans les esprits l'accusation, dangereuse en ce temps-là, d'avoir pris sous sa protection des hérétiques et des rebelles à l'Église, chercha d'abord à détruire cette imputation, en ôtant à Galéas Visconti le vicariat de l'Empire à Milan, et en revêtissant de cette charge le comte de Neyffen. Ensuite il envoya des députés à Avignon, qui devaient s'enquérir des causes du procédé incroyable du pape, et demander que le terme péremptoire, fixé pour la comparution du roi leur maître, fût prolongé de trois mois. Pendant que cette ambassade cherchait à préparer le chemin de la réconciliation, Louis se laissa persuader à protester publiquement par un mandat, émané à Nuremberg le 26 décembre, contre l'édit du souverain pontife. Dans cet écrit Jean XXII fut lui-même accusé d'hérésie, et on appela de sa sentence et de ses prétentions à un concile général. Ce manifeste précipité ne servit qu'à irriter le courroux du pape qui congédia, en janvier 1324, très-

sévèrement les envoyés du roi Louis, et confirma sa première décision. Toutefois il accorda à ce prince un délai de deux mois pour faire sa soumission. Comme le Roi, n'ayant nul égard à ces ordres, continuait de gouverner l'Empire et ne faisait aucun pas vers la soumission, exigée par le Saint-Siège, Jean XXII prononça, le 23 mars 1324, la sentence d'excommunication contre Louis de Bavière, délia les vassaux et les sujets de l'Empire germanique de leur serment de fidélité, et dispensa les alliés du prince excommunié de tenir les traités conclus avec lui. Cependant il accorda au Roi un nouveau sursis de trois mois. Louis protesta encore une fois par un manifeste, daté de Sachsenhausen le 22 mai, contre ce dur traitement. Les archevêques de Mayence et de Trèves refusèrent de publier dans leurs diocèses la bulle d'excommunication, comme il leur avait été ordonné. Beaucoup de villes impériales restèrent invariablement dévouées au Roi. Une grande partie du clergé, et même les universités de Paris et de Bologne, et particulièrement l'ordre des Frères mineurs publièrent des mémoires pour la défense de ce Souverain. Mais ces écrits n'empêchèrent point que le pape déposât, le 11 juillet 1324, Louis de Bavière de ses dignités, le déclarât déchu de tous les droits acquis par son élection, et ordonnât de nouveau aux vassaux et sujets de l'Empire de lui refuser toute obéissance, sous peine d'encourir les censures de l'Église.

La fermeté du roi Louis fut fort ébranlée par ces mesures du pape, qui pouvaient avoir de dangereuses conséquences. La position politique de Louis n'était pas assurée par la victoire de Muhldorf et par la captivité de son rival, ni aucunement améliorée par l'acquisition du Brandebourg. Le duc Léopold d'Autriche avait été plongé dans une extrême affliction par le sort malheureux de son frère. Il se reprochait d'avoir causé par son retard im-

prudent la défaite de Frédéric. À Bâle il resta enfermé pendant plusieurs jours, fuyant tout commerce avec les hommes, et ne prenant ni repos, ni nourriture. Il se laissa croître la barbe, et jura qu'on ne la lui ôterait qu'après qu'il aurait brisé les fers de Frédéric. On raconte même, que le malheur arrivé à ce frère chéri fit sur lui une si profonde impression, que depuis cette fatale époque rien ne fut capable de lui arracher un sourire. Mais ce vaillant prince s'éveilla bientôt de son engourdissement, pour opposer avec une activité vigoureuse une digue au malheur de sa famille. Il contracta, dès le mois d'octobre 1322, de nouvelles alliances avec les margraves de Bade et de Hochberg, ainsi qu'avec le comte de Wurtemberg, qui étaient demeurés fidèles à l'Autriche. Les comtes de Werdenberg, de Brégenz, Louis d'Oettingue et plusieurs autres, s'unirent également à lui. Les continguents que ces alliés pouvaient fournir, joints aux troupes que Léopold avait à sa disposition en partie dans les pays rhénans et en partie dans les duchés autrichiens, formèrent une armée respectable. Toutefois avant de faire valoir ses armes, le duc Léopold entra en négociation avec Louis, pour faire mettre son frère Frédéric en liberté. Mais le Roi exigea, que les troupes autrichiennes évacuassent toutes les villes impériales qu'elles occupaient encore en Souabe et en Alsace. Léopold rejeta cette demande, et eut recours à un autre moyen pour effectuer la délivrance de Frédéric. Le roi Jean de Bohème était fort irrité de ce que Louis V ne l'avait pas investi de la Marche de Brandebourg, qui devait être la récompense des services importants qu'il avait rendus à ce prince. Indépendamment de cela, le roi Jean avait été vivement piqué de l'affront fait à sa fille Judith qui, après avoir été fiancée au margrave de Misnie, avait dû faire place à Mechthilde, fille du roi Louis. D'ailleurs la puissance

croissante de la Maison de Bavière pouvait un jour devenir dangereuse à la Bohème. Par conséquent le roi Jean se prêta volontiers à un raccommodement avec l'Autriche. Mais il mit son amitié et la liberté du duc Henri d'Autriche à un fort haut prix. Henri, relâché sur sa parole, arriva sur la fin de décembre 1322 à Vienne. Mais, comme dans le conseil de famille tenu par les princes autrichiens, les prétentions du roi de Bohème furent trouvées désavantageuses et déshonorantes pour la patrie, et que par conséquent le duc Henri ne pouvait remplir les conditions de son élargissement, il se constitua, le 24 février 1323, de nouveau prisonnier à la Cour du roi Jean à Prague.

Le roi Charles de Hongrie et le duc *Albert II* d'Autriche avaient, le 20 février 1323, renouvelé l'alliance offensive et défensive, qui fut aussi confirmée par les barons du royaume de Hongrie. Au mois d'août, le roi Charles se rendit médiateur entre la Bohème et l'Autriche. Jean rendit enfin la liberté au duc Henri. En retour l'Autriche fut obligée de recéder à la Bohème la ville de Znaim en Moravie, et de donner les villes de Laa et de Weitra en hypothèque pour la rançon de 9000 marcs d'argent. Enfin les ducs d'Autriche durent renoncer de nouveau à toutes les prétentions sur la Bohème et la Moravie, et rendre tous les titres et documents qui avaient rapport à leurs droits, acquis antérieurement; après quoi le roi Jean signa, le 18 septembre 1323 à Göding sur la Morave, le traité de pacification.

Dans le cours du même mois, Henri de Carinthie, que Louis de Bavière avait déjà relâché, et le comte Henri II de Gorice parurent comme médiateurs, au nom de tous les princes autrichiens, à Munich, pour effectuer le rétablissement de la paix et l'élargissement du duc Frédéric; mais tous leurs efforts furent infructueux. Le duc Léopold continua alors lui-même les négociations. Louis se montra plus

traitable envers lui. Il offrit à Léopold de mettre Frédéric en liberté s'il voulait auparavant lui livrer les insignes impériaux. Léopold accepta la proposition. Ces objets précieux furent envoyés à Munich. Mais Louis n'accomplit pas sa promesse, et fit de nouvelles prétentions exorbitantes. Les négociations furent rompues, et le duc Léopold, justement irrité, résolut de délivrer son frère par la force des armes.

En hiver 1323-1324, Léopold s'était étroitement uni avec le pape Jean XXII, et il répandit avec empressement les premières bulles du pontife, dirigées contre Louis. Il promit même d'engager son frère à déposer la couronne et de seconder par toutes ses forces les vues du roi Charles IV de France sur le trône d'Allemagne, où Jean XXII aussi désirait le voir placé. Pour faciliter les armements, le pape concéda à Léopold les dîmes de tous les biens ecclésiastiques dans les États autrichiens. À l'exemple de Léopold, le vindicatif Jean de Bohème se sentait porté à favoriser les projets du roi Charles IV, qui 1322 avait épousé sa soeur aînée Marie. En automne de l'année suivante, Jean alla à Paris et remit Venceslas, prince héréditaire de Bohème à son beau-frère Charles IV et à sa soeur, la reine Marie, pour avoir soin de son éducation. Au mois de mars 1324, les rois de France et de Bohème, et le duc Léopold d'Autriche se rendirent à Avignon, où ils délibérèrent sur le sort futur de l'Allemagne. Les premières suites de cette entrevue furent la bulle d'excommunication du 23 mars 1324, déjà mentionnée, et la déposition de Louis, prononcée le 11 juillet de la même année. Au mois de septembre, les archevêques de Mayence et de Cologne eurent à Rense une conférence avec les envoyés du pape et du roi de France, et délibérèrent sur la déposition de Louis et l'élection de Charles IV; mais l'archevêque Baudouin de Trèves s'opposa avec éner-

gie à l'assujettissement qui menaçait l'Allemagne du côté de la France. Il engagea aussi son neveu, le roi Jean de Bohème, à abandonner entièrement le parti de Charles IV. Le roi Louis, de son côté, remit, le 22 octobre 1324, à la Diète de Francfort toutes les bulles du pape, comme aussi son propre manifeste. L'assemblée approuva les démarches du Roi par un décret, déclara la cause de la patrie allemande inséparable de celle du Roi, et fit notifier cette décision au pape par une ambassade particulière. Mais le pontife, loin de se relâcher, réitéra immédiatement après la sentence d'excommunication contre Louis, alléguant pour motif, que des dogmes ecclésiastiques étaient attaqués dans le manifeste de ce prince.

Le duc Léopold, ayant peu d'espoir d'être soutenu par le roi de France qui, bien qu'il désirât porter la couronne d'Allemagne, ne voulait pas, pour l'obtenir, envelopper son royaume dans de nouvelles et longues guerres, se renforça par d'autres alliances, et nommément avec l'archevêque de Salzbourg, les évêques de Strasbourg et de Passau, les comtes de Fribourg et de Thierstein, puis avec Colmar et autres villes impériales en Alsace etc. En automne 1324, il recommença la guerre avec une nouvelle activité. Il ravagea les propres possessions de Louis; surtout une troupe de cavaliers de la garnison autrichienne du château de Burgau fit des courses fort avant dans le pays de Bavière et sur le territoire des villes impériales voisines. Pour protéger ses sujets désespérés, Louis se mit, sur la fin de novembre, en campagne contre Léopold. Il assiégea le château de Burgau. Le duc Léopold se réunit avec les troupes amenées par son frère Albert, à Biberach en janvier 1325. Ensuite les deux princes s'avancèrent pour dégager Burgau, que Burcard d'Ellerbach et son fils défendaient glorieusement depuis environ deux mois. Le roi Louis, dont l'armée était beaucoup

diminuée par la désertion et épuisée par le froid rigoureux, ayant reçu l'avis, que Léopold s'approchait et voulait le surprendre le jour suivant, leva en toute hâte le siège; ses troupes, saisies d'une terreur panique, se dispersèrent; les machines de siège, l'attirail de guerre et les bagages, furent abandonnés. Louis s'enfuit à Ulm et de là par Lauingen à Munich.

Cette fuite ébranla extrêmement le crédit du roi Louis. Son armée était dissoute; ses munitions de guerre et son artillerie perdus. Les bulles, qui prononçaient l'anathème et la déposition contre lui, commençaient à faire sentir leur effet. L'assemblée de Rense, si elle n'avait pas eu des suites cette fois-ci, montrait toujours combien il serait facile d'amener la chûte du Roi. Afin de se mettre à l'abri de tout danger, Louis se détermina enfin à s'accommoder avec Frédéric-le-Bel. Il se rendit au château de Trausnitz, pour négocier avec son illustre prisonnier en personne. Comme conditions de l'élargissement de ce prince, il exigea que celui-ci renonçât à toutes ses prétentions sur la couronne d'Allemagne et n'aspirât plus au trône, tant que Louis vivrait. En cas que Frédéric parvînt à l'Empire après la mort de Louis, il devait promettre d'investir les fils de ce prince non-seulement de tous les États de leur Maison, mais aussi de la Marche de Brandebourg. Les villes et pays immédiats de l'Empire, occupés par les troupes autrichiennes, devaient être évacués sur-le-champ. Louis stipula en outre que Frédéric et ses frères s'uniraient à lui contre ses ennemis, même contre le pape, et que les ducs d'Autriche recevraient de lui l'investiture de leurs États. Il fut encore convenu, qu'Élisabeth, fille de Frédéric, serait mariée avec le prince Étienne, fils de Louis, et remise incontinent à ce Souverain pour l'achèvement de son éducation; que la dot de la princesse serait fixée par des arbitres, et que l'Autriche

donnerait au Roi Burgau et Riesenbourg pour garantie préalable. Enfin Louis fit promettre à Frédéric que, si ce prince, après sa mise-en-liberté, ne pouvait ou ne voulait pas remplir les conditions stipulées, il retournerait jusqu'à la Saint-Jean prochain dans sa prison à Trausnitz.

La longue détention avait considérablement altéré les facultés intellectuelles de Frédéric. Une sombre mélancolie s'était emparée de son âme. Devenu indifférent pour les grandeurs et la gloire, il n'aspirait qu'à se voir délivré de la position insupportable dans laquelle il gémissait. Ce fut par ce motif qu'il souscrivit, le 13 mars 1325, provisoirement aux dures conditions qu'on lui avait imposées. Le premier usage qu'il fit de sa liberté, fut de se démettre du titre royal, de renoncer par lettres-patentes à la couronne d'Allemagne, et d'enjoindre à tous ceux qui lui avaient été attachés jusqu'ici, de reconnaître Louis de Bavière pour chef suprême de l'Empire. Vers la fin d'avril, Frédéric arriva dans la capitale de l'Autriche. Ses sujets le reçurent avec la plus vive allégresse, à laquelle se mêla un sentiment de compassion, lorsqu'ils virent leur prince, portant sur tous ses traits l'empreinte d'une tristesse profonde, et rendu méconnaissable par les peines et chagrins auxquels son âme avait été en proie, pendant les deux années et demi qu'il avait langui dans une prison.

La convention de Trausnitz étonna le monde par son étrangeté. La plupart des princes en furent indignés. Le pape Jean XXII déclara par un rescrit, émané à Avignon le 4 mai 1325, la transaction faite entre Frédéric et Louis nulle et de nul effet, comme ayant été extorquée par la force. Il dégagea non-seulement Frédéric de toutes les obligations qu'il avait contractées par ce traité, mais il lui défendit même, sous peine d'excommunication, d'obéir à Louis, ou de retourner dans sa prison. Le duc Léopold

désapprouva également la susdite convention, qu'il regardait comme injurieuse et avilissante pour la Maison d'Autriche. Fortifié dans ce sentiment par le pape, Léopold continua avec une activité redoublée la guerre contre Louis et saccagea les pays de ce Souverain. Il conclut aussi de nouvelles alliances avec l'archevêque de Mayence, les évêques de Wurzbourg et de Strasbourg, ainsi qu'avec le comte Ulric de Wurtemberg et plusieurs autres seigneurs. Frédéric, au contraire, tint scrupuleusement la parole qu'il avait donnée. Il envoya sur-le-champ sa fille Élisabeth à Munich auprès de son futur beau-père. Il chercha à réconcilier le roi Louis avec le chef de l'Église, et à engager ses frères à se soumettre à son ancien rival. Comme toutes les peines qu'il se donna à cet égard furent infructueuses, ce digne et noble prince s'arracha de nouveau des bras de son épouse éplorée, et partit pour Munich, où il se remit, le 24 juin 1325, lui-même à la merci de son adversaire. Louis V, surpris et touché d'une loyauté et probité si rare, traita Frédéric non en prisonnier, mais en ami et frère. Lorsque vers la fin de l'été, le roi Louis fut appelé dans le pays de Brandebourg pour secourir son fils Louis, menacé d'une guerre par le prince lithuanien Gédimin, et inquiété par la rebellion de ses sujets, il confia au prince autrichien le gouvernement et la garde de la Bavière, qui certes se trouvait à l'abri des attaques de Léopold, tant qu'elle avait ce frère chéri pour défenseur. Le pape Jean XXII, de plus en plus courroucé contre Louis, lui suscitait toujours de nouveaux ennemis. Il exhorta le duc Léopold à ne tenir aucun compte de la convention de Trausnitz et de servir son frère malgré lui, en continuant à faire la guerre au prince bavarois. Un édit pontifical réintégra Frédéric dans toutes les prétentions qu'il avait acquises par son élection et auxquelles il avait renoncé par le traité de

Trausnitz; il déclara de nouveau Louis ennemi de l'Église, déchu de tous ses droits et indigne du trône. Mais, lorsque les princes allemands et les ducs d'Autriche, se fondant sur cette décision, envoyèrent des ambassadeurs à Avignon et firent prier le pape de donner enfin la paix à l'Empire par la confirmation formelle de Frédéric en qualité de roi des Romains, le pontife, qui persistait à vouloir placer Charles IV de France sur le trône germanique, éluda sous divers prétextes la demande des ambassadeurs. Louis de Bavière, se voyant pressé de toutes parts, prit enfin la résolution de partager le gouvernement de l'Empire avec Frédéric. On ouvrit des négociations à Munich. Il est vrai, que Léopold avait juré de ne poser les armes qu'après avoir culbuté Louis et vengé Frédéric; mais irrité de la conduite équivoque du pape, il parut avec des sentiments plus pacifiques à Munich. Frédéric accepta les propositions de Louis. Le traité, conclu entre les deux rois, le 5 septembre 1325, portait en termes formels: que tous deux posséderaient et gouverneraient conjointement l'Empire; qu'ils porteraient tous deux le titre de rois des Romains et se serviraient du sceau de l'Empire; qu'ils conféreraient ensemble les grands fiefs, et décideraient, après en avoir amicalement délibéré, les affaires importantes de l'Empire. Il fut aussi réglé qu'on prêterait le serment de fidélité aux deux rois en même temps. Les amis et les ennemis devaient être communs à tous deux; par conséquent ils firent un traité d'alliance, pour s'entreaider mutuellement contre tout ennemi quelconque qui inquiéterait la personne où les États de l'un ou de l'autre des deux rois, ou le territoire de l'Empire. Cette union devait être cimentée par le mariage du duc Othon d'Autriche avec Élisabeth, fille du duc Étienne de la basse Bavière, ainsi que par les fiançailles d'Anne, fille aînée de Frédéric avec Henri le jeune, fils d'Othon IV, duc de la basse Bavière.

Cette convention, qui avait aussi reçu l'approbation du duc Léopold, fut au commencement tenue fort secrète par les deux rois, et même en apparence niée de Louis. Mais dès que ce secret commença à transpirer, le pape et les princes électeurs protestèrent contre un arrangement si extraordinaire. Le comte palatin du Rhin Adolphe, fils aîné de Rodolphe, frère du roi Louis, en sa qualité d'archisénéchal, déclara même, dès le mois d'octobre, le trône de l'Empire vacant, et commença à exercer l'office de vicaire de l'Empire qui lui appartenait. Vainement chercha-t-on à arranger cette affaire dans les assemblées des électeurs qui furent tenues à cet effet, en décembre 1325 et en janvier 1326; les princes persistèrent à rejeter la régence commune, comme étant une innovation contraire à la constitution germanique et non valable déjà par elle-même, puisqu'elle avait eu lieu sans leur consentement. Nonobstant cette contradiction, Frédéric n'en continua pas moins d'administrer l'Empire conjointement avec Louis. Par un acte authentique, passé à Ulm le 7 janvier 1326, Louis déclara de nouveau, que la convention faite avec Frédéric aurait son plein effet et serait maintenue en tous les points, même contre la volonté des princes électeurs. Ensuite il fut convenu, que Louis passerait en Italie et que le duc Léopold l'accompagnerait en qualité de vicaire de l'Empire, tandis que Frédéric continuerait de gouverner seul l'Allemagne pendant l'absence de son collègue. Le 10 février 1326, le roi Frédéric investit, par lettres royaux expédiées à Selz, ses frères et leurs héritiers, des terres féodales, dévolues à l'Empire, du comte Éverard de Kybourg en Helvétie, lequel avait assassiné, l'an 1322, son frère Hartman au château de Thun. Par un autre acte souverain, expédié le même jour, Frédéric engagea à ses frères les villes de Schafhouse, de S. Gall, de Pfullendorf, de Rhinfeld, de Mulhausen, de Kaisersberg, de Selz,

puis la vallée d'Uri et le patronage sur le couvent de Dissentis, en dédommagement des frais qu'ils avaient eus pour son service et celui de l'Empire, et qui étaient évalués à 26,000 marcs d'argent. Ces diplômes et autres actes, tous postérieurs à la convention faite entre Frédéric et Louis le 5 septembre 1325, démontrent évidemment la fausseté du rapport de quelques historiens, qui prétendent que Frédéric avait renoncé à l'Empire.

L'opposition des princes électeurs et d'une partie des États aurait probablement rallumé la guerre civile en Allemagne. En effet le duc Léopold se mit, au mois de février 1326, en campagne pour se venger du landgrave d'Alsace, qui avait attenté à la vie du prince autrichien, ainsi que pour réduire les princes et les États qui ne voulaient pas reconnaître le traité de Munich. Il commença le siège de la ville rebelle de Spire. Pendant ce temps-là, le duc Albert d'Autriche rassembla en Alsace un corps de troupes, destiné à punir la ville de Mulhausen pour une offense faite à l'Autriche. Mais Léopold ayant été subitement attaqué d'une grave maladie, causée tant par les émotions violentes qu'il avait éprouvées, que par les fatigues de la guerre, on fut obligé de le transporter à Strasbourg. Là mourut, le 28 février 1326, ce prince héroïque, justement surnommé le *Glorieux*, le plus puissant soutien de la Maison de Habsbourg, à l'âge de trente-un ans [1]). Avec la mort de Léopold I s'évanouirent toutes les craintes de Louis, et avec elles son intention de tenir ces traités qui l'incommodaient. L'amitié entre les deux rois se refroidit sensiblement. Ces Souverains, il est vrai, s'abouchèrent à Inspruck encore dans le cours de

[1]) Il laissa de son épouse Cathérine, princesse de Savoye, deux filles, dont l'ainée, *Cathérine*, se maria en premières noces avec Enguerrand VI de Coucy, et en secondes noces avec Conrad, comte de Hardeck († 1349), et la cadette, *Agnès*, épousa le duc Bolko ou Boleslas II de Javer et de Schweidnitz (1392).

la même année; mais comme Louis se comporta envers Frédéric d'une manière dure et peu équitable, ces princes se quittèrent fort indisposés l'un contre l'autre. À partir de cette époque, il ne resta à Frédéric que le vain titre de roi sans aucune autorité. Le pape Jean XXII refusa de même obstinément la confirmation de Frédéric que les archevêques de Mayence et de Cologne, par des ambassadeurs, et le duc Albert en personne, étaient allés demander à Avignon. Louis de Bavière alors ne cacha plus son aversion intérieure pour la Maison d'Autriche, et garda ce sentiment tant que Frédéric vécut. L'union des deux princesses autrichiennes Anne et Élisabeth avec les princes bavarois Étienne et Henri le jeune fut aussi rompue vers le même temps.

Comme Louis de Bavière, après la mort du duc Léopold d'Autriche, n'avait plus d'adversaire dangereux à craindre de ce côté des Alpes, le courage de Frédéric étant paralysé par l'abattement où son âme était plongée, il se prépara à passer en Italie, tant pour secourir les Gibelins contre lesquels le pape Jean XXII ne cessait d'animer les Guelfes, que pour se faire couronner empereur à Rome, en dépit du pontife. Il fit part de son dessein aux princes d'Allemagne, assemblés à Spire au mois de mars 1326; ils approuvèrent l'entreprise avec des paroles encourageantes et des souhaits très-libéraux; mais ils refusèrent toute assistance active.

En janvier 1327, le roi Louis, accompagné de son beau-père, le comte de Hollande et de Hainaut, du duc de Gueldre, des comtes de Juliers, Cleves et Berg, et de plusieurs autres seigneurs, se mit en marche par le Tyrol vers la Lombardie. Toute son armée ne consistait qu'en 600 cavaliers pésamment armés, et en quelques troupes légères. A Trente Louis trouva les chefs des Gibelins: Marc Visconti, Passerino Buonacosi de Mantoue, Obizon d'Este,

Guy Tarlati, évêque d'Arezzo et Cane della Scala de Vérone, ainsi que des ambassadeurs de Frédéric, roi de Sicile et de Castruccio de Lucques. On concerta le plan des entreprises ultérieures. Les Gibelins promirent au Roi de lui compter 150,000 florins d'or, dès qu'il serait arrivé à Milan. Les seigneurs de Vérone et de Mantoue, ainsi que le margrave d'Este renforcèrent l'armée royale par leurs troupes auxiliaires. Le 17 mai, Louis entra dans Milan, où Galéas Visconti le reçut avec de grands honneurs. Le 30 du même mois, Louis fut couronné roi de Lombardie, non par l'archevêque de Milan, qui le refusa, mais par les évêques d'Arezzo et de Brescia, tous deux excommuniés par le pape. La ville de Milan donna au Roi, comme un présent de couronnement, 50,000 florins d'or. Les princes des Gibelins et plusieurs villes puissantes s'efforcèrent à l'envi de témoigner leur dévouement au Roi. Une ambassade de Rome l'invita à se rendre dans cette capitale et à monter sur le trône impérial.

Galéas Visconti avait fait hommage au Roi, qui le confirma comme gouverneur de Milan, ainsi que des villes et territoires en dépendants. Cependant sa fidélité devint suspecte bientôt après. Il refusa de délivrer au Roi les sommes rassemblées par les Gibelins. Il fut aussi accusé d'avoir entamé des négociations avec le pape, et engagé le plus jeune de ses frères, Étienne Visconti, que Louis avait pris pour échanson, à empoisonner le monarque. Ses propres parents, comme aussi les seigneurs de Vérone, de Mantoue et de Come, furent ses accusateurs auprès du Roi. Le 6 juillet, Galéas Visconti, son fils Azon et ses frères Marc et Lucchino, furent arrêtés et conduits en prison à Monza. Ensuite le roi Louis déclara Milan ville libre, lui donna toutefois le comte de Montfort pour gouverneur. Après avoir un peu rempli ses caisses par des contributions exigées avec violence, ainsi que par des amendes

imposées aux personnes suspectes, le Roi se mit en route vers l'État de l'Église. Il emporta, chemin faisant, de vive force la ville de Pise qui avait osé lui fermer les portes, et marcha vers Rome.

Les Romains étaient fort irrités de ce que le pape Jean XXII, n'ayant nul égard à leurs prières souvent réitérées, n'avait pas encore consenti à transférer son siège d'Avignon à Rome. Ils avaient repoussé les Napolitains, qui voulaient occuper leur ville, expulsé le cardinal Orsini, ainsi que la Noblesse guelfe, et proclamé les Gibelins Sciarra Colonna et Jacques Sabelli, tout dévoués au roi Louis, capitaines du peuple romain. Par conséquent ce Souverain fut salué par les acclamations de la multitude lorsqu'il fit, le 7 janvier 1328, son entrée dans la capitale de la chrétienté. Le Roi créa Castruccio, qui lui avait rendu de grands services, chevalier et le nomma comte palatin de Rome. Le 17 janvier, Louis fut sacré par les évêques de Venise et d'Aleria en Corse, excommuniés par le pape. Sciarra Colonna lui plaça, au nom du peuple romain, la couronne impériale sur la tête. Son épouse Marguerite fut également couronné; elle mit bientôt après au monde un troisième fils, Louis appelé *le romain*. Le vaillant Castruccio, par le sage conseil et puissant soutien duquel Louis avait atteint le but de ses désirs, fut revêtu par l'Empereur de la dignité de sénateur et de gouverneur de Rome et confirmé dans celle de duc, titre qu'il portait déjà.

À peine le pape eut-il appris ce qui s'était passé à Rome, qu'il déclara nul le couronnement de Louis, renouvela la sentence d'excommunication contre ce prince et ordonna aux Romains de le chasser par la force de la ville et du territoire de l'Église. Mais cette sévérité produisit un effet tout opposé; car Louis assembla un synode dans lequel Jean XXII fut déposé, le 18 avril, comme étant

convaincu d'hérésie et de lèse-majesté. Le 12 mai, le Frère mineur Pierre de Corvara fut élu pape sous le nom de Nicolas V, et confirmé par Louis dans cette dignité. Le 21 du même mois, l'Empereur lui posa la tiare sur la tête, et en revanche l'antipape couronna l'Empereur pour la seconde fois. Louis de Bavière avait atteint ainsi le faîte de sa fortune; mais dès à présent ses affaires penchèrent visiblement vers leur déclin. Enivré du triomphe qu'il avait obtenu sur le pape Jean XXII, Louis laissa passer le temps favorable pour aller attaquer le roi Robert de Naples qui, au contraire, avait profité avec prudence et activité de chaque jour gagné. Il avait occupé Ostie et Agnani, et par là coupé le transport des vivres aux Romains et à l'armée impériale. Son fils Charles de Calabre était arrivé avec 2000 cavaliers à Florence, et 25,000 Florentins armés étaient prêts à exécuter les ordres du prince napolitain. Celui-ci avait occupé les chemins qui conduisent en Lombardie et en Allemagne. Castruccio, le meilleur appui de l'Empereur, qui avait quitté Rome, fort mécontent de ce que Louis n'avait pas écouté son intercession pour Galéas Visconti, suivit l'exemple de Charles de Calabre, sans s'être toutefois encore déclaré contre l'Empereur. Les nouvelles de l'Allemagne, ni les contributions et subsides des Gibelins lombards, ne purent plus parvenir à Rome. Louis n'avait pas d'argent pour payer les troupes allemandes. Dès le mois de mai, il envoya une partie de la cavalerie dans les endroits guelfes voisins de la ville, pour les soumettre et s'y procurer leur subsistance. Mais comme les Impériaux ravagèrent le pays d'une manière affreuse, les gens de la campagne prirent les armes, et anéantirent des troupes entières de ces pillards. À Rome même le peuple se souleva contre les soldats de l'Empereur, contraints à la rapine par la disette de vivres, et en massacrèrent un grand

nombre. Le mécontentement général atteignit le plus haut degré, lorsque Louis imposa encore aux Romains appauvris une contribution de 30,000 florins d'or. Ce qui était arrivé à tous les Empereurs depuis les Othon, arriva à Louis de Bavière. Il se vit dans la nécessité d'abandonner Rome et bientôt après toute l'Italie. Le 4 août 1328, Louis partit de Rome avec l'antipape Nicolas V et se dirigea vers Todi, pour s'avancer delà par Perugia et Arezzo sur Florence, que Castruccio avait promis d'investir du côté occidental. Peu de jours après le départ de Louis, le cardinal-légat Orsini avec les Guelfes fit son entrée solennelle dans Rome, et le roi Robert fit occuper la ville par 800 Napolitains. Louis étant arrivé avec 2000 hommes de cavalerie allemande, le 18 septembre à Grossetto, y reçut la nouvelle que Castruccio était mort à Lucques, le 3 du même mois, et que son fils aîné Henri s'était mis par la force en possession de la ville de Pise. Sur quoi l'Empereur changea son plan d'opération et marcha directement sur cette dernière ville. Les Pisans chassèrent les fils de Castruccio, haï à cause de la sévérité de son gouvernement, et reçurent Louis avec joie. Le 11 avril 1329, Louis quitta Pise, et continua son chemin vers la Lombardie. Nicolas V, qui était resté à Pise, ne se croyant plus en sûreté dans cette ville qui avait fait la paix avec Florence, se retira au château du comte Nivelli; mais au mois de mai de l'année suivante, ce malheureux fut découvert dans son asyle, livré au pape Jean XXII, et condamné à une réclusion perpétuelle. Sur ces entrefaites, de grands changements avaient eu lieu en Lombardie. Au mois de juin 1327, la ville de Modène s'était révoltée contre Passerino Buonacosi, contre lequel le pape Jean XXII avait aussi fait prêcher la croisade, parce que ce prince était un zélé partisan de Louis de Bavière. Tortone, Alexandrie, Parme, Padoue, Plaisance et Reggio, avaient

reconnu pour le temps de l'interrègne la domination de l'Église et reçu des garnisons papales. Plus tard le fils de Passerino, François, avait grièvement offensé ses cousins, les fils de Louis Gonzague. Ceux-ci excitèrent une sédition dans Mantoue. Passerino fut, au mois d'août 1328, massacré par le peuple; François et plusieurs autres Buonacosi furent pris et exécutés. Les Mantouans proclamèrent Louis I Gonzague et ses trois fils capitaines *(Capitani)* de leur ville. L'Empereur n'était pas assez puissant pour venger la mort des Buonacosi. Il descendit même à nommer Louis Gonzague vicaire de l'Empire à Mantoue et l'invita à la Diète qui fut tenue, le 21 avril 1329, à Marcaria sur l'Oglio. Tous les chefs gibelins de la haute Italie orientale assistèrent à cette assemblée. Azon Visconti fut le seul qui ne parut point.

L'Empereur avait, au mois de mars 1328, enfin rendu la liberté à Galéas Visconti, toutefois sans le réintégrer dans ses dignités et possessions. L'infortuné prince se mit à la solde de Castruccio; mais il cessa de vivre dès le mois d'août suivant. Son fils Azon négocia, en janvier 1329, avec l'Empereur pour le vicariat de l'Empire à Milan, et l'obtint moyennant la somme de 124,000 florins d'or qu'il s'obligea à lui payer en certains termes. Les margraves d'Este et plusieurs Grands de Lombardie étaient entrés dans des rapports plus amiables avec le pape Jean. Cane della Scala de Vérone se disait, il est vrai, encore toujours Gibelin et partisan de l'Empereur, mais il n'en fermait pas moins avec le plus grand soin ses villes et ses châteaux à ce Souverain et aux troupes impériales.

Les attaques que l'Empereur entreprit contre Milan furent courageusement repoussées par les Visconti. Moyennant une certaine somme d'argent qu'on lui paya, Louis laissa enfin Milan en repos et continua la guerre de l'autre côté du Pô. Mais les Gibelins, qui avaient espéré

trouver en ce prince un défenseur généreux et n'avaient trouvé qu'un maître intéressé, se voyant déçus dans leur attente, s'éloignaient partout de lui. Parmi les troupes allemandes les émeutes se multipliaient chaque jour. Des divisions entières abandonnèrent leurs drapeaux et repassèrent à la hâte les Alpes, pour s'en retourner chez eux. D'autres formèrent des bandes de brigands, parcoururent le pays, et pillèrent sans distinction les Guelfes et les Gibelins. Le burgrave Conrad s'enfuit même avec la caisse de guerre impériale. Le propre neveu de Louis, le comte palatin Robert, entra en négociation secrète avec la Cour de Rome, et l'Empereur se vit contraint de prévenir la défection de ses plus proches parents par le pacte de famille, fait sur des bases équitables, à Pavie le 4 août de l'année 1329 [1]. Après avoir attendu en vain, le reste de l'été à Pavie, les renforts que devait lui amener d'Allemagne le roi Jean de Bohème, l'Empereur se rendit, en octobre, à Crémone et le mois suivant à Parme. Une tentative faite pour enlever Bologne par surprise ayant échoué, Louis renonça enfin à l'espoir de rétablir ses affaires en Italie, et il se retira avec ce qui lui restait de

[1]) Cette convention ne fut proprement conclue qu'entre l'Empereur et sa famille, d'une part, et les descendants de son frère *Rodolphe* († 1319), savoir ses deux fils *Rodolphe* et *Robert*, puis *Robert le jeune*, représentant son père *Adolphe* († 1327), frère ainé de ces deux princes, d'autre part; par conséquent ce traité ne concernait que le *Palatinat du Rhin* et la *haute Bavière* tout seuls. Les princes rodolphins eurent le Palatinat; Louis garda la haute Bavière, et comme ce pays était beaucoup plus important et d'un plus grand rapport que le Palatinat, l'Empereur dédommagea ses neveux par la partie du Nordgau, connue depuis lors sous le nom de *Haut-Palatinat*. Quant à la dignité électorale, il fut réglé que les deux lignes palatines la possèderaient alternativement, et pour à présent Louis céda le droit de suffrage à Rodolphe, l'ainé de ses neveux, qui était un fidèle partisan de son oncle. Apres l'extinction de la ligne principale de la basse Bavière, toutes ses possessions échurent en 1341 à l'Empereur, et depuis lors le traité de Pavie devint aussi loi d'État pour la basse Bavière.

troupes à Trente. Là, il reçut la nouvelle de la mort de Frédéric-le-Bel d'Autriche; sur quoi Louis se mit, au printemps 1330, en chemin pour retourner en Allemagne. Pavie, Vercelli, Novare reconnurent en 1329, Parme, Reggio et plusieurs autres villes de Lombardie en 1330, Azon Visconti pour leur Souverain.

Frédéric-le-Bel avait passé ses dernières années en partie à *Gratz*, en partie au château de *Guttenstein*, mais le plus souvent dans la chartreuse à *Mauerbach*, fondée par lui [1]. Son frère Albert II dirigeait les affaires du gouvernement. Ce dernier avait épousé, l'an 1324, Jeanne, fille et héritière du comte Ulric de *Ferette* et acquis par ce mariage à sa Maison l'expectative des vastes domaines de ce prince [2]. Immédiatement après la mort de Léopold (28 février 1326), Albert prit l'administration des pays autrichiens antérieurs en Souabe, en Helvétie et en Alsace. Il renouvela la trêve avec les Suisses pour un temps indéterminé. Vers le milieu de janvier (selon d'autres le 3 février) 1327, la mort enleva au roi Frédéric son frère et compagnon d'armes et d'infortune, Henri, qui ne laissa point d'enfants de son épouse Élisabeth de Virnebourg († 1343). La douleur que Frédéric ressentit de la perte de ses frères Léopold et Henri, morts tous deux victimes de leur attachement pour lui et de leur zèle pour la gloire de leur Maison, fut encore aggravée par la conduite tout opposée de son autre frère Othon qui, dominé par la cupidité et l'ambition, demanda un partage de pays, contradictoirement à la constitution, aux privilèges et aux lois de famille d'Autriche. Frédéric et Albert

[1]) Ces deux derniers endroits sont situés dans le quartier dit *Viertel Unter-Wienerwald* en basse Autriche.

[2]) Le comté de *Ferette* était un fief dépendant de l'évêché de Bâle. Les différends entre l'Autriche et Bâle sur la possession du susdit comté ne furent accommodés que dans l'année 1362.

s'étant opposés à une demande aussi préjudiciable qu'illégale, Othon prit les armes pour soutenir ses prétentions. Il trouva parmi les Nobles, amis de la guerre et avides de butin, de nombreux partisans, et sollicita l'appui des rois de Hongrie et de Bohème.

Ces deux Souverains avaient contracté, le 13 février 1327, un traité d'alliance offensive et défensive, dans lequel toutefois le roi Charles s'était expressément réservé de ne prêter aucun secours à Jean de Bohème, en cas de guerre entre ce dernier et l'Autriche. Le roi Jean était parvenu en 1324 à faire avec Henri de Carinthie un arrangement, par lequel celui-ci renonçait à toutes ses prétentions sur la Bohème. Jean avait procuré au vieux duc de Carinthie, veuf, la main de Béatrice de Savoye, soeur de l'épouse de Léopold d'Autriche, proche parente du roi de Bohème, dont la riche dot servit à payer les nombreuses dettes de Henri. En 1327 on arrangea le mariage du second prince Jean-Henri, à peine âgé de 4 ans, avec *Marguerite Maultasche* [1]), fille de Henri, duc de Carinthie et comte de Tyrol, née 1316 de son union avec Adélaïde de Brunswick, sa seconde épouse. Par la renonciation de Henri à la Bohème, pour laquelle Jean lui paya 40,000 marcs d'argent, celui-ci se voyait non-seulement encore mieux affermi dans la possession de ce royaume, mais il espérait encore procurer à son fils un droit sur la succession des États de Henri, en cas que ce prince vînt à mourir sans laisser d'héritiers mâles. Or, comme les ducs d'Autriche, en vertu de la convention d'hérédité, conclue en 1286 avec Meinard de Carinthie et de Tyrol, avaient un plus proche droit sur ces pays, le

[1]) Cette princesse ne fut pas appelée ainsi, comme le disent presque tous les annalistes, à cause de sa grande bouche, *Maultasche* signifiant en allemand *grande bouche* ou *bouche difforme;* mais elle reçut ce nom de *Maultasche*, château situé entre Botzen et Meran en Tyrol.

roi de Bohème, qui craignait de voir de ce côté seul ses plans dérangés, saisit avec empressement l'occasion désirée pour réduire l'Autriche, affaiblie par des dissensions intestines, à un tel degré d'impuissance, qu'elle ne serait plus en état de mettre obstacle à ses desseins.

Le roi de Hongrie était depuis quelque temps en mésintelligence avec Frédéric d'Autriche, parce que ce prince avait refusé de lui céder quelques districts de frontière en Styrie, que Charles revendiquait. Ce prince était aussi fort mécontent de l'union qui avait été concertée 1325 entre la princesse Anne d'Autriche et le prince bavarois Henri le jeune, fils d'Othon-Béla, son ancien compétiteur au trône de Hongrie. Le roi Charles-Robert exigea de Frédéric qu'il consentît à la demande d'Othon son frère et menaça, en cas de refus, de soutenir ce prince par une armée. Le toujours perfide et insatiable roi Jean se rendit avec joie à l'invitation d'Othon, qui ne tarda pas à commencer ouvertement les hostilités contre ses frères Frédéric et Albert. Une armée hongroise, forte, à ce qu'on prétend, de 80,000 hommes, passa la Leitha et envahit la basse Autriche, ravageant tous les cantons qu'elle traversait. D'un autre côté, Jean de Bohème marcha, sur la fin de juillet 1328, vers l'Autriche septentrionale, et s'étant réuni avec Othon, il prit Drossendorf, après six semaines de siège, et saccagea les villes et les châteaux jusqu'au Danube. Les ennemis qui avaient de toutes parts franchi les frontières, et la guerre civile qui venait d'éclater dans l'intérieur, menaçaient le pays d'une ruine totale. Frédéric, qui n'avait ni assez de forces militaires, ni assez de faculté intellectuelle pour soutenir glorieusement cette lutte inégale, se hâta de dissiper l'orage en satisfaisant, autant que possible, ses adversaires. Il se réconcilia d'abord avec son frère Othon, à qui il céda la ville de Hainbourg et conféra l'administration

de la Souabe, de l'Helvétie et de l'Alsace. Le 21 septembre 1328, la paix avec la Hongrie fut conclue et le différend sur les limites accommodé. Bientôt après, les deux rois Frédéric et Jean eurent ensemble une entrevue; le roi de Bohème reçut une somme d'argent et retourna ensuite dans son pays.

Frédéric-le-Bel ne survécut guère à cette nouvelle disgrâce. Il termina ses tristes jours au château de Guttenstein, le 13 janvier 1330. Son épouse Isabelle, devenue aveugle par l'abondance des larmes qu'elle avait versées sur la captivité de son époux, le suivit au tombeau dès le 12 juillet de la même année. Frédéric eut de cette princesse un fils et deux filles: *Frédéric*, qui mourut en 1322, à peine âgé de six ans; *Anne* qui, après la mort de Henri le jeune de Bavière, auquel elle avait été fiancée l'an 1325, fut mariée en 1336 au comte Jean-Henri de Gorice; mais devenue veuve dès le 15 mars de la même année, elle se retira au couvent de Ste Claire à Vienne où elle mourut, le 15 janvier 1343, comme Supérieure de cette abbaye; *Élisabeth* qui, d'abord fiancée 1324 à Étienne, fils de l'empereur Louis V, puis 1332 à Jean de Bohème, fut promise, après que celui-ci eut rompu sa parole, au roi Étienne Duscian de Serbie l'an 1336, mais ne fut jamais effectivement mariée.

Frédéric-le-Bel était bon, juste et loyal; mais il ne lui fut que pendant peu de temps permis de répandre dans un repos paisible sur son pays les bienfaits d'un gouvernement paternel. Il se vit obligé de combattre presque continuellement, tantôt pour la couronne bohème de son frère Rodolphe, tantôt pour les projets de son père, et tantôt contre des princes voisins ennemis, et contre des sujets rebelles. Vinrent ensuite la lutte opiniâtre pour la couronne de Germanie, la longue captivité qui brisa les forces de son âme, la mort de ses deux frères fidèles,

Léopold et Henri, et enfin la révolte de son frère déloyal, Othon. C'est dans l'adversité que se montre la force du caractère. C'est aussi après la funeste bataille de Muhldorf que les vertus des princes autrichiens parurent dans leur plus bel éclat. *Léopold* combat, non ébranlé par le rude coup qu'il a reçu, contre son redoutable vainqueur, remue ciel et terre pour délivrer ses frères, mais se consume de tristesse sur leurs souffrances et meurt victime de l'amour fraternel. *Frédéric* et *Henri* retournent, fidèles à leur parole, dans la captivité, nonobstant la dispense du pape, parce que leur propre honneur et le salut de la patrie leur défendent de payer le prix qu'on exige pour leur liberté. Un procédé si noble, si généreux, qui fut admiré de l'Europe, méritait certes bien un sentiment de reconnaissance et de respect de la part des peuples de l'Autriche. Mais le destin ennemi qui persécutait Frédéric, ne se contenta point de lui avoir imposé tant d'amères expériences et de durs sacrifices; ce bon prince devait encore perdre le seul bien qu'il espérait avoir sauvé des tourmentes du malheur, l'affection de son peuple. Ses sujets, qui l'avaient exalté, qui avaient approuvé toutes ses actions tant qu'il fut heureux, se mirent à censurer sa conduite, du moment où il cessa de l'être. Ils se plaignirent hautement de ce qu'on avait sacrifié leur fortune et le pays à des guerres inutiles. Ils accusèrent Frédéric d'avoir, par son imprudence dans la fameuse journée de Muhldorf, lui-même causé et son propre malheur et tous les maux qui en résultèrent pour l'Autriche. Plus tard les mécontents le blâmèrent de ne pas avoir prévenu par plus de fermeté et d'énergie la révolte de son frère Othon et arrêté plus promptement les ravages des Hongrois et des Bohèmes. Enfin ils lui firent des reproches de ce qu'il se dérobait aux yeux de son peuple, et d'être plongé dans une léthargie qui le rendait incapable de veiller avec son ancienne

activité au bien-être de ses sujets. C'est ainsi que le peuple, chez qui la vanité nationale prédomine toujours, ferme facilement les yeux sur les fautes et même sur les vices d'un prince, favorisé de la fortune et couronné par la victoire, et devient souvent un juge inexorable pour le prince qu'un sort fatal poursuit et qui ne moissonne pas des lauriers.

Frédéric et son épouse furent inhumés dans l'église de Mauerbach. On ne peut s'empêcher, dit un estimable historien allemand [1]), d'être profondément ému, lorsque sur la tombe d'un prince si richement doté des plus rares qualités, on parcourt la multitude de souffrances qui semèrent d'épines sa carrière, et détruisirent dans la quarante-unième année une vie éclose si vigoureusement.

[1]) J. B. Schels.

CHAPITRE III.

Albert II le Sage et Othon son frère.
De 1330 à 1358.

Albert II prit, après la mort de son frère Frédéric, les rênes du gouvernement en Autriche. À la haute taille de Frédéric-le-Bel il unissait le courage et la force de Léopold-le-Glorieux, le caractère noble et la politique de Rodolphe I, son illustre aïeul. Albert II était époux tendre, père soigneux, Souverain juste, doux et bienfaisant, un modèle de toutes les vertus qui ornent la vie du particulier comme du prince. Cependant toutes les belles et grandes qualités qui distinguaient le duc Albert, n'empêchèrent point qu'on n'attentât aux jours de cet excellent prince. Dès le 25 mars 1330, lui et Élisabeth, épouse de son frère Othon, furent empoisonnés à table. La princesse mourut encore le même jour. Albert fut sauvé par le prompte emploi de remèdes violents; mais il demeura perclus aux mains et aux jambes. De là le surnom de *Paralytique* qu'on lui donna; un deuxième surnom: *le Sage*, il le mérita par sa conduite dans l'administration et par ses vertus privées.

Le prince Othon, son frère, se mit à la tête de la faction qui s'éleva contre l'empereur Louis V. Dans les premiers mois de l'année 1330, le margrave de Pforzheim, le comte de Hohenberg, les évêques de Salzbourg, de Bâle, de Constance, d'Augsbourg et plusieurs autres Grands, embrassèrent le parti d'Othon. Le pape

Jean XXII lui promit 50,000 florins d'or, et renouvela en même temps les sentences d'excommunication, déjà prononcées contre Louis de Bavière et ses partisans. Le 9 mai, Othon contracta avec Jean de Bohème une alliance, tendante à garantir les duchés autrichiens, qui durant la maladie d'Albert étaient sans défense, des attaques de ce dangereux voisin.

L'empereur Louis, qui au printemps 1330 fut de retour dans les pays rhénans, visita les villes impériales qui lui étaient dévouées, comme Cologne, Mayence, Worms, Spire, et sollicita leur secours, qui depuis les revers qu'il avait éprouvés en Italie, lui était devenu doublement nécessaire. Pour gagner l'apparence de la générosité, il offrit aussi une amnistie aux autres villes qui avaient été attachées à Frédéric-le-Bel et à la Maison d'Autriche. Mais la plupart de ces cités rejetèrent ses propositions. Les bourgeois de Colmar étaient divisés dans leurs opinions politiques. Un parti était pour l'Autriche; l'autre parti invita l'Empereur, qui se trouvait alors à Haguenau et armait pour attaquer les pays autrichiens antérieurs, à se rendre dans leur ville. Au mois de mai, Othon cerna Colmar avec une armée de 30,000 hommes d'infanterie et 1400 chevaux. Le siège continua pendant six semaines, sans que Louis osât faire une tentative pour dégager la place. Enfin le roi de Bohème moyenna la paix et une alliance entre l'Empereur et l'Autriche. Dans ce traité, qui fut signé à Haguenau, le 6 août 1330, Louis confirma les princes autrichiens dans tous les États et possessions, ainsi que dans les droits et privilèges de leur Maison. L'Empereur et les ducs d'Autriche s'engagèrent à s'assister réciproquement contre tous leurs ennemis, à l'exception de l'Église et des princes électeurs. Louis accorda en outre aux ducs 20,000 marcs d'argent pour les dédommager des frais de la guerre, et leur donna en nantissement les

villes impériales de Schafhouse, de Rhinfeld, de Zurich et de S. Gall. Toutefois sur les pressantes représentations de ces deux dernières cités, on remit 1331, au lieu de celles-ci, à l'Autriche les villes de Neubourg-sur-le-Rhin et Brisac. En retour les ducs d'Autriche promirent à l'Empereur leur assistance dans les futures expéditions en Italie, et leur entremise auprès du souverain pontife. En novembre, Louis investit à Augsbourg le duc Othon de ses fiefs. Jean de Bohème avait eu de l'Empereur pour son heureuse médiation la ville impériale de Kaiserslautern dans le Wasgau, avec plusieurs autres endroits, et obtenu en outre pour les marchands de Prague, sa capitale, la franchise de douane dans tout l'Empire germanique. Le roi Jean, de même que l'archevêque de Trèves et le duc Othon, firent alors des tentatives réitérées pour réconcilier l'Empereur avec l'Église. Les conditions étaient fort dures et humiliantes pour Louis. Néanmoins, le pape les rejeta peremptoirement. Il insista sur la déposition de Louis et pressa vivement les princes d'Allemagne d'élire un nouveau Roi.

Après les bons offices que le roi de Bohème avait rendus à l'Empereur, ce Souverain était fondé à croire que l'ancienne rancune de Jean par rapport au pays de Brandebourg s'était éteinte dans son coeur. Mais le roi de Bohème, en agissant de la manière que nous l'avons vu, avait devant les yeux la réalisation de certains projets extravagants qu'il avait conçus et savait cacher d'un voile impénétrable. Avant toutes choses, Jean s'assura des avantages qu'il avait voulu se procurer par la convention, faite en 1324 avec son ancien rival, Henri, duc de Carinthie et comte de Tyrol. Le mariage de son second fils, Jean-Henri, âgé de huit ans, avec Marguerite de Carinthie qui en avait quatorze, fut célébré au mois de septembre 1330. La princesse Marguerite ayant obtenu,

par une déclaration impériale du 16 février de la même année, le droit de succession en Carinthie et en Tyrol, les États de ces deux pays firent hommage aux jeunes fiancés, et en même temps au roi de Bohème qui, pour le cas que le vieux duc Henri vînt à mourir avant que le prince eût l'âge requis pour gouverner, fut nommé tuteur de son fils et régent des deux pays, pendant sa minorité. Cette importante affaire terminée, le roi Jean se rendit à Trente en Tyrol, dans la vue de profiter des troubles qui agitaient l'Italie pour atteindre promptement son but. L'empereur Louis avait lui-même, sans le savoir, fourni au roi Jean les moyens de mettre ses vastes plans à exécution, en nommant ce prince, déjà maître du Tyrol, la clef de l'Italie, vicaire ou préfet impérial dans ce pays. Azon Visconti régnait à Milan. Brescia, attachée au parti guelfe, ne voulait pas souffrir l'influence de ce prince sur son administration. Comme cette ville avait en outre à se plaindre des oppressions de Mastino della Scala, seigneur de Vérone, elle envoya, en novembre 1330, une députation au roi Jean à Trente pour solliciter sa protection. Ce monarque fit venir en toute diligence de la Bohème et de la Moravie une armée de 10,000 hommes, déjà prête à marcher, et entra, vers la fin de décembre 1330, avec ces troupes en Italie. Les Bressans accueillirent Jean de Bohème avec des cris de joie, et lui décernèrent la souveraineté de leur ville. Bergame, dont les habitants se combattaient les uns les autres, fut forcée à se soumettre. Les villes de Come, de Crémone, de Pavie, de Vercelli, de Novare, de Plaisance, de Parme, de Modène, de Reggio et plusieurs autres, ouvrirent leurs portes au Roi. Azon Visconti reconnut Jean pour Souverain de Milan, et se contenta du titre de gouverneur. Gérard Spinola, assiégé par les Florentins dans Lucques qu'il avait achetée, céda au Roi le suprême pouvoir dans

cette ville. Au bout de trois mois, Jean fut maître de la moitié de l'Italie. Il avait surpris par sa célérité et trompé par une fine dissimulation les deux partis qui depuis si longtemps se combattaient pour avoir la prédomination. Aux Guelfes il assurait que le pape l'avait envoyé comme éxécuteur de ses volontés, et aux Gibelins il faisait accroire qu'il venait par ordre de l'Empereur pour rétablir le calme et la tranquillité en Italie. Les Lombards firent d'autant moins de difficulté de se soumettre au roi de Bohème, qu'il était fils de l'empereur Henri VII, et que ses efforts zélés pour mettre fin aux schismes et faire oublier jusqu'aux noms de Guelfes et Gibelins, qui désunissaient les esprits, leur promettaient effectivement un riant avenir. Jean rappela dans les villes gibelines les Guelfes qui en avaient été expulsés. Il ordonna aux Florentins de lever le siège de Lucques, et lorsqu'ils concentrèrent, en février 1331, leurs forces pour la défense de leur propre territoire, il envoya un corps de troupes dans la vallée de Niévolo.

Cependant, bientôt tous les partis reconnurent combien ils avaient été la dupe du roi de Bohème. Les Gibelins, aussi bien que les Guelfes, se convainquirent que ce prince ne travaillait ni pour l'Empereur, ni pour le pape, mais pour lui-même, à l'asservissement de l'Italie. Par des rescrits, adressés à Visconti et aux Florentins, le pape Jean XXII leur notifia que tous les bouleversements politiques, entrepris par le roi de Bohème en Italie, s'étaient faits à l'insu et sans l'adhésion du Saint-Siège; sur quoi les Guelfes se confédérèrent de nouveau et s'unirent avec Robert de Naples contre le roi Jean. L'Empereur se repentit alors d'avoir lui-même secondé les vues ambitieuses du roi de Bohème, qui tendaient visiblement à réduire l'Italie sous sa domination. Comme il n'était que trop probable que cet esprit hardi ne s'arrêterait pas à demi

chemin, mais étendrait aussi la main au diadème impérial et à la couronne royale d'Allemagne, Louis de Bavière se prépara à opposer une résistance sérieuse à des plans si dangereux pour lui. Il envoya avant tout le burgrave de Nuremberg et le comte de Neyffen en Italie, pour savoir du roi de Bohème qu'elles étaient ses intentions. Jean répondit qu'il ne voulait que visiter le tombeau de sa mère à Gènes et transporter les restes de cette princesse en Allemagne; ajoutant que, quant à ce qu'il faisait indépendamment de cela pour le bien de l'Empire, le hasard seul lui en avait fourni l'occasion, qu'il n'avait saisie que dans la vue d'agir dans les intérêts de l'Empereur et du Corps germanique.

Louis V avait déjà auparavant ouvert les yeux sur le grand désavantage qui résulterait, surtout pour les pays héréditaires de Bavière, de la réunion de la *Carinthie* et du *Tyrol* aux États de la Maison de Luxembourg. Pour réparer autant que possible la bévue politique qu'il avait commise, il fit examiner par des arbitres, à ce expressément nommés, les prétentions des princes autrichiens. Sur la décision de ces juges, émise à Augsbourg, le 26 novembre 1330, l'Empereur donna aux ducs d'Autriche l'expectative de la Carinthie et du Tyrol méridional. Pour lui-même Louis se réserva, après la mort de Henri de Carinthie, la partie septentrionale du Tyrol, limitrophe de la Bavière. Ce fut à cette époque que l'Empereur investit, comme on l'a déjà mentionné, le duc Othon, à la place de son frère Albert, encore malade, de tous les pays de sa Maison, par quatre-vingt drapeaux, pour autant de possessions particulières [1]. Depuis le moment où cette paix fut conclue avec l'Autriche, Louis de Bavière fut reconnu par tous les États de l'Empire comme

[1] Dans les anciens temps, l'investiture se faisait en remettant au vassal autant de drapeaux qu'il recevait de fiefs.

légitime roi et empereur. Ce monarque s'humilia encore une fois devant le pape, pour obtenir son pardon et la confirmation dans sa dignité. Mais le souverain pontife resta inflexible. Dans une lettre qu'il écrivit, le 18 janvier 1331, au duc Othon, il lui fit les plus amers reproches sur sa réconciliation avec l'Empereur. Dans la Diète tenue à Francfort, le 2 février de la même année, Louis fit publiquement sa confession de foi, pour se disculper de l'accusation d'hérésie, formée contre lui par le pape.

Le 3 mai 1331, il fut conclu à Munich entre l'Empereur et les ducs d'Autriche une alliance offensive et défensive, à laquelle accédèrent bientôt aussi les comtes palatins Rodolphe et Robert, le margrave Frédéric de Misnie, gendre de l'Empereur, puis Louis de Brandebourg et Étienne de Bavière, fils aînés de ce monarque. Le 4 mai, ce Souverain nomma le duc Othon d'Autriche régent de l'Empire, en cas qu'il fût obligé de s'absenter de l'Allemagne pour se rendre au delà des Alpes ou dans le Nord. Par des diplômes particuliers, il confirma encore une fois tous les anciens privilèges de l'Autriche, et certifia qu'il avait, du consentement des princes électeurs, investi les ducs Albert et Othon des duchés autrichiens et des pays en Alsace, en Souabe et en Helvétie. Au mois de juin, l'Empereur accusa, dans la Diète à Nuremberg, le roi de Bohème du crime de haute trahison, et il allait le déclarer ennemi de l'Empire et prononcer le ban contre lui; mais l'évêque Baudouin de Trèves [1]), oncle de Jean, vint à bout d'empêcher cet arrêt fatal. Cependant Louis fit sommer toutes les troupes allemandes qui servaient dans l'armée du roi de Bohème en Italie, d'abandonner les dra-

[1]) Ce prélat, élu archevêque de Mayence par le Chapitre de cette ville contre la volonté du pape, qui avait élevé à ce Siège l'archevêque Henri de Cologne, ne se démit qu'en 1336, à la persuasion de l'Empereur, de cette dignité et retourna dans son ancien diocèse que dans l'intervalle il avait toujours conservé.

peaux de ce prince. Le roi Jean reçut en Lombardie la nouvelle des dangers qui le menaçaient du côté de l'Allemagne, dans le moment même où les peuples d'Italie se réunissaient pour le chasser de leur pays, et où le manque d'argent et de troupes le pressait vivement. Après avoir remis le gouvernement de l'Italie à son fils aîné Charles, âgé de 15 ans, auquel il donna *ad latus* le comte Louis de Savoye et quelques autres Généraux affidés, il partit à la hâte pour l'Allemagne et arriva le 21 juillet à Ratisbonne. Il parvint, après une assez longue négociation, à rassurer entièrement l'Empereur sur sa conduite en Italie et à regagner la confiance de ce Souverain. Une double alliance de famille devait mettre le sceau à cette réconciliation. Jean se chargea même de la commission d'assoupir les différends des princes de la basse Bavière sur leurs possessions respectives [1]), et d'arranger l'Empereur avec le pape.

Le roi de Bohème retourna à Prague dans le cours du mois d'août. Vers le même temps, les ducs d'Autriche réclamèrent la restitution des villes de Laa et de Weitra qui avaient été engagées, l'an 1323, pour la rançon du duc Henri. Le refus du Roi fut le signal de la guerre. Jean était à la veille de partir pour Avignon, lorsqu'il reçut la

[1]) En basse Bavière régnaient trois jeunes ducs, les fils d'Étienne, Henri, marié à Marguerite de Bohème, et Othon; puis Henri le jeune, fils d'Othon-Béla et fiancé d'Anne d'Autriche. Le premier gouverna d'abord exclusivement, et s'abandonna tantôt a l'influence de son beau-père, tantôt à celle de l'Empereur. Par transaction, faite le 4 juillet 1331, la basse Bavière fut partagée entre les trois ducs, et on confirma cet arrangement à Ratisbonne, en présence de l'Empereur. Mais dès l'année suivante, l'ambitieux Henri l'aîné fit la guerre aux deux plus jeunes ducs qui furent efficacement secourus par l'Empereur. À Passau, le 4 septembre 1322, on parvint à effectuer, sous la médiation de Jean de Bohème, un nouvel accommodement. Mais Henri le jeune étant venu à mourir en 1333, les deux frères Henri et Othon prirent de nouveau querelle ensemble au sujet de ses domaines.

nouvelle que les Autrichiens avaient commencé les hostilités contre la Moravie. Le prince Othon d'Autriche avait, sur la demande expresse de l'Empereur, conclu en septembre 1331 avec le roi Charles de Hongrie et le duc Uladislas Loktiek de Pologne, beau-père de ce dernier, une alliance contre Jean de Bohème, dont Uladislas était l'ennemi naturel, à cause des prétentions que Jean formait sur la couronne de Pologne. Par conséquent le roi de Hongrie céda sans peine aux instances de son beau-père, du roi Robert de Naples son cousin, et des princes autrichiens, qui tous l'excitaient à faire la guerre au roi Jean de Bohème. D'après le plan convenu, les Autrichiens et les Hongrois réunis devaient s'avancer du côté du Sud contre la Bohème, tandis que les Polonais marcheraient en même temps du côté du Nord vers ce pays. Un corps de troupes autrichiennes pénétra d'abord seul au delà de la Theya; mais il repassa cette rivière à l'approche du gouverneur Jean de Lichtenberg, qui s'était mis en marche contre lui avec une armée de Moraves. Comme Uladislas de Pologne avait complètement battu les chevaliers teutons près de Radzicow, le 27 septembre, le roi de Bohème, voulant à la fois secourir ses amis et attaquer séparément avec des forces supérieures l'un des ennemis ligués contre lui, marcha d'abord en Silésie. Efficacement soutenu par les princes de cette contrée, il entra en Pologne et mit le siège devant Posen. Le sixième jour d'après, Uladislas vint au secours de la place. Selon les rapports polonais, le roi Jean essuya une sensible défaite, sur laquelle les sources bohèmes gardent le silence. Ce qui est certain, c'est qu'une suspension d'armes fut conclue pour un mois, et qu'ensuite le roi Jean évacua la Pologne. Il arriva avec ses troupes aux bords de la Theya, et prit une position près de Laa sur cette rivière. Le prince Othon d'Autriche, à la tête de 40,000 hommes

d'infanterie et de 2000 hommes de cavàlerie, marcha sur Laa. L'armée bohème n'étant forte que de 20,000 fantassins et 1500 chevaux, le roi Jean n'accepta point la bataille que lui offrait son adversaire. Le duc commença le siège de Laa. Mais un froid insupportable qui survint subitement dans les derniers jours de novembre, le contraignit à abandonner cette entreprise. L'armée d'Othon fut, suivant la coutume de ces temps-là, entièrement dissoute; les Hongrois retournèrent dans leurs foyers, et Jean mit ses troupes en quartiers sur la frontière. Pendant tout l'hiver les cantons circonvoisins de la Theya furent dévastés par les courses réciproques des deux partis.

Le roi de Bohème profita de cette cessation des hostilités pour se rendre en toute hâte en France. Il allégua la réconciliation de l'Empereur avec le pape pour motif de ce voyage. Mais au lieu d'aller à Avignon, il resta auprès du roi Philippe VI à Paris, où l'on célébra, le 28 mars 1332, les noces de Judith de Bohème et de Jean, prince royal de France. Le roi de Hongrie tint, au commencement de février de la même année, à Bude une assemblée générale des États. Toute la Noblesse fut appelée aux armes. Une partie fut destinée à agir en Pologne. Le plus grand nombre, conduit par Charles-Robert en personne, marcha en Autriche, pour se réunir avec le prince Othon sur les bords de la Theya. Au mois de mars, les Bohèmes furent inopinément attaqués, et toutes les villes et forteresses qu'ils occupaient en deçà de la susdite rivière, tombèrent au pouvoir des Autrichiens. Le Général bohème Benesch de Wartenberg perdit la vie; Henri et Jean de Lippa et beaucoup de chevaliers bohèmes furent faits prisonniers. Les vainqueurs pénétrèrent en Moravie et en Bohème. Ils forçèrent les États du pays à une paix désavantageuse, qui fut ratifiée par Jean à Paris. Le traité fut conclu à Vienne, le 12 juillet

1332. Le roi de Hongrie eut Weiskirchen (sur la Becswa en Moravie), et l'Autriche recouvra les villes de Laa, d'Eggenbourg et de Weitra que le roi Jean avait possédées à titre d'hypothèque pour la rançon du duc Henri, et acquit en outre plusieurs endroits en Moravie, situés en deçà des frontières autrichiennes. De cette manière les anciennes limites de l'Autriche et de la Hongrie, relativement à la Moravie, furent rétablies. Le roi de Bohème devait, conformément à ce traité de paix, épouser Élisabeth, fille de Frédéric-le-Bel. Mais cette union ne s'accomplit point, attendu que Jean l'éluda dans la suite sous de bas prétextes, et rechercha en mariage la princesse Béatrice de France. Uladislas Locktiek ayant envahi la principauté de Glogau en Silésie, une trêve d'un an fut aussi conclue entre la Pologne et la Bohème. Sur la fin d'août 1332, le roi Jean arriva à Passau, et dans une entrevue qu'il eut, le 4 septembre, avec les ducs d'Autriche, il confirma la paix faite avec ces princes. Le 23 novembre, le roi de Hongrie accéda aussi à ce traité de paix. La ratification du roi de Bohème arriva à Vienne, le 30 du même mois. Après une courte apparition à Prague, Jean repartit, vers le milieu de septembre, pour la France. Comme dans la Diète de Nuremberg, où il s'était trouvé présent, au mois d'août, il avait de nouveau promis à l'Empereur de le raccommoder avec le pape, il se rendit enfin, dans le cours de novembre à Avignon. Mais il trouva le pape encore toujours résolu à ne recevoir aucunes ouvertures de paix de la part de Louis, avant qu'il n'eût résigné l'Empire. Les négociations de Jean relativement à l'Italie ne furent pas beaucoup plus heureuses. Jean XXII pénétrait parfaitement les desseins perfides et intéressés du roi de Bohème, et il avait déjà tout préparé pour en empêcher l'exécution.

Dès que les deux principaux partis en Italie virent

qu'ils avaient été déçus par Jean de Bohême, ils mirent de côté leur haine particulière, et réunirent leurs forces pour chasser ce dominateur étranger, qui s'était introduit sans aucun droit dans leur pays. Le roi de Naples et les Florentins, les margraves d'Este, Gonzague de Mantoue, Mastino de Vérone, Azon de Milan et plusieurs autres chefs gibelins, entrèrent dans cette ligue. Les confédérés enlevèrent en peu de temps plusieurs villes et forteresses occupées par les Bohèmes, malgré tous les efforts que fit le prince Charles de Bohème pour arrêter les progrès de ses ennemis. Ce prince, pressé de toutes parts, fut en décembre 1332 cerné dans Parme, et il se serait bientôt vu réduit à capituler, si le froid excessif qu'il faisait n'avait contraint les confédérés à la retraite.

Le roi Philippe VI de France, qui s'était lui-même proposé de faire la conquête d'une partie de l'Italie, et de placer ensuite la couronne impériale sur sa tête, croyant pouvoir se servir de Jean de Bohème, qui lui était allié de si près, d'instrument pour l'exécution de ses desseins, lui donna un corps de 2000 cavaliers français, avec lequel Jean marcha par la Savoye au secours de son fils. Il arriva en février 1333 dans la haute Italie. Les deux princes, ayant réuni leurs forces, se portèrent sur Pavie pour dégager la citadelle, et reconquérir la ville, dont Azon Visconti s'était emparé. Mais cette entreprise, de même que la tentative qu'ils firent pour enlever Bergame, n'eurent aucun succès. Le roi Jean ne put venir à bout de reprendre une seule de toutes les villes qu'il avait perdues, et même dans celles, qui étaient encore occupées par ses troupes, la trahison était aux aguets. Les peines qu'il se donna pour engager les confédérés à livrer une bataille, ne réussirent pas mieux. Ils se tinrent derrière les murs de leurs places fortes, laissant l'ennemi ravager à loisir le pays ouvert, et par conséquent détruire eux-

mêmes les moyens de sa future subsistance. D'ailleurs, ils étaient bien sûrs qu'un soulèvement général du peuple de la campagne, vexé et maltraité, ne pouvait tarder à éclater, et amenerait très-probablement la ruine de l'armée bohème. Mais les choses n'en vinrent point à cette extrémité; car le roi Jean, dont les caisses et les magasins étaient épuisés, se détermina enfin à repasser les Alpes. Il commença par des négociations. Une trêve fut conclue à Peschiéra. Après avoir vendu la souveraineté *(signoria)* à différentes familles nobles, il retourna, au mois de septembre, en Allemagne où son fils Charles l'avait déjà précédé, peu de semaines auparavant.

L'empereur Louis, à qui sa réconciliation avec l'Église tenait fort à coeur, se soumit enfin aux dures conditions imposées par le souverain pontife. Il signa, le 19 novembre 1333 à Rothembourg, un acte par lequel il promettait de résigner la couronne de Germanie en faveur de son cousin, le duc Henri de la basse Bavière. Toutefois celui-ci s'obligea à ne faire usage de ce document qu'après que Louis aurait été effectivement absous de l'excommunication. Le pape Jean XXII, satisfait de la condescendance de Louis, lui en témoigna son contentement par l'assurance qu'il lui donna de l'absoudre, aussitôt que son abdication aurait reçu validité légale par la confirmation des princes électeurs. Mais le duc Henri se prévalut avec trop de précipitation des droits que lui concédait le traité de Rothembourg qu'il avait promis de tenir secret, et somma Aix-la-Chapelle et autres villes impériales de lui faire hommage. L'innovation inouïe qu'un empereur osât, une fois qu'il était devenu las du gouvernement, se nommer un successeur de son autorité privée, et violer par là d'une manière si marquante la constitution de l'Empire et le droit d'élection des princes électeurs, causa une grande agitation dans tous les esprits en Allemagne. L'Empereur, de

son côté, était fort en colère contre le duc Henri, qui par son indiscrétion l'avait mis dans un fâcheux embarras. Pour se tirer de cette mauvaise affaire, il ne lui resta d'autre moyen que de revoquer et d'anéantir sa renonciation. Mais par là échouèrent aussi les négociations avec le pape qui, se voyant déçu dans son attente d'humilier Louis, n'en fut que plus animé contre ce prince. Les rois de Bohème et de France avaient désiré l'abdication de l'Empereur, le premier pour voir son gendre Henri de Bavière placé sur le trône, et le second, Philippe VI, pour venir d'autant plus facilement à bout de ses propres desseins. Quoique les plans des deux rois se croisassent beaucoup, ils ne s'en unirent pas moins pour blâmer la renonciation de Louis et pour travailler à la perte de ce monarque.

Le 26 février 1335, le duc Othon d'Autriche célébra à Znaim en Moravie ses noces avec *Anne*, fille du roi de Bohème, âgée de douze ans. Pour sûreté de la dot de 10,000 marcs d'argent, cette même ville et le district de Lundenbourg furent engagés au duc Othon. Charles, prince héréditaire de Bohème, que Jean avait 1333 nommé margrave de Moravie, représenta dans cette cérémonie le roi son père qui, vers la fin de l'année précédente, avait lui-même consommé à Paris son mariage avec Béatrice, princesse de France, fille du comte Louis de Bourbon, de Clermont et de la Manche. Mais la mort de Henri, duc de Carinthie et comte de Tyrol, arrivée le 4 avril 1335, vint troubler cette bonne intelligence. Comme le duc Henri n'avait pas laissé des descendants mâles, le prince Jean de Bohème et Marguerite *Maultasche*, son épouse, prirent, d'après la disposition faite par l'Empereur Louis, le 6 février 1330, possession des États du prince défunt. Mais les ducs Albert et Othon d'Autriche, en vertu de la deuxième ordonnance impériale du 16 novembre 1330, se déclarèrent héritiers de la Carinthie. Cependant ils

accordèrent aux États de ce pays un temps préfix, pendant lequel le prince Jean et son épouse pourraient présenter leurs objections. En attendant, les Autrichiens se mirent en possession de la *Carniole* qui n'était qu'engagée à la Carinthie. Le Tyrol était occupé par les troupes bohèmes. Les États de ce comté s'opposèrent hautement à toute division de leur pays, et demandèrent à rester sous la domination de Marguerite. Dans l'intervalle, l'empereur Louis était arrivé à Linz en haute Autriche. Othon de Liechtenstein, chambellan héréditaire de Styrie, reçut ordre d'exiger des Carinthiens le serment de vassalité que Conrad d'Auffenstein, maréchal du pays, prêta au nom des États, le 27 avril 1335. Louis alors déclara la Carinthie et le Tyrol fiefs de l'Empire vacants, en investit, le 2 mai, les ducs d'Autriche et les confirma par un diplôme dans la possession de la Carinthie, et par un autre dans celle du Tyrol, à l'exception de la partie septentrionale limitrophe de la Souabe et de la haute Bavière qu'il incorpora à ses propres États. Par un troisième acte, l'Empereur s'allia avec les princes autrichiens contre le roi Jean de Bohème et le duc Henri de la basse Bavière, pour se protéger réciproquement dans les nouvelles possessions. Le 5 mai, Louis envoya aux Carinthiens l'ordre de reconnaître les ducs d'Autriche pour leurs Souverains. Le duc Étienne de la haute Bavière accéda, le 2 mai, et l'archevêque de Salzbourg, le 10 du même mois, à l'alliance faite entre l'Empereur et l'Autriche. Le 2 juillet 1335, le duc Othon fut inauguré par les Carinthiens, suivant l'ancien coutume, dans la plaine dite *Zollfeld*, entre S. Guy *(Sanct-Veit)* et Clagenfort [1]. Le margrave

[1] Charlemagne, jaloux de raffermir en Carinthie la religion chrétienne, pour laquelle les Nobles du pays avaient de la répugnance, accorda au peuple de la campagne le droit d'installer le prince. Cette cérémonie se fit de la manière suivante. Le paysan, investi du droit d'installation, était assis sur un piédéstal qui est encore à voir aujourd'hui à Kaern-

Charles de Moravie, le duc Henri de la basse Bavière et les ambassadeurs du roi Jean, retenu à Paris par des grièves blessures qu'il avait reçues dans un tournoi, s'efforcèrent en vain de faire revenir Louis V sur les décisions prises par lui relativement à la Carinthie et au Tyrol, ou d'empêcher les princes autrichiens de faire valoir leurs droits.

Sitôt que le roi de Bohème fut rétabli, il quitta la capitale de la France pour retourner à Prague, où il arriva le 30 juillet 1335. Dès le lendemain, il convoqua dans ses États le ban et l'arrière-ban contre l'Empereur et les ducs d'Autriche. Ensuite il se rendit à Ratisbonne, et se plaignit aux États, assemblés dans cette ville, de la conduite de Louis V. Mais ce prince défendit si bien le droit qu'avait de toute ancienneté l'Empereur de conférer les fiefs de l'Empire vacants, que les princes approuvèrent entièrement tout ce que Louis avait fait par rapport à la Carinthie et au Tyrol. De Ratisbonne Jean courut en Hongrie où il conclut, le 24 août à Trentschin, avec

bourg, à une lieue de Clagenfort; le prince parut, vêtu comme un homme du commun et accompagné d'une bête à cornes et d'un cheval; dès qu'il s'approcha du paysan, ce dernier demanda au peuple assemblé, qui était celui qui s'avançait; la réponse fut: le prince. Alors le paysan demanda à celui-ci, s'il serait un défenseur de la religion chrétienne, un juge juste et équitable, un protecteur des veuves, des orphelins etc. Après avoir répondu affirmativement, le prince remit, conformément à l'ordre préscrit, au paysan soixante deniers, les deux animaux qu'il avait amenés et ses habillements; sur quoi le paysan céda son siège au prince. L'inauguration eut lieu à Maria-Saal, village près de Clagenfort, où existe encore le siège ducal du prince. Cette installation est depuis longtemps hors d'usage; mais le droit en appartient encore au paysan de Passendorf, où l'empereur Joseph II fit expédier, le 4 décembre 1781, en faveur de Jean Edlinger de Carinthie des lettres de franchise, qui confirmaient ce villageois dans la possession d'une charrue de terre à Passendorf, l'exemptaient du payement d'une contribution et d'un loyer, le libéraient de la corvée ou autre service, dû à son seigneur foncier, et lui accordaient la libre importation de trois ou quatre barriques de vin d'Italie.

les ambassadeurs polonais, et le 3 du mois suivant, à Altenbourg avec le roi Charles, des traités préliminaires. Sur cela le roi de Hongrie moyenna, au congrès de Vissegrade, la paix entre Jean et le roi Casimir de Pologne, fils et successeur d'Uladislas Loktiek, mort le 2 mars 1333. Jean se désista de toutes ses prétentions sur les États polonais, et déposa le titre de roi de Pologne qu'il s'était attribué. Casimir, de son côté, renonça à ses droits sur les principautés en Silésie, qui avaient déjà alors reconnu la domination bohème, et paya en outre au roi Jean une somme de 20,000 marcs d'argent. La main d'Élisabeth, fille de Casimir qui fut promise au prince Jean, fils de Henri de la basse Bavière et petit-fils du roi de Bohème, âgé de cinq ans, devait mettre le sceau à cette réconciliation. Les rois de Bohème, de Pologne et de Hongrie, le duc Henri de la basse Bavière et l'électeur de Saxe, conclurent alors une alliance contre l'Empereur et les ducs d'Autriche. Louis, pour s'attacher encore davantage les princes autrichiens, qui pouvaient lui être d'un grand secours, les investit, le 15 janvier 1336, des villes de Padoue et de Trévise, et leur octroya le jour suivant, le droit de conférer en son nom tous les fiefs d'Empire, situés en Hongrie. Il somma le roi de Bohème d'un ton menaçant de restituer à l'Empire les villes d'Egre, de Floss et de Parkstein; à quoi ce prince ne répondit que par un froid refus.

En avril 1336, on commença les hostilités. Le duc Othon passa précipitamment le Danube avec un corps peu nombreux, pour aller au secours de l'Autriche septentrionale que les Hongrois et les Bohèmes avaient envahie et qu'ils ravageaient depuis plusieurs semaines. Comme Othon et Jean voulaient attendre, le premier l'arrivée de l'Empereur avec l'armée germanique, le second sa réunion avec ses alliés, les deux adversaires restèrent pendant

quelques jours en face l'un de l'autre dans l'inaction. L'Empereur ne parut point, tandis que les rois de Hongrie et de Pologne et le duc de la basse Bavière rejoignirent le roi Jean sur les bords de la Morave. Les troupes coalisées de ces princes formaient une masse qui menaçait d'écraser Othon. En même temps, des symptômes de trahison se manifestèrent chez quelques chefs de l'armée autrichienne; ce qui engagea le Duc à quitter, dans la nuit du 24 avril, son camp sous prétexte d'une indisposition et à s'enfuir à Vienne. Dès que les troupes s'aperçurent de l'éloignement de leur chef, tout le corps se dispersa et chacun chercha à gagner au plus tôt possible la rive droite du Danube. Le roi de Bohème, voyant le camp ennemi abandonné, fit occuper toute l'Autriche septentrionale par ses troupes et celles de ses alliés. Après avoir mis garnison dans toutes les places tenables, il retourna vers la fin de mai à Prague.

Sur ces entrefaites, l'Empereur avait commencé ses opérations. Il fit menacer de deux côtés le Tyrol; savoir par un corps de troupes allemandes sous les ordres de son fils, le margrave de Brandebourg, qui se porta sur Kuefstein, et par un deuxième corps composé de Lombards et commandé par Mastino della Scala, qui marcha par Trente et la vallée de l'Adige *(Etsch-Thal)*. Avec l'armée principale l'Empereur s'avança sur le territoire de Henri de la basse Bavière jusqu'à Ratisbonne. Les ducs Albert et Othon d'Autriche, espérant que l'heureuse issue des opérations de l'Empereur délivrerait bientôt la partie de leurs États envahie par l'ennemi, passèrent l'Inn près de Passau et se joignirent à Louis. Ce prince, ayant fait ravager la basse Bavière, se disposa à pénétrer par le Haut-Palatinat en Bohème. Afin de sauver le pays de son gendre Henri et de pourvoir à la sûreté de la Bohème, le roi Jean quitta en toute hâte l'Autriche et se rendit par

Budweis et Cham à Straubingen, où il se fit suivre à marches forcées par ses troupes. Les Hongrois restèrent dans l'Autriche septentrionale. L'Empereur marcha à la rencontre du roi de Bohème. Près de Landau, les deux armées furent en présence, n'étant séparées que par l'Isar. Mais le roi Jean et le duc Henri ne se sentaient pas assez forts pour accepter la bataille. En revanche, ils retranchèrent si bien leur position, que l'Empereur n'aurait pu l'enlever qu'en sacrifiant beaucoup de monde. Après douze jours d'inaction, les ducs d'Autriche et Louis V résolurent d'attaquer la Bohème d'un autre côté. L'armée impériale était déjà arrivée à Linz, lorsque Louis s'avisa d'exiger la remise de quelques châteaux et endroits sur le Danube et l'Ens, pour se dédommager des frais de la guerre. Les ducs ayant refusé de consentir à cette demande, les princes alliés se quittèrent fort indisposés l'un contre l'autre. L'Empereur reprit avec l'armée germanique qu'avaient déjà abandonnée par mécontentement les comtes Ulric de Wurtemberg et Guillaume de Juliers, le chemin de la Bavière. Le roi de Bohème profita de la désunion de ses adversaires. Il conclut, le 4 septembre 1336, une suspension d'armes et se rendit en personne à Linz en haute Autriche, où il ouvrit des négociations qui plus tard furent continuées à Freistadt. Par l'entremise de Jeanne, épouse du duc Albert, la paix entre la Bohème et l'Autriche fut signée à Ens, le 9 octobre de la même année. Par ce traité les ducs d'Autriche renoncèrent à leurs prétentions sur le Tyrol en faveur du prince Jean de Bohème, de son épouse Marguerite Maultache et d'Adélaïde, soeur de cette princesse. Ils cédèrent en outre à ces derniers une partie du canton appelé *Drave-Thal* en Carinthie à partir de Sachsenbourg, et le comte de Gorice leur abandonna aussi les châteaux de Greifenberg et de Stein. Le roi de Bohème, de son côté, renonça, au nom de son fils Jean,

âgé de 14 ans, de Marguerite et d'Adélaide, à toutes leurs prétentions sur la *Carinthie* [1]), sur la *Carniole* et sur la

[1]) La *Carinthie* qui, de même que la Carniole, reçut son nom de l'ancienne Carnie, appartenait anciennement à la Norique, comme il a été mentionné au commencement de cet ouvrage. Plus tard cette contrée fut appelée *Carantanie*, et elle faisait au temps des Romains partie de la grande Illyrie. Dans le IIIème siècle de notre ère, les Goths ravagèrent ces cantons, de même que la Pannonie; ils furent suivis par les Suèves et les Lombards qui subjuguèrent la Carinthie et la firent régir par les ducs de Frioul. Après la retraite des Lombards, la Carinthie passa sous la domination des Francs. Mais vers la fin du VIème siècle, les Slaves, soutenus par les Hunno-Avares, vinrent s'établir en Carinthie, dont ils étaient déjà entièrement maitres, l'an 640. Depuis cette époque la Carinthie fut gouvernée par des princes particuliers; entre autres *Samoïs*, qui chassa les Bavarois dont les Slaves carantaniens étaient feudataires; *Baruth* qui reconnut de nouveau la suzeraineté de la Bavière; *Karast* qui embrassa le christianisme, et *Chitomar* qui introduisit entièrement cette religion dans le pays. Ce dernier prince fut engagé, l'an 771, dans une guerre avec Rachis, roi des Lombards, et eut l'avantage sur lui. Mais d'un autre côté les Francs, qui étaient déjà alors la nation dominante, pressèrent Chitomar au point qu'il s'allia contre eux avec Tassillon II, duc de Bavière; ce qui fut cause qu'il partagea aussi la disgrâce de ce prince. Chitomar mourut de chagrin et fut généralement regretté. La race de Baruth s'étant éteinte avec *Walchunuth*, fils de Chitomar, le duc Tassillon II nomma son fils Thédon III prince de Carinthie; mais celui-ci fut chassé 774 par Charlemagne, qui établit à sa place un comte franc, nommé *Ingo*, comme margrave contre les incursions des Avares. Sous le règne de Louis-le-Germanique, Carloman son fils devint duc de Carinthie. Ce dernier prince laissa 880 ce duché à Arnoul son fils (voir chap. XV et XVI de la première époque). Dès lors la Carinthie fut un fief de l'Empire germanique. Les empereurs saxons, qui occupèrent le trône d'Allemagne après les Carlovingiens, suivirent l'exemple de ces derniers et donnèrent presque toujours la Carinthie à des princes de leur famille. Jusqu'au temps de Henri-le-Querelleur la Carinthie était réunie à la Bavière. Mais après la mort d'Othon, duc de Bavière, de Carinthie et de Souabe, on fit dans la Diète de Francfort (885) un arrangement, par lequel Henri III le jeune, vulgairement appelé Hezilon, fils de Bertoud (frère d'Arnoul-le-Mauvais), eut la Carinthie, et Henri-le-Querelleur ne conserva que la Bavière. La Carinthie, devenue de cette manière indépendante de la Bavière, était alors un pays fort considérable; car elle comprenait, outre la Carinthie proprement dite, la Marche vénède vers la Hongrie, une partie de la

Marche Vénède, qui furent à perpétuité réunies à l'Autriche. La ville de Znaim et le district de Lundenbourg en Moravie, engagés à l'Autriche, furent restitués à la Bohème. Les ducs promirent en outre au roi de Bohème de lui payer 10,000 marcs d'argent et de leur donner en nantissement les villes de Laa et de Waidhofen sur la Theya, dès que le prince Jean et Margnerite auraient ratifié cet arrangement. Mais, comme ces derniers refusèrent d'accéder à cette convention, que le prince Jean fit même en 1338 une tentative pour pénétrer par le Tyrol en Carinthie, et que jusqu'en 1341, où il perdit le Tyrol, il n'avait pas donné son adhésion au traité d'Ens, le roi de Bohème n'eut de l'Autriche ni la somme ci-dessus nommée, ni les villes qui avaient été destinées pour hypothèque. Le jour où la paix d'Ens fut signée, le roi de Bohème et les ducs d'Autriche conclurent une alliance envers et contre tous leurs ennemis, et comprirent aussi dans ce traité le roi de Hongrie, de l'assentiment duquel ils ne doutaient aucunement. Mais le roi Charles, bien qu'il consentît à la trêve, éleva encore bien de scrupules et de difficultés, et ce ne fut que le 10 septembre 1337 qu'il accéda au traité de paix et d'alliance conclu, l'année précédente, à Ens.

haute Styrie et du Tyrol, la plus grande partie de la Carniole avec la ville de Laibach et le Karst (branche des alpes juliennes); à quoi il faut encore ajouter Vérone avec tout son territoire et une grande étendue de terre dans le Frioul. En 1147 le comte *Engelbert* de Spanheim et d'Ortenbourg fut investi du duché de Carinthie. Ses successeurs furent *Henri* (1164) et son petit-fils *Ulric I* (1180). *Herman*, fils de ce dernier, ne gouverna que deux ans, et son petit-fils *Ulric II* mourut l'an 1202. *Bernard*, frère de ce prince, cessa de vivre en 1257, et laissa trois fils: *Ulric III*, qui devint duc de Carinthie; *Philippe*, qui fut archevêque de Salzbourg, et *Herman*, qui fut la tige de la Maison d'Ortenbourg en Carinthie. Comme Ulric III n'avait pas d'héritier, il légua son duché au roi Ottocare de Bohème. Mais Rodolphe I de Habsbourg retira la Carinthie comme un fief vacant de l'Empire et en investit le comte Meinard de Tyrol, comme il a été rapporté dans l'Époque précédente.

Par suite de ce traité les châteaux de Bernstall et de Schwarzenbach furent restitués à l'Autriche, qui en revanche rendit celui de Forchtenstein, dans le comitat d'Oedenbourg, à la Hongrie. Pendant tout ce temps, l'empereur Louis avait continué sans interruption les négociations qui devaient enfin mettre un terme à ses longues brouilleries avec le pape. Jean XXII était mort, le 4 décembre 1334. Son successeur, le juste et noble Bénoit XII, résolut d'affranchir le Siège pontifical de la dure contrainte où la France le tenait depuis 1305, et de transférer de nouveau sa résidence à Rome. Le roi Philippe VI de France avait, sous prétexte d'entreprendre enfin la croisade convenue depuis plusieurs années, exigé les dîmes de tous les revenus ecclésiastiques dans les États chrétiens pendant l'espace de dix ans, puis le vicariat de l'Empire en Italie et en outre la remise des trésors amassés par le pape Jean XXII, qu'on fait monter à vingt-cinq millions. Bénoit refusa non-seulement les deux dernières demandes, mais il supprima encore les dîmes qu'avait déjà accordées son prédécesseur. Il fit signifier au roi Philippe qu'il n'aurait la jouissance de ces dîmes et ne recevrait le trésor réclamé, qu'après qu'il se serait effectivement mis en marche pour l'expédition promise. Afin de se procurer un soutien contre le roi Philippe, le pape offrit lui-même la paix à l'Empereur. Conformément aux désirs du pontife, le duc Albert d'Autriche se chargea de la direction des négociations. Les ambassadeurs impériaux ayant souscrit, au mois de mars 1335, à toutes les conditions, et Louis V s'étant effectivement démis du titre d'empereur, la paix était, au mois d'août, sur le point d'être définitivement conclue. Mais les efforts réunis des rois de Bohème, de France et de Naples, parvinrent à empêcher cette fois aussi la réconciliation de l'empereur avec l'Église; ce qui leur réussit d'autant plus facilement, que les cardinaux

qui composaient le sacré collège, étaient presque tous Français ou Provençaux.

Dès le printemps 1336, Philippe VI de France et Édouard III d'Angleterre se préparèrent à la guerre qui devait décider de la possession du premier de ces royaumes [1]. L'empereur Louis, irrité des entraves que Philippe mettait aux négociations avec le pape, fit en 1337 une alliance offensive avec Édouard III, son beau-frère, contre le monarque français. Le roi de Bohème, attaché par un triple lien de parenté à Philippe, embrassa la cause de ce dernier. Afin de n'avoir rien à craindre, pendant cette guerre, pour la sûreté de la Bohème, le roi Jean moyenna entre l'Autriche et la France une alliance qui fut signée à Paris, le 12 janvier 1337. Les hostilités entre l'Angleterre et la France ayant éclaté peu de temps après, l'Empereur déclara, au nom du Corps germanique, la guerre à Philippe VI, et somma les princes d'Allemagne de lui fournir des troupes. Mais les États, mécontents de ce que l'Empereur se mêlait d'une querelle qui était tout à fait étrangère à l'Empire, n'obéirent point à ses ordres. En sorte que ce prince ne put entreprendre rien de sérieux en faveur de son allié.

Le duc Albert visita en automne 1337 ses domaines en Alsace, pour garantir leurs frontières des dangers auxquels elles pouvaient être exposées par la guerre qui avait éclaté dans le voisinage. Il vit l'Empereur à Augsbourg et se raccommoda entièrement avec lui. Le 4 janvier 1338, Louis conféra pour la seconde fois aux ducs d'Autriche le vicariat impérial à Trévise et à Padoue, et leur donna ces deux villes avec leur territoire en fief. L'Em-

[1] Après la mort du roi Charles IV, décédé sans hoirs mâles, les États de France avaient appelé au trône une autre branche de la Maison de Capet; savoir la branche de Valois, et placé la couronne sur la tête de Philippe VI. Mais Édouard III croyait avoir un plus proche droit au royaume de France, sa mère Isabelle étant une soeur de Charles IV.

pereur promit, en cas qu'ils ne pussent se mettre en possession de ces villes, de les en dédommager d'une autre manière.

Dans le cours de l'année 1337, de nouvelles négociations eurent lieu entre le pape et l'Empereur, et en février 1338 l'évêque de Chur et le comte Gerlache de Nassau furent même envoyés à Avignon, pour faire des ouvertures de paix au pape de la part du synode que l'archevêque de Mayence, Henri de Virnebourg, avait convoqué à Spire, pour aviser aux moyens d'apaiser l'Église. Mais la crainte qu'avait Bénoit XII du roi Philippe était si grande, que le pontife ne voulut plus se prêter à rien sans l'adhésion préalable de ce monarque. Dans la Diète, tenue à Francfort au mois de mai 1338, l'Empereur rendit compte aux États de toutes ses négociations avec le pape ainsi que de toutes les tentatives de réconciliation qu'il avait faites depuis tant d'années, et développa les motifs suspects de leur non-réussite. Les princes, après avoir mûrement délibéré sur les dangers qui menaçaient l'Allemagne de la part de la France, protestèrent contre tout ce que la Cour pontificale pourrait entreprendre ultérieurement contre l'empereur Louis, et déclarèrent l'interdit non mérité aboli dans toute l'étendue de l'Empire. Bientôt après, le 15 juillet, six princes électeurs: les archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne; le comte palatin; le duc de Saxe et le margrave de Brandebourg, conclurent à Rense-sur-le-Rhin la première *union des électeurs* pour le maintien de la constitution, des privilèges et des droits de l'Empire germanique. Ensuite la Diète de Francfort proclama, le 8 août, l'entière indépendance de l'Empire de toute influence étrangère; le libre droit d'élection des princes électeurs; la parfaite validité du titre et de la dignité de Roi du moment qu'il était légalement élu, et la nullité du droit que le pape s'arrogeait

d'intervenir dans ces élections et de confirmer les Rois élus. Ces points furent généralement adoptés pour lois fondamentales de la Constitution germanique. Il fut en outre publié que toute personne ecclésiastique et laie qui aurait dorénavant égard aux bulles d'excommunication et d'interdit papales, que tout vassal de l'Empire qui contreviendrait d'une manière quelconque aux susdites lois fondamentales de l'Empire, perdrait, comme coupable de haute trahison, ses prébendes ou fiefs et encourrerait la peine capitale. Ces arrêtés furent communiqués à la Cour d'Avignon, promulgués dans toutes les provinces d'Allemagne et exécutés aussi avec une grande activité et rigueur.

Le roi Jean de Bohème avait détourné l'Empereur de la ponctuelle exécution du traité d'alliance conclue avec le roi Édouard III, en engagement le pape à promettre à Louis V de l'absoudre, à condition qu'il se détachât de l'Angleterre. Lorsqu'au printemps 1339 les Anglais pénétrèrent en Picardie, l'Empereur ne fit renforcer leur armée que par un petit corps auxiliaire, sur le nombre duquel les annalistes ne sont pas d'accord. Le roi Jean, qui avait rejoint avec son fils Charles, margrave de Moravie, l'armée française, perdit dans cette campagne un oeil, et le traitement maladroit des médecins le priva de l'autre à Montpellier. Le duc Henri de la basse Bavière, gendre de Jean de Bohème, avait succombé dans les guerres qu'il avait soutenues contre l'Empereur, son cousin, pour la possession des domaines de la famille, et s'était vu obligé d'accepter les conditions qui lui avaient été prescrites. Ce duc s'adressa alors au pape, déclara qu'il ne reconnaissait plus Louis pour Empereur et demanda pardon au pontife de lui avoir obéi jusqu'alors, comme s'il était le chef de l'Empire. L'Empereur, courroucé de cette démarche hostile, conclut en janvier 1339 une alliance offensive avec l'Autriche contre son déloyal parent.

Peu de temps après, 16 février 1339, mourut le duc *Othon d'Autriche*. Son épouse, Anne de Bohème, l'avait précédé, le 3 septembre 1338, dans la tombe. Comme ses deux fils, *Léopold* et *Frédéric*, l'y suivirent l'an 1344, le sort de l'Autriche dépendait uniquement du duc perclus, Albert II. Ce prince, destiné par la Providence à perpétuer la race autrichienne, dirigea le vaisseau de l'État avec tant de sagesse que, malgré les conjonctures embrouillées de son temps, il augmenta beaucoup et le crédit de l'Autriche au dehors et la prospérité intérieure du pays. Le 10 mai 1339, l'Empereur et le duc Albert s'abouchèrent à Reichenhall et renouvelèrent l'alliance défensive et offensive contre tous leurs ennemis et même contre le pape, en cas qu'il voulût porter préjudice à leurs droits souverains. Dans l'entrefaite, le roi de Bohème et son fils Charles s'étaient aussi raccommodés, dans la Diète de Francfort (1339), avec l'empereur Louis, lui avaient prêté serment de fidélité, et avaient reçu de ce monarque l'investiture de leurs États. Le roi Jean réconcilia aussi entièrement son gendre, Henri de la basse Bavière, avec l'Empereur.

Le duc Henri ayant cessé de vivre dès le mois de septembre de la même année, sa veuve, Marguerite de Bohème, gouverna la basse Bavière au nom de son fils Jean, âgé de neuf ans. L'Empereur avait, en janvier 1340, fiancé ce jeune prince à sa fille Élisabeth et s'était réservé une part dans l'administration du pays. Mais Jean étant venu à mourir le 22 décembre 1340, les États de la basse Bavière reconnurent l'empereur Louis pour leur Souverain. Peu de temps après, ce prince acquit aussi à sa Maison le comté de Tyrol.

Marguerite Maultasche avait en 1341 porté une plainte impudente au tribunal de l'Empereur, et demandé à la place de son époux Jean-Henri de Bohème, qu'elle

accusait faussement d'impuissance, la main du margrave Louis de Brandebourg, fils aîné de l'Empereur et veuf depuis peu. Ce Souverain consentit au divorce sollicité par Marguerite, malgré l'opposition du pape Bénoit, et maria cette princesse à son fils Louis, le 10 février 1342. Ensuite il investit ce prince non-seulement du Tyrol, mais encore de la Carinthie et de la Carniole. Le margrave de Brandebourg prit aussitôt les titres de ces pays. Par ces dispositions illégales, l'empereur Louis accrut singulièrement le nombre de ses ennemis, et ralluma la haine de ceux qui avaient de tout temps travaillé à sa ruine. Toute l'Allemagne était révoltée et indignée de la conduite de Louis de Bavière. Mais la Bohème et surtout l'Autriche avaient été grièvement lésées par les actes arbitraires que l'Empereur s'était permis.

Le roi Jean était, à la vérité, empêché par son âge avancé, par une cécité complète, et par les dettes dont il se trouvait surchargé, de venger sur-le-champ à main armée l'affront et le tort faits à son fils; mais il accusa Louis de Bavière auprès du souverain pontife, auprès du roi de France et auprès des princes d'Allemagne, et sollicita vivement leur assistance. Le duc Albert d'Autriche se sentit profondément blessé et offensé par l'injustice criante que Louis avait commise par rapport à la Carinthie dont ce monarque lui-même avait formellement investi les princes autrichiens, l'an 1335. La Bohème et l'Autriche avaient récemment, par une détermination fixe de leurs limites respectives (1339), et par une convention, faite à Passau le 2 octobre 1340, prévenu tout sujet de mésintelligence à l'avenir. Le roi Jean, le margrave Charles son fils, et le duc Albert signèrent, le premier à Znaim, le 26 novembre 1341, et les deux autres à Vienne, le 15 du mois suivant, des actes par lesquels les conditions du traité, conclu à Ens le 9 octobre 1336, relativement

à la Carinthie et au Tyrol, furent confirmées. En même temps les trois princes contractèrent une alliance défensive contre l'Empereur. L'année suivante, le roi aveugle Jean vint en persomme à Vienne, pour engager le duc d'Autriche à attaquer l'empereur Louis. Mais tous ses efforts furent infructueux. Albert se rendit seulement en Carinthie, y reçut l'hommage du peuple, et prit toutes les mesures nécessaires pour la défense de la province. Pendant son séjour en ce pays, le Duc fut fort ébranlé par la nouvelle de la mort du roi Charles de Hongrie, en qui il perdait un ami estimable, et l'Autriche un bon voisin. Ce prince avait fini sa carrière à Vissegrade, le 16 juillet 1342. Son fils *Louis* lui succéda sur le trône de Hongrie.

Le pape Bénoit XII étant mort dans la même année (25 avril), le cardinal Pierre Roger, archevêque de Rouen, le remplaça dans la chaire de Saint-Pierre, sous le nom de Clément VI. L'empereur Louis envoya une ambassade à Avignon, pour féliciter le nouveau pape sur son élévation au pontificat, et pour être absous de l'excommunication. Clément VI, après avoir laissé passer trois mois sans faire une réponse aux ambassadeurs, leur déclara enfin, que Louis de Bavière, leur maître, ne pouvait attendre son pardon, qu'après qu'il aurait renoncé au gouvernement de l'Empire, et restitué le Tyrol au propriétaire légitime. Comme l'Empereur ne se montrait disposé à aucune des démarches humiliantes, exigées par Clément VI, le pontife fulmina, le 12 avril 1343, une bulle, par laquelle il fixait à Louis un nouveau délai de trois mois, avant l'expiration desquels il devait renoncer aux titres et aux affaires, comme empereur, roi et duc, maintenir lui-même en Allemagne l'excommunication et l'interdit prononcés par Jean XXII, et comparaître en personne devant le tribunal du pape, pour s'y justifier des

délits qu'on lui imputait et entendre son jugement. Cette bulle fut publiée avec les formalités usitées dans toute l'Allemagne. Le duc Albert d'Autriche seul en interdit la promulgation dans ses États. En revanche il s'offrit pour médiateur au pape et à l'Empereur. Clément VI notifia aux électeurs de l'Empire son intention de déposer Louis et de faire élire un nouveau roi. Il leur recommanda le margrave Charles de Moravie, dont il avait fait l'éducation. Au mois de juin 1343, les princes électeurs, de plus en plus aigris des actes impolitiques et injustes de l'Empereur, s'étaient assemblés à Rense pour prononcer, comme le bruit courait, la déposition de Louis. Mais ce prince détourna encore ce danger par la déclaration qu'il solliciterait de nouveau sa réconciliation avec l'Église, et se conduirait dans cette importante affaire d'après l'avis et la volonté des électeurs. Le pape et le roi de France dressèrent alors ensemble un plein pouvoir que Louis devait remettre aux ambassadeurs qu'il enverrait à Avignon. Ce mandat contenait l'aveu de tous les crimes imputés à l'Empereur et une soumission illimitée à la volonté, à la décision et aux ordres du souverain pontife. L'Empereur signa ce plein pouvoir à Landshut, le 18 septembre 1343, et jura par-devant notaire et témoins de s'y conformer exactement.

Le pape et les cardinaux furent eux-mêmes étonnés lorsque les envoyés impériaux présentèrent, en janvier 1344, cette humiliante procuration. Mais précisément cette docilité si inattendue de l'Empereur encouragea Clément VI à former de nouvelles prétentions, qui concernaient moins la personne de Louis, qu'elles n'attaquaient fort sensiblement les droits et la dignité de l'Empire. Comme l'Empereur ne pouvait valablement décider sur les trente-trois articles stipulés à cet égard par le pape, sans l'approbation des États d'Allemagne, il leur soumit, en sep-

tembre 1344 à Francfort, ces étranges conditions, qui furent rejetées avec indignation, comme injurieuses à la majesté de l'Empire et tendantes à la ruine du Corps germanique. Bientôt après, l'Empereur et les princes électeurs délibérèrent encore une fois à Rense sur la position de l'Empire. Là, Jean de Bohême porta publiquement plainte du procédé injuste de Louis, relativement au Tyrol, par où les princes furent tellement irrités contre l'Empereur qu'ils l'accablèrent de reproches, et le sommèrent de laisser élire le margrave Charles de Moravie roi d'Allemagne. L'Empereur demanda qu'on choisît son fils, Louis de Brandebourg. Mais les électeurs rejetèrent avec colère cette proposition et se séparèrent, fort exaspérés contre l'Empereur.

Les rois Louis de Hongrie et Casimir de Pologne, qui avaient trop d'intérêt à empêcher la Maison de Luxembourg d'accroître sa puissance, pour rester indifférents sur l'élévation du margrave Charles, s'allièrent avec l'Empereur et Louis de Brandebourg contre Jean de Bohême. Le duc Albert d'Autriche avait, dans une visite que lui fit le margrave Charles à Vienne en décembre 1344, arrangé avec ce prince le mariage de son fils Rodolphe (né 1339) avec Cathérine, fille de Charles (née 1342), et confirmé par là tacitement l'alliance qui existait entre l'Autriche et la Bohême. Néanmoins, le margrave de Moravie ne put venir à bout d'engager le duc Albert à prendre parti contre l'empereur Louis. Mais, de l'autre côté aussi, le rapport de quelques historiens, qui prétendent qu'Albert II accéda à l'alliance offensive contre le roi de Bohême, me paraît d'autant moins fondé, que l'Autriche avait de justes sujets de plainte contre Louis V qui voulait la dépouiller de la Carinthie. Pour garantir cette province des attaques que l'Empereur pourrait entreprendre contre elle du côté du Tyrol, Albert conclut, le 2 juillet 1345, une alliance

défensive avec les comtes Meinard VII et Henri III de Gorice.

Les princes confédérés déclarèrent en automne 1345 la guerre au roi Jean de Bohème, qui avec son fils, le margrave Charles, avait justement alors entrepris une expédition contre le duc Bolko II de Schweidnitz. Le roi Casimir s'était avancé avec une armée, composée de Polonais et de Hongrois, dans la principauté de Troppau et assiégeait Saar (Sorau). Le duc Nicolas appela son suzerain, le roi de Bohème, au secours. Le gouverneur de la Moravie, Zdenko de Lippa, accourut avec un corps de troupes pour dégager Saar, battit complètement l'armée ennemie près de cette place, et la poursuivit jusqu'à Cracovie; mais ayant imprudemment pénétré dans la ville en même temps que les fuyards, il fut coupé et fait prisonnier. Le roi de Bohème et son second fils Jean-Henri entrèrent par la principauté de Troppau en Pologne, et mirent le siège devant Cracovie. Après que les faubourgs de cette ville eurent été brûlés et la contrée environnante ravagée, Casimir demanda une trêve. Mais immédiatement après, Jean se vit si dangereusement menacé par l'approche de deux corps de troupes hongroises, qu'il prit le parti de se retirer. Sur la fin du mois d'août, on signa à Prague la paix avec la Pologne, dans laquelle Casimir comprit aussi ses alliés, sans toutefois avoir auparavant demandé leur consentement. L'Empereur avait déjà rassemblé une armée près de Nuremberg et de Ratisbonne; mais ayant appris que le roi de Pologne s'était détaché de la ligue, il désespéra du succès de ses armes, d'autant plus, que le margrave Charles était posté avec un corps de troupes considérable sur les frontières de la Bohème pour défendre le pays. Par conséquent il fit proposer un armistice au roi de Bohème. L'archevêque Baudouin de Trèves se chargea de négocier la paix. Au

mois de septembre, l'Empereur et le roi Jean s'entrevirent à Trèves. Le roi de Bohème renonça, au nom de son fils Jean, à l'union avec Marguerite Maultasche, et à la possession du comté de Tyrol. L'Empereur, en retour, donna son consentement à la réunion des pays lusaciens de Görlitz et de Bautzen au royaume de Bohème. Louis engagea en outre à Jean, pour une somme de 20,000 marcs d'argent, les villes de Berlin, de Brandebourg et de Stendal; mais les princes bohèmes Charles et Jean refusèrent de signer ce traité.

Vers la fin d'avril 1346, le pape Clément ordonna de nouveau aux électeurs d'Allemagne de procéder sans délai à l'élection d'un nouveau roi et les menaça, en cas de refus, d'en nommer un de son autorité apostolique. Pour atteindre d'autant plus facilement son but, il avait déposé l'archevêque de Mayence, Henri de Virneboarg, dévoué à l'Empereur, et conféré cette dignité au comte Gerlache de Nassau, âgé de vingt ans. Ce nouvel archichancelier de l'Empire convoqua la Diète à Rense, les villes de Francfort et d'Aix-la-Chapelle étant encore toujours restées fermement attachées à l'empereur Louis. L'électeur de Brandebourg, fils de l'Empereur, que le pape regardait comme illégitime possesseur de ce margraviat, fut exclu de l'assemblée. L'électeur palatin Robert refusa de coopérer à la chûte de son oncle Louis. Les cinq autres électeurs déclarèrent, le 11 juillet 1346, le trône d'Allemagne vacant, et élurent le *margrave Charles de Moravie* roi des Romains.

L'empereur Louis, qui peu auparavant s'était rendu à Trente en Tyrol, pour se concerter avec le roi de Hongrie et Mastino della Scala sur l'expédition qu'ils avaient projeté de faire en Italie, ayant été informé de ce qui s'était passé à Rense, retourna promptement au Rhin et convoqua une Diète à Spire. Les députés des villes rhénanes

et la plus grande partie des princes et seigneurs séculiers, présents dans cette assemblée, assurèrent l'Empereur de leur fidélité. Lorsque Charles s'approcha d'Aix-la-Chapelle pour s'y faire couronner, les habitants lui fermèrent les portes de leur ville. Philippe VI, vivement pressé par les Anglais qui, après avoir enlevé Caen, capitale de la Normandie, s'étaient presque avancés jusqu'à Poissy près de Paris, avait instamment demandé du secours à Charles de Moravie. Ce prince et son père se mirent avec 500 cavaliers en marche de Luxembourg vers la Seine, et se réunirent au roi Philippe qui avait rassemblé des forces redoutables. Les alliés marchèrent contre le roi Édouard III d'Angleterre. Ils perdirent, le 26 août 1346, la fameuse bataille de Cressy. Philippe et Charles se sauvèrent par la fuite. Mais l'aveugle roi de Bohème, qui s'était laissé conduire par ses chevaliers dans la mêlée, fut tué avec un grand nombre de Nobles bohèmes. Sitôt que Charles fut rétabli des blessures qu'il avait reçues dans cette sanglante journée, il se hâta de retourner en Allemagne. Le 6 novembre, le pape remit aux ambassadeurs de Charles un bref, par lequel il confirmait ce prince dans sa dignité. Comme Aix-la-Chapelle et Cologne refusaient opiniâtrément de recevoir Charles dans leurs murs, il fut couronné, le 26 novembre 1346, à Bonn par l'archevêque de Cologne, en présence des électeurs de Mayence, de Trèves et de beaucoup d'évêques et de princes.

Cependant le parti de *Charles IV* restait encore toujours inférieur en nombre et en forces aux adhérents de Louis. Le duc Albert d'Autriche avait, pendant les derniers événements, observé la plus stricte neutralité. Maintenir la paix intérieure dans ses pays, consolider le bien-être de ses sujets, c'était-là le noble but auquel il aspirait. Le premier plan que Charles IV forma après son retour à Prague, ce fut de remettre son fils Jean en possession du

Tyrol. Mais avant d'entreprendre quelque chose à cet égard, il voulait avoir l'assentiment de l'Autriche, afin que, pendant l'expédition lointaine qu'il se proposait de faire, la communication avec ses États et la retraite fussent assurées. Vers le milieu de janvier 1347, Charles IV et son futur gendre, le roi Louis de Hongrie, arrivèrent à Vienne, pour négocier en personne avec Albert d'Autriche. Mais ni les persuasions du roi de Bohème, ni les remontrances du pape Clément ne furent en état d'ébranler la fidélité d'Albert envers l'empereur Louis. Le Duc déclara une fois pour toutes ne vouloir autrement intervenir dans cette querelle qu'en qualité de médiateur. À peine les deux rois eurent-ils quitté Vienne, qu'on vit arriver l'Empereur lui-même dans cette capitale. Ce monarque, qui y fut reçu avec de grandes marques de considération, récompensa la fidélité invariable du duc d'Autriche par la concession de plusieurs privilèges. Il réussit aussi à enflammer encore davantage la colère du roi de Hongrie sur la conduite indécise du pape Clément à l'égard de Naples [1]), et de le

[1]) *André*, frère du roi Louis de Hongrie, avait, après la mort du roi Robert de Naples, arrivée le 10 janvier 1343, épousé *Jeanne*, fille et héritière du monarque défunt. Mais la duchesse Cathérine de Tarente, qui avait conçu le dessein de procurer à son fils *Louis* la main de Jeanne et la couronne de Naples, d'accord avec la reine, qui haïssait l'époux que son père lui avait choisi et qui, séduite par cette méchante femme, entretenait un commerce charnel avec le prince Louis, fit étrangler le roi André à Aversa, le 20 août 1345. Peu de temps après cette catastrophe, Jeanne mit au monde un fils, qui fut nommé *Charles-Martel*, et reçut le titre de *duc de Calabre*. Le roi Louis de Hongrie, voulant venger la mort de son malheureux frère, et en même temps jaloux de maintenir les droits contestés de sa Maison, somma le pape Clément VI de destituer, en sa qualité de suzerain du royaume de Naples, la reine criminelle de sa dignité, de le nommer lui et son frère *Étienne* régents de ce pays pendant la minorité de leur neveu Charles-Martel, et de leur transporter, en cas que ce jeune prince vînt à mourir, le droit d'hérédité sur le royaume de Naples. Comme le pontife hésitait à prendre une décision sur ces demandes, le roi Louis résolut de marcher en personne à Naples, tant pour punir les assassins de son frère, que pour assurer par la force

détacher par là aussi du parti de Charles IV. Le roi de Hongrie conclut, au mois de février, à Passau une alliance offensive et défensive avec l'Empereur, à laquelle accéda aussi, à ce qu'on prétend, le duc Albert d'Autriche. Dans ce traité le royaume de Naples fut déclaré fief de l'Empire. On convint qu'aussitôt que la puissance de l'empereur Louis serait reconnue en Italie, ce monarque investirait du royaume de Naples la ligne hongroise de la Maison d'Anjou.

Clément VI avait, par une bulle du 1 février 1346, exprimé l'horreur que lui inspirait le lâche attentat commis à Aversa, et il envoya aussi le cardinal Bertrand de Deux à Naples, pour pousser l'instruction de cette affaire; mais il avait en même temps ordonné au grand-juge Bertrand de Baux, comte de Monte Scaglioso, en cas que des membres de la famille royale fussent trouvés coupables de complicité, de tenir secret ce résultat. En effet plusieurs individus, qui avaient connaissance du crime ou y avaient participé, furent exécutés, l'an 1346. Cependant les principaux coupables ne furent point atteints par la loi. Jeanne et les princes arrêtèrent tout à coup le cours de la justice. La reine avait uni sa soeur Marie au duc Charles de Durazzo, l'un des princes du sang royal de Naples qui, se flattant de l'espoir de monter un jour à la main de son épouse sur le trône de ce royaume, s'était laissé employer, comme instrument subalterne, pour l'exécution des desseins de la reine, dont les intentions secrètes lui étaient inconnues. Ce prince avait jusqu'alors efficacement agi pour la défense du royaume, qu'il croyait devoir bientôt lui appartenir. Mais il fut soudainement réveillé de ce songe trompeur par la nouvelle, que Jeanne avait déchiré le voile qui couvrait sa turpitude secrète et que, sans attendre la

des armes la couronne à Charles-Martel, et à sa famille le droit qui lui appartenait, comme branche aînée de la Maison d'Anjou.

dispense du pape, elle avait épousé, le 20 août 1347, son cousin et son amant *Louis* de *Tarente*. Poussé par la soif de la vengeance, Charles Durazzo embrassa le parti du roi de Hongrie, licencia ses troupes et invita le roi Louis à venir à Naples. Le pape envoya le cardinal Bertrand de Deux pour la seconde fois comme légat dans cette ville, avec l'ordre, en cas que Jeanne perdît la vie dans la guerre ou se sauvât hors du pays, de proclamer Charles-Martel roi de Naples. Ensuite le légat devait aller au-devant du roi de Hongrie, le menacer du renouvellement de l'excommunication, prononcée par le pape Jean XXII contre tous ceux qui attaqueraient le royaume de Naples, et l'empêcher par là d'entrer dans ce pays.

L'empereur Louis et le roi Charles de Bohème, après s'être défiés l'un l'autre dans des lettres véhémentes, se préparèrent au combat. Le roi de Bohème, qui avait formé une armée considérable des troupes que lui avaient fournies les évêques de Trente et de Chur, les comtes de Gorice, les princes de Milan, de Padoue et de Vérone, et auxquelles se joignirent encore des auxiliaires pontificaux, commença, au mois de mai 1347, la campagne par la conquête de Feltre, de Cadore et de Belluno. Ensuite il pénétra par le défilé de Muhlbach dans le Puster-Thal, enleva Peutelstein (Potestagno) et Meran, détruisit Botzen, prit encore plusieurs places fortes dans le Vintschgau, et assiégea enfin Marguerite Maultasche dans son château de *Tyrol*. Mais cette forteresse, défendue par une nombreuse garnison et approvisionnée pour un an, était à même d'opposer la plus vigoureuse résistance. Dès le mois de juin l'empereur Louis s'avança de la Bavière pour dégager le château. Charles marcha à la rencontre de son adversaire et le força à la retraite. Mais le margrave Louis de Brandebourg, qui était revenu d'une expédition qu'il avait entreprise en Lithuanie, ayant paru en Tyrol à la tête d'un

corps de troupes considérable, le roi Charles leva le siége du château de Tyrol, et fut même forcé, après un chaud combat, à se retirer vers l'Italie. Le margrave poursuivit vivement le Roi, et fit prisonniers les évêques de Trente et de Chur, ainsi que plusieurs autres partisans de la Maison de Luxembourg. Il punit les rebelles du pays par la destruction de leurs châteaux et quelques-uns par la mort. Un corps de troupes bohèmes était entré dans la basse Bavière, et devait se faire jour pour rejoindre leur Souverain en Tyrol. Mais l'Empereur arrêta la marche des Bohèmes qui, se sentant trop faibles pour atteindre le lieu de leur destination, reprirent le chemin de leur pays, après avoir dévasté par le feu et le fer les terres ennemies. Comme le roi Charles se voyait par là privé du renfort espéré, et que les montagnes tridentines ne lui offraient aucunes ressources pour la subsistance de ses troupes, il engagea Feltre et quelques autres endroits qui lui étaient réstés de ses conquêtes, aux alliés lombards et retourna, au mois de juillet, par la Hongrie en Bohème.

Le 2 septembre 1347, Charles IV et son épouse Blanche reçurent à Prague la couronne royale de Bohème. Pendant ce temps-là, une armée se réunit sur les frontières près de Tauss, où le Roi établit son quartier-général. Sur ces entrefaites, plusieurs princes et seigneurs d'Allemagne avaient abandonné le parti de l'Empereur, et armaient pour secourir Charles IV. La Noblesse souabe se souleva contre Étienne de Bavière, préfet impérial à Ravensbourg. Mais ce prince, à l'aide des villes impériales, qui étaient demeurées fidèles à Louis de Bavière, mit sur pied une armée de 30,000 hommes, et réduisit la Noblesse en peu de temps. Cette guerre civile, dont les suites ne pouvaient qu'être funestes à l'Allemagne, fut interrompue par la mort imprévue de l'empereur Louis V qui, se trouvant à la chasse près de Buch, à deux milles de Mu-

nich, fut atteint d'apoplexie et expira, le 11 octobre 1347, à l'âge de 63 ans. Ce prince fut le premier des empereurs qui fixa sa résidence dans ses États héréditaires, comme il fut le dernier de ces Souverains qui soutint les droits de l'Empire en Italie. L'empereur Louis V a été sans contredit un des plus grands princes qui ont occupé le trône impérial. Il était adroit et hardi dans tous les exercices de corps. Il avait autant de courage que d'intelligence. Comme guerrier il brilla moins que comme Souverain. Doux, affable, joyeux, libéral, il rendit ses pays héréditaires heureux par un gouvernement vraiment paternel. Ces excellentes qualités étaient, il est vrai, souvent obscurcies par l'irrésolution et la versatilité qu'il montra dans plusieurs circonstances; mais les fautes qu'on lui reproche, comme entre autres d'avoir créé un antipape et causé par là le schisme qui divisa l'Église, doivent être en grande partie attribuées à la situation fort compliquée où se trouvait l'Allemagne et toute l'Europe, aux persécutions continuelles de la Cour d'Avignon et en général aux conjonctures critiques de son temps, qui fut peut-être le plus désastreux qu'il y eut depuis l'innondation des peuples barbares.

Par la mort de l'empereur Louis V, la couronne d'Allemagne paraissait être entièrement assurée à Charles IV. En Helvétie, en Souabe, en Alsace, la Noblesse et les villes le reconnurent pour roi. Charles visita ces contrées dans les derniers trois mois de l'année 1347. Partout il gagna les coeurs par sa douceur et sa libéralité. Les envoyés inpériaux, qui avaient notifié au pape à Avignon la mort de Louis, étaient revenus à la Cour de Charles à Bâle. Ils apportèrent les félicitations de Clément VI et des pleins pouvoirs pour lever l'excommunication, prononcée par le pape contre les villes et les pays de l'Empire, qui avaient été attachées au roi défunt. En février

1348, le Roi retourna par Ulm et Nuremberg à Prague. Il échappa avec peine aux embûches de Louis de Brandebourg, qui avait fait toutes les dispositions pour enlever le Roi dans son voyage. Un autre adversaire dangereux restait à Charles; c'était l'archevêque déposé Henri de Mayence. Ce prélat était à la tête du parti, auquel appartenaient la veuve et les fils du roi Louis, les comtes palatins du Rhin, et le duc Éric de Saxe-Lauenbourg. Les plénipotentiaires des quatre électeurs: de Mayence, de Brandebourg, du Palatinat et de Saxe élurent, le 7 janvier 1348 à Rense, Édouard III d'Angleterre roi des Romains. Mais ce prince, sur l'avis sérieux de son parlement, les remercia, quoique bien malgré lui, de leur bonne volonté, attendu que la guerre où il était engagé avec Philippe VI de France lui donnait, disait-il, déjà assez d'occupation. Les électeurs précités, après le refus d'Édouard, s'assemblèrent une seconde fois, au mois de juin de la même année, et offrirent la couronne à Frédéric, margrave de Misnie. Ce prince n'osa non plus l'accepter, parce que son propre pays héréditaire était menacé du côté de la Bohème. Pour le dédommager du trône, Charles IV lui fit compter 10,000 marcs d'argent et lui donna l'investiture de la Thuringe et de la Misnie.

Depuis la mort de l'empereur Louis, le roi Charles s'efforçait de s'attacher par de fermes liens le duc Albert d'Autriche, ce prince si estimé de toute l'Allemagne, à cause de sa sagesse et de sa probité. Un tel soutien pouvait, dans un temps où les ennemis du Roi travaillaient sans relâche à lui opposer des concurrents, beaucoup contribuer à bien disposer les esprits en Allemagne pour le roi Charles. En hiver 1347-1348, ces deux princes s'abouchèrent à Laa. Dans cette ville, l'amitié et l'union entre les deux Souverains devaient être encore mieux consolidées par des alliances de famille. Mais c'est précisé-

ment là que fut apporté le germe de nouvelles mésintelligences. La princesse Cathérine, fille de Léopold-le-Glorieux, veuve d'Enguerrand VI de Couci, avait, à l'insu de sa famille, épousé en France le comte Conrad de Hardeck. Le duc Albert, justement courroucé, avait banni Conrad et ses trois frères de l'Autriche, où ils possédaient des terres considérables. Mais le roi Charles avait pris à son service les comtes exilés qui s'étaient établis non loin des limites communes de l'Autriche, de la Hongrie et de la Moravie. Comme le voisinage de ces seigneurs, alors ennemis d'Albert, pouvait compromettre la tranquillité de l'Autriche, le Duc exigea du Roi, qu'il éloignât les Hardeck de son service et de son royaume. Charles ayant refusé d'acquiescer à cette demande, les deux princes se quittèrent fort irrités l'un contre l'autre. Charles prouva aussitôt sa mauvaise volonté envers l'Autriche, en confirmant solennellement, le 7 avril 1348, les lettres d'inféodation du roi Richard de l'année 1262, par lesquelles ce prince investit le roi Ottocare de Bohème de l'Autriche et de la Styrie, et qui avaient été si souvent déclarées nulles par les Souverains et les électeurs d'Allemagne.

Cependant les efforts toujours réitérés des ennemis du roi Charles pour le frustrer de l'empire, causèrent une telle crainte à ce monarque qu'il résolut de s'assurer à tout prix l'amitié de l'Autriche. À cet effet, une nouvelle entrevue eut lieu à Brunn, vers la fin de mai 1348. Le Roi y confirma tous les droits et privilèges des ducs d'Autriche et de leurs pays. Il sanctionna aussi la possession hypothécaire des villes de Brisac, de Neubourg-sur-le-Rhin, de Schafhouse et de Rhinfeld, que l'empereur Louis, comme on sait, avait engagées à l'Autriche pour une somme de 20,000 marcs d'argent (1330-1331). Enfin il donna, le 30 juin 1348, au duc Albert, à ses fils, Rodolphe et Frédéric

et à leurs héritiers, comme les privilèges autrichiens l'exigeaient, sur le territoire autrichien, et notamment à Seefeld, alors un château appartenant à la famille de Chunring et aujourd'hui une bourgade en basse Autriche, l'investiture de l'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, ainsi que de leurs possessions en Helvétie, en Souabe et en Alsace. La fille du Roi, Cathérine, âgée de six ans, fut fiancée au prince Rodolphe et remise au duc Albert, pour achever son éducation à Vienne. Ce dernier prince prit sur lui la tâche difficile de ménager un accommodement entre le roi Charles et les fils de l'empereur Louis. On convint de tenir pour cet effet un congrès à Passau, le 27 juillet 1348. Dans son voyage pour cette ville, Charles fit expédier à Linz, le 25 du même mois, un acte authentique qui annullait pour toujours tous les documents par lesquels l'empereur défunt pourrait avoir ordonné quelque chose au détriment ou au désavantage des ducs d'Autriche. Le roi Charles et les princes étaient arrivés à Passau, et les négociations avaient déjà commencé, lorsque tout à coup le bruit se répandit que Charles, pour engager le roi d'Angleterre à renoncer à la couronne d'Allemagne, lui avait promis de procurer à ses fils et à la Maison de Juliers, les pays de Zélande et de Hollande qui appartenaient alors à la Maison de Bavière. Louis de Brandebourg, transporté de colère à cette nouvelle, quitta aussitôt Passau et le congrès se sépara sans avoir rien effectué. Le roi Charles retourna par Linz à Prague. Il rencontra en route un courier qui lui annonça la mort de la reine Blanche, son épouse. Cette princesse ne laissa que deux filles: *Marguerite*, mariée au roi Louis de Hongrie, et *Cathérine*, fiancée à Rodolphe d'Autriche.

À la sollicitation du margrave Louis de Brandebourg, les mêmes électeurs qui avaient déjà opposé deux

rivaux à Charles IV, proclamèrent le comte *Gonthier de Schwarzbourg* roi des Romains. Seulement trois villes impériales, Francfort, Friedberg et Gellenhausen, plus tard aussi Nuremberg, reconnurent Gonthier pour roi. Mais Charles gagna le comte palatin Rodolphe, en épousant, au mois de mars, la princesse Marie, sa fille. Il se raccommoda aussi avec les plus jeunes princes bavarois, et les négociations avec Louis de Brandebourg furent continuées. Le roi Charles ayant en vain essuyé, dans la Diète de Ratisbonne, de s'arranger avec Gonthier, il fallut décider la contestation, l'épée à la main. Les armées se trouvaient en face dans les environs de Mayence; mais elles étaient séparées par le Rhin. Le roi Charles effectua le passage du fleuve. L'avant-garde de Gonthier fut battue; la plus grande partie de ses troupes prirent la fuite. Lui-même se jeta avec ses partisans, Louis de Brandebourg, Robert du Palatinat, et l'archevêque déposé de Mayence, Henri de Virnebourg, dans la petite ville d'Eltville (aujourd'hui Ellfeld) dans le Rhingau, et fortifia cette place. Charles en fit aussitôt le siège. Louis de Brandebourg, Robert du Palatinat et Henri Virnebourg, firent leur paix avec le Roi. Le premier de ces princes s'offrit à ménager un accord entre Charles et Gonthier, à quoi celui-ci se prêta alors d'autant plus facilement, qu'il sentait les effets destructeurs d'un breuvage empoisonné qu'il avait reçu à Francfort, et qui anéantit rapidement sa force et son courage. Cet accommodement fut signé à Eltville, le 26 mai 1349. Gonthier renonça à la couronne, moyennant une somme de 20,000 marcs d'argent que le roi Charles s'obligea à lui payer. Henri de Virnebourg devait s'en remettre pour l'archevêché de Mayence à la décision du Roi. Louis de Brandebourg fut confirmé dans la possession du Tyrol. Les princes ci-dessus nommés, comme aussi tous les ducs de Bavière,

frères de Louis, reconnurent Charles IV pour roi des Romains. Gonthier ne survécut que peu de temps à cet accord. Il termina sa carrière à Francfort, le 14 juin 1349. Henri de Virnebourg mourut subitement, l'an 1353, à Mayence, pendant que le tribunal des princes était en délibération pour décider enfin le différend entre ce prélat et Gerlache, prétendant tous deux au siège archiépiscopal de Mayence.

Charles IV, ayant été reconnu par tous les princes et États de l'Allemagne pour légitime chef de l'Empire, se fit couronner pour la seconde fois par l'archevêque de Cologne à Aix-la-Chapelle, le 25 juillet 1349. Comme par la paix avec Louis de Brandebourg le prince Jean de Bohème perdait pour toujours le Tyrol, le Roi son frère lui céda, dans les premiers jours de 1350, formellement la Moravie avec la dignité de margrave. Le 15 février, le margrave Louis et ses frères, Louis-le-Romain et Othon, reçurent du roi Charles la nouvelle investiture du pays de Brandebourg et de la basse Lusace. Dans le partage qui eut lieu à Luckau, l'an 1351, le margrave Louis céda à ses frères, Louis-le-Romain et Othon, la Marche de Brandebourg et la basse Lusace. Il garda pour lui le duché de la haute Bavière, limitrophe du comté de Tyrol qu'il possédait du chef de son épouse Marguerite. Toutefois il fut convenu, que la voix électorale de Brandebourg appartiendrait en commun aux trois frères, et que les deux pays, Brandebourg et la haute Bavière, à l'extinction d'une ligne, passeraient réciproquement à l'autre.

Dans la Diète bohème, tenue à Prague en 1350, le Roi soumit aux États du royaume un code de lois, rédigé par lui, qui embrassait toutes les branches de la judicature. Il fut adopté avec reconnaissance. Au même temps, ou bientôt après, les États de Bohème et de Silésie assurèrent par des actes en bonne forme au prince *Venceslas*, fils de Charles IV, le droit de succéder au trône

du royaume. Le 26 décembre 1350, le Roi investit son frère Jean du margraviat de Moravie. Le divorce de ce prince avec Marguerite Maultasche ayant été confirmé par le pape, il épousa en 1351 Marguerite de Troppau. Comme le prince royal Venceslas mourut en décembre 1351 et que le roi Charles resta plusieurs années sans avoir des enfants, le droit d'hérédité fut assuré itérativement, l'an 1355 et 1356, au margrave Jean et à ses fils.

Charles IV se prévalut de sa dignité de roi d'Allemagne, pour agrandir de différentes manières ses États héréditaires. Une partie du Haut-Palatinat lui avait déjà été engagée pour la dot de son épouse Anne, princesse palatine (1349). Après la mort de cette reine (2 février 1353) aussi, les comtes palatins confirmèrent, par diverses ventes et engagements, les droits de ce monarque sur le Haut-Palatinat. Le comte palatin Rodolphe étant mort encore dans le cours de la même année, Charles IV prit effectivement possession de ce pays. Plus tard (1355), toutes ces acquisitions dans le Haut-Palatinat et les terres que le Roi avait achetées en Franconie, ou qui dépendaient déjà antérieurement, comme fiefs, de la Bohème, jusque dans le voisinage de Nuremberg, furent réunies à perpétuité à ce royaume, à quoi dans la suite tous les princes électeurs donnèrent leur consentement par écrit. En 1353 le Roi reçut des margraves de Brandebourg, Louis-le-Romain et Othon, le droit de retirer à l'avenir pour la Bohème la basse Lusace qui appartenait à la susdite Marche, mais était alors engagée à la Misnie. Sur la fin de mai de la même année, Charles IV se maria en troisièmes noces avec Anne, fille du duc Henri II de Javer et de Schweidnitz, mort l'an 1345. L'oncle de cette princesse, le duc Bolko II, le dernier prince indépendant en Silésie, n'ayant pas d'enfants, transporta en juillet la

succession de ses États au roi Charles, après que le roi Louis de Hongrie, qui était aussi l'oncle de la reine Anne, eut garanti au roi de Bohème l'acquisition des deux duchés de Javer et de Schweidnitz. Le monarque hongrois avait en même temps abandonné à la Bohème les principautés de Beuthen et de Creutzbourg en Silésie. En retour Charles renonça, en faveur de la Pologne, à Ploczk et à la Masovie. Tous les autres princes silésiens avaient déjà précédemment en partie cédé leurs pays à la Bohème, en partie reconnu la suzeraineté bohème. Par des lettres royaux, en date du 8 octobre 1355, Charles IV réunit *toute la Silésie*, la *haute Lusace* (Goerlitz et Bautzen) et le comté de *Glatz*, à perpétuité à la Bohème. Dès le 20 mars de l'année précédente, le Roi avait érigé le comté de *Luxembourg*, le domaine primitif de sa famille, en *duché*, et élevé son frère Venceslas, alors possesseur de ce pays, à la dignité ducale. Ce nouveau duc et son épouse Jeanne transportèrent 1357 la succession de leurs duchés de Brabant et de Limbourg au roi Charles IV et à ses fils, et les États de ces deux pays confirmèrent à Bruxelles la convention conclue à cet égard.

Dans les années 1348-1349, une peste affreuse se répandit sur presque toute l'Europe et désola aussi l'Allemagne, la Bohème et l'Autriche. Comme les remèdes des médecins de ce temps-là n'étaient pas en état de mettre une digue à ce torrent destructeur, le peuple consterné s'adressa au Ciel pour en obtenir du secours. Le fanatisme engendra la secte des *Flagellans*, ainsi appelés parce qu'ils faisaient profession de se discipliner ou flageller en public. Ces fanatiques parcouraient en bandes nombreuses les pays et commettaient toutes sortes de désordres, tandis qu'en même temps ils croyaient, par de rigides pénitences, apaiser le couroux du Ciel. L'épidémie durait toujours, et l'anathème prononcé par le

pape Clément VI contre les Flagellans fut à peine en état de faire cesser leurs courses dévastatrices. Un nouveau délire s'empara alors de l'esprit du peuple qui, s'étant imaginé que les Juifs avaient, par des paroles magiques, attiré ce fléau sur les chrétiens, et avaient aussi empoisonné les puits et les rivières, se jéta en 1349 sur ces malheureux, les pilla, en massacra un grand nombre ou les força à recevoir le baptême. Charles IV, qui avait cherché à réprimer, autant que possible, la secte des Flagellans qui s'étaient répandus dans toute l'Allemagne, ne négligea rien non plus pour mettre fin à la cruelle persécution des Israélites. Dans les États autrichiens, le duc Albert fit marcher des forces imposantes contre le peuple enragé. Mais cette fureur ne finit qu'avec la contagion même, en automne de la même année.

Le duc Albert fit inaugurer, le 26 octobre 1349 à Vienne, son fils aîné *Rodolphe*, comme son successeur, par les États des provinces autrichiennes, qui prêtèrent serment de fidélité au jeune prince. Les longs démêlés avec le patriarchat d'Aquilée au sujet de la féodalité de plusieurs endroits en Frioul, prirent fin avec la mort du patriarche Bertrand, arrivée vers le même temps. Ce prélat ambitieux et turbulent avait passé sa vie à faire la guerre à ses voisins. Soutenu par la ville d'Udine, il ravagea fréquemment les terres des comtes de Gorice et le territoire des villes de Cividale et de Pordenone, alliées de ces princes. Le cardinal de Bologne et Jacques de Carrare, seigneur de Padoue, avaient en vain employé tous leurs efforts pour vaincre l'obstination de Bertrand, qui fut enfin surpris et tué par des troupes goriciennes, le 6 juin 1350. Afin de prévenir tout désordre, le duc Albert fit occuper Aquilée et Udine par des troupes autrichiennes. Nicolas de Luxembourg, fils naturel de feu le roi Jean de Bohème, monta sur le siège patriarchal

d'Aquilée, le 21 septembre de la même année. Dans le cours du mois d'avril 1351, le roi Charles IV avec ses frères Jean de Moravie et Nicolas d'Aquilée, ainsi que le duc Albert et ses fils, se réunirent à Budweis en Bohème, où tous les points contentieux furent arrangés. Une paix de dix ans fut conclue entre l'Autriche et Aquilée, et le patriarche donna, le 1 mai, aux princes autrichiens l'investiture de leurs fiefs relevants du patriarchat d'Aquilée. Cependant les comtes de Gorice, secondés par Louis de Tyrol et les Triestins, continuèrent la guerre contre le nouveau patriarche jusqu'en 1353, ce qui réduisit les pays des deux partis hostiles à la plus grande misère.

La Noblesse sur les frontières de l'Autriche et de la Bohème, toujours passionnée pour la guerre, était depuis quelque temps engagée dans une querelle sanglante au sujet de la possession de certains domaines. Ces luttes particulières menacèrent de troubler de nouveau la bonne intelligence qui existait entre les Maisons de Luxembourg et de Habsbourg. L'armée de la Noblesse, à la tête de laquelle se trouvaient les Rosenberg, les Neuhaus et quelques autres grands vassaux bohèmes, envahit la haute Autriche et pénétra, par les terres des seigneurs de Walsée, de Buchheim et de leurs alliés, jusque dans le voisinage de Linz, pillant et incendiant tous les bourgs et villages par où elle passait. Mais ces agresseurs téméraires, après avoir été battus en plusieurs rencontres, furent enveloppés, le 15 novembre 1351, dans leur retraite près Zamosty (cercle de Budweis) et pour la plus grande partie faits prisonniers. Néanmoins les Grands de Bohème, que ce revers n'avait fait qu'irriter encore davantage, continuèrent pendant tout l'hiver les hostilités avec une fureur redoutable. Au mois de février 1352, le roi Charles rassembla enfin une armee, détruisit les châteaux des

perturbateurs et les força à la soumission. Les démêles de la Noblesse furent terminés par arbitrage. Le roi de Bohème sanctionna par un décret, expédié le 2 mai 1352, les articles de la paix, et menaça des peines les plus sévères tous ceux qui se permettraient à l'avenir de troubler le repos public.

À l'époque de l'envahissement de la haute Autriche par les Nobles de Bohème, le duc Albert était absent dans ses États rhénans, où il s'était rendu pour mettre fin par la force des armes aux discordes qui s'étaient élevées entre la branche collatérale habsbourgeoise de Lauffenbourg-Rapperswyl et les Helvétiens. Le comte Jean de Habsbourg-Rapperswyl nourrissait une haine mortelle contre les bourgeois de Zurich qui avaient tué, il y avait déjà quelque temps, son père à Grunau, et il n'aspirait qu'à se venger de ces odieux habitants. L'expulsion de quelques sénateurs de Zurich lui parut une conjoncture favorable à l'exécution de son projet. Sous prétexte de rétablir le parti expulsé du sénat dans ses places, il favorisa une conspiration formée par les Nobles du voisinage contre Zurich. Les conjurés, au nombre de sept cents, étaient déjà distribués dans les différents quartiers de la ville. Dans la nuit du 23 au 24 fevrier 1350, le bourgmestre Rodolphe Brun et ses adhérents devaient recevoir la mort. Mais peu d'heures auparavant, le complot fut découvert, et les bourgeois prirent les armes; il s'engagea dans les rues et sur les places un combat opiniâtre et sanglant; une grande partie des conjurés furent tués par les Zurichois. Les autres se sauvèrent par la fuite, ou tombèrent entre les mains de leurs ennemis. Parmi ces derniers se trouvaient Jean de Habsbourg et Ulric de Bonstetten, qui furent séparément incarcérés dans la tour de Wellenberg, située à peu de distance de la ville sur un haut rocher qui s'élève dans le lac. Le cruel Brun fit

mettre à mort trente-sept prisonniers, en partie des conjurés de la Noblesse, et en partie des bourgeois complices. Ensuite il se mit en marche avec les Zurichois et les troupes auxiliaires de Schafhouse, et assiégea Rapperswyl. La place se rendit par capitulation. La reine Agnès, fille d'Albert I, qui habitait Königsfelden, ménagea une trêve. Mais le parjure Brun força par la famine le château, nommé Alt-Rapperswyl, à lui ouvrir ses portes, et après avoir, en décembre 1350, chassé tous les habitants de la ville, il fit mettre le feu à la place et en raser les murs. Cinq mois après (en mars 1351), le bourgmestre Brun, se voyant menacé de la vengeance de l'Autriche, justement indignée de la conduite déloyale et barbare de ce magistrat, entra avec la ville de Zurich dans la Confédération helvétique.

Le duc Albert, qui arriva au mois d'août 1351 à Bruck, exigea, comme seigneur suzerain de Rapperswyl et chef de la Maison de Habsbourg, qu'on rendît la liberté au comte Jean et aux autres captifs qui avaient été épargnés; que la ville de Rapperswyl fût rebâtie et remise, avec la Marche, aux Autrichiens, et qu'on dédommageât complètement les bourgeois de la ville des pertes qu'ils avaient essuyées. Le Duc voulait en outre que l'alliance de Lucerne avec les cantons forestiers fût dissoute, et que cette ville reconnût de nouveau la souveraineté autrichienne. Brun refusa d'abord d'acquiescer aux demandes du duc Albert; mais à la fin intimidé par les menaces sérieuses de ce prince, il consentit à faire la paix dont la reine Agnès, comme médiatrice, fixa les conditions. Mais les Zurichois n'ayant point tenu le traité conclu, le duc Albert appela la Noblesse, les vassaux et les villes, aux armes. Le margrave Louis de Brandebourg, le duc Frédéric de Teck, le duc d'Urslingue, les évêques de Wurzbourg, de Frisingue, de Bamberg, de Bâle et de Chur,

un grand nombre de seigneurs puissants, parmi lesquels étaient les Oettingue, les Furstenberg, les Thierstein, les Kybourg, les Nellenbourg, les Bade, les Hochberg, le burgrave de Nuremberg, puis Strasbourg, Bâle, Berne, Fribourg dans l'Uechtland, Soleure, Constance, Brisac, Schafhouse, Neubourg-sur-le-Rhin, le pays de Vaud et beaucoup d'autres villes, envoyèrent des troupes auxiliaires. Mais la ville et le canton de Glaris, qui appartenait au domaine autrichien en Helvétie, refusa d'obéir et accéda en novembre 1351 à la Confédération.

La guerre commença. La fortune favorisa les Suisses dans les combats près de *Näfels*, *Tätwyl* et *Küssnacht*. En juin 1352, les Confédérés forcèrent aussi la ville de Zug à entrer dans leur ligue. Mais dans le cours du mois suivant, Albert et son Général, le comte de Wurtemberg, commencèrent avec leur force principale de 30,000 hommes d'infanterie et 4000 chevaux le siège de Zurich. Cependant deux mois s'étant écoulés sans que les Autrichiens eussent obtenu aucun avantage, le duc Albert accepta volontiers la médiation du margrave Louis de Brandebourg, avec lequel il avait, le 10 août, conclu à Bade en Argovie une alliance défensive et offensive. La paix fut signée à Lucerne, le 14 septembre 1352. Jean de Habsbourg et tous ceux qui étaient prisonniers de part et d'autre, furent remis en liberté, et on rendit réciproquement tout ce qu'on avait conquis. Les anciens droits et privilèges des Confédérés helvétiques furent confirmés; mais il fut stipulé qu'ils n'admettraient plus jamais des villes ou terres autrichiennes dans la ligue, ni des sujets du duc d'Autriche parmi la bourgeoisie de leurs cités. Lucerne, Schwitz et Underwald assurèrent seulement au Duc les droits, rentes et revenus que ces villes lui devaient de toute ancienneté. Mais les cantons de Zug et de Glaris furent obligés de se remettre sous la domination de Habs-

bourg à laquelle ils étaient naguère soumis. Dans cette guerre le château de *Habsbourg* fut réduit en ruine par les Confédérés helvétiques. Cependant, lorsqu'on voulut faire prêter aux habitants de Zug et de Glaris foi et hommage à la Maison d'Autriche, dans le sens des articles du traité, ils refusèrent de rompre leur union avec les Confédérés. En hiver 1352-1353, la ville de Berne se joignit aussi aux cantons confédérés et accrut ainsi leur puissance et leur fierté. Le duc Albert alors résolut d'employer toutes les forces de l'Autriche, pour punir les rebelles et les forcer à la soumission. Il contracta, en mars 1353, dans l'assemblée des princes à Vienne, de nouvelles alliances avec les rois de Bohême et de Hongrie, avec Jean de Moravie et Louis de Brandebourg, ainsi qu'avec beaucoup d'autres princes et évêques. Dans le congrès tenu à Passau, en juillet de la même année, le duc d'Autriche, comme arbitre choisi par les deux parties, ménagea enfin un parfait raccommodement entre le roi Charles et le margrave Louis de Brandebourg. En revanche Albert donna, le 18 septembre, au roi Charles des pleins pouvoirs, pour terminer les démêlés entre l'Autriche et les Suisses. Le roi des Romains se rendit encore dans le cours du même mois à Constance. Mais les députés de Zurich, de qui Charles IV avait exigé qu'ils se soumissent au duc Albert, ne se conformèrent point à la volonté du monarque, et déclarèrent ne vouloir obéir qu'immédiatement au Corps germanique. A peine le Roi put-il obtenir d'eux la promesse de faire les premiers des ouvertures d'accommodement au duc Albert et de se tenir tranquilles jusqu'à une décision ultérieure. Les Zurichois firent enfin à Albert des propositions; mais elles étaient de nature à ne pouvoir être acceptées par ce prince. Le Roi chercha encore plusieurs fois à réconcilier les partis hostiles; mais il ne put y parvenir. À la fin persuadé de l'in-

utilité de ses efforts, il prit dans la Diète, tenue à Nuremberg en juin 1354, d'accord avec les princes de l'Empire, la résolution de secourir le duc Albert contre ses sujets rebelles en Helvétie.

Le 20 août, le roi Charles, à la tête de 4000 Nobles et de 40,000 soldats à pied et à cheval, parut devant Zurich. Cette ville n'était défendue que par 4000 hommes qui inquiétèrent les assiégeants par de fréquentes sorties. Ceux-ci s'en revanchèrent par la dévastation de la contrée environnante. Mais cette forte armée n'entreprit rien d'important contre la place même. Les troupes des villes impériales montraient de la répugnance à faire la guerre à des citoyens qui combattaient pour la liberté de leur ville. Les autres corps des différents princes se disputaient la gloire de la première attaque. L'évêque de Constance avec les troupes souabes abandonna l'armée, parce qu'il ne pouvait obtenir cette préférence, que le duc Albert avait réservée à ses Autrichiens. Le roi Charles aussi paraissait piqué de ce que ce prinee ne laissait pas aux Bohèmes l'honneur d'entreprendre les premiers l'assaut de la place. À peine les habitants de Zurich furent-ils informés de cette disposition du Roi, qu'ils arborèrent sur la haute tour de la ville le drapeau jaune avec l'aigle impériale, et protestèrent qu'ils avaient toujours été fidèlement attachés à l'Empire. En même temps les Confédérés prièrent le Roi de leur accorder la paix. Ce Souverain, qui avait dessein de passer les Alpes et de placer sur sa tête la couronne impériale, saisit par conséquent l'occasion favorable que lui offrait l'apparente soumission des Zurichois, et déclara qu'il n'avait pas l'intention de continuer cette guerre, et qu'il déciderait le différend qui y avait donné lieu, dans la Diète de Ratisbonne, l'année suivante. L'armée de l'Empire fut dissoute immédiatement après. Charles IV partit pour l'Italie. Le duc Albert distribua ses propres troupes

à quelque distance de Zurich, dans les différentes avenues de la place, de manière qu'elles troublaient entièrement le commerce de cette ville. Albert, après avoir renouvelé, le 17 octobre 1354, à Bruck en Argovie son alliance avec Louis de Brandebourg, partit avec ce prince pour Inspruck, et fut de retour à Vienne, au mois de décembre suivant.

Le Général autrichien Albert de Buchheim continua, pendant l'hiver et au printemps 1355, la petite guerre contre Zurich avec beaucoup d'activité et de succès. La garnison de Neuf-Rapperswyl (*Neu-Rapperswyl*), qui s'était relevé de ses ruines et avait été fortifié par le duc Albert, et un corps de 1500 cavaliers hongrois posté à Bremgarten, Bade, Neu-Regensberg et Winterthur, ravagèrent le territoire de Zurich par des courses continuelles et coupèrent presque toute communication à la ville. Ces hostilités prenaient de jour en jour un caractère plus violent, lorsque l'empereur Charles, de retour d'Italie, décida, le 22 juillet dans la Diète de Ratisbonne, la querelle en faveur de l'Autriche. L'arrêt, prononcé par ce monarque, portait que les Zurichois seraient tenus de payer aussi à l'avenir aux ducs d'Autriche tous les droits et taxes qu'ils leur devaient anciennement; qu'ils ne recevraient plus des sujets autrichiens dans la bourgeoisie de la ville, et que Zug et Glaris reconnaitraient de nouveau sans restriction les ducs d'Autriche pour Souverains. Dans le même décret il était dit aussi, que les transgresseurs de cette ordonnance impériale seraient considérés comme coupables de lèse-majesté. Le bourgmestre de Zurich signa l'acte de pacification au nom de la ville et des Confédérés. Mais le contenu de ce traité ne s'exécuta jamais. La Confédération protesta auprès de l'Empereur et de l'Empire, et auprès du duc Albert aussi, contre les conditions qu'on leur avait imposées. Les habitants de Schwitz chassèrent même

par la force les plénipotentiaires autrichiens qui venaient recevoir l'inauguration à Zug et à Glaris. Une trêve fut enfin conclue par le baron Pierre de Thorberg entre l'Autriche et les Confédérés. Cette suspension d'armes, appelée la *paix thorbergienne*, fut ensuite plusieurs fois prolongée. Avec Zurich le duc Albert contracta une alliance pour cinq ans. La Maison d'Autriche accrut, il est vrai, sa puissance en Helvétie par des achats multipliés de rentes et de fiefs, mais sa souveraineté dans les cantons de Lucerne, de Zug et de Glaris fut perdue pour toujours.

Pendant que le duc Albert défendait les droits et les domaines de sa famille en Helvétie, le roi Louis de Hongrie avait entrepris de procurer la possession du royaume de Naples à la ligne hongroise de la Maison d'Anjou. La mort de l'empereur Louis le Bavarois avait, il est vrai, déconcerté le projet qu'avait le roi de Hongrie de faire la conquête de Naples et d'assurer ensuite par l'investiture impériale la possession de ce royaume à sa famille; mais ses espérances furent relevées par les succès que les armes hongroises avaient déjà obtenus en Italie, ainsi que par les dispositions favorables où étaient les Napolitains à son égard. Ces circonstances, jointes à l'extrême indignation que lui causa le second mariage de la déhontée reine Jeanne, le déterminèrent à entreprendre l'expédition lointaine qu'il méditait. Les États de Hongrie ne partagèrent ni le sentiment, ni les voeux de leur Souverain. Ils refusèrent de fournir des troupes et de l'argent pour une guerre dont ils n'attendaient aucun bon résultat. Cela n'empêcha point que le roi Louis se mît, au mois de novembre 1347, en marche avec mille cavaliers seulement vers l'Italie. Ayant été renforcé par les troupes que lui donnèrent les Carrare de Padoue, les della Scala de Vérone et plusieurs autres Grands d'Italie, il continua sa route vers Naples. Les

villes lui ouvrirent volontairement les portes. Louis de Tarente, défait près de Capoue, s'enfuit, vers le milieu de janvier 1348, avec Jeanne son épouse en Provence. Par Bénévent le roi de Hongrie arriva, le 17 du même mois, à Aversa. Les princes de la famille royale de Naples parurent devant lui. Le Roi les fit arrêter. Charles de Durazzo fut décapité; ses frères Louis et Robert, puis les beau-frères de la reine, Robert et Philippe de Tarente, furent conduits comme prisonniers au château de Visségrade en Hongrie. Le Roi envoya aussi le jeune Charles-Martel, fils de son malheureux frère André, dans ce royaume. Marie, veuve de Charles de Durazzo, se retira également en Provence. Le 21 janvier, le roi Louis fit son entrée dans Naples; il prit aussitôt le titre de *roi des Deux-Siciles*, et déclara Charles-Martel duc de Calabre; mais ce jeune prince descendit au tombeau dès l'année 1350. Comme le pape Clément VI rejeta toutes les offres avantageuses que lui fit le roi de Hongrie pour l'engager à le confirmer dans la possession de Naples, Louis se convainquit bientôt qu'il ne pourrait se maintenir dans ce royaume qu'au moyen d'une force militaire imposante. Or, il n'avait en tout que 6000 hommes sous les armes dans le pays conquis, et même l'argent lui manquait pour l'entretien de cette petite armée. Par conséquent ces troupes pillèrent le pays pour se procurer leur subsistance, et aigrirent par là l'esprit des Napolitains qui d'ailleurs étaient déjà las de la domination hongroise. Au mois de mai 1348, le roi Louis retourna en Hongrie pour aller chercher des troupes fraîches et de l'argent. Mais à peine fut-il parti que les Napolitains invitèrent Jeanne et son époux à revenir dans le pays. Cette princesse vendit au pape la ville d'Avignon pour la somme de 80,000 florins d'or, enrôla avec cet argent des troupes en Provence et en Piémont, chassa en peu de temps l'armée hongroise de Naples et lui arracha

la plupart des places fortes du royaume. Le prince hongrois Étienne, à qui son frère Louis avait confié le commandement des troupes à Naples, vainquit Louis de Tarente dans plusieurs combats, pilla Capoue et s'avança de nouveau vers la capitale; mais une révolte des mercenaires allemands, gagnés par l'or du prince de Tarente, empêchèrent Étienne de faire de plus grands progrès.

Dès que le roi de Hongrie eut appris ce qui s'était passé à Naples, il rassembla promptement tout ce qu'il pouvait ramasser de troupes, s'embarqua à Scardona, et arriva, en février 1350 à Manfredonia, accompagné d'une armée nombreuse. Il reconquit Canosse, Salerne, Melphi et enfin Aversa aussi. Jeanne et son époux se sauvèrent à Gaète, et le roi Louis entra pour la seconde fois comme vainqueur dans Naples. Mais un soulèvement des bourgeois, causé par l'imposition d'une forte contribution de guerre, engagea bientôt le Roi à évacuer de nouveau cette capitale, après avoir mis de bonnes garnisons dans les quatre châteaux qui la dominent. Louis établit son quartier général à Capoue. Des nouvelles très-fâcheuses lui parvinrent dans cette ville. Le roi Casimir de Pologne, son oncle, avait été vaincu par les Lithuaniens et forcé à leur céder une partie de la Lodomérie; Étienne Duscian, dominateur de la Serbie, avait envahi la Bosnie, et les barons et les prélats de Hongrie manifestaient un grand mécontentement de ce que le roi Louis semblait oublier la sûreté de son propre royaume pour des entreprises hasardeuses dans un pays lointain. Ces événements sinistres et les obstacles qu'on mettait de toutes parts à ses desseins, engagèrent le roi Louis à signer, au mois d'octobre, une trêve jusqu'au 1 avril 1351, pendant laquelle le procès de la reine Jeanne devait être instruit par le tribunal des cardinaux; et on stipula que, si elle était trouvée coupable de l'assassinat de son époux, le royaume de Naples

t remis au roi de Hongrie. Mais les cardinaux traî-
ıt l'affaire tellement en longueur que la trêve expira,
que le procès eût été jugé. Comme alors Louis de
nte recommençait les hostilités, le pape exhorta de nou-
à la paix, et accéléra enfin la décision du tribunal.
ne fut acquittée par les cardinaux, cette princesse
t prouvé par témoins, qu'un maléfice l'avait remplie
oideur pour son époux et retenue d'empêcher son as-
nat. La position critique où se trouvait son propre
ıme, contraignit le roi Louis à reconnaître ce jugement
ısé. Il fit notifier en octobre au pape qu'il était prêt à
ıer le royaume de Naples. Il ne se réserva que la pos-
on et le titre de Salerne et de Castel-San-Angelo, son
ıge paternel. Au mois de décembre 1351, les troupes
roises se mirent en marche pour retourner dans leur
. Le 27 mai 1352, Louis de Tarente fut couronné
e Naples. Les princes captifs à Visségrade furent
;is en novembre de la même année, après qu'ils eurent
ellement renoncé à la possession de Naples, en cas
Jeanne mourût sans enfants.

Environ deux ans après, Charles IV, roi des Romains,
prit aussi une expédition transalpine, à laquelle il avait
ıvité par les peuples de la Lombardie et de la Tos-
, pour les secourir contre la puissante famille de Vis-
, qui gouvernait tyranniquement à Milan, et menaçait
ervir tous les États voisins. L'entreprenant et despo-
Lucchino Visconti avait déjà, pendant les dix années
on règne tellement étendu l'État milanais, qu'à sa
(1349) vingt-deux villes, parmi lesquelles étaient
ı, Lodi, Parme, Plaisance, Créma, Brescia, Ber-
, Come, Vercelli, Alexandrie, Tortone et Asti, obé-
ent à ses lois. L'archevêque Jean de Milan, son frère
ccesseur, le surpassa encore en hardiesse et en ca-
. Il attaqua la Toscane de plusieurs côtés. Mais cette

guerre, qui ne se distingua par aucuns combats décisifs, fut interrompue par la mort du pape Clément VI (5 déc.), et par l'élection d'Innocent VI (28 déc. 1352). Dès le 1 avril 1353, la paix de Sarzane entre Jean Visconti et les États libres de Toscane fut publiée.

Les *Vénitiens* et les *Génois*, toujours jaloux les uns des autres, se faisaient la guerre depuis l'année 1350. La flotte génoise ayant été défaite par les Vénitiens, Gènes, découragée par ce revers, se soumit, le 10 octobre 1352, à la domination de Jean Visconti, qui nomma Guillaume Pallavicini gouverneur de la ville. Par l'acquisition de l'État génois, Jean fût enveloppé dans la guerre contre Venise. Cette République chercha des alliés sur le continent, et les trouva dans les seigneurs d'*Este* et *Ferrare*, de *Modène*, de *Mantoue*, de *Padoue* et de *Vérone*. Ces princes devaient tous appréhender d'être peu à peu subjugués par l'homme entreprenant qui dominait sur une grande partie de la Lombardie, et tenait le reste de ce pays dans une frayeur continuelle. Les Florentins toutefois restèrent fidèles à la paix de Sarzane, et refusèrent d'accéder à la ligue. Les confédérés appelèrent Charles IV en Italie, et lui assurèrent leur appui pour lui procurer la couronne impériale; mais Jean Visconti offrit à ce Souverain son amitié et un secours beaucoup plus puissant. En février 1354, le pape Innocent VI donna aussi à Charles IV son consentement pour l'expédition au delà des Alpes.

En conséquence, Charles IV, après avoir conclu une convention avec Louis, duc de la haute Bavière et comte de Tyrol, qui lui accorda le passage par ses États, se mit, au mois d'octobre 1354, en marche par Salzbourg et le Tyrol vers l'Italie. Mais, comme il avait uniquement en vue de se faire couronner Empereur, et qu'il ne se souciait guère de maintenir l'autorité impériale ou de réta-

blir l'ordre et la tranquillité en Italie, il n'avait amené qu'une suite peu nombreuse et insignifiante. Jean Visconti étant mort dès le 5 du même mois, ses neveux, Mathias II, Barnabé et Galéas II partagèrent entre eux le gouvernement de l'État milanais. Charles IV se laissa gagner par les présents et les promesses de ces princes, et les confirma dans la souveraineté qu'ils avaient usurpée. Il ménagea aussi une trêve entre les Visconti et leurs ennemis jusqu'au mois de mai de l'année suivante. Avec huit cents cavaliers Charles arriva à Crémone et entra, le 4 janvier 1355, dans Milan, accompagné des Visconti et d'une grande partie de la Noblesse lombarde. Le 6 du même mois, il fut couronné *roi d'Italie* par l'archevêque du lieu. Peu de jours après, il partit de Milan et marcha à Pise. Comme il accordait de bonne grâce liberté et indépendance, droits et privilèges, à chacun qui lui offrait assez d'argent pour ces concessions, il ne trouva nulle part des adversaires obstinés. De Pise il se rendit par Sienne à Rome, où il fit son entrée solennelle, le 5 avril de la même année. Quinze mille chevaliers et hommes de guerre, dont cinq mille allemands et bohèmes, et le reste italiens, formaient alors son escorte. Le même jour, Charles fut couronné, au nom du pape, par le cardinal Bertrand d'Ostie; après quoi l'Empereur posa lui-même la couronne impériale sur la tête de son épouse. Après la cérémonie, les Romains exigèrent du nouvel empereur, ou qu'il prît lui-même le gouvernement de la ville de Rome et de l'État ecclésiastique, ou qu'il rétablît la liberté qu'ils s'étaient arrogée peu de temps auparavant. Charles IV fut mis par là dans un étrange embarras; il devait ou blesser le pape au dernier point, et violer le serment, que déjà comme margrave il avait fait à Clément VI, de ne passer comme empereur qu'un seul jour à Rome, ou bien il avait, si fidèle à sa parole, il quittait Rome le lendemain matin, à

attendre toutes les violences possibles de la fureur du peuple irrité. Pour éviter l'un et l'autre, il s'esquiva encore le jour même du couronnement, et ayant rejoint ses troupes qui étaient campées à quelque distance de la ville, il se mit, le jour après au lever de l'aurore, en marche vers la Toscane. L'indignation, le mépris, des invectives sanglantes, le suivirent dans son voyage, assez semblable à une fuite. Il fut de retour à Sienne, le 19 avril. Les Gibelins le blâmèrent hautement de ce qu'il en agissait avec tant de douceur envers les villes guelfes de Toscane, qui s'étaient si opiniâtrément opposées à Henri VII, son aïeul, au lieu de briser leur puissance, si dangereuse aux empereurs. Ces reproches, qui n'étaient que trop fondés, firent si peu d'impression sur Charles IV, qu'il congédia même la plus grande partie de ses troupes allemandes qui, fort contentes de quitter l'Italie, se hâtèrent de repasser les Alpes pour retourner dans leurs foyers.

Le 5 mai 1355, l'Empereur reprit le chemin de l'Allemagne. Cependant il se sépara, sur l'invitation des Pisans, à San-Miniato du reste de l'armée, et se rendit avec les gens de sa Cour et une faible escorte dans la ville de *Pise*. Mais immédiatement après son arrivée, la révolte éclata dans plusieurs villes de la Toscane. Les Pisans se soulevèrent aussi et menacèrent, le 21 mai, la vie de l'Empereur, en mettant le feu à la maison de ville où il logeait. Le lendemain la populace en vint aux mains avec les Allemands. Après un combat furieux, les chevaliers bohèmes et moraves de la suite de l'Empereur dispersèrent les révoltés. Charles IV fit exécuter sept des principaux moteurs de la rebellion. Il imposa à la ville une amende de 13,000 florins d'or et lui préposa l'évêque Marquard d'Augsbourg, comme gouverneur impérial. Le 27 mai, Charles quitta Pise et s'enferma dans la forteresse de Pietra Santa, où il resta jusqu'au 11 juin;

ensuite il reprit le chemin de la Lombardie, où il fut traité avec dédain par les Visconti. Ils ne souffrirent point qu'il mît le pied dans aucune de leurs villes. On lui permit seulement de passer un jour à Crémone, comme voyageur, sans suite, après qu'on l'eut fait attendre pendant deux heures devant la porte de la ville, et lui avoir ôté les armes. Charles IV était insensible à tous ces outrages. Satisfait du titre qu'il avait acquis et de l'argent qu'il avait amassé, il retourna par Belluno et le Tyrol en Allemagne, et fut de retour à Prague, le 15 du mois d'août 1355.

L'Allemagne était de tout temps régie d'après certains us et coutumes, ou par le droit du plus fort; en sorte que le gouvernement de cette vaste contrée flottait entre la tyrannie et l'anarchie. Les prérogatives exclusives des princes électeurs n'étaient fondées non plus sur aucune loi positive. La Cour romaine, qui prétendait avoir le droit d'intervenir dans le choix du chef de l'Empire, avait déclaré nulles plusieurs élections, ou n'avait reconnu les rois élus que sous des conditions qui avilissaient la dignité de l'Empire, et menaçaient d'anéantir son indépendance politique. Indépendamment de tout cela, presque dans chaque Maison électorale les membres de la famille s'étaient disputés sur la question, si le droit d'élire était commun à tous les princes majeurs de la Maison, ou s'il appartenait seulement au prince aîné et régnant. De là ces contentieuses et doubles élections, de là toutes ces factions et guerres civiles qui déchirèrent si souvent l'Allemagne. Le crédit des empereurs était déchu par la manière qu'ils se procuraient les suffrages, qu'on achetait publiquement ou obtenait à force de flatteries, par les fréquentes révoltes, si souvent laissées impunies, par les anathèmes que prodiguaient les pontifes, et par les suites humiliantes qui en résultèrent pour la majesté du trône impérial. Pendant ce temps de misère, le désordre se mit

dans la société civile des Allemands. La discipline et la moralité avaient disparu. Les lois et les magistrats n'étaient plus respectés. On ne pouvait plus trouver justice nulle part. Le plus fort régnait dans son domaine avec rudesse et un despotisme avide. L'oppression, le brigandage, le meurtre, l'incendie, désolaient le pays. À l'innocence accablée, au droit lésé, il ne restait d'autre rempart que la défense de soi-même par les armes, s'ils possédaient des forces pour lutter avec leurs oppresseurs. En sorte que la Germanie était un théâtre perpétuel de faides et de guerres particulières, alors même qu'il n'y avait point des aspirants au trône qui, par des combats et par le ravage des villes et des provinces, par des torrents de sang répandu, cherchaient à gagner la supériorité sur leurs rivaux.

Telle était depuis des siècles la déplorable position de l'Allemagne, lorsque l'empereur Charles IV forma le projet d'affermir, par des lois générales, la constitution politique de l'Empire sur des bases solides et inébranlables, et de rétablir ainsi la tranquillité intérieure dont ce pays était depuis si longtemps privé. À ces fins, il tint en novembre 1355 une Diète à Nuremberg, où il se concerta avec les États sur cette importante affaire. Le 10 janvier de l'année suivante, on publia la première partie, ou les vingt-trois premiers chapitres des lois constitutionnelles, rédigées dans cette grande assemblée, avec l'approbation générale. Cette nouvelle charte, appelée *bulle d'or* à cause de la petite bulle ou boîte d'or dans laquelle le sceau est enfermé, fixait le droit d'élection exclusif et l'ordre des rangs des sept princes électeurs de Mayence, Trèves, Cologne, Bohême, Palatinat, Saxe et Brandebourg, et statuait, que le droit d'élire serait indivisible et passerait de mâle en mâle au prince aîné et effectivement régnant. Elle réglait ensuite tout ce qui a rapport à la forme et à la sûreté du voyage des électeurs, comme aussi tout ce

qui regardait l'élection et le couronnement du roi des Romains, futur empereur. D'autres articles déterminaient les prérogatives particulières des princes électeurs dans leurs États électoraux, telles que l'exploitation des mines, le droit de monnayage, celui d'établir des douanes etc.; puis l'exercice de la suprême juridiction dans leurs électorats, et préscrivaient les fonotions que les princes électeurs, en qualité de grands-officiers, avaient à remplir aux festins du couronnement. Il fut établi que l'élection se ferait à Franfort-sur-le-Mein, le couronnement à Aix-la-Chapelle, et que le roi tiendrait sa première Diète à Nuremberg. Pendant la vacance du trône d'Allemagne, le comte palatin du Rhin et le duc de Saxe devaient alternativement exercer la charge de vicaire de l'Empire. On concéda aux États de Bohème le droit d'élire librement un roi, en cas que la Maison régnante vînt à s'éteindre. Nul habitant, vassal ou sujet du royaume de Bohème, ne pouvait être cité hors du pays devant des tribunaux étrangers, et il n'était pas permis non plus aux vassaux ou sujets de ce royaume d'appeler à un autre tribunal des sentences ou jugements de leur roi. On ôta aux villes impériales la faculté de prendre sous leur protection les sujets d'un État étranger, sous le nom de *Pfahlbürger*, c'est-à-dire de faux bourgeois [1]), à moins qu'ils ne résidassent dans ces villes mêmes [2]). Le brigandage, les guerres particulières faites par pure méchanceté, et toutes les autres violences illégales furent interdites sous peine, pour les Nobles qui désobéiraient, de payer de fortes amendes et d'être mis au ban de l'Empire, et pour les villes, sous peine de perdre leur liberté. Cependant les

[1]) On appelait ainsi les paysans ou manants qui jouissaient du droit de bourgeoisie.

[2]) Cette restriction était fondée sur ce que des bourgeois ou paysans étrangers, pour se soustraire à leur prince, se faisaient fréquemment recevoir bourgeois des villes impériales.

guerres en règle, après avoir prévenu trois jours d'avance de la cessation de la paix publique, restèrent permises. Il fut aussi arrêté qu'au printemps de chaque année, l'empereur et les électeurs se réuniraient en Diète pour se consulter sur les affaires de l'Empire. Voulant donner l'exemple aux princes d'Allemagne, Charles IV, auparavant guerrier et maintenant législateur, fit des ordonnances sévères pour le maintien de la tranquillité intérieure de son propre pays. Il décréta dans une assemblée des États, tenue au mois de février 1356, que toute guerre entre particuliers serait punie de mort, et que celui qui commettrait des brigandages, encourerait infamie et la confiscation de ses biens. Ensuite il divisa la Bohème en douze cercles ou districts, et établit dans chacun deux capitaines de cercle pour maintenir avec toute sûreté l'ordre et le repos public. Lui-même parcourut avec des forces imposantes les différents cantons du royaume, détruisit les châteaux de tous les Nobles qui exerçaient le brigandage et les fit mettre à mort, eux et leurs valets.

Le nouveau code que Charles IV avait introduit en Allemagne, et dans lequel son royaume de Bohème, comme on l'a vu, avait été fort favorisé, trouva dès le commencement un grand nombre d'adversaires. Les branches cadettes des Maisons palatine et de Saxe étaient irrités de ce qu'on les avait privées de toutes les prétentions à la dignité électorale; les ducs d'Autriche l'étaient, parce qu'ils avaient été dépouillés du droit de succéder au trône de Bohème après l'extinction de la race luxembourgeoise; les villes impériales à cause de la restriction de leur droit d'accorder des lettres de bourgeoisie, et la Noblesse provinciale, à cause de la suppression des guerres particulières. Les villes de Strasbourg, de Fribourg et de Bâle se liguèrent pour s'opposer ouvertement à la bulle d'or, et les Nobles continuèrent leurs faides avec une audacieuse témé-

rité ; ce qui porta l'Empereur à convoquer une nouvelle Diète à Metz pour le mois de novembre suivant, afin de mettre la dernière main à la bulle d'or. On y ajoute sept chapitres, qui pour la plupart n'avaient rapport qu'aux cérémonies et fonctions que les princes électeurs avaient à faire chaque fois que l'empereur tenait Cour plenière. Les articles les plus importants sont, que les principautés qui donnent aux électeurs laïques le droit d'élection ne pourraient être partagées, divisées ou démembrées de quelque manière que ce fût, et que la puissance des Souverains de ces principaux États de l'Empire ne souffrirait jamais aucune réduction. La bulle d'or fut enfin promulguée toute entière à Metz, le 25 décembre 1356, en présence de tous les électeurs, du dauphin Charles de France, du cardinal Talleyrand-Périgord, légat du pape, et d'une infinité de princes et de Nobles. La bulle d'or est regardée comme la loi fondamentale de l'Empire. La plupart de ces réglements se sont observés jusqu'à nos jours. D'autres ont été changés selon les temps. Au reste, ce fameux code est loin d'être un ouvrage parfait. Peu de cas y sont prévus ; on n'y traite point du gouvernement général de l'Empire, ce qui est l'objet principal dont on aurait dû s'occuper ; et l'exorde, l'apostrophe aux sept péchés mortels, et la nécessité d'avoir sept électeurs, à cause des sept chandeliers de l'apocalypse, montrent assez le génie du siècle dans lequel cette charte constitutionnelle a été composée.

Le duc Albert d'Autriche avait employé les dernières années de sa vie à raffermir aussi pour l'avenir, autant que possible, le calme et le repos intérieur dans ses pays. Persuadé que le démembrement d'un Empire était le premier pas vers sa décadence, et une source continuelle de jalousie et de discorde entre les princes de la Maison régnante, il confirma le pacte de famille qui assurait l'indivisibilité des États autrichiens, et en conférait le gouverne-

ment exclusif au fils aîné. Dans l'acte qu'il fit relativement à cet objet, il est dit que les frères doivent vivre ensemble en paix et en bonne harmonie, ne pas sortir du pays et ne jamais se séparer. En novembre 1355, il appela à Vienne les principaux membres des États de l'Autriche, de la Styrie et de la Carinthie, leur donna connaissance de ses dernières volontés, comme aussi de l'ordre de succession que ses quatre fils: *Rodolphe, Frédéric, Albert* et *Léopold*, avaient à observer après sa mort, et fit signer le document par les États. Le 9 janvier 1356, le Duc contracta avec le roi Louis de Hongrie une alliance défensive et offensive, qui devait être maintenue encore pendant dix ans après leur mort par leurs successeurs. Comme dans l'été de la même année, on eut connaissance de l'article de la bulle d'or qui frustrait les ducs d'Autriche de la succession éventuelle au trône de Bohème, Albert fit de grands armements pour défendre ses prétentions par la force des armes. En automne, des bandes d'Autrichiens firent des courses en Moravie; mais le margrave Jean les repoussa au delà de ses frontières et ravagea par représailles une partie de l'Autriche septentrionale. A la nouvelle de cet envahissement, le duc Albert, qui se trouvait alors en Alsace, accourut à Vienne, et ayant rassemblé ses troupes, il les fit cantonner sur les confins de la Moravie. L'hiver suspendit les hostilités. Par l'entremise du roi de Hongrie et de l'évêque d'Olmutz, qui ménagèrent une trêve, ainsi que par celle du pape qui les engagea à faire la paix, la bonne intelligence entre le duc Albert et le margrave Jean fut rétablie, au printemps de l'année 1357.

Au mois de juillet de la même année, on signa dans l'assemblée des États à Vienne le contrat de mariage entre le prince *Rodolphe* d'Autriche et *Cathérine*, princesse de Bohème, et les noces se firent le même jour. Char-

les IV nomma son gendre préfet impérial en Alsace. Ce dernier partit, au mois d'août, avec son épouse pour prendre possession de son gouvernement, et établit sa résidence à Diessenhofen. Au mois de juin 1358, on célébra à Passau les fiançailles de *Marguerite*, fille du duc Albert, avec le prince de la haute Bavière Meinard de Tyrol, à qui cette princesse avait été promise depuis bien des années. A peine le duc Albert était de retour dans sa capitale, que la mort le ravit (le 20 juillet 1358) à ses sujets, pour qui la perte de ce Souverain chéri, et si digne de l'être, fut une véritable calamité.

Sous le gouvernement de ce sage prince, les anciennes plaies de l'Autriche se fermèrent entièrement. La paix publique fut maintenue avec sévérité. En 1340 Albert restreignit l'accumulation des legs qu'on faisait aux églises et aux couvents. Dans le cours de la même année, il donna aux Viennois un nouveau réglement municipal, et supprima les corps de métiers, excepté les monnayeurs et les marchands. Il publia, l'an 1350, un réglement très-sévère relatif aux bouchers, qui alors étaient une classe de gens fort brutale, turbulente et se permettaient fréquemment des actes arbitraires, tant envers les autorités qu'envers leurs propres concitoyens. Les marchands de poissons, les tailleurs et autres artisans, reçurent aussi de nouveaux statuts, et une ordonnance particulière détermina et régla les limites à observer entre les marchands grossiers et les merciers; en un mot, il n'existe presque aucune branche d'administration que le duc Albert n'ait organisée en législateur habile et éclairé. Sous ce règne, l'Autriche étendit, par des héritages, par des achats et par des conventions, considérablement son territoire. Par le mariage d'Albert avec *Jeanne*, comtesse héréditaire de *Ferette* († 1353), ce comté échut à la Maison de Habsbourg. Le duché de *Carinthie* et le reste

de la *Carniole* furent en 1336 réunis à l'Autriche. Albert acquit par achat le comté de *Schelklingen* et la ville de *Rapperswyl*. Ce prince était instruit, politique profond, juste, humain et accessible à la pitié. Les annalistes suisses rapportent un trait touchant de la bonté de son coeur. La ville de Bâle ayant été presque entièrement détruite par un tremblement de terre et par un incendie qui avait succédé au premier fléau, on conseilla au duc Albert, qui était alors en guerre contre les Suisses, de profiter de cette circonstance pour abaisser et punir l'orgueil des Bâlois. „Dieu me préserve, dit ce prince avec indignation, de frapper ceux que visite la main du Tout-Puissant! Commençons par les secourir et les aider à rétablir leurs demeures, et ensuite nous viderons notre querelle, les armes à la main.“ En effet, il poussa la générosité jusqu'à faire enlever par ses propres sujets les ruines de cette malheureuse ville, et fournit aux habitants tous les matériaux nécessaires pour reconstruire leurs maisons. Les fortes douleurs corporelles qui tourmentaient depuis vingt-huit ans le prince estropié, n'obscurcirent jamais son esprit, ni rallentirent son activité. Il les supportait avec une rare résignation, sans impatience, sans murmure, sans même donner la moindre marque de mauvaise humeur. Son affable sérénité réjouissait tous ceux qui l'approchaient. Il se faisait porter dans les salles des tribunaux, au camp de ses guerriers, et même dans les pays lointains, exhortant au bien et à la paix les princes et les nations, et tenant d'une main ferme le gouvernail de l'État. L'empereur, le pape et les autres potentats, qui par voisinage ou par les diverses vicissitudes de la politique, étaient en quelque relation avec l'Autriche, faisaient grand cas de son amitié; ils le consultaient dans les affaires importantes, le choisissaient pour arbitre dans leurs différends, et justifièrent ainsi le surnom de *Sage* qui lui fut attribué par les contemporains.

Le duc Albert II eut de son épouse Jeanne quatre fils: *Rodolphe IV* qui lui succéda; *Frédéric III*, *Albert III* et *Léopold III*; et trois filles: *Marguerite*, fiancée au prince *Meinard de Bavière et de Tyrol; Agnès*, veuve depuis 1345, de *Henri II, duc de Juver et de Schweidnitz*; et *Cathérine* qui était religieuse, et mourut abbesse de la Maison de St[e] Claire à Vienne.

CHAPITRE IV.

Rodolphe IV le Fondateur.
De 1358 à 1365.

Rodolphe IV naquit le 1 novembre 1339. La charge de premier instituteur ou de grand-maître du jeune prince fut confiée au comte Ulric de Schaumbourg, homme extrêmement fier et fastueux, qui transmit à son élève la vaine manie de briller par de longs titres et par une excessive magnificence. Plusieurs circonstances avaient concouru à nourrir ce penchant dans le coeur du prince. Avant qu'il eut encore atteint sa dix-septième année, les États des pays autrichiens lui avaient déjà prêté serment de fidélité, comme à leur futur Souverain, et il était à peine entré dans sa dix-huitième année lorsqu'il fut élevé, comme époux de Catherine, fille de l'Empereur, à la dignité de gouverneur des provinces autrichiennes du Rhin et de préfet impérial en Alsace. Après la mort de son père, Rodolphe quitta sa résidence de Diessenhofen et retourna à Vienne où il reçut, le 20 novembre 1358, l'hommage de la Noblesse autrichienne. Voulant par de nouvelles créations accroître autant que possible le crédit de l'Autriche, et se mettre au niveau de princes beaucoup plus puissants, et de son beau-père l'Empereur même, Rodolphe fonda l'université de Vienne, fit continuer la construction de l'église de S. Étienne, qui avec le temps avait reçu plus d'étendue, et posa la pierre fondamentale de la grande tour de cette cathédrale. Il conçut aussi le dessein d'éri-

ger dans sa capitale un évêché particulier, ou d'y transférer celui de Passau. Afin de pouvoir commencer ces grandes entreprises, qui en partie exigeaient une dépense considérable, on imposa aux sujets de l'Autriche de nouvelles contributions, entre autres une taxe sur la boisson. En revanche, le duc Rodolphe supprima ces altérations de la monnaie, usitées à cette époque dans beaucoup de pays, que les princes regardaient comme une source financielle, mais qui portaient le plus grand préjudice à la prospérité des peuples et au commerce.

En Helvétie, Rodolphe acheta, l'an 1358, encore du vivant de son père, du comte Godéfroi de Lauffenbourg la Marche et le vallon de Waegi, dans les environs de Rapperswyl, avec plusieurs autres endroits situés entre le lac de Zurich et Schwitz, et fit construire à l'extrémité méridionale du même lac le fameux pont de Rapperswyl qui a sept cents pas de longueur. Il renouvela ou prolongea la paix thorbergienne avec la Confédération helvétique.

Au mois de mai 1359, Rodolphe IV s'embarqua dans une affaire fort équivoque. Il instruisit, à ce qu'on prétend, son beau-père, l'empereur, à Prague d'un complot supposé contre la vie de ce Souverain, et désigna faussement l'archevêque Gerlache de Mayence et le roi Louis de Hongrie comme les instigateurs de cet attentat; mais ayant été convaincu de calomnie, il partit en toute hâte de Prague et retourna à Vienne. Bientôt après, il se rendit en Hongrie pour apaiser le roi Louis, justement irrité; en quoi il réussit si bien que, le 2 août 1359, les anciens traités entre la Hongrie et l'Autriche furent solennellement confirmés. Le 17 du même mois, il fut aussi conclu une alliance entre les ducs autrichiens et le duc Louis de la haute Bavière, et le jour suivant, on signa le contrat de mariage entre Marguerite d'Autriche et Meinard de Bavière-Tyrol, après que la dispense du pape et l'absolution

des anathèmes, qui avaient si longtemps accablé Louis V, aïeul de ce dernier prince, furent enfin arrivées. Les noces se firent à Munich, le 2 septembre 1359. Dans le cours du même mois, Rodolphe s'allia avec le comte Éverard de Wurtemberg. Toutes ces alliances montraient non-seulement d'une manière évidente que Rodolphe voulait se mettre en état de se défendre contre l'empereur, son beau-père, mais excitaient même le supçon qu'il avait en vue d'entrer, comme ennemi ouvert, en lice avec ce Souverain.

Au commencement de 1360, le duc Rodolphe avait été inauguré par les États de la Styrie et de la Carniole. Ensuite il marcha en Carinthie contre le patriarche Louis d'Aquilée, de la Maison de Thurn. Les États du patriarchat avaient rompu la paix, conclue en 1351 pour dix ans par le prédécesseur de Louis et le duc Albert II d'Autriche; ils s'étaient emparés de la forteresse de Chiusa près de Flitsch, et avaient brûlé Venzone-sur-le-Tagliamento. Le patriarche Louis avait aussi, de même que l'évêque Léopold de Bamberg, recommencé les anciens démêlés au sujet de divers fiefs et privilèges dépendants de leurs diocèses dans les pays autrichiens, et commis par leurs bandes armées des ravages en Carinthie et en Carniole. Après plusieurs combats heureux, dans lesquels Rodolphe battit les bourgeois de S. Guy dans le Zollfeld, et conquit leur ville, on conclut, le 15 mars 1360, une suspension d'armes. Le pape Innocent VI s'étant montré fort mécontent de ce que Rodolphe faisait la guerre à des princes ecclésiastiques, le Duc, qui ne voulait pas se brouiller avec le pontife, l'apaisa en lui envoyant un corps de cent chevaliers pour le secourir contre Barnabé Visconti, avec qui le pape était en guerre.

Rodolphe s'étant arrogé, comme gouverneur ou préfet ial en Alsace, le titre d'*archiduc palatin*, de duc

de Souabe et d'Alsace, l'Empereur, offensé de cette usurpation, lui ôta, le 22 mars 1360, le susdit gouvernement qui fut conféré au burgrave de Magdebourg. Au mois de mai suivant, le duc Rodolphe eut une entrevue à Tyrnau avec l'empereur Charles et le roi Louis de Hongrie, qui se chargea de la médiation pour réconcilier les deux premiers princes. L'Empereur et le Duc remirent de part et d'autre tous les documents sur lesquels ils avaient jusqu'alors tous les deux fondé des prétentions, Charles sur l'Autriche et la Styrie, Rodolphe sur la Bohème et la Moravie, et les déclarèrent éteints par des actes authentiques expédiés le 16 mai 1360. Cependant les droits de la Maison d'Autriche à la succession du trône de Bohème, en cas que la race masculine de la Maison de Luxembourg vînt à s'éteindre entièrement, furent expressément réservés. Le 21 du même mois, l'Empereur donna au duc Rodolphe et à ses frères, aux termes du privilège de l'empereur Frédéric I de 1156, sur le territoire autrichien, près du bourg de Seefeld, l'investiture de l'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, de la Marche vénède, de Portenau, ainsi que des possessions autrichiennes en Souabe, en Helvétie et en Alsace. Il confirma aussi toutes les anciennes prérogatives des ducs d'Autriche et de leurs pays. Mais l'Empereur ayant témoigné, immédiatement après, le désir que le duc d'Autriche renonçât à l'alliance avec le turbulent comte de Wurtemberg, à quoi Rodolphe refusa positivement de condescendre, les deux princes se quittèrent avec froideur.

L'Empereur avait déjà en 1349 nommé les comtes Éverard et Ulric de Wurtemberg préfets impériaux en Souabe. Mais ces gouverneurs, abusant de leur autorité, opprimèrent tellement les villes impériales de cette province que Charles IV, sur les instances réitérées de ces communes, cita enfin Éverard et Ulric devant la Diète, as-

semblée en juillet 1360 à Nuremberg, afin de rendre compte de leur conduite. Les comtes comparurent devant l'assemblée des États; mais loin de se justifier, ils refusèrent même de répondre aux graves accusations intentées contre eux. Comptant sur l'assistance du duc d'Autriche, ils s'imaginaient pouvoir impunément braver l'Empereur. Ils se trompèrent dans leur calcul; car ce monarque ayant rassemblé une armée, où se trouvaient aussi des troupes bohèmes, polonaises et hongroises, et à laquelle les villes impériales joignirent leur milice, marcha contre les Wurtembergeois, et les força bientôt à la soumission. Le 31 août, on conclut une convention, par laquelle ces comtes, le duc de Teck, le chevalier Schenk de Limbourg et d'autres rebelles, renoncèrent à l'alliance avec l'Autriche, reçurent leur pardon de l'Empereur et furent confirmés dans leurs possessions. Les démêlés des comtes wurtembergeois avec les villes impériales furent accommodés, le 15 du mois suivant, et le comte palatin Robert, l'aîné, fut nommé préfet impérial en Souabe.

L'Empereur, dans l'intervalle, s'était dirigé sur Esslingue pour combattre le duc Rodolphe d'Autriche. Mais ce prince fut assez avisé pour se soumettre également. On signa, le 5 septembre, au camp devant Esslingue une convention dans laquelle Rodolphe accordait à l'Empereur le libre passage par ses États. Les rénonciations faites réciproquement, au mois de mai à Tyrnau, furent de nouveau confirmées par des actes particuliers. Ces princes contractèrent ensuite entre eux une alliance défensive. Cette union fut renouvelée à Nuremberg en décembre 1360 par l'Empereur et le margrave Jean de Moravie, d'une part, et par le duc Albert et ses frères, d'autre part, et les princes électeurs de l'Empire confirmèrent, en avril 1361, tous les droits et franchises de l'Autriche. Ainsi par les traités de Tyrnau et d'Esslingue,

l'article de la bulle d'or, qui donnait aux Bohèmes le droit d'élire un roi après l'extinction de la race masculine des Luxembourgeois, fut supprimé, et la succession éventuelle au trône de Bohème formellement adjugée à la Maison d'Autriche.

Cependant toutes ces transactions ne purent empêcher qu'il ne s'élevât bientôt après une nouvelle querelle entre l'Empereur et le duc Rodolphe. Celui-ci continuait toujours à se qualifier de *duc de Souabe* et *d'Alsace*, ainsi que d'*archiduc palatin* [1]), donnant au privilège frédéricien une interprétation étendue; il se servait même de joyaux et ornements royaux qu'il n'était pas en droit de porter. Par conséquent l'Empereur le cita à Nuremberg pour rendre compte de ces usurpations. Rodolphe s'étant présenté, au mois de mai 1361, devant la Diète, renonça à tous les titres et décorations dont il s'était illégitimement revêtu, promit lui-même de tenir exactement les traités, et dut consentir à ce que les Grands de l'Autriche se rendissent garants pour lui. Dans le cours du mois suivant, Rodolphe porta plainte auprès de l'Empereur contre le patriarche d'Aquilée. Charles IV promit, par un acte passé à Prague le 2 août, son assistance au duc d'Autriche, et menaça les Aquiléens et leur patriarche de leur faire la guerre. En même temps les conventions faites entre l'Empereur et le duc Rodolphe furent encore une fois confirmée, et une alliance défensive et offensive fut conclue entre la Bohème, la Moravie et l'Autriche.

Dès le mois de juillet 1361, le duc Rodolphe avait commencé ses armements pour continuer la guerre contre

[1]) Il se fondait à l'égard de ce dernier titre sur le diplôme de l'empereur Frédéric I, émané l'an 1156, dans lequel il est dit que le duc d'Autriche *est censé un des archiducs palatins (Unus de palatinis Archiducibus est censendus).*

Aquilée. Le capitaine du pays de Carinthie, Frédéric d'Auffenstein, les dirigea. Le 13 août, l'avant-garde autrichienne, et le 29 le Duc lui-même avec son frère Frédéric et 4000 cavaliers, pénétrèrent par Gorice en Frioul. Udine tomba bientôt au pouvoir de Rodolphe. Le patriarche Louis, effrayé des progrès des armes autrichiennes, se hâta de solliciter la paix. Le 12 septembre, il signa l'armistice, et trois jours après son adhésion provisionnelle à toutes les conditions que l'Empereur et le duc Rodolphe jugeraient à propos de lui prescrire. Le patriarche fut obligé de se rendre prisonnier de guerre, et fut conduit à Vienne. Pendant cette courte guerre, Rodolphe parvint à fiancer, le 22 septembre, son frère Léopold à Cathérine, fille du comte Meinard VII de Gorice, et le 25 du même mois, à conclure un traité de succession, en vertu duquel tous les pays goriciens devaient, après la mort du dernier mâle de cette Maison, échoir au ducs d'Autriche. Cette convention fut confirmée, le 30 avril 1365, par le comte Albert IV de Gorice qui, dans l'acte passé à cet égard renonça en outre formellement à toutes les prétentions sur la possession du Tyrol. Déjà précédemment (le 3 juin 1364) ce prince, qui était sans enfants, avait comme son frère Henri III, mort en 1363, cédé à l'Autriche la partie de la Carniole et de la Marche vénède qu'il possédait; en sorte qu'après sa mort ces districts devaient être réunis à la Carniole, ce qui eut effectivement lieu, l'an 1374. Il est vrai, que le duc Léopold refusa de consentir à ce mariage; mais la convention d'hérédité faite entre l'Autriche et la Gorice ne fut pas annullée. Toutefois elle resta encore quelque temps sans effet, parce que le comte Meinard VII venait d'avoir tout récemment deux fils, Henri IV et Jean-Meinard, qui lui succédèrent en 1385 dans le gouvernement des pays goriciens.

Vers le milieu d'avril 1362, le patriarche d'Aquilée

recouvra sa liberté, en souscrivant aux dures conditions de paix prononcées par le roi Louis de Hongrie, qui avait été choisi pour médiateur. Le patriarche donna tous les domaines aquiléens situés dans les États d'Autriche en fief au duc Rodolphe. Un gouverneur autrichien devait administrer le Frioul. Une alliance défensive et offensive fut conclue entre l'Autriche et Aquilée. Enfin le patriarche Louis paya au duc Rodolphe mille marcs d'argent, pour le dédommager des frais de la guerre.

Dès le 30 mars 1361, l'empereur Charles IV avait confirmé à Nuremberg les villes de Zurich et de Berne, comme aussi les cantons d'Uri, de Schwitz et d'Underwald, dans leurs affranchissements et leurs confédérations. Au mois de décembre, il mit les villes forestières sous la protection particulière de l'Empire, et les autorisa à défendre leurs franchises et leur constitution contre tous ceux qui entreprendraient d'y porter atteinte. Le duc Rodolphe, à qui ces dispositions si favorables aux cantons suisses, non moins que la puissance toujours croissante de la Maison de Luxembourg, donnaient de l'inquiétude pour les possessions autrichiennes en Helvétie, s'unit au roi Louis de Hongrie qui avait déclaré la guerre à l'Empereur, parce que ce prince avait offensé par un discours moqueur une ambassade hongroise. Louis et Rodolphe s'allièrent, le 7 janvier 1362, contre l'Empereur et le margrave de Moravie, et conclurent en même temps un pacte de confraternité entre la Hongrie et l'Autriche. Dès que Charles IV fut informé de l'étroite union que venaient de former ces deux Puissances, il se rendit en toute hâte à Constance, et signa un traité d'alliance avec Zurich et les villes forestières contre l'Autriche. Vers le même temps, la ligue contre l'Empereur fut encore renforcée par l'accession du roi Casimir de Pologne, de Meinard de la haute Bavière et de Tyrol, et des évêques Godéfroi de Passau et Léopold de Bamberg. Dans l'as-

semblée des électeurs, tenue à Nuremberg en mars 1362, Charles IV accusa le duc Rodolphe, comme perturbateur du repos public, et les électeurs durent lui promettre de ne jamais élever un prince autrichien sur le trône germanique. Les électeurs sommèrent Rodolphe par écrit de relâcher le patriarche d'Aquilée qui était encore alors détenu à Vienne, et de venir se justifier de l'accusation formée contre lui. Le Duc satisfit bientôt après à la première demande; l'autre demeura sans réponse. L'Empereur alors rassembla près de Collin l'armée bohème. Le roi de Hongrie réunit la sienne dans les environs de Trentschin. L'avant-garde de cette dernière pénétra, sous la conduite du duc Ladislas d'Oppeln et du Ban Pierre, en Moravie et ravagea les cantons circonvoisins de la Morave par le feu et le fer. Charles IV s'avança jusqu'à Deutschbrod; mais il fit en même temps partir le duc Bolko de Schweidnitz pour Trentschin, lequel, secondé par un légat du pape, parvint à engager le roi Louis à signer une trêve. Mais les négociations de paix entamées à Deutschbrod n'ayant pas eu l'effet désiré, on continua les hostilités qui toutefois n'aboutirent à aucun résultat. À la fin de la campagne, les troupes hongroises se débandèrent, et l'Empereur renvoya également les siennes dans leurs foyers. À peine Charles IV fut-il de retour à Prague que la mort lui enleva sa jeune épouse. Elle lui laissa deux enfants, *Venceslas* et *Élisabeth*, avec le droit de succession aux duchés de Schweidnitz et de Javer.

Les ennemis de l'Empereur se réunirent, en août 1362, à Trentschin, et renforcèrent leur ligue par l'accession du roi Valdémar de Danemark et du duc Bohuslas de Stettin. Le duc Rodolphe avait aussi, sur la fin du mois précédent, contracté une alliance défensive et offensive avec les autres ducs de Bavière. Dans un nouveau congrès, assemblé à Presbourg vers la fin de l'année 1362,

les Souverains de Hongrie, de Pologne, d'Autriche et de la haute Bavière, prirent la résolution de continuer au printemps prochain la guerre avec la plus grande activité. En revanche, l'Empereur sut mettre les margraves Louis et Othon de Brandebourg si bien dans ses intérêts, que ces princes transportèrent, le 18 mars 1363 à Nuremberg, par un acte authentique à la Maison de Luxembourg la succession à la souveraineté de la Marche de Brandebourg et de la basse Lusace, et l'autorisèrent à prendre dès à présent les titres de ces pays. Pendant ce temps-là, le pape Urbain V, successeur d'Innocent VI, faisait tous ses efforts pour prévenir de nouvelles hostilités. Son légat vint à bout de ménager d'abord une suspension d'armes entre la Bohème, la Hongrie et la Pologne. En avril 1363, la paix fut par là rétablie que l'Empereur épousa en quatrièmes noces à Nuremberg la princesse Élisabeth, fille du duc Bohuslas de Stettin, proche parente des rois de Hongrie et de Pologne. Le 15 juin, Charles IV fit couronner son fils Venceslas, qui n'avait que deux ans, comme successeur au trône, et son épouse, âgée de dix-huit ans, comme reine de Bohème. La paix conclue entre l'Empereur et les rois de Hongrie et de Pologne ayant dissous la coalition qu'on avait formée contre l'empereur Charles IV, il ne restait plus à ce monarque d'autre adversaire que le duc Rodolphe d'Autriche, qui était alors engagé dans une querelle avec tous les ducs de Bavière, au sujet de la prise de possession du *Tyrol.* Mais les affaires de succession en ce pays prirent à cette époque un tour qui était d'une telle importance pour Rodolphe, qu'il ne pouvait songer pour le moment à faire la guerre à l'Empereur.

Louis l'aîné, duc de la haute Bavière et comte de Tyrol, ci-devant aussi margrave de Brandebourg, étant mort le 18 septembre 1361, Meinard III, le seul fils qu'il avait eu de Marguerite Maultasche son épouse, lui succéda.

Ce prince qui, à l'âge de neuf ans (1352), avait été fiancé à Marguerite, fille du duc Albert II d'Autriche, consomma son mariage avec cette princesse l'an 1359, après que le pape Innocent VI eut confirmé l'union de Louis et de Marguerite de Tyrol, et légitimé ainsi la naissance de leur fils. Le même jour où les deux jeunes fiancés reçurent la bénédiction nuptiale, Marguerite Maultasche qui, de même que son époux, n'était pas en bonne intelligence avec les princes de Bavière, du Palatinat et de Brandebourg, qui leur étaient alliés de si près, institua les ducs d'Autriche, Rodolphe IV, Frédéric III, Albert III et Léopold III héritiers du comté de Tyrol, en cas qu'elle-même, son époux Louis et son fils Meinard vinssent à mourir sans hoirs mâles. Par cette convention héréditaire, la duchesse Marguerite et les princes autrichiens voulaient surtout renverser les desseins secrets de l'empereur Charles IV, qui travaillait encore toujours à joindre de nouveau le Tyrol aux domaines de sa Maison. Le jeune Meinard III, prince de la plus belle espérance, ne survécut que peu de temps à son père. Il mourut le 13 janvier 1363. Comme il n'avait pas laissé d'enfants, la souveraineté du Tyrol retourna à Marguerite Maultasche, sa mère. Peu de jours après que celle-ci eut pris à Botzen (le 26 janvier 1363) le gouvernement du Tyrol, elle céda, avec l'approbation des États du pays, le comté au duc Rodolphe IV d'Autriche qui était arrivé dans la dite ville, et à ses héritiers. Toutefois elle se réserva de régir, au nom des ducs d'Autriche, le pays de Tyrol et d'en tirer les revenus, sa vie durant. Au mois de février, Rodolphe reçut l'hommage des Tyroliens. Le 11 septembre de la même année, la duchesse Marguerite abandonna, du consentement unanime des États, par un nouveau traité au duc Rodolphe dès à présent le comté de Tyrol, pour en jouir en toute propriété. Elle stipula qu'on lui payerait en retour

une somme de 6000 marcs, et se réserva pour le reste de sa vie la ville de Sterzingen, le canton appelé *Passeyer-Thal*, la forteresse de Strasberg, les châteaux de Gries, d'Ambras, de Martinsberg et de Stein avec leur produits. Les ducs d'Autriche devaient aussi occuper, soit dès à présent, soit après la mort de Marguerite, les villes, seigneuries et châteaux en Bavière, affectés à son douaire, et nommément Klingenberg, Wasserbourg, Kuefstein, Kitzbuhel et Rattenberg, mais à la charge de payer les dettes de ces domaines. Le 29 septembre, la duchesse Marguerite renonça formellement à la souveraineté du Tyrol; elle fit aussi prêter le serment de fidélité au duc Rodolphe par tous les fonctionnaires dans ses possessions bavaroises. Une nouvelle inauguration générale des princes de Habsbourg-Autriche en Tyrol confirma et sanctionna pour toujours les traités qui réunissaient ce pays aux duchés autrichiens. Immédiatement après, Marguerite Maultasche partit pour Vienne, où elle termina ses jours le 3 octobre 1369.

L'empereur Charles IV se réconcilia avec son gendre, peu de temps après que celui-ci eut pris possession du Tyrol. Les rois de Hongrie et de Pologne et le duc Bolko de Schweidnitz qui, comme médiateurs, étaient convenus, le 12 décembre 1363 à Cracovie, des préliminaires de la paix, ménagèrent un abouchement entre l'Empereur et Rodolphe. L'entrevue eut lieu à Brunn en Moravie, où tout fut arrangé au mieux, en présence d'un nombre infini de princes et seigneurs ecclésiastiques et séculiers. L'Empereur confirma, le 8 janvier de l'année suivante, l'acquisition du Tyrol faite par les ducs d'Autriche, et leur donna l'investiture de ce pays [1]).

[1]) Le *Tyrol* faisait anciennement partie de la *Rhétie* (voir Tome I Page 25), située au sud et au nord des Alpes, entre l'Helvétie, la Gaule cisalpine, la Norique et la Vindélicie. Après la conquête de cette contrée par les Romains, la Rhétie fut d'abord une des quatorze provinces de l'Empire. Sous Constantin cette contrée fut divisée en *Rhétie supérieure* et *Rhétie*

Charles IV, animé d'un désir ardent d'accroître encore davantage la puissance de sa Maison, crut, en affer-

inférieure, ou *première* et *seconde*. Comme dans tous les pays conquis, les Romains établirent également en Rhétie des colonies, parmi lesquelles on nomme Inspruck, Botzen et Meran; ils agrandirent aussi la ville de Trente. Jusqu'en 168 après J. C., les habitants de cette contrée vécurent tranquilles sous la protection des Romains; mais à partir de cette époque, le pays se vit exposé aux courses des peuplades germaniques qui le ravagèrent au point qu'il ne fut plus qu'une lande, telle qu'il l'avait été avant l'arrivée des Romains. Après la chûte de l'empire de cette grande nation, la Rhétie resta probablement une province de l'Italie et partagea les destinées de cette péninsule. C'est ainsi que la Rhétie passa en 476 sous la domination d'Odoacre, et ensuite sous celle de Théodoric, roi des Goths, qui vainquit et tua Odoacre, l'an 439. L'empire des Goths en Italie ayant été renversé par les Francs vers le milieu du VI[ème] siècle, la partie septentrionale et la plus grande de la Rhétie fut, à ce qu'on croit, annexée au duché de Bavière, et la partie méridionale réunie à l'État d'Italie. Le nom de *Rhétie* avait disparu depuis longtemps. Vers l'an 570 les Lombards conquirent la haute Italie et avec elle le Tyrol méridional, qu'un duc, nommé *Coïn*, gouverna comme *duché de Trente*, sous la suzeraineté lombarde. Jusqu'au temps de Charlemagne le Tyrol demeura sous la domination des ducs bavarois ou tridentins. Mais en 788 le duc Tassillon II fut déposé et dépouillé de ses États par ce monarque, qui les partagea en plusieurs comtés. Cependant on ne trouve nulle part la moindre trace que le Tyrol ait eu dans ce temps-là un comte particulier. Déjà sous les ducs de Bavière on avait établi en Tyrol un margrave qui portait le titre de *margrave de Botzen* ou *sur-l'Adige;* mais il ne parait pas que cette charge, comme en général la dignité de comte, ait déjà été alors héréditaire. Ce ne fut, à ce qu'on présume, que dans le XII[ème] siècle, où Frédéric I partagea les pays de Henri-le-Lion, que le Tyrol fut conféré comme un fief héréditaire au comte *Berloud* d'*Andechs*. Toutefois ces princes ne furent pas nommés comtes de Tyrol, mais *ducs de Meran*. Quatre ducs de cette famille régirent successivement ce pays; savoir: *Berloud I* († 1192), *Berloud II* (1192 - 1202), *Othon I* jusqu'en 1234, et *Othon II* jusqu'en 1248. La Maison d'Andechs ayant cessé de fleurir avec ce dernier duc, il eut pour successeur *Albert I* son gendre, dont les ancêtres s'étaient déjà écrits comtes de Tyrol, sans entrer toutefois en considération à côté des puissants ducs de Meran. Albert I ne prit point le titre de duc, mais il conserva celui de *comte de Tyrol*, et le transmit à ses successeurs. Ce prince n'ayant également pas de fils, le Tyrol échut à son gendre *Meinard I, comte de Gorice* qui était le plus proche agnat d'Albert. Cependant Meinard fut obligé de céder les cantons dits *Ober- et Unter-Innthal* au comte *Gebhard de*

missant l'amitié avec l'Autriche, se préparer la base d'un futur agrandissement de ses propres États héréditaires. Comme les trois ducs d'Autriche, Rodolphe IV, Albert III et Léopold III — Frédéric III avait péri à la chasse, le 10 décembre 1362 — étaient encore alors sans héritiers, l'Empereur proposa à ces princes de conclure un traité de succession réciproque, à quoi ils donnèrent leur consentement. Le 10 février 1364, on dressa et signa une convention, par laquelle les Maisons de Luxembourg-Bohème et de Habsbourg-Autriche se firent réciproquement donation de tous leurs États, dignités et droits, à défaut d'héritiers mâles. Il y fut toutefois ajouté que, si la Maison d'Autriche régnante venait à s'éteindre, les descendants du roi Louis de Hongrie, en vertu du pacte d'hérédité conclu l'an 1362, auraient le premier droit sur l'Autriche, et que seulement après leur extinction cet héritage passerait à la

Hirschberg, l'aîné des gendres d'Albert, qui en revanche lui abandonna déjà de son vivant le gouvernement du Tyrol. Après la mort du comte Albert (1254), Meinard acheta de son beau-frère l'Innthal et réunit ainsi de nouveau tout le Tyrol. Son fils *Meinard II*, qui lui succéda en 1258, et dont la fille Élisabeth épousa Albert I, fils aîné de l'empereur Rodolphe I de Habsbourg, soutint ce monarque contre le roi Ottocare de Bohème, et obtint 1286, en récompense de ses services, pour lui et ses descendants mâles, le duché de Carinthie. Son successeur fut son fils *Othon*, qui régna depuis 1296 jusqu'en 1310, et celui-ci suivirent ses deux autres frères *Louis* (1310-1315) et *Henri* (1315-1335). Ce dernier prince s'était marié avec *Anne de Bohème*, et comme le roi Venceslas, frère de cette princesse, mourut sans héritiers, il forma des prétentions sur la couronne de Bohème, qui toutefois étaient mal fondées, vu qu'il existait un pacte d'hérédité entre la Maison de Habsbourg et la Bohème. Le résultat de cette guerre de succession fut, comme on sait, qu'il se vit obligé de renoncer à la Bohème et de retourner en Carinthie. Il mourut au château de Tyrol près Meran, ne laissant qu'une fille, *Marguerite Maultasche*, dont on connait déjà l'histoire. La Carinthie fut alors séparée du Tyrol et passa aux ducs d'Autriche, auxquels le droit de réversion sur la Carinthie avait été réservé, en cas d'extinction de la race masculine de Meinard II, lorsque ce prince fut mis 1286 en possession de cette province.

Maison de Luxembourg. Les États de l'Autriche et de la Bohême confirmèrent cette convention. L'amitié entre les deux Maisons souveraines fut consolidée par le mariage de Marguerite, fille du duc Albert II, et veuve de Meinard III, duc de Bavière et comte de Tyrol, avec le margrave Jean de Moravie, premier époux de sa belle-mère Marguerite Maultasche. Les noces furent célébrées à Vienne en février 1364; mais la margrave mourut à Brunn dès l'année 1366. Au mois de mai 1364, l'Empereur avait cédé au duc Rodolphe *Feltre*, *Cividale* et plusieurs autres endroits en *Frioul*. Les frères du duc Louis de Bavière défunt, Étienne l'aîné et Albert de la basse Bavière, n'avaient aucun droit sur le comté de Tyrol. Marguerite Maultasche avait apporté ce pays en mariage à son époux, mais seulement pour qu'il en eût la jouissance sa vie durant, et qu'il le transmît aux enfants qui naîtraient de leur union. En cas qu'il n'y eût point d'enfants, ou que ceux-ci précédassent leurs parents au tombeau, le comté retournait de plein droit à la mère, comme une propriété qui lui appartenait. Ce fut encore du vivant de son époux et de sa pleine connaissance que la duchesse avait fait, l'an 1359 à Munich, donation du Tyrol aux ducs d'Autriche, en cas que Meinard, son fils unique, vînt à mourir sans laisser d'héritier. Après la mort de ce jeune prince, le comté de Tyrol était dévolu à Marguerite Maultasche, mais seulement à titre d'usufruit, attendu que le droit d'hérédité qu'elle avait transporté aux ducs d'Autriche par la convention de Munich, entrait alors en vigueur. Qu'elle renonça ensuite aussi à son droit usufructuaire et abandonna dès lors la possession du Tyrol aux successeurs par elle désignés, c'était un libre acte de sa volonté illimitée. Malgré tout cela, les princes bavarois ci-dessus nommés prirent non-seule-
t possession de la haute Bavière, avec la ville de

Munich, mais ils réclamèrent aussi le Tyrol, comme étant les plus proches parents de Meinard III. L'Empereur les avait sérieusement éconduits lorsqu'ils parurent à Prague, en janvier 1364, et sollicitèrent l'appui du chef de l'Empire pour leurs prétendus droits. Les deux autres frères, Louis-le-Romain et Othon, margraves de Brandebourg, étaient tellement dévoués à l'Empereur qu'ils contractèrent, le 8 mai 1364 à Bautzen, une alliance avec l'Autriche contre la Bavière et renoncèrent, par un acte formel passé le jour suivant, à toute prétention sur le Tyrol en faveur des princes autrichiens. Mais les ducs Étienne et Albert étaient décidés à se mettre par la force des armes en possession de cet important pays.

Dès le mois de novembre 1363, les hostilités avaient éclaté entre l'Autriche et la Bavière. Les troupes du duc Étienne commencèrent la guerre contre le pays de l'archevêque Ortolphe de Salzbourg avec qui le duc Rodolphe avait fait alliance, pendant qu'un corps autrichien pénétrait du côté de Schaerding et de Neubourg en Bavière. Près d'Oettingue, les Bavarois remportèrent quelques avantages sur les alliés. L'évêque de Frisingue n'ayant pas voulu se déclarer pour l'Autriche, Rodolphe confisqua tous les biens de cet évêché situés sur son territoire. Les Bavarois et les troupes de leurs alliés, le burgrave de Nuremberg, les comtes d'Orlamunde, de Nassau, de Schwarzbourg et de Stein, qui s'étaient rassemblés près de Rosenheim, ravagèrent alors la plaine de Salzbourg. Le duc Étienne lui-même avait fait une invasion en Tyrol. Le duc Rodolphe s'était déjà fait, pendant le peu de temps qu'il avait régné sur ce dernier pays, quantité d'ennemis parmi les Grands du pays, dont il avait sévèrement réprimé l'obstination à laquelle ils s'étaient accoutumés sous le gouvernement précédent. Une partie de ces Nobles, pour échapper au châtiment mérité, s'enfuirent chez l'en-

nemi. D'autres mécontents avaient préparé à Rodolphe, dans la contrée entre Insprück et Hall, une embuscade, dont ce prince ne fut sauvé que par la fidélité des bourgeois de ces deux villes. Les séditieux alors ouvrirent les portes de Rattenberg et de plusieurs forteresses voisines aux Bavarois, qui pillèrent et brûlèrent aussi en partie les villages dans la vallée entre Kuefstein et Zeil. Mais ils furent bientôt repoussés au delà des frontières par les Autrichiens; en quoi Rodolphe fut vigoureusement soutenu par la chevalerie fidèle, ainsi que par les bourgeois et les paysans qu'il avait rassemblés sous ses drapeaux. Les troupes bavaroises souffrirent extrêmement dans leur retraite par la rigueur de l'hiver. Les Autrichiens se revanchèrent des cruels ravages qu'avaient faits les Bavarois, par des courses dévastatrices sur les terres de leurs ennemis.

Au mois d'août 1364, pendant que les ducs Étienne et Albert assiégeaient avec un mauvais succès, celui-là Muhldorf et celui-ci Schaerding, le duc Rodolphe fit la conquête de Ried, ville en Bavière. Les princes bavarois alors levèrent les sièges de Muhldorf et de Schaerding, et évacuèrent le territoire salzbourgeois. Les efforts du pape Urbain V et du roi Louis de Hongrie, qui se rendirent tour à tour médiateurs pour réconcilier les deux parties hostiles, n'eurent qu'un faible succès. À la vérité on signa, le 12 septembre à Passau, une suspension d'armes qui devait durer jusqu'à la Saint-Georges de l'année suivante, mais elle n'amena point l'accommodement dont on espérait la voir suivie, et Rodolphe contracta, le 21 janvier 1365, avec Albert, évêque de Passau, une nouvelle alliance contre la Bavière. On allait recommencer les hostilités; mais les Puissances médiatrices parvinrent à faire conclure une nouvelle trêve jusqu'au 24 juin, laquelle fut prolongée, bientôt après, jusqu'à la fin d'octobre 1365.

Dans l'été de la même année, le duc Rodolphe se rendit à Milan, pour aller chercher *Viridis*, fille de Barnabé Visconti, qu'il avait fiancée à son frère Léopold. Mais arrivé dans cette ville, il fut attaqué d'une fièvre inflammatoire qui le conduisit au tombeau, le 27 juillet 1365, à l'âge de vingt-six ans. Son corps fut transporté à Vienne et inhumé dans l'église de S. Étienne, comme il l'avait ordonné.

Rodolphe IV avait été instruit de bonne heure dans les Lettres, les Sciences et dans l'art de régner. Aussi montra-t-il dans toutes ses ordonnances et dispositions un discernement, une habilité, une adresse, fort au-dessus de son âge. Aucune partie de l'administration ne lui était étrangère. Dans plusieurs actes de son gouvernement se trouvent exprimés des sentiments et des principes par lesquels il paraissait avoir devancé son siècle. Il publia, le 20 juin 1361, un nouveau réglement municipal pour la ville de Vienne. Il restreignit dans cette ordonnance, comme l'avait déjà commencé à faire Albert II, son prédécesseur, les fréquentes donations pieuses, si préjudiciables aux revenus du Souverain. Les églises et les couvents furent rendus contribuables pour les maisons et les fermes qui leur appartenaient en propre. Les corps de métiers et les communautés des artisans furent entièrement dissous. On supprima toutes les juridictions particulières et privées auxquelles certains quartiers de la ville et des faubourgs étaient soumis. Les tribunaux de la Cour, de la ville, de la monnaie et des Juifs, furent seuls maintenus. Le trop grand nombre de lieux de franchise, où l'on ne pouvait arrêter les criminels qui s'y retiraient, furent réduits au palais ducal, au couvent des Écossais et à l'église de S. Étienne. On abolit également tous les patronages particuliers des églises et des couvents, et le Magistrat de la ville fut déclaré protecteur général de tous

les habitants de la commune, à ce commis par le Souverain du pays. À la fin de cette ordonnance, le duc Rodolphe confirmait tous les droits et privilèges des bourgeois de Vienne. Ce prince renouvela, le 18 novembre 1364, avec ses frères Albert et Léopold le pacte de famille fait par leur père. Le 16 mars 1365, il signa les lettres de fondation de l'université de Vienne, qui fut divisée en quatre nations académiques; savoir: l'autrichienne, la rhénane, la hongroise et la saxonne, ayant chacune à leur tête un procurateur. Ces quatre préposés élisaient le recteur magnifique et formaient avec lui la magistrature de l'université. Ce fut aussi Rodolphe IV qui commença l'agrandissement de l'ancienne église de S. Étienne et posa la base de la grande tour [1], ainsi qu'on l'a déjà rapporté. Mais tous ses efforts pour procurer à l'Autriche un évêque particulier qui eût son Siège à Vienne, échouèrent contre les obstacles qu'y mirent l'archevêque de Salzbourg et l'évêque de Passau, aux diocèses desquels l'Autriche avait, pour la plus grande partie, appartenu jusqu'alors. Cependant le duc Rodolphe obtint du pape Urbain V la permission d'ériger un Chapitre dans l'église de S. Étienne, et confirma, le 16 mars 1365, par sa signature le diplôme de cette fondation. Toutes ces institutions valurent à ce prince le surnom de *Fondateur*. Le titre d'*Archiduc* qu'il s'était attribué lui-même, ne passa point à ses premiers successeurs. Rodolphe avait de grands talents militaires; intrépide et belliqueux comme ses ancêtres, il n'aspirait qu'à accroître les nombreuses possessions de ses prédécesseurs et la gloire de sa Maison; c'est ce qui à fait dire à un auteur allemand [2] que, si ce prince avait vécu plus longtemps, il aurait élevé l'Autriche au faîte de la grandeur, ou l'aurait exposée à une ruine entière.

[1] Ce monument ne fut achevé qu'en 1433.

[2] Thomas Ebendorfer d'Hasselbach.

CHAPITRE V.

Albert III, dit à-la-Tresse, et Léopold III le Loyal.
De 1365 à 1395.

Le duc Rodolphe IV étant mort sans laisser d'enfants, la souveraineté de tous les États autrichiens échut, conformément aux statuts de la Maison, au duc *Albert III*, surnommé *à-la-Tresse* [1]), qui le suivait en âge. En automne 1365 ce prince, qui n'avait que seize ans lorsqu'il prit les rênes du gouvernement, se rendit avec son frère Léopold à Prague, où ils renouvelèrent les traités de succession réciproque et éventuelle que leur frère Rodolphe avait faits, l'an 1364, avec la Maison de Luxembourg. Le 19 mars 1366, on conclut à Prague le mariage du duc Albert III d'Autriche avec *Élisabeth*, la plus jeune des filles de l'empereur Charles IV, ainsi que celui du margrave Othon de Brandebourg avec Cathérine, fille aînée de ce monarque et veuve du duc Rodolphe IV. Le 20 du même mois, le pacte d'hérédité que les princes autrichiens avaient fait en 1362 avec le roi Louis de Hongrie, fut dissous, déclaré nul par l'Empereur, et Louis avec ses descendants éxclus du droit à la succession d'Autriche qui lui avait été concédé. Le 26 mars, la convention d'hérédité entre l'*Autriche* et la *Bohème* fut encore

[1]) Ce prince fut appelé ainsi, parce qu'il portait constamment autour du cou une tresse de ses cheveux, mêlés de ceux de son épouse ou de quelque princesse chérie. Le baron de Hormayr dit, que cette tresse était formée des beaux cheveux blonds de son épouse Béatrice.

une fois confirmée. Peu de temps après, Charles IV vint à Vienne et sanctionna de nouveau tous les anciens privilèges que les empereurs et l'Empire avaient octroyés aux ducs d'Autriche, ainsi qu'aux villes et pays soumis à leur domination. Ensuite il investit, le 8 mai 1366, les ducs Albert et Léopold de tous les États dont ils étaient alors en possession. Pour encore mieux consolider le traité éventuel fait avec les princes autrichiens, il leur donna, le 15 mai, en cas que la ligne masculine de l'une ou de l'autre des deux Maisons vînt effectivement à s'éteindre, l'investiture de tous les États bohèmes, et à son fils Venceslas, comme aussi à son frère le margrave Jean de Moravie, celle de toutes les provinces d'Autriche.

Avec la mort prématurée du judicieux et infatigable Rodolphe IV s'éloignèrent aussi cette concorde et unité, ces principes de possession exclusive des pays et d'indivisibilité du pouvoir souverain, indispensables pour la conservation et l'agrandissement des dynasties, que l'illustre fondateur de la Maison d'Autriche, Rodolphe I, son sage petit-fils Albert II et son habile arrière-petit-fils Rodolphe IV, avaient prescrits et maintenus. *Albert III* était doux et pacifique. Ami des arts et des sciences, il ne connaissait pas d'autre ambition que d'assurer le repos et la félicité des peuples auxquels il commandait. *Léopold III le Probe, le Loyal*, son frère, au contraire, était un prince ardent, d'une humeur guerrière, et porté aux grandes entreprises. Albert lui céda en 1366 l'administration des domaines de sa famille en Souabe, en Helvétie et en Alsace, sans enfreindre toutefois par un partage précis de pays l'ordre de succession établi en Autriche. Le Tyrol seul demeura en commun aux deux frères. Mais quelques années après (1375), Albert s'écarta entièrement du sage système que lui avaient tracé ses pères, en faisant un partage réel de ses États. Il ne

garda que *l'Autriche* seule et abandonna, par un acte formel, tous les autres domaines de sa Maison à son frère Léopold. Le rusé Charles IV, charmé de voir que l'Autriche travaillait elle-même à détruire sa puissance politique par une séparation de ses provinces, s'empressa de donner, en sa qualité de chef de l'Empire, à ce démembrement la sanction qu'on sollicitait.

La trêve conclue, l'an 1365, entre l'Autriche et la Bavière, avait été de nouveau prolongée plusieurs fois. L'Empereur se donna toutes les peines possibles, pour terminer le différend sur la succession du Tyrol, auquel il était lui-même interessé, à cause de la convention d'hérédité qui existait entre la Bohème et l'Autriche. Après bien des négociations, la paix fut enfin signée à Schaerding, le 28 septembre 1369. Les ducs de Bavière, et particulièrement le duc Jean III, qui était sur le point d'épouser la comtesse Cathérine de Gorice, jadis la fiancée de Léopold III d'Autriche, renoncèrent à toutes les prétentions sur le Tyrol, et évacuèrent les châteaux de Landeck, de Schlossberg et de Matrey, qu'ils tenaient encore occupés. En retour, ils eurent les villes de Weissenhorn et de Buech, affectées au douaire de Marguerite Maultasche, les bailliages tyroliens de Rattenberg, de Kuefstein et de Kitzbuhel; puis la ville de Schaerding, jusqu'alors engagée à l'Autriche, et enfin une somme de 116,000 florins en argent comptant. En 1373 il fut conclu entre les ducs d'Autriche et de Bavière une convention pour la sûreté et l'avancement du commerce réciproque. Au mois de décembre 1374, le duc Albert III d'Autriche, qui avait perdu l'année précédente son épouse Élisabeth, se maria avec *Béatrice*, fille du burgrave Frédéric de Nuremberg.

Les gens de la Cour et employés des deux ducs d'Autriche se haïssaient, et se persécutaient mutuellement dans chaque occasion. La Noblesse aussi menaçait de

troubler la tranquillité intérieure par la fureur des partis. Il fallut que les ducs Albert et Léopold employassent les plus grands efforts, pour comprimer les intrigues et les hostilités dans la naissance. Les Schaumbourg, les Rohr et plusieurs autres Nobles, qui avaient violé la paix publique, ne purent être ramenés à l'obéissance que par la force des armes. À peine ces troubles furent-ils apaisés qu'une alliance, contractée par l'archevêque Pérégrin de Salzbourg avec les ducs de Bavière, causa aux princes autrichiens de nouvelles inquiétudes. Quoique cette union fût principalement dirigée contre l'Empereur, les ducs d'Autriche ne pouvaient, dans l'état d'agitation où étaient les esprits dans leurs propres États, voir avec indifférence cette étroite liaison entre les princes du voisinage. C'est pourquoi le duc Albert, conjointement avec l'Empereur, s'adressa au pape Grégoire XI, qui força l'archevêque de Salzbourg à dissoudre sur-le-champ son alliance avec la Bavière, et de se réconcilier avec l'Empereur et les ducs d'Autriche (1374).

Dans l'année 1368, les bourgeois de Fribourg en Brisgau avaient acheté du comte Egon de Furstenberg, possesseur de leur ville, la liberté pour une somme de 20,000 florins. Le duc Albert donna cet argent à titre d'avance, et en revanche Fribourg reconnut la domination autrichienne. Comme en vertu d'une ordonnance impériale, émanée le 16 août 1360, le comté de Brisgau était pour toujours et inséparablement attaché à la possession de la ville de Fribourg, le duc Léopold III établit en 1369 son autorité souveraine dans ce pays et nomma, le 8 janvier de l'année suivante, le margrave Rodolphe de Bade préfet autrichien de ce comté.

Vers le même temps, les ducs Albert et Léopold furent enveloppés dans des hostilités contre les Vénitiens, avec lesquels l'Autriche avait presque toujours vécu en

paix et en bonne intelligence. Les princes autrichiens avaient même par un acte, passé le 16 mai 1366, assuré à tous les sujets de la République protection et sauf-conduit dans tous les pays d'Autriche. Mais avant de rapporter l'événement qui donna lieu à cette rupture, je dois reprendre l'histoire de Venise, que la grande affluence de faits importants que j'ai eu à raconter, m'a fait perdre assez longtemps de vue.

Le règne de *Pierre Gradénigo*, qui remplaça (1290) *Jacques Dandolo* sur le trône ducal de Venise, ne fut pas heureux; car le patriarche d'Aquilée, l'ennemi éternel de la République, vainquit les troupes destinées à la défense de la ville de Trieste, appartenante aux Vénitiens, pénétra jusqu'à Malamocco, et dévasta tout par le feu et le fer. En Orient, les affaires de la chrétienté prirent aussi une mauvaise tournure, et vingt galères vénitiennes ne furent pas en état d'empêcher les Égyptiens de se rendre maîtres de Tripoli en Syrie. L'année suivante (1291), les Sarrasins enlevèrent aussi la ville de Ptolémaïs (Accon ou Acre), où Venise perdit un grand nombre de ses concitoyens et des établissements immenses, qui depuis deux siècles étaient la source de grandes richesses. Cependant ce malheur ne fit que peu d'impression; car Venise rétentissait dans ce temps-là du bruit des armes, et tout se préparait pour combattre Gènes, la trêve avec cette République approchant de sa fin. La guerre ne tarda pas à commencer. Tandis que les Vénitiens, sous Morosini, attaquaient et brûlaient Pera (près Constantinople), où les Génois avaient un établissement, et qu'ils saccageaient aussi les colonies des Génois dans la mer Noire (1292), ces derniers, commandés par Lamba Doria, s'avancèrent avec 66 galères vers Venise, et défirent les Dandolo, frères, près Curzola avec tant de bonheur, que de 95 vaisseaux qui composaient la flotte vénitienne, douze seulement revinrent

à Venise. L'année suivante, la fortune resta fidèle aux Génois, qui battirent la flotte vénitienne près de Gallipoli, débarquèrent à Candie et saccagèrent cette île. Malgré ces revers, le doge Gradénigo continua encore la guerre pendant cinq ans, au bout desquels il conclut une trêve avec Gènes, sous la médiation du duc Visconti de Milan (1299). — Le gouvernement de l'État vénitien avait été jusqu'alors encore à-demi démocratique; mais le doge Gradénigo aristocratisa entièrement la République; sacrifiant même l'intérêt souverain en faveur de la caste à laquelle il appartenait, il aima mieux être le délégué des patriciens que le prince de la nation entière. Jusqu'à cette époque une Noblesse n'avait proprement pas encore existé à Venise; mais Gradénigo introduisit le soi-disant *Livre d'or*, attendu qu'il vint à bout 1296 de faire exclure du Grand-Conseil tout citoyen dont la famille n'appartenait point à ce sénat depuis l'année 1172. Cet affermissement de l'aristocratisme fit naître des conspirations contre le doge et le Grand-Conseil, et lorsque le pape, indigné d'un acte de perfidie, commis par la République envers Ferrare, fulmina l'excommunication et l'interdit sur Venise, et qu'une armée pontificale la conduisit au bord de sa ruine, le mécontentement général éclata. Un complot, dont les ramifications s'étendaient fort loin, se forma contre le doge; mais celui-ci ayant été heureusement instruit de ce qu'on tramait contre sa personne, prit des mesures si énergiques que les conjurés succombèrent et furent pour la plupart saisis. Cette conspiration, qu'un concours de différentes circonstances seul avait fait échouer, montra au gouvernement les dangers qui le menaçaient, et l'engagea à établir un Conseil avec un pouvoir dictatorial; il était composé de dix membres, et chargé de veiller sur la sûreté publique. Ce Conseil ne devait subsister que pendant deux mois; mais après qu'il eut été prolongé six fois

consécutivement pour le même temps, et ensuite pour cinq ans, il parvint enfin 1335 à se faire déclarer permanent. C'est ainsi que fut érigé, l'an 1310, ce terrible tribunal qui, comme nous le verrons, s'empara bientôt de toutes les branches de l'administration, et assujettit à la fois le doge, le peuple et le Grand-Conseil. Peu après l'établissement du Conseil des Dix, le doge Pierre Gradénigo descendit au tombeau. On élut alors pour doge *Marino Georgio*, vieillard octogénaire qui n'occupa que peu de mois le trône ducal. Il eut pour successeur *Jean Soranzo* (1311-1327), qui obtint du pape Clément V la levée de l'excommunication, lancée sur Venise, et rendit la paix à la République. *François Dandolo*, qui après lui fut promu au dogat, l'an 1328, se vit enveloppé dans une querelle avec le seigneur de Vérone, Mastina della Scala, laquelle devint la première cause que Venise acquit aussi des possessions sur la terre ferme d'Italie. Les Vénitiens, soutenus par les princes de la haute Italie, encore alors existants, parvinrent à rassembler une armée de 30,000 hommes et contraignirent 1333 le duc Mastina à signer un traité de paix, par lequel il céda à Venise les villes de Trévise et de Bassano. François Dandolo étant mort en 1339, on élut pour doge *Barthélémi Dandolo*, qui ne régna que trois ans et fut remplacé par *André Dandolo* (1343-1354), un des hommes les plus distingués de son siècle, tant comme prince, que comme particulier et comme savant. Sous son gouvernement, la République se joignit, sur la demande du pape Clément VI, aux chevaliers de Rhodes et au roi de Chypre pour faire une croisade contre les Turcs. La flotte réunie conquit en octobre 1344 Smyrne, après avoir déjà fait auparavant un riche butin. Mais les Turcs reprirent Smyrne, l'année suivante; en revanche Venise conclut avec eux un traité de commerce fort avantageux. En 1346 les bourgeois de Zara se soulevèrent de nouveau;

mais les Vénitiens les réduisirent à l'obéissance, quoique le roi de Hongrie envoyât des troupes au secours des révoltés. Deux ans après (1348) la flotte de Venise vainquit celle de Gènes dans le golfe de Carystos, et l'année d'après, le roi d'Aragon et Jean-Cantacuzène, rival et corégent de l'empereur Jean-Paléologue, s'unirent à Venise pour combattre les Génois. Cette coalition n'abattit pas le courage de ces intrépides marins qui, ayant rassemblé une flotte de 60 galères sous Paganino Doria, parvinrent, après un combat sanglant, livré dans le Bosphore au commencement de 1352, à forcer les alliés à la retraite. Mais bientôt après, Doria fut tellement défait près de Cagliari par l'amiral vénitien Pisani, que Gènes, pour se sauver, n'eut d'autre moyen que de se soumettre à la domination de Jean Visconti, duc de Milan. Vers le même temps, Pétrarque, le fameux poète, vint à Venise pour négocier la paix; mais sa mission n'ayant pas eu le résultat désiré, la guerre entre les deux républiques rivales continua, au grand détriment du commerce. Cependant, quelque heureux que fût, en général, le règne d'André Dandolo, un double malheur vint frapper Venise sous le dogat de ce prince. D'abord un tremblement de terre, qui dura quinze jours, détruisit en 1348 une partie de la ville, et il fut suivi, au mois d'avril de la même année, de la peste qui y fit de terribles ravages. Au mois de septembre 1354 mourut André Dandolo, le dernier doge qui fut enterré dans l'église de S. Marc. *Marino Faliero*, qui lui succéda, conclut enfin la paix avec les Génois, et tout semblait lui promettre un règne paisible, lorsque excité par la jalousie contre un patricien, Michel Steno, qui entretenait un commerce avec la jeune et jolie femme du doge, celui-ci s'engagea avec quelques plébéiens dans une conjuration, tendante non pas, comme on le fit accroire au peuple, à asservir la République, mais à renverser

le Grand-Conseil et l'aristocratie. Mais le complot ayant été découvert par accident, le même jour où il devait être exécuté (15 avril 1355), le doge fut condamné à mort et publiquement décapité, le 17 du même mois. Sous la courte régence de son successeur *Jean Gradénigo* (1355-1356), un grand orage s'éleva sur la république de Venise. Le roi Louis de Hongrie, cojointement avec l'Autriche, le patriarche d'Aquilée et le seigneur de Padoue, se mit en campagne pour arracher aux Vénitiens leurs possessions sur la terre ferme. Déjà le monarque hongrois avait conquis Conégliano et s'approchait de Trévise, lorsque le doge mourut: *Jean Delfino*, qui se trouvait alors dans cette ville, fut élu doge (1361) à la place du défunt. Ce prince, qui n'arriva qu'avec beaucoup de peine à Venise, se vit obligé d'acheter la paix avec le roi de Hongrie par la cession de la Dalmatie. Pour surcroît de malheur, la peste éclata de nouveau dans la capitale. Delfino, abattu par la misère publique, mourut au mois de juillet 1361. *Laurent Celsi*, qui occupa alors le Siège ducal (1361-1365), conclut un traité de paix avec l'Autriche et réduisit les Candiotes, qui profitaient de chaque occasion favorable pour se révolter. *Marc Cornaro* (1365-1367), successeur de Celsi, prit part à une croisade que le roi de Chypre entreprit contre les Égyptiens, et s'attira par cette conduite hostile la colère du sultan. Cornaro étant descendu au tombeau, on contraignit *André Contarini* (1367-1382), par la menace de confisquer ses biens, à monter sur le trône, aux droits duquel on préjudicia de nouveau, après la mort de son prédécesseur, par une loi qui prescrivait au doge de n'être jamais d'autre opinion que les *avogadori*; c'était faire un vain fantôme du chef de l'Etat; et il devait naturellement répugner à Contarini, dont l'âme n'était pas moins noble que son extraction, de jouer un rôle si peu digne de lui.

Peut-être aussi pressentait-il que son règne tomberait dans un temps malheureux, qui toutefois lui donna occasion de se montrer, malgré son grand âge, homme déterminé et courageux.

Ce fut sous le dogat d'André Contarini (1368) que les Vénitiens bloquèrent par terre et par mer la ville de Trieste, appartenante à la République, dont les habitants avaient tenté de se soustraire à leur gouvernement, et choisi le patriarche d'Aquilée pour leur protecteur. Les bourgeois appelèrent l'Autriche à leur secours, et offrirent de reconnaître le duc Albert III pour leur maître et seigneur. Le duc Léopold, qui ne laissait échapper aucune occasion fovorable pour accroître la puissance de l'Autriche, s'avança avec un corps de troupes vers Trieste, assaillit et enleva les retranchements vénitiens; mais il ne put venir à bout de dégager la ville qui, après une héroïque défense de quinze mois, fut forcée par la faim à se soumettre de nouveau à la République (en novembre 1369). À peine le doge Contarini eut-il ramené les Triestins à l'obéissance, qu'il découvrit et anéantit une conspiration que François Carrara, seigneur de Padoue, avait tramée dans la ville de Venise même. Ensuite il se prépara à punir ce perfide voisin, sitôt que la trêve qui existait avec lui serait expirée. Au mois de mai 1372, une armée vénitienne, que commandait par exception un indigène, nommé Giustiniani [1]), entra sur le territoire padouan, où elle faisait des progrès brillants, lorsqu'on apprit que le roi Louis de Hongrie s'avançait vers Venise. Giustiniani fut vaincu et fait prisonnier par les Hongrois; mais ces derniers ayant été à leur tour défaits et forcés à la retraite, Carrara se vit contraint à conclure une paix fort désavantageuse pour lui. Dans l'entrefaite, les Vé-

[1]) Il existait à Venise une loi qui défendait de confier le commandement de l'armée à un indigène.

nitiens avaient aussi été victorieux en Grèce, et s'étaient maintenus dans la possession de l'île de Ténédos que l'empereur de Constantinople cherchait à leur enlever.

Le duc Léopold, toujours soigneux d'augmenter les domaines de sa Maison, avait acheté, l'an 1365, du comte Rodolphe de Montfort le duché de *Feldkirch* en Vorarlberg, pour la somme de 36,000 florins d'or. En 1376 il fit l'acquisition du comté de *Pludenz* que lui vendit le comte Albert de Werdenberg. Deux ans auparavant, Léopold avait obtenu de Jean de Vienne, évêque de Bâle qu'il avait secouru contre les burgeois de cette ville, le faubourg nommé *petite ville de Bâle*, pour dédommagement des frais de la guerre. Cette donation fut confirmée par la *vieille ville de Bâle*, toutefois avec la clause, que cette cité aurait le droit de racheter en tout temps le susdit faubourg pour la somme de 20,000 florins.

Tandis que le duc Albert III s'occupait en Autriche de la pacification du pays, des sciences et des exercices de piété, son frère Léopold prit part aux guerres qu'on se faisait en même temps au Rhin, en Italie et en Helvétie. Dans cette dernière contrée, les domaines de la famille de Habsbourg furent dangereusement menacés par un aventurier hardi et entreprenant. Enguerrand VII de Coucy, comte de Soissons, fils de la princesse Catherine de Habsbourg qui, après la mort de son époux, s'était remariée avec le comte de Hardeck [1]), avait, comme vassal français, servi le roi Jean II. Il était un des ôtages que ce Souverain, qui avait été fait prisonnier dans la bataille de Poitiers (1356), donna pour conserver sa propre liberté, au roi d'Angleterre jusqu'à la paix. Pendant son séjour à Londres, Enguerrand gagna tellement les bonnes grâces d'Édouard III, que ce prince lui accorda la main

[1]) Cette princesse et son second époux moururent tous deux de la peste, l'an 1349.

de sa fille Isabelle avec le titre de comte de Bedford. Plus tard Enguerrand enrôla une troupe de mercenaires, dépendante uniquement de lui, avec laquelle, lorsque les hostilités entre la France et l'Angleterre éclatèrent de nouveau (1369), il entra au service du pape, afin de ne pas combattre contre aucun de ces deux pays qui lui étaient également chers. Il fit de brillants exploits dans la guerre d'Urbain V et de Grégoire XI contre les Visconti. En 1375 Enguerrand conçut l'idée de faire valoir ses armes pour son propre avantage. Il augmenta son armée jusqu'au nombre de 40,000 hommes, parmi lesquels étaient 18,000 cavaliers. L'élite de ces troupes consistait en Anglais, le reste avait été pour la plus grande partie enrôlé dans les Pays-Bas, en Bourgogne et en Lorraine. En octobre 1375, ce célèbre guerrier pénétra en Alsace. Il somma en même temps le duc Léopold de lui céder les pays antérieurs de l'Autriche, savoir: l'Argovie et les terres habsbourgeoises en Alsace qui avaient été assignées pour douaire à sa mère Cathérine. Cette demande hardie ayant été rejetée, Enguerrand envahit l'Helvétie et ravagea le canton entre les lacs de Biel et de Zurich de la manière la plus cruelle. Le duc Léopold, n'ayant point d'armée à opposer à ce redoutable partisan, se vit obligé de s'enfermer dans Brisac. Ce prince avait d'abord réclamé le secours des cantons suisses. Mais Uri, Underwald et Lucerne lui refusèrent leur assistance. Berne et Zurich, plus traitables, promirent de l'aider avec toutes leurs forces à défendre l'Argovie. En reconnaissance de ce service, Léopold prolongea de nouveau la paix thorbergienne pour onze ans. A la fin cependant le peuple helvétique, voyant leur pays à la merci de cruels et avides aventuriers, prit les armes pour sa propre défense. En décembre 1375, plusieurs corps séparés de cette armée de brigands furent anéantis près de Buttisholz, d'Inns

et de Fraubrunnen. Cette résistance vigoureuse de la part des Helvétiens qui se levèrent en masse, et la disette de vivres engagèrent de Coucy à se retirer, au mois de janvier 1376, en Alsace. Après avoir entièrement pillé cette province, toute l'armée se dispersa. Les 10,000 Bretons, commandés par Jean de Malestroit qui formaient l'élite de ces troupes, rentrèrent au service du pape Grégoire XI et se rendirent en Italie. Pour satisfaire aux prétentions d'Enguerrand, le duc Léopold lui abandonna en 1379 les seigneuries de Buren et de Niddau qu'il avait achetées du comte Rodolphe de Kybourg pour la somme de 48,000 florins. Dans la suite, Enguerrand de Coucy combattit dans les guerres contre les Turcs, et ayant été pris dans la bataille de Nicopolis (1396), il mourut, l'année suivante, dans l'esclavage sous une zone étrangère.

Cependant François Carrara, prince de Padoue, se donnait toutes les peines possibles pour susciter à Venise de nouveaux ennemis; en effet il réussit 1376 à engager le duc Léopold d'Autriche à faire une invasion sur le territoire de Venise. Le prince autrichien, qui par une convention faite en 1373 avec Carrara, préfet impérial, avait acquis plusieurs châteaux et endroits dans le val Sugganna, Nonsthal etc., espérant profiter de l'occasion qui se présentait pour étendre encore davantage ses possessions en Italie, s'avança par la Marche de Trévise jusqu'aux environs de Venise, dont il voulait se rendre maître par un coup de main. Mais les Vénitiens lui ayant opposé la plus vive résistance, il conclut dans l'hiver 1376-1377 avec eux une trêve de trois ans. Le prince de Padoue employa alors tous les moyens imaginables pour former une nouvelle ligue; en effet il réussit à engager les Génois, le roi Louis I de Hongrie, le prince de Vérone, le patriarche d'Aquilée, la ville d'Ancône, et ensuite aussi le roi Jean de Naples, à se coaliser avec

lui contre Venise. Carrara chercha aussi à persuader le duc Léopold d'Autriche à rompre la trêve faite avec les Vénitiens. Mais ce prince, fidèle à sa parole, observa la plus stricte neutralité, à laquelle Venise fut probablement redevable de sa conservation. Pour se défendre contre cette formidable ligue, la République n'avait qu'un seul allié; c'était Barnabé Visconti de Milan, qui promit de lui fournir 400 cavaliers et 2000 fantassins. En 1378 le prince de Padoue, le roi de Hongrie et le patriarche d'Aquilée envahirent avec 17,000 hommes la terre ferme de Venise; mais ils furent forcés à la retraite par l'armée vénitienne, commandée cette fois aussi par un indigène, Charles Zeno. Une attaque que Carrara entreprit sur Mestre fut également repoussée. Le Padouan essaya alors d'investir Trévise; mais ayant été contraint de renoncer à cette entreprise, il eut recours à la corruption. Par cet indigne moyen il se rendit maître de Castel Franco, de Sacile, de Conégliano et d'autres villes, et débaucha aussi une partie des troupes étrangères à la solde de Venise. Ceci arriva dans un moment, où une guerre malheureuse avec les Génois mit la République dans la détresse. En effet, la flotte vénitienne, commandée par l'amiral Pisani, qui avait été fort affaiblie par des maladies et des tempêtes, fut vaincue, au mois de mai 1379, près de Pola où les Génois l'avaient attaquée avec des forces supérieures. Ces derniers, poursuivant leur victoire, s'emparèrent de Cattaro et de Sébénico, détruisirent les colonies vénitiennes et parurent enfin devant Venise, dont les fortifications, il est vrai, étaient commencées, mais non pas achevées. Pour comble de disgrâce, la flotte vénitienne avait été réduite, par les défaites continuelles qu'elle avait éprouvées, à 5 ou 6 galères. Dans cette situation critique, le sénat, sur la demande très-prononcée du peuple, fit mettre en liberté Pisani, qui avait

été rappelé et condamné à cinq ans de prison pour avoir été vaincu par les Génois, et lui confia la défense de la ville. La présence de ce vaillant amiral ranima le courage dans les esprits abattus. On prit alors des mesures si sages et si énergiques pour recevoir l'ennemi, que les Génois ne jugèrent pas à propos d'entreprendre une attaque sérieuse contre la ville. Cette circonstance et le refus donné par le roi de Hongrie, auquel on avait envoyé des ambassadeurs, qui devaient acheter la paix sous des conditions humiliantes pour la République, firent prendre au sénat et au peuple la héroïque résolution de s'ensévelir plutôt sous les ruines de la ville que de se soumettre à l'ennemi. Tout ce qui était en état de combattre prit les armes; d'autres portèrent leur argent au trésor public, fournirent des vaisseaux et des marchandises, et il se montra un patriotisme, tel qu'on l'avait vu dans les temps anciens à Carthage et à Numance. Pendant que les Génois hésitaient à attaquer Venise et attendaient des renforts de leur pays, les Vénitiens avaient de nouveau rassemblé une flotte de 30 galères qui, conduite par le doge même, mit à la voile, le 21 décembre 1379. Elle boucha les issues de Chioggia et de Brandolo, et renferma les Génois dans les lagunes. Mais ceux-ci se défendirent courageusement, et la position des Vénitiens commençait elle-même à devenir dangereuse, lorsque Charles Zeno revint inopinément de l'expédition qu'il avait entreprise dans le Levant, et fit avoir la supériorité aux Vénitiens. Il se chargea aussi de la défense du détroit de Brandolo et y fit, dans les premiers jours de 1380, des prodiges de valeur. Le 6 janvier, Pisani remporta des avantages sur les troupes qui occupaient l'île de Brandolo, et le 22 du même mois Pierre Doria, général en chef des Génois, trouva ici la mort. Son successeur, Napoléon Grimaldi, se voyait chaque jour plus étroitement investi dans l'île de Chioggia; pour se sauver,

il résolut de faire creuser un canal à travers l'île de Brandolo, pour ouvrir ainsi à sa flotte un chemin dans la mer. Mais avant qu'il pût exécuter ce plan, Zeno, à qui l'on confia de nouveau le commandement des troupes de terre, passa avec les 8000 hommes qu'il avait rassemblés en Palestine, sur l'île de Brandolo, et après un combat sanglant, les Génois, qui avaient perdu par le feu ennemi dix galères, se virent renfermés dans la ville de Chioggia où ils s'étaient retirés. Gènes fit partir une escadre de 20 galères pour porter du secours à Chioggia, et le prince de Padoue se donna toutes les peines possibles pour faire passer des vivres dans la ville qui était dans le plus grand besoin. Le 15 avril, les Padouans, commandés par Gaspard Spinola, parvinrent à jeter un transport de vivres dans Chioggia; ce nonobstant la disette augmenta à un tel point dans cette forteresse qu'elle se rendit à discrétion, le 24 juin suivant. Mais tandis que les Vénitiens prenaient Chioggia par famine, ce fléau désolait leur propre capitale; puis les troupes étrangères, à la solde de Venise, à qui le service sur les vaisseaux ne plaisait point, se mutinaient et demandaient le double de leur solde; outre cela, la désunion se mit entre les chefs mêmes. Afin de prévenir les tristes suites de cette discorde, le sénat envoya Giustiniani, qui croyait avoir raison d'être irrité contre Pisani, avec 12 galères en Istrie et en Apulie, pour protéger un transport de blés qu'on attendait. Giustiniani ne fut pas heureux dans cette excursion; car, bien que plusieurs vaisseaux chargés de grains arrivassent à Venise, le transport principal ne parut point, attendu qu'une tempête l'avait dispersé et avait contraint la flotte de chercher un abri en partie dans l'île de Ficulano, et en partie dans celle de Manfredonia. La nouvelle flotte génoise, forte de 34 galères, conquit alors Trieste, Arbe, Pola, Capo d'Istria, et parut, le 8 juillet, devant Venise. Pisani alla avec 47 galères à la rencontre de l'en-

nemi; mais avant qu'on vînt aux prises, ce brave amiral mourut, le 13 août, après une courte maladie. Son successeur Zeno fit voile vers Zara où la flotte génoise s'était retirée; mais il ne put parvenir à l'attirer au combat, et comme bientôt les vivres lui manquèrent et qu'il souffrit considérablement des tempêtes, il se vit obligé, vers la fin de 1380, de retourner à Venise, quoiqu'il eût reçu du sénat l'ordre de faire le siège de Murano; mais toute l'armée demanda avec impétuosité le retour, et Zeno lui-même prévoyait la ruine de la flotte s'il faisait ce que le sénat lui avait commandé. Celui-ci se trouva fort offensé contre Zeno; mais le peuple et les matelots se prononcèrent avec tant de hardiesse, qu'il fut obligé de laisser la désobéissance de l'amiral impunie. Enfin, quoique les progrès que les confédérés faisaient sur le continent ne fussent pas fort rapides, la République vit bien que, pour obtenir la paix, elle devait se résoudre à faire des sacrifices. Mais, afin que le Trévisan ne devînt pas le partage du prince de Padoue, la seigneurie de Venise conclut, le 2 mai 1381, un traité avec le duc d'Autriche et lui céda Trévise et son territoire; mais Carrara sut empêcher par ses intrigues que le prince autrichien ne s'affermît point dans cette province. Toutefois les confédérés perdirent l'envie de continuer la guerre; le roi de Hongrie jetait à cette époque la vue sur le trône vacant de Naples; Gènes était épuisée par les armements, et comme la république de Florence et le comte de Savoye se portèrent médiateurs, il fut conclu, le 8 août 1381 à Turin, un traité de paix, par lequel Venise se vit de nouveau réduite aux lagunes; cependant le prince de Padoue fut obligé de céder Cavarzere et Moranzano[1] à la République. Ainsi finit cette lutte opiniâtre, appelée la guerre de Chioggia. Le doge André Contarini ne survécut qu'environ un an à la conclusion de la paix. Il termina sa carrière, au mois de

juin 1382, et eut pour successeur *Michel Morosini*, un homme qui s'était distingué dans la guerre par des faits admirables.

Louis-le-Romain et Othon, margraves de Brandebourg, avaient, comme il a déjà été rapporté, conclu en 1363 avec l'empereur Charles IV un traité de succession éventuelle, relativement à leur pays, au préjudice des ducs de Bavière, leurs plus proches parents. Le margrave Louis mourut en 1365 sans postérité. Othon était célibataire. Ce prince régnait avec une extrême négligence, et il fut bientôt criblé de dettes. Les deux margraves avaient dès l'année 1352 autorisé l'Empereur à retirer la basse Lusace, engagée au margrave de Misnie. Charles IV effectua ce rachat en 1365 et donna cette province, dont la possession lui était dévolue à titre d'hypothèque, en fief au duc Bolko de Schweidnitz et de Javer, sa vie durant. En décembre 1366, Othon, qui avait épousé Cathérine, fille de l'Empereur et veuve du duc Rodolphe IV d'Autriche, remit pour six ans à son beau-père l'administration de ses États. Au commencement de l'année 1368, Othon se trouva tellement pressé par ses dettes qu'il céda pour une somme de 21,000 marcs d'argent la basse Lusace à perpétuité au jeune Venceslas, déjà couronné roi de Bohème. Le possesseur usufructuaire de ce pays, le duc Bolko, ayant cessé de vivre peu de mois après cet arrangement (28 juillet), la basse Lusace devint dès ce moment une propriété de la Bohème et fut pour toujours réunie à ce royaume. Les duchés de Schweidnitz et de Javer, vacants par la mort de Bolko, furent à la vérité laissés à la duchesse Agnès, pour en jouir sa vie durant, mais dès le 1 octobre 1369, les États de ces pays furent obligés de prêter foi et hommage à l'Empereur et à son successeur au trône de Bohème. La réunion de ces deux duchés à ce royaume, déjà proclamée le 8 octobre 1355,

fut de nouveau confirmée, le 19 octobre 1369, avec la clause additionnelle, que ces deux provinces ne seraient jamais séparées et appartiendraient toujours au prince aîné de la Maison de Luxembourg.

Le margrave Othon, ayant été engagé dans une guerre contre le duc de Poméranie, fut laissé sans assistance de la part de l'Empereur, nonobstant l'étroite alliance qui l'unissait à ce monarque. Le duc Frédéric de la basse Bavière, neveu du margrave, au contraire, bien qu'il eût grand sujet d'être mécontent de son oncle, accourut à son secours et gagna par là son affection au point que, sans avoir égard au pacte d'hérédité qu'il avait fait avec la Bohème, Othon résolut de procurer à ses parents bavarois la succession du Brandebourg. Il fut conclu 1371 entre le margrave Othon, l'électeur palatin Robert et les ducs de la basse Bavière, une alliance à laquelle accéda aussi le roi Louis de *Hongrie* et de *Pologne* [1]. Le margrave fit ensuite inaugurer dans plusieurs villes de la Marche de Brandebourg le duc Étienne de Bavière-Landshut et ses fils, Étienne, Frédéric et Jean, qui prirent aussitôt le titre de margraves de Brandebourg. L'Empereur entra, au mois de juin, avec une armée dans l'électorat, pour punir Othon de la violation du traité de succession, et s'empara de plusieurs villes et châteaux. Des négociations furent entamées, qui ne produisirent d'autre résultat que la conclusion d'une trêve de deux ans. Au mois de mai 1373, le margrave Othon engagea au duc Frédéric de Bavière la vieille Marche et Priegnitz pour une somme de

[1]) La race des *Piastes*, qui avait régné plus de cinq siècles sur la Pologne, s'étant éteinte avec la mort du roi *Casimir* (5 novembre 1370), ce royaume échut à Louis de Hongrie, en vertu du traité du mois de juillet 1339, par lequel la succession au trône de Pologne fut transportée à Louis de Hongrie, laquelle succession avait été assurée à ce monarque par une seconde convention, le 23 février 1355, et approuvée dans le cours de la même année par les États de Hongrie et de Pologne.

200,000 florins. L'Empereur, qui regardait cet acte comme une rupture de l'armistice, marcha, au mois de juin, avec une armée nombreuse dans le pays de Brandebourg et conquit plusieurs places fortes. Dès le mois d'août le margrave Othon se vit serré de si près, que lui et Frédéric se soumirent à l'Empereur. Othon céda, le 15 août, aux fils de ce monarque, Venceslas, Sigismond et Jean, tous les pays brandebourgeois, moyennant de sommes d'argent notables et une rente annuelle, qu'on s'engagea à lui payer. Il ne conserva que la dignité électorale, et quelques villes et seigneuries lui furent engagées, sa vie durant, toutefois de manière que ce gage passerait après la mort d'Othon à ses fils et héritiers, par conséquent à défaut de fils aussi à ses petits-fils, mais pourrait en tout temps être retiré par la Bohème pour la somme de 100,000 florins. Les ducs de Bavière renoncèrent, le 18 août 1373, formellement à toutes les prétentions sur la Marche de Brandebourg, dont l'Empereur investit ses fils Venceslas, Sigismond et Jean, le 1 octobre de la même année. Par des édits impériaux et royaux, émanés le 2 octobre 1373, le 28 mars et le 29 juin 1374, ce pays fut incorporé à perpétuité au royaume de Bohème. L'électeur Othon mourut, l'an 1379, au château de Waldstein, non loin de Landshut. Cathérine de Luxembourg, épouse du margrave Othon de Brandebourg, ne le suivit que le 5 avril 1395 dans l'éternité.

Malgré la fin honteuse qu'avait eue l'expédition romaine de l'empereur Charles IV, ce prince s'était néanmoins laissé persuader par le pape Urbain V, successeur d'Innocent VI, à reparaître encore une fois dans un pays, où il s'était fait un mauvais renom. Urbain V avait résolu de transférer de nouveau le Siège pontifical à Rome. Charles IV alla trouver le pape à Avignon, au mois de mai 1365, et conclut avec lui une alliance, dont le but apparent

était d'affermir solidement la paix en Italie, de délivrer ce pays du joug des troupes de brigands étrangers, et de rétablir la puissance temporelle de l'Eglise dans leurs anciennes limites, mais qui était principalement dirigée contre les Visconti, les Milanais et les États libres de la péninsule. À *Arles* l'Empereur se fit couronner *roi de Bourgogne* par l'archevêque du lieu. Les ducs de Bourgogne, les comtes de Savoye et autres vassaux bourguignons, furent présents à cette cérémonie, qui depuis longtemps avait été omise par les rois d'Allemagne, et ils reçurent l'investiture de leurs fiefs. Charles IV fut, au reste, le dernier Empereur qui fit cette cérémonie et soutint ainsi les droits de l'Empire germanique. Dans la Diète de Francfort, en septembre 1366, la translation du Siège apostolique à Rome fut confirmée, et l'Empereur s'engagea dans une convention faite entre lui et les légats, de conduire le pape dans sa capitale. Les deux chefs suprêmes devaient se rejoindre à Viterbe, au mois de mars suivant. Mais les affaires multipliées et des circonstances imprévues empêchèrent Charles IV de passer les Alpes, à l'époque convenue. Urbain V fut plus exact. Il aborda, le 4 juin 1367, avec quelques cardinaux à Cornetto, où des députés du sénat et du peuple romain lui apportèrent les clefs du château de S. Ange, comme gage de leur soumission. Les Romains, las d'une liberté sans ordre, reçurent avec joie le Souverain dont ils avaient été si longtemps séparés. L'année suivante, l'Empereur se mit en marche par le Tyrol vers l'Italie avec une armée assez considérable. Il arriva le 5 mai à Conégliano. Les troupes du pape, du margrave d'Este-Ferrare et de la reine Jeanne de Naples se réunirent à l'armée impériale, qui comptait alors 40,000 combattants. Malgré cette force imposante, Charles IV échoua dans ses entreprises contre le château d'Ostiglia, dont il fit le siège, et contre le camp

retranché des Milanais dans le Seraglio qu'il tenta d'assaillir. Cette guerre finit presque aussitôt qu'elle avait commencé. Les ducs Étienne et Frédéric de Bavière, apparentés avec la famille de Visconti, ménagèrent une trêve, et les négociations continuèrent à Vérone. Bien que l'Empereur, à son arrivée en Italie, eût mis les Visconti au ban de l'Empire, et que le pape les eût excommuniés de nouveau, la paix n'en fut pas moins signée dès le 27 août de la même année (1368). Les Visconti conservèrent toutes leurs conquêtes, excepté Borgoforte qu'ils furent obligés de rendre à Gonzague, seigneur de Mantoue. En automne l'Empereur continua sa marche vers la Toscane, qu'il trouva dans la plus grande anarchie. Pise et Lucques se soumirent; mais Florence se montra résolue à repousser de vive force toute atteinte à son administration intérieure. À Sienne, l'Empereur ôta à la Noblesse le gouvernement de l'État et y établit Malatesta, seigneur de Rimini, comme préfet impérial. Le pape Urbain, qui avait reçu l'Empereur à Viterbe, l'accompagna à Rome, où ces deux Souverains firent leur entrée, le 21 octobre 1368. Après que la princesse Élisabeth de Stettin, quatrième épouse de Charles IV, eut été couronnée impératrice par le pontife (1 novembre), l'Empereur retourna à Sienne, où les Nobles faisaient la guerre aux bourgeois. Comme Charles IV n'avait pas des forces suffisantes pour soutenir ces derniers, il s'arrangea avec les patriciens, et on convint de vendre Sienne et encore plusieurs autres villes toscanes au pape. Au mois de janvier 1369, les Nobles, secondés par des troupes impériales et pontificales, attaquèrent les bourgeois pour renverser le nouveau gouvernement. Mais après un combat de sept heures, les Impériaux et les patriciens furent vaincus, et l'Empereur se vit assiégé dans son palais. Une transaction avec les rebelles sauva le Souverain, qui fut obligé de leur

accorder une amnistie générale. En revanche les Siennois s'engagèrent à lui payer dans l'espace de quatre ans une somme de 40,000 florins, pour l'offense faite à la personne du monarque. Dès que Charles IV eut reçu le premier terme, il quitta (25 janvier) Sienne, où la lutte entre les deux partis continua jusqu'à ce que vers l'automne Florence parvint à ménager une réconciliation. Cependant les Visconti n'avaient rempli aucune des conditions, stipulées par le traité de paix; c'est pourquoi l'Empereur les mit de nouveau au ban de l'Empire, leur ôta le gouvernement impérial en Lombardie et somma les princes d'Italie de prendre les armes contre ces fiers et audacieux dominateurs. Ces mesures vigoureuses firent leur effet. Les Visconti se soumirent à l'Empereur, qui leur pardonna dans le congrès de Bologne. Le 13 février 1369, il fut conclu entre les Visconti et le pape un traité de paix auquel tous les princes de la Lombardie, qui se voyaient déçus dans les espérances qu'ils avaient fondées sur la présence de l'Empereur, finirent par accéder aussi. Charles IV, par sa conduite peu digne d'un chef de l'Empire, était tellement tombé en discrédit auprès de tous les partis, que dans ces négociations sa voix n'eut pas la moindre influence. Tout autre Souverain aurait été fort offensé de se voir traité de cette manière; mais Charles IV ne s'en mit aucunement en peine. Continuant à lâcher bride à son avarice, il extorqua des Florentins, par le ravage de leur pays, un don de 50,000 florins d'or, et une somme égale de Pise. La ville de Lucques, que l'Empereur avait délivrée de la domination pisane et rendue indépendante, fut obligée d'acheter sa liberté pour la somme de 300,000 florins même argent. Charles nomma le cardinal Guy de Montfort gouverneur impérial à Lucques jusqu'au jour où cette forte rançon serait entièrement acquittée; après quoi il abandonna, le 5 juillet, cette ville et retourna par Bologne, Ferrare et

Udine, en Allemagne, fort satisfait des riches trésors qu'il avait amassés.

Afin d'affermir aussi pour les temps futurs la possession des vastes domaines acquis à sa Maison, Charles IV fit les plus grands efforts pour assurer à Venceslas, son fils aîné, déjà couronné roi de Bohème en 1363, la succession au trône d'Allemagne. Il était venu à bout, par diverses négociations et de grandes promesses, à faire entrer plusieurs électeurs dans ses vues. Il avait uni, au mois d'août 1370, le jeune roi à Jeanne, fille du comte palatin Albert, et fait couronner cette princesse reine de Bohème, le 17 novembre suivant. Ensuite il sollicita l'approbation du pape relativement à l'élévation de Venceslas à la dignité de roi des Romains (au mois de mars 1376). Charles IV s'étant procuré les suffrages des princes électeurs par la confirmation de leurs anciens droits, par la concession de nouveaux privilèges et par de riches présents, son fils Venceslas fut effectivement élu *roi des Romains* à Francfort le 15 juin 1376, et couronné en cette qualité à Aix-la-Chapelle, le 6 du mois suivant. L'Empereur fit en novembre 1377 un voyage en France pour visiter le roi Charles V son neveu. Il arriva, le 4 janvier 1378, à Paris, étant accompagné de son fils Venceslas, roi des Romains, et du duc Venceslas de Luxembourg et de Brabant, frère de l'Empereur. Ce monarque nomma le dauphin Charles, âgé de neuf ans, vicaire impérial à vie du royaume d'Arles, du Dauphiné et des autres pays bourguignons. À son retour, le 31 janvier, le duc de Luxembourg, qui n'avait pas d'enfants, institua son neveu, le roi Venceslas, héritier de tous ses États. Charles IV étant revenu à Prague, tomba malade d'une fièvre continue, dont il mourut le 29 novembre 1378. Conformément à ses dispositions testamentaires, son fils aîné *Venceslas* eut la *Bohème* et la *Silésie*. Le prince *Sigismond*, deuxième fils

du monarque défunt, avait déjà été investi, le 11 juin 1378, du margraviat de *Brandebourg* avec la dignité électorale. *Jean,* le troisième fils, eut en partage la *haute* et la *basse Lusace*, et le titre de *duc de Goerlitz.* Quant à la *Moravie,* Charles IV avait cédé 1350 ce margraviat à son frère aîné, *Jean-Henri.* Depuis la mort de ce dernier, arrivée le 12 décembre 1375, ses deux fils *Josse (Jodoc)* et *Procope* régnaient sur ce pays. Le troisième fils, *Sobieslas*, était dans ce temps-là évêque de Leitomischel en Bohème, et devint en 1387 patriarche d'Aquilée.

Ce fut dans la même année où mourut l'empereur Charles IV, que commença le grand schisme de l'Église, qui ne prit fin qu'en 1417. Le pape Urbain V, las des troubles sans fin qui agitaient l'Italie, avait en septembre 1370 abandonné Rome pour retourner à Avignon. Mais il finit sa carrière peu de temps après son retour dans cette ville. Grégoire XI, son successeur, se détermina à transférer de nouveau le Saint-Siège à Rome; s'étant embarqué à Marseille, il repassa avec toute sa Cour en Italie et fit son entrée publique le 17 janvier 1377. Mais ce pontife cessa de vivre dès le 27 mars de l'année suivante. Le collège des cardinaux se divisa en partis, dont l'un voulait élever au pontificat un Italien et l'autre un Français. À la fin cependant les cardinaux, intimidés par les menaces du peuple romain, choisirent, le 8 avril, pour pape un Napolitain, l'archevêque de Bari, sous le nom d'Urbain VI. Mais comme le nouveau pontife, immédiatement après son exaltation, menaça les cardinaux de faire des réformes et d'améliorer les moeurs, une partie de ces prélats, choqués de l'humeur fougueuse et intolérante du pape, tinrent une assemblée secrète à Avagni, où ils annullèrent l'élection d'Urbain VI, comme ayant été faite forcément, et choisirent, le 20 septembre 1378, pour pape le cardinal Robert de Genève qui prit le nom de Clément VII et établit son Siège antiromain

à Avignon. L'Europe se partagea. Le roi Charles V de France, la reine Jeanne de Naples, les Maisons d'Autriche et de Savoye, ainsi que l'Espagne, furent pour Clément. L'Empereur et l'Empire germanique, la Hongrie, la Pologne, la plus grande partie de l'Italie, l'Angleterre et le Portugal, reconnurent Urbain. On comprendra bien que chaque Puissance prit le parti qui convenait à ses intérêts politiques, et que le nom d'un pape n'était là que nom de ralliement.

Le roi des Romains et de Bohème Venceslas n'avait pas encore atteint sa dix-huitième année, lorsque la mort de son père l'appela au trône d'Allemagne. Les principes que Charles IV suivit pendant son long règne, ne lui avaient pas toujours apporté de l'honneur, mais ils lui avaient constamment fait acquérir des pays et des richesses. C'est pourquoi il recommanda, peu avant sa fin, à son successeur de régler sa conduite d'après les mêmes maximes; il lui donna le conseil de ne jamais tenter d'obtenir par la force des armes ce qu'il pouvait se procurer par des moyens pacifiques, et de chercher à avoir le pape, le clergé et les Allemands pour amis. Mais Venceslas, pour son malheur, ne suivit point la marche que lui avait tracée son père. Le cours des événements montra qu'il ne possédait ni les capacités et dispositions, ni les autres qualités indispensables au Souverain d'un si vaste Empire. Cependant ce prince, au commencement de son règne, se comporta d'une manière à faire concevoir de lui une opinion assez favorable. Il prêtait une grande attention aux avis des conseillers expérimentés de son père. Il donnait à cette époque-là des preuves d'un discernement peu commun et manifestait beaucoup de zèle pour la justice. Il paraissait aimer la franchise et entendre volontiers la vérité; on louait même son activité dans les affaires du gouvernement. Mais la mort ayant enlevé dans une seule année

(1380) plusieurs de ces excellents ministres, et nommément Jean de Vlassin, archevêque de Prague, le chancelier Jean, évêque d'Olmutz et l'évêque Albert de Leitomischel, la conduite du jeune roi changea si rapidement et d'une manière si marquante, qu'on fut entièrement convaincu que tout ce qui s'était fait de bon, d'utile et de louable, ne venait pas de lui, mais devait être attribué aux défunts.

Dans la Diète que le roi Venceslas ouvrit, en janvier 1379, à Nuremberg et qui fut continuée à Francfort, il s'était entendu avec quelques princes pour le maintien de la paix publique en Allemagne, dont le repos fut plus que jamais troublé par les nombreuses ligues et associations que plusieurs villes et États formèrent entre eux. Les comtes palatins du Rhin, les ducs de Bavière et les margraves de Bade, accédèrent à cette union dont le but était de s'opposer à toute violence injuste, et de terminer à l'amiable les querelles qui s'éleveraient entre les membres de la confédération. Mais, si ces ligues empêchèrent, d'un côté, de petites guerres et des brigandages particuliers, elles conduisirent, de l'autre côté, elles-mêmes à des luttes beaucoup plus sérieuses qui dévastèrent des pays entiers. Le roi Venceslas, qui était resté longtemps spectateur tranquille de ces associations croissantes, reconnut enfin qu'elles restreindraient dans la suite la puissance royale même. Par conséquent il résolut de former une contre-fédération et de s'en rendre le Chef. Il commença par publier, dans la Diète de Nuremberg le 11 mars 1383, une *paix publique générale* pour douze ans. Il invita tous les princes et villes de l'Empire à prendre part à cette union. Mais ceux qui y étaient admis, ne pouvaient plus avoir rien de commun avec une autre ligue. Les pays qui entrèrent dans la nouvelle confédération, furent séparés en quatre Cercles. Au premier appartenaient la Bohème, le Brandebourg, la Saxe

et Lunebourg; au second, les électorats de Mayence, de Trèves, de Cologne et du Palatinat, puis la Hesse et Bade; au troisième, l'Autriche, la Bavière, la Lorraine, le pays de Wurtemberg, ainsi que les évêchés de Strasbourg, d'Augsbourg et de Ratisbonne; au quatrième enfin, la Misnie, la Thuringe, le burgrave de Nuremberg, les évêques de Bamberg, de Wurzbourg et d'Eichstaedt. Chacun des quatre Cercles avait son capitaine de confédération particulier qui pouvait, pour le maintien de la sûreté publique, appeler aux armes les membres de son district. Les villes de l'Empire refusèrent d'accepter la paix publique, parce qu'elles voyaient bien que l'intention secrète du Roi était de les isoler dans les différents Cercles, et de briser par là leur puissance. A la fin cependant Venceslas vint à bout de persuader, dans la Diète de Heidelberg le 26 juillet 1384, la ligue des villes à se joindre pour quatre ans aux princes qui avaient accédé à la paix publique de Nuremberg.

Venceslas avait, en février 1379, engagé au duc *Léopold III d'Autriche* le gouvernement impérial dans la haute et basse Souabe, après en avoir dépossédé le duc Frédéric de Bavière, ainsi que les impôts royaux d'Augsbourg et de Giengen, pour un emprunt de 40,000 florins d'or. Peut-être le Roi voulait-il par là engager le prince autrichien à renoncer au parti de l'antipape Clément VII, auquel il était attaché; mais il n'atteignit pas son but. Car le pontife avait fait compter au duc Léopold une somme de 120,000 florins d'or et promis, le 14 juin 1380, à ce prince de payer tous les ans pareille somme, en cas qu'il fût enveloppé dans une guerre à cause de son dévouement pour lui. Le 23 juin 1379, le roi Venceslas avait confirmé aux ducs d'Autriche tous les privilèges de leur Maison. Il réitera cette confirmation, à Vienne le 22 mai 1386. Les villes de Souabe, craignant que le duc d'Autriche ne portât

préjudice à leurs franchises, comme l'avait fait naguère le comte de Wurtemberg en sa qualité de préfet impérial, invitèrent la *Confédération helvétique*, qui avait également sujet d'être sans cesse sur ses gardes contre l'Autriche qu'elle avait grièvement offensée, à faire cause commune avec elles. Effectivement les cantons de Zurich, de Berne, de Soleure et de Zug, accédèrent, le 21 février 1358, pour un an à la ligue des villes souabes. Cependant les cités souabes et suisses ne se prêtèrent réciproquement aucun secours lorsqu'elles furent engagées, peu de temps après, dans une querelle avec l'Autriche.

Le comte Rodolphe de *Lauffenbourg-Kybourg* était en guerre avec la Confédération helvétique. Hartman, son père, avait engagé la ville de Thun à Berne. Après la mort de ce prince (1377), Rodolphe réclama la dite ville et autres endroits hypothéqués. Il avait même formé le projet de surprendre, dans la nuit du 11 novembre 1382, la ville impériale de Soleure, l'alliée des Bernois, avec laquelle il avait également des démêlés au sujet de quelques terres qui lui avaient été cédées par son oncle, le comte de Thierstein. Mais son plan avait été trahi et déjoué d'une manière sanglante. Rodolphe alors ravagea le territoire de Soleure; mais il mourut bientôt après. Une trêve fut conclue pour un an avec Kybourg. En avril 1383, quinze mille Suisses commencèrent le siège de la ville kybourgeoise de Bourgdorf. Elle se défendit vaillamment pendant six semaines. Mais elle fut enfin obligée de capituler. Déjà le jour de la remise de Bourgdorf avait été fixé, lorsqu'un corps autrichien s'avança par l'Argovie et força les Suisses à la retraite. Les comtes de Kybourg vendirent Bourgdorf et Thun à Berne. Le duc Léopold lui-même, qui avait fort irrité les Helvétiens par la marche de ses troupes contre Bourgdorf, proposa de conclure une paix perpétuelle. Mais de nouvelles circonstances survenues interrompirent

les négociations et firent éclater la guerre avec l'Autriche.

Le duc Léopold avait acheté des Kybourgeois les deux villes de *Lauffenbourg* avec leur territoire et, se trouvait précisément dans ce temps-là à Zurich. Des députés de Schwitz et de Lucerne arrivèrent dans cette ville, pour se plaindre de la restriction apportée au commerce des Confédérés par les nouveaux péages, établis à Rothenbourg et à Rapperswyl. Le duc d'Autriche avait engagé Wohlhausen et Entlibuch à Pierre de Thorberg, son préfet en Argovie et en Turgovie, et Rothenbourg à Herman Grimm de Grunneberg. Ces chevaliers, de même que les employés autrichiens dans les autres endroits limitrophes des États de la Confédération, opprimaient le peuple à l'insu de Léopold, et n'exécutaient pas même les modifications d'impôts commandées par ce prince, malgré les ordres réitéres qu'il leur avait donnés à cet égard. Le peuple alors s'adressa aux villes des Confédérés, pour en obtenir une assistance qu'il ne trouvait pas auprès du Souverain. Les Lucernois, las des vexations qu'ils avaient à souffrir de la part des Nobles, prirent enfin les armes. Soutenus par leurs amis dans les villes forestières, ils se rendirent, le 28 décembre 1385, maîtres de Rothenbourg; ils dévastèrent le château de la ville, et les murs de cette dernière furent rasés.

Cette entreprise fut le signal de la guerre. Lucerne, Zurich, Zug, Glaris, Schwitz, Uri et Underwald, réunirent leurs forces. Les Confédérés saccagèrent plusieurs châteaux des gouverneurs autrichiens et autres Nobles qui montraient de l'éloignement pour eux. Ils s'emparèrent aussi de quelques terres habsbourgeoises. Les habitants de Sempach, de Mayenberg, de Reichensée, de même que ceux du pays d'Entlibuch, durement opprimés par les fonctionnaires publics, se détachèrent de l'Autriche

et furent reçus bourgeois par Lucerne. Le duc Léopold, qui était alors engagé dans une guerre avec les villes impériales de Souabe et d'Alsace, s'arrangea promptement avec elles, et accourut en Argovie. Tandis qu'un grand nombre de seigneurs en Helvétie, comme aussi plusieurs princes et prélats sur la rive droite du Rhin se préparaient à faire la guerre aux Confédérés, qui n'aspiraient qu'à s'affranchir de la domination des Nobles, les troupes autrichiennes, secondées par la Noblesse des environs, emportèrent Reichensée et taillèrent en pièces les rebelles. La garnison suisse de Mayenberg fut attirée hors de la place et également anéantie. En revanche, les Confédérés conquirent et dévastèrent de nouveau plusieurs châteaux de la Noblesse dans leur voisinage. Le duc Léopold, à la tête d'un corps de troupes choisies, se mit en marche du château de Stein à Bade, et s'avança contre la ville rebelle de Sempach, pour la punir de sa trahison. Quinze cents Helvétiens allèrent à la rencontre des Autrichiens et les joignirent, le 9 juillet 1386, à peu de distance de *Sempach*. Léopold avait auprès de lui 4000 cavaliers, pour la plupart nobles, qui formaient l'avant-garde de son armée. L'infanterie autrichienne, sous les ordres de Jean de Bonstetten, était encore fort éloignée. Mais le Duc, se fiant sur la supériorité de ses forces, accepta le combat. Comme le terrain, qui était coupé de haies et de défilés, ne permettait pas de se servir de chevaux, Léopold fit mettre pied à terre à la Noblesse, et la rangea en ordre de bataille. Le combat ne tarda pas à s'engager. Les Suisses essayèrent à différentes reprises d'entamer cette phalange redoutable de Nobles; mais ils furent chaque fois vigoureusement repoussés. Enfin, après une lutte longue, opiniâtre, et continuée pendant la grande chaleur, le duc Léopold et ses vaillants guerriers, peu accoutumés à combattre à pied, succombèrent bien plus sous le poids étouf-

fant de leur propre armure, que sous les efforts de leurs adversaires. Le train avec les chevaux de selle avait déjà pris la fuite, lorsque l'action tourna au désavantage de l'Autriche. Le chevalier Henri d'Eschenloh et Ulric d'Ortenbourg qui portaient, celui-là l'étendard d'Autriche, et celui-ci le drapeau du Tyrol, tombèrent en défendant le dépôt précieux confié à leur honneur. Ulric d'Aarbourg reçut la première de ces enseignes de la main du mourant, mais il fut lui-même atteint d'un coup mortel et expira en s'écriant: „Au secours, Autriche, au secours!“ Aussitôt l'ennemi s'avance et croit saisir l'étendard; mais Léopold, qui voit ce mouvement, se précipite, relève la bannière ensanglantée et la fait flotter encore une fois au-dessus de la tête de ses guerriers, qui tous se rallient autour de ce signe révéré. Une égale fureur anime les deux partis. Voyant la victoire prête à leur échapper, les Autrichiens combattaient en désespérés. Léopold les animait par son exemple, et le poste le plus périlleux était toujours celui qu'il choisissait. Ses officiers, qui plus d'une fois l'avaient averti qu'il était imprudent d'exposer ainsi sa personne, l'invitèrent à pourvoir enfin à sa sûreté; mais loin de suivre cet avis, le prince héroïque s'avança avec encore plus d'intrépidité, en s'écriant: „J'aime mieux périr avec honneur que de vivre avec infamie!“ Après avoir fait les plus grands efforts de courage, voyant tout espoir perdu, il se jette au milieu des rangs ennemis, et reçoit la mort dans la mêlée sanglante. Avec lui tombèrent le margrave Othon de Hochberg, les comtes Waltram de Thierstein, Pierre d'Aarbourg, beaucoup d'autres comtes et Nobles, au nombre de six cents cinquante-six, et quatorze cents valets. Les Confédérés ne perdirent, à ce qu'on prétend, guère au delà de deux cents hommes, et conquirent quinze bannières. Les restes de Léopold furent portés, ainsi que ceux de ses plus braves officiers, à l'abbaye de Koenigs-

felden. Ce prince n'eut point d'enfants de sa première épouse Catherine, fille de Meinard, comte de Gorice. Mais Viridis, fille de Barnabé Visconti, qu'il avait épousée en secondes noces, le rendit père de quatre fils: *Guillaume*, *Léopold*, *Erneste* et *Frédéric*, et d'une fille, *Élisabeth* qui fut fiancée à Henri, comte de Gorice, et mourut en 1391.

Le duc Albert III avait, pendant les campagnes de son frère Léopold, consacré presque exclusivement ses soins au bien-être de l'Autriche. Mais il avait à vaincre un grand obstacle dans la rudesse des Nobles de son propre pays. Le comte rebelle Henri de Schaumbourg et le chevalier Wolfgang Rorer, qui avec une impudence incroyable dévastait par ses brigandages les alentours de la ville de Steyer en haute Autriche, lassèrent enfin la longanimité du duc Albert. L'évêque Jean de Passau s'unit à ce prince pour réprimer ces brigands. En 1381 le repaire de Rorer, la forteresse de Léonstein, fut détruit, et le comte de Schaumbourg lui-même forcé à se soumettre, l'an 1383. La ville d'Efferding et plusieurs châteaux que ce seigneur tenait en fief de l'évêché de Passau, furent remis au duc d'Autriche. Quelques années après (1386), le comte de Schaumbourg suscita par ses intrigues de nouveaux troubles. Il osa même accuser Albert auprès du roi Venceslas; mais ensuite de la décision de ce Souverain, il se vit obligé de céder encore au Duc l'Attergau avec les châteaux de Cammer, de Finkenstein et de Neuhaus. Dans l'année 1381, l'Autriche avait été désolée par une maladie contagieuse qui moissonna une grande partie de la population. Albert d'Autriche fit, le 27 mars 1390, alliance avec le duc Albert I de la basse Bavière et comte de Hollande, et fiança son fils *Albert IV*, qui n'avait que douze ans, à la princesse Jeanne, fille du prince bavarois.

Les monuments publics, commencés par Rodolphe IV d'Autriche, s'achevaient de toutes partes sous le gouver-

nement d'Albert III. Par la protection de ce prince, l'université, fondée en 1365, acquit plus de célébrité et de nouveaux privilèges. Comme il n'était permis jusqu'alors à cet institut que d'enseigner les trois parties scientifiques: la Philosophie, les Droits et la Médecine, Albert demanda et obtint en 1384 du pape Urbain VI l'autorisation d'établir la quatrième Faculté, celle de Théologie. Le Duc avait aussi érigé à Vienne des chaires pour les langues orientales, et principalement favorisé l'étude des Mathématiques et de l'Astronomie. Il avait lui-même une passion si excessive pour l'Astrologie judiciaire, qu'on le surnomma aussi *l'Astrologue*.

Comme après la mort du duc Léopold III, le partage des États autrichiens entre les différentes branches de la Maison de Habsbourg devint fort important par rapport à ses suites politiques, il est nécessaire pour l'intelligibilité de l'histoire, d'intercaler ici une table des princes de cette illustre famille, qui succédèrent l'un à l'autre dans les diverses provinces jusqu'à l'époque où ces pays furent de nouveau réunis sous Maximilien I.

Albert II. † 1358.

- Rodolphe IV, † 1365.
- Albert III garda au partage de 1375 *l'Autriche*. † 1395.
  - Albert IV. † 1404.
    - Albert V (roi de Hongrie et de Bohème, puis roi des Romains sous le nom d'Albert II). † 1439.
      - Ladislas (roi de Hongrie et de Bohème). † 1457. L'*Autriche* passe à Frédéric V.
- Léopold III eut, l'an 1375, la *Styrie*, la *Carinthie*, la *Carniole*, le *Tyrol* et les *pays antérieurs*. † 1386.
  - Guillaume I. † 1406.
  - Léopold IV. † 1411.
  - Erneste I devint par le partage de 1411 Souverain de la *Styrie*, de la *Carinthie* et de la *Carniole*. † 1424.
    - Frédéric V (comme Empereur Frédéric III). † 1493.
      - Maximilien I réunit tous les pays autrichiens.
    - Albert VI, possesseur de l'*Autriche antérieure*. † 1463.
    - Erneste II. † 1482.
  - Frédéric IV fut depuis 1411 en possession du *Tyrol* et de l'*Autriche antérieure*. † 1439.
    - Sigismond succède à son père Frédéric IV en *Tyrol*. († 1496.)

      Le *Tyrol* passe à Maximilien I.

La Généalogie détaillée se trouve à la fin de cette Époque.

Albert III, qui fut douloureusement affecté de la fin tragique de Léopold, se rendit promptement en Helvétie et prit, en qualité de tuteur et de chef de la famille, le gouvernement des pays qu'avait administrés son frère. Léopold IV *le Superbe*, vulgairement nommé *le Gros*, deuxième fils du duc défunt, brûlant de venger sur les Confédérés la mort de son père, leur déclara de nouveau la guerre, dès le sixième jour après la bataille de Sempach. Cinquante autres nobles seigneurs, parmi lesquels était le burgrave Frédéric de Nuremberg, suivirent cet exemple. Mais dans les combats isolés qui furent livrés durant trois mois, les Suisses eurent presque partout l'avantage; ils conquirent et saccagèrent un grand nombre de châteaux. Les Glarisiens enlevèrent la ville autrichienne de Wesen dans le Gaster. Le duc Albert III, il est vrai, soutint son neveu Léopold IV dans cette guerre; mais comme la fortune ne favorisait aucunement les armes autrichiennes, il accepta volontiers la trêve que les villes impériales de Souabe ménagèrent, le 8 octobre 1386, jusqu'à la Chandeleur 1388. Cette trêve étant expirée, les hostilités commencèrent de nouveau. Les Autrichiens et la Noblesse surprirent, le 7 février 1388, la garnison suisse de Wesen, et la passèrent au fil de l'épée. Les comtes de Werdenberg et de Toggenbourg, qui commandaient un corps autrichien de 6000 hommes, perdirent dans le défilé de Naefels, le 9 avril, la bataille contre les Helvétiens. Cent quatre-vingt-tro[illegible]s Nobles et douze cents cavaliers y trouvèrent la mort [illegible] et onze bannières tombèrent entre les mains des Confédér[illegible]. Les Glarisiens pillèrent [illegible] brûlèrent, le lendemain [illegible], la ville de Wesen pour [illegible] février. La ville de Rapp[illegible] [illegible] sept cents mercenaires [illegible] Génois, fut a[illegible] [illegible]dant de [illegible]

Pierre de Thorberg, repoussa courageusement toutes les attaques de l'ennemi qui, après avoir entrepris en vain encore un dernier assaut général, le 1 mai, prirent le parti de se retirer. Les Bernois enlevèrent différentes places autrichiennes et châteaux de la Noblesse, entre autres les villes de Buren et de Niddau, que Léopold III avait abandonnées (1379) à Enguerrand de Coucy. Enfin dans l'année 1389, les villes impériales de Constance, de Rothweil, de Ravensbourg, d'Uberlingen, de Lindau et de Bâle, parvinrent à faire conclure la paix pour sept ans. Elle fut signée à Vienne, le 22 avril de la même année. Les Confédérés restèrent en possession de toutes les places et terres conquises; ils ne rendirent à l'Autriche que la ville de Wesen. On leur assura liberté de commerce dans tous les États autrichiens, avec promesse de ne pas l'entraver par de nouveaux péages. Ce fut ainsi que la Maison de Habsbourg perdit une partie considérable de ses domaines en Helvétie. Le comté de Kybourg [1]) était depuis 1384 hypothéqué à Toggenbourg, et la petite ville de Bâle, que Léopold III possédait à titre de gage, avait déjà été rachetée 1385 par les bourgeois et l'évêque de Bâle. Toutefois il restait encore aux Habsbourgeois leurs possessions en Argovie et en Turgovie. Les efforts que fit, les années suivantes, le duc Léopold IV pour séparer la Confédération helvétique par des négociations particulières avec différents membres de cette grande ligue, furent employés à pure perte. Le 16 juin 1391, la paix entre l'Autriche et la Confédération fut prolongée pour vingt autres années.

Le roi Louis de Hongrie, qui avait épousé, l'an 1357,

[1]) Rodolphe I avait, comme nous savons, acquis par héritage le *comté* de
l'an 1264; mais la *ville* de Kybourg, de même que les
Thun, de Bourgdorf etc. étaient échus à la
bourg-Lauffenbourg par le mariage du comte

Élisabeth de Bosnie, n'avait point d'héritiers mâles [1]. Mais il était père de trois filles, auxquelles il cherchait à assurer la succession aux royaumes de *Hongrie*, de *Pologne* et de *Naples*. En 1374 il négocia avec Charles V, roi de France, le mariage de sa fille aînée *Cathérine* avec Charles de Valois, second fils de ce monarque. Les deux rois voulaient procurer à ce prince le royaume de Deux-Siciles, la Provence, Forcalquier et le Piémont pour héritage, après la mort de la reine Jeanne de Naples. Mais la princesse Cathérine mourut pendant qu'on continuait les négociations. La seconde fille du roi Louis, *Marie*, était depuis l'année 1372 fiancée à *Sigismond* de Bohème. La troisième princesse, *Hedvige*, avait été promise, l'an 1375, à Guillaume, fils aîné de Léopold III. Il était encore indécis alors, à laquelle de ses deux filles le roi Louis destinait la succession aux royaumes de Hongrie et de Pologne. Toutefois il paraissait certain, qu'il avait en vue la réunion permanente des deux couronnes sur une seule tête.

Les projets du roi Louis de Hongrie avaient été rejetés par le pape Grégoire XI et la reine Jeanne. Cette princesse avait, après la mort de son époux Louis de Tarente (1362), épousé en troisièmes noces Pierre d'Aragon (22 décembre 1362). Quelques mois auparavant, le prince Louis de Durazzo avait terminé ses jours dans la prison, où il était enfermé pour crime de révolte. Jeanne consentit que le roi de Hongrie se chargeât de l'éducation et de l'établissement du prince Charles, fils unique de Louis de Durazzo. Ce prince devint en 1369 Ban de Croatie et de Dalmatie; il s'était marié avec la princesse Marguerite, fille de son oncle Charles de Durazzo, décapité 1348 à Aversa, et de Marie de Naples, soeur de la reine

[1]) Son frère *Étienne* était mort l'an 1354, et le prince héréditaire *Jean*, son neveu, avait cessé de vivre, neuf ans après (1363).

Jeanne. Cette dernière ayant perdu son troisième époux, Pierre d'Aragon, sans en avoir eu des enfants, se remaria, le 25 mars 1376, avec Othon de Brunswick. Lorsque le roi de Hongrie fut informé de cette nouvelle union, il renonça à ses desseins sur Naples, et céda ses droits à Charles de Durazzo qui partit, au mois de mai de la même année, pour la basse Italie. Le grand schisme d'Occident ayant éclaté peu de temps après, la reine Jeanne prit l'antipape Clément VII sous sa protection; ce qui aigrit tellement Urbain VI, qu'il songea sérieusement à précipiter du trône cette reine dépravée. Jeanne n'ayant point d'enfants non plus de son quatrième époux, le seul héritier de sa couronne était le prince Charles de Durazzo, le dernier rejeton mâle de la ligne, naguère encore si nombreuse, des Anjévins régnante à Naples, en Sicile et en Hongrie. Le pape Urbain invita ce prince à prendre incontinent possession du trône qui lui appartenait. Au commencement de l'année 1380, le pontife déclara Jeanne déchue de la couronne de Naples, délia ses sujets du serment de fidélité, la frappa d'anathème et fit prêcher la croix contre elle. Cette reine chercha à se procurer l'appui de la France, en adoptant Louis d'Anjou, frère du roi Charles V, pour fils et héritier du trône. Mais comme le monarque français cessa de vivre encore dans la même année, et que Louis prit la régence en France, ce prince ne put pas entreprendre encore alors le voyage de Naples.

Charles de Durazzo traversa en automne 1380 la Toscane avec un corps de troupes hongroises, et arriva à Rome, où le pape Urbain VI le couronna, au mois de juin 1381, roi de Naples. Les troupes avec lesquelles l'époux de Jeanne, Othon, marcha à la rencontre du jeune roi, se dispersèrent sans combat. La capitale abandonna Jeanne, et dès le 16 juillet Charles y fit son entrée.

La reine s'était sauvée dans le château dit Castel nouovo. Elle y fut assiégée. Othon de Brunswick, qui pour délivrer son épouse hasarda, le 25 août, un combat, fut abandonné de ses troupes et fait prisonnier. Jeanne aussi se rendit le même jour. On l'enferma avec sa soeur Marie dans une prison. Le 12 mai 1382, Jeanne fut étouffée avec les coussins de son lit. Marie mourut, dit-on, empoissonnée, peu de temps après. Les comtés de Forcalquier et de Provence passèrent au fils adoptif de Jeanne, Louis d'Anjou, que le pape Clément VII avait également couronné roi de Naples à Avignon.

Au mois de novembre 1377 à Trentschin, se firent les noces de la princesse *Marie* de *Hongrie* et de *Sigismond* de *Bohème*, et le 15 janvier de l'année suivante on célébra à Hainbourg les fiançailles, selon d'autres, le mariage effectif de la princesse *Hedvige*, qui n'était pas encore sortie de l'enfance, avec *Guillaume* d'*Autriche*. On ne destina point de pays héréditaire pour dot et apanage à ce jeune couple, mais seulement une somme de 400,000 florins d'or, et une rente annuelle de 40,000 florins même argent, toutes les deux sommes payables moitié par la Hongrie et moitié par l'Autriche.

En juillet 1382, les Grands de *Pologne* inaugurèrent à Altsohl Sigismond de Bohème, alors *margrave* de *Brandebourg*, âgé de quatorze ans, et son épouse Marie comme futurs Souverains. Le prince prit les rênes du gouvernement en Pologne. Le roi Louis fit venir son second futur gendre, *Guillaume* d'*Autriche*, en Hongrie. Vers le même temps, le roi Charles III de Naples se vit menacé, par les grands armements de Louis d'Anjou, d'une prochaine invasion. Il pria instamment le roi de Hongrie de lui envoyer des troupes auxiliaires. Ce prince concentra dès le mois de juillet un corps de troupes considérable, et fit préparer dans les ports de la Dalmatie les

vaisseaux de transport, pour conduire ces troupes à Naples. Mais encore avant que l'armée hongroise se fût mise en marche vers la basse Italie, le roi *Louis* mourut à Tyrnau, le 11 septembre 1382, après avoir régné pendant quarante-trois ans sur la Hongrie. Ce prince avait passé les dernières années de son règne au sein de la gloire et de la paix, occupé du bien-être des deux royaumes dont il portait la couronne. Si à la gloire de conquérir, Louis n'avait pas ajouté celle de gouverner sagement ses conquêtes, il n'aurait été qu'un de ces fléaux de l'humanité qu'on déteste en les admirant. Mais par le respect qu'il montra pour les lois, par l'excellent code qu'il fit et par la protection qu'il accorda aux objets utiles à la nation et à l'État, il se rendit digne du surnom de *Grand* que lui décernèrent les peuples soumis à son empire.

La princesse *Marie*, fille aînée du monarque défunt, âgée de douze ans, fut couronnée, le 16 septembre 1382, non sous le titre de Reine, mais sous celui de *Roi*. Son époux *Sigismond*, qui n'avait que trois ans de plus qu'elle et qui était alors absent en Pologne, n'obtint que le titre de *Protecteur du royaume*. La reine douairière Élisabeth géra, comme régente, la tutelle de sa fille. Mais dans le fait le gouvernement du pays se trouvait dans les mains du plus ambitieux des hommes; c'était Nicolas de Gara, palatin du royaume. Un des premiers actes, préjudiciables au bien public, fut la déposition du Ban de Croatie, Jean Horvathi. Sigismond fit de vains efforts pour gagner les Polonais. Ses moeurs et sa façon de penser étrangères leur demeurèrent constamment odieuses. Les États de la *grande Pologne*, assemblés à Posen, refusèrent de lui prêter le serment de fidélité, si l'on ne déposait pas auparavant les gouverneurs, établis 1381 par le roi Louis, mais généralement détestés dans le pays. La confédération, réunie arbitrairement à Radomsk, ré-

solut même, le 28 novembre 1382, de ne reconnaître pour reine que celle des filles de Louis qui fixerait avec son époux sa résidence en Pologne. La Noblesse de la *petite Pologne* tint également en décembre une assemblée à Wieslicza, et accéda à cette décision. Les envoyés de la reine Élisabeth approuvèrent, à la vérité, cette conclusion, mais seulement en apparence, cette princesse étant contrainte par les circonstances à la dissimulation. En sorte que Sigismond revint en Hongrie, sans avoir reçu l'hommage des Polonais.

En 1383 la guerre civile éclata entre les partisans du gouverneur et Général royal Domarat et les confédérés. Ces derniers exigèrent que Marie et Sigismond se rendissent sans délai en Pologne, pour mettre fin aux troubles, et menacèrent de choisir un autre roi si l'on ne satisfaisait pas à leur demande. Les négociations, il est vrai, furent continuées; mais l'exaspération était déjà à son comble de part et d'autre, et il ne restait plus d'autre parti à prendre que de consentir à la séparation des deux royaumes. Les Polonais demandèrent alors que la princesse Hedvige leur fût remise. Ils voulaient la marier au duc Sémovite de Masovie, et placer ensuite la couronne de Pologne sur la tête de son époux. La Russie rouge devait être restituée à la Pologne et rester à jamais réunie avec ce royaume. Il fut toutefois convenu qu'il serait statué, par un traité de succession à conclure entre les deux soeurs Marie et Hedvige, que si une ligne de leurs descendants venait à s'éteindre, les deux royaumes passeraient réciproquement à l'autre. Cette convention fut signée, au mois de mai 1383, à Cassovie par la reine-mère Élisabeth et les ambassadeurs polonais. Mais le duc Sémovite ne se montra pas satisfait de cet arrangement; il prit les armes et entra en Pologne.

La Noblesse hongroise avait vu avec une grande in-

dignation la juste sévérité, avec laquelle la reine régente avait sévi contre les commandants infidèles des châteaux de Caminieck, de Olesko, de Peremysl, de Horodlo et autres dans la Russie rouge hongroise qui, à la nouvelle de la mort du roi Louis, avaient vendu ces places à Lubart, prince lithuanien de Wlodimir, et étaient retournés en Hongrie, où ils furent exécutés. Le mécontentement qu'on éprouvait d'être gouverné par une femme, se répandit de plus en plus, et amena des unions secrètes, dirigées contre la régente et ses filles. Cette conspiration s'était étendue jusqu'en Dalmatie. Les Grands de ce pays, à la tête desquels étaient Jean de Palisna, prieur de l'ordre de S. Jean, le Ban déposé Jean Horvathi et son frère, l'évêque Paul d'Agram, avaient offert au roi Charles III de Naples la couronne de Hongrie. Mais ce prince, ayant lui-même à défendre son trône contre Louis d'Anjou, ne put pour le moment se prévaloir de cette proposition.

Sur ces entrefaites, le désordre n'avait fait qu'accroître en Pologne. Les confédérés s'étaient, au commencement de l'année 1383, rendu maîtres de Pizdri. Mais un de leurs corps, commandé par le châtelain de Nakel, fut battu, le 10 février près de Pietrovkovycze, par le gouverneur Domarat. Deux Diètes, tenues à Sirodz dans les mois de février et de mars, ne ramenèrent point le calme dans le pays. Les confédérés en revenaient toujours à leur demande relativement à la remise de la princesse Hedvige. Sigismond, voyant que les généraux Stibor et Domarat ne pouvaient rien effectuer en Pologne contre Sémovite qui dans la troisième Diète, tenue à Sirodz le 16 juin 1383, avait pris le titre de roi de Pologne, entra, le mois suivant, avec une armée hongroise de 12,000 hommes dans ce royaume, ravagea la Masovie et la Cujavie, et fit le siège de Brzesc. Mais en octobre il conclut avec Sémovite une trêve jusqu'à Pâques 1384, et retourna en Hongrie...

Comme les Polonais persistaient à demander Hedvige et à rejeter Sigismond, ce prince marcha encore une fois avec une nombreuse armée contre la Pologne. Mais lorsqu'il fut sur le point de franchir les limites de ce royaume pour combattre Sémovite, des députés polonais vinrent à sa rencontre jusqu'à Lublau dans le pays de Zips, et l'arrêtèrent dans sa marche par la menace sérieuse que toute la population polonaise s'opposerait à lui, les armes à la main. Le Ban Étienne de Dalmatie, s'étant également déclaré pour le roi Charles III de Naples, fut déposé 1384 par la reine Élisabeth. Le mécontentement et les troubles se répandaient de plus en plus dans toutes les provinces hongroises. Paul Horvathi, évêque d'Agram, partit pour Naples, afin d'inviter Charles III à délivrer la Hongrie du gouvernement féminin et à se placer lui-même sur le trône de ce royaume.

Dans cet état critique de choses, Élisabeth se détermina enfin à envoyer sa fille Hedvige en Pologne, où cette princesse fut reçue avec allégresse et couronnée à Cracovie, le 15 octobre 1384. Immédiatement après, il fut conclu une alliance entre la Hongrie et la Pologne, comme aussi avec le roi Twartko de Bosnie. Dans le même temps où le germe des divisions, qui avaient existé jusque-là, fut entièrement étouffé par la condescendance de la reine Élisabeth, une nouvelle secousse vint ébranler la tranquillité du royaume de Pologne. En février 1385 arrivèrent à Cracovie, où se trouvaient déjà les envoyés d'Élisabeth pour accélérer la consommation du mariage de la reine Hedvige avec le duc *Guillaume d'Autriche*, des ambassadeurs du prince lithuanien Jagellon (Jagiel), qui sollicitèrent, au nom de leur maître, auprès des Etats de Pologne la main de la reine Hedvige. Les Polonais accueillirent avec joie cette proposition, qui dans la réunion de la Pologne, de la Lithuanie, de la Samogitie et de la

Russie rouge, faisait espérer le plus haut degré de puissance et un repos assuré pour leur patrie. Ils oubliaient que ce même prince Jagellon, encore au printemps dernier, avait avec ses hordes barbares, sans déclaration de guerre, surpris la Masovie et dévasté par le fer et le feu cette contrée, ainsi que la vayvodie de Sendomir. Les envoyés lithuaniens continuèrent ensuite leur chemin pour la Hongrie, afin de faire la même demande auprès de la reine-mère Élisabeth. Sur ces entrefaites, Urbain VI, qui s'était déclaré le protecteur de la jeune reine Marie de Hongrie, avait excommunié Charles III de Naples, qui tenait en revanche le pontife assiégé dans Nocera. Après un siège de huit mois, les mécontents napolitains dégagèrent Nocera par surprise, enlevèrent, le 7 juin 1385, le pape et le conduisirent à Salerne où une flotte génoise l'attendait qui le transporta à Gènes. Charles III, il est vrai, s'était vu délivré par la mort de Louis d'Anjou (10 octobre 1384), d'un dangereux rival; mais outre qu'il avait encore assez de rebelles à combattre dans son propre royaume, l'antipape Clément VII avait aussi déclaré, en février 1385, le prince Louis d'Anjou, âgé de sept ans, roi de Naples. Malgré tout cela, Charles III se détermina à suivre alors l'appel des séditieux en Hongrie. Il espérait qu'après avoir placé la couronne de Hongrie sur la tête de son fils Ladislas, il lui serait facile, au moyen des renforts qu'il recevrait de la part de ce royaume, de vaincre tous ses ennemis.

Sigismond consomma, en juin 1385, son mariage avec la reine Marie; après quoi il se rendit en toute diligence en Bohème, pour demander à son frère Venceslas de l'argent et des troupes. Les ambassadeurs polonais et lithuaniens, ayant exposé à la reine Élisabeth l'objet de leur mission, reçurent pour réponse, que les anciens traités avec l'Autriche exigeaient inévitablement que l'union

entre la princesse Hedvige et le prince autrichien Guillaume fût accomplie. Immédiatement après, on conclut à Bude (29 juin 1385) une nouvelle convention avec le duc Léopold III d'Autriche, et le prince Guillaume partit pour la Pologne, dans la vue de célébrer à Cracovie son mariage avec la reine Hedvige. Mais les Polonais et les Lithuaniens persistèrent dans leurs demandes et prétentions. Le château de Cracovie, où Hedvige résidait, resta fermé au prince Guillaume, qui toutefois eut une entrevue secrète avec sa fiancée dans le couvent des Franciscains. Le 14 août, Jagellon et tous les princes lithuaniens donnèrent aux plénipotentiaires polonais de nouveau l'assurance que les Lithuaniens, d'abord après l'élevation de Jagellon sur le trône de Pologne, embrasseraient la religion catholique, que la Lithuanie même, la Russie rouge et tous les pays démembrés de la Pologne, seraient réunis à ce royaume, et enfin que Jagellon se chargerait lui-même de payer à l'Autriche le dédit de 200,000 florins d'or, stipulé au cas que l'union d'Hedvige et de Guillaume ne s'effectuât point. Ensuite les Polonais et les Lithuaniens réitérèrent avec les plus vives instances auprès de la reine-mère leur demande rélative au mariage de la reine Hedvige avec Jagellon.

Cependant Sigismond n'avait trouvé auprès de son frère Venceslas aucune espèce de soutien; ce qui le mit dans la nécessité d'emprunter de ses cousins, les margraves Josse et Procope de Moravie, une somme de 200,000 florins d'or, pour laquelle somme il leur engagea son margraviat de Brandebourg. Mais les États de ce pays n'ayant pas voulu confirmer ce marché, Sigismond abandonna aux margraves pour garantie quelques districts en Hongrie, entre le Danube et la Waag. Cette délapidation arbitraire de parties considérables du territoire du royaume fit murmurer la nation, et accrut beaucoup le nombre des ad-

hérents de Charles III, qui arriva en automne 1385 à Agram en Croatie, où il trouva un puissant parti, prêt à se joindre à lui pour le faire monter sur le trône. Les reines saisirent dans ce danger imminent chaque moyen qu'elles croyaient propre à les sauver. Dans la Diète, convoquée en toute hâte à Bude, Marie confirma, le 6 novembre, toutes les franchises et immunités de la Noblesse. Élisabeth donna son consentement au mariage d'Hedvige avec Jagellon. Charles III fut complimenté avec une feinte cordialité, comme un ami et parent chéri. On se montra en apparence fort mécontent de Sigismond, on lui défendit même le royaume et répandit artificieusement le bruit d'une prochaine dissolution de son mariage avec Marie, et d'une union de cette princesse avec le duc d'Orléans qu'on allait, disait-on, négocier. Mais Charles III, qui possédait autant de perspicacité que de finesse, ne fut point la dupe de toutes ces supercheries. Il continua sa marche vers Bude, et après avoir fait son entrée dans cette capitale, il se fit proclamer le lendemain *Gouverneur (Gubernator)* du royaume. Ensuite il occupa avec ses troupes italiennes et ses partisans hongrois le château de la ville, força les reines à renoncer à la couronne et à la régence, et se fit couronner, le 31 décembre 1385 à Albe-Royale, roi de Hongrie. Mais la majorité des magnats, ayant à leur tête le palatin Nicolas Gara, jurèrent la mort au dominateur intru. En effet, le 6 février 1386, Charles III fut surpris dans le château de Bude, blessé et fait prisonnier. Ses Italiens furent taillés en pièces et ses adhérents croates forcés à prendre la fuite. On conduisit Charles à Vissegrade où il fut étranglé, le 24 février.

Malgré la chûte de l'usurpateur, les affaires du royaume de Hongrie restèrent encore dans un état fort confus. Jean Horvathi et les autres partisans de Charles III, qui

s'étaient retirés en Croatie et en Dalmatie, se préparèrent à la guerre civile, et la commencèrent effectivement par la dévastation des terres des royalistes dans ces provinces. Le 14 février 1386, Jagellon avait été marié à Cracovie avec la reine Hedvige, après qu'il eut reçu le baptême. Les margraves de Moravie occupèrent le pays entre le Danube et la Waag qui leur avait été hypothéqué; ce qui avait déjà donné lieu à des combats avec les troupes hongroises qui ne voulaient pas souffrir l'entrée des Moraves dans leur pays. Enfin Sigismond parut sur les bords de la Raab; le roi Venceslas l'accompagnait, à la tête d'une armée bohème, comme médiateur. Après que Venceslas eut été reconnu pour tel par tous les partis, il prononça, le 12 mai 1386, sa décision. Elle portait: que la paix serait rétablie entre les reines et les barons hongrois, d'une part, et Sigismond et les margraves de Moravie, d'autre part; que les villes et les sujets de Hongrie conserveraient leurs franchises et privilèges, tels qu'ils leur avaient été octroyés; qu'on assurerait à la reine Élisabeth les biens et revenus affectés à son douaire; qu'on assignerait au prince Sigismond, pour son entretien, le comitat d'Eisenbourg, la ville et le château de Trentschin, et en général un territoire, confinant avec l'Autriche et la Moravie, d'une étendue égale à celui que le roi Louis I avait donné jadis à son frère Étienne, et que Sigismond vivrait sur le pied d'époux avec Marie sans être troublé dans son union. Il fut en outre arrêté, que cette princesse payerait des domaines de l'État toutes les dettes que Sigismond avait contractées pour faire face aux frais de la guerre, qu'en conséquence elle avait aussi à rembourser la somme que les margraves de Moravie avaient prêtée à Sigismond, leur cousin, et que ces deux princes ne seraient tenus de restituer à Sigismond le pays en Hongrie qu'il leur avait engagé, qu'après l'entier acquittement de la dette.

Après que cette convention eut été généralement acceptée, Sigismond se rendit en Bohème pour y enrôler des troupes. La reine Élisabeth reconnut Jagellon, qui au baptême avait reçu le nom d'*Uladislas*, le 9 juillet 1386, une seconde fois pour son gendre. Le calme et la tranquillité semblaient déjà renaître en Hongrie, lorsque le 25 juillet les deux reines Élisabeth et Marie, dans un voyage qu'elles firent à Gorian, furent surprises et enlevées près de Diacovar par les rebelles croates, ayant à leur tête Jean Horvathi. Une partie des gens de leur suite, parmi lesquels était le palatin Nicolas Gara, furent massacrés sur-le-champ; on conduisit les reines à la forteresse de Novigrade. Les rebelles firent aussitôt partir un messager pour Naples, afin d'informer Marguerite, veuve de Charles III, de cette importante capture, et de l'inviter à envoyer son fils Ladislas en Hongrie, promettant de l'élever sur le trône de ce royaume. Les prélats et barons hongrois, restés fidèles, s'assemblèrent pleins de consternation, à Bude et prirent par intérim les rênes du gouvernement. Ils nommèrent Ladislas de Losontz gouverneur en Croatie et en Dalmatie, avec ordre de poursuivre les rebelles avec toute la vigueur possible. Mais Sigismond avec son cousin, le margrave Josse, accourut de Bohème, à la tête d'un corps de troupes nombreux. Il fut accueilli en Hongrie avec joie par le peuple, las des troubles qui agitaient depuis si longtemps le pays. Pantaléon Barbo, envoyé de Venise, parvint à faire conclure entre Sigismond et les États du royaume une convention, ensuite de laquelle ce prince fut proclamé Roi et couronné à Albe-Royale, le 20 mai 1387.

L'apparition rapide de Sigismond en Hongrie mit les rebelles dans une telle fureur qu'ils firent décapiter Élisabeth à Novigrade, sous les yeux de sa fille Marie. Ils voulaient conduire cette dernière princesse à Naples, et la

livrer à la reine Marguerite; mais ils furent empêchés de faire le trajet par les vaisseaux vénitiens qui croisaient le long des côtes de la Dalmatie. Immédiatement après son couronnement, Sigismond se mit en marche vers la Croatie, pour punir les rebelles et sauver sa royale épouse. Les Vénitiens débarquèrent des troupes sur la côte de Dalmatie, pour le seconder dans son entreprise. Leur flotte avait déjà auparavant commencé le siège de Novigrade. Les rebelles furent défaits, tant en Croatie, qu'en Sirmie, et leurs places fortes tombèrent pour la plus grande partie au pouvoir des vainqueurs. Le fils du Ban assassiné, le jeune Nicolas de Gara, Ban de Machow, se couvrit de gloire dans ces combats. Le gouverneur Losontz publia ensuite une amnistie générale. Les auteurs de la révolte se virent bientôt abandonnés par le peuple. Plusieurs d'entre eux, parmi lesquels était Étienne Latzkovich, se soumirent. Jean Horvathi, qui se trouvait en prison à Possegga, acheta l'impunité de sa rebellion par la promesse de procurer la liberté à la reine Marie. Mais le traitre ne tint point sa parole; il s'évada de nouveau, courut en Bosnie, et ayant reçu du roi Twartko un corps de troupes, il parut sur les bords de la Licca, à peu de distance de Novigrade, dans la vue de dégager cette forteresse. Là, il fut attaqué par Frangipani, vaincu et fait prisonnier pour la seconde fois. Sur l'assurance qu'il reçut d'être renvoyé sauf et libre, il persuada alors effectivement le commandant de Novigrade à remettre, le 4 juin, cette forteresse et la reine Marie, qui y était gardée, à l'amiral vénitien Jean Barbadicco. Cette princesse se rendit d'abord à Nona, de là sur une galère vénitienne à Zeng, et arriva le 4 juillet à Agram, où elle se réunit avec Sigismond.

À Bude, Marie nomma son époux corégent du royaume. Ensuite Sigismond partit pour la Bohème et leva,

la convention de Burglitz, le 15 avril 1388, l'engage-
nt des domaines entre le Danube et la Waag, si odieux
a nation. À la place de ces districts hongrois, le Roi
la au margrave Josse de Moravie la vieille et la moyenne
rche de Brandebourg, et à son frère Jean de Goer-
la nouvelle Marche, pour sûreté de leurs créances.
rès cela il fut conclu aussi, le 17 avril, une alliance
ensive entre la Hongrie, la Bohème et la Moravie. Au
is de mai, le roi Venceslas, les margraves de Mo-
rie et Jean de Goerlitz eurent à Schintau-sur-la-Waag,
s le comitat de Neutra, une entrevue avec le roi Si-
mond. Là, Jean de Goerlitz renonça à l'expectative
la vieille et moyenne Marche de Brandebourg. En
anche, Sigismond se désista de son droit immédiat
la succession à la couronne de Bohème, en cas que le
Venceslas vînt à mourir sans héritiers mâles. Par
cte passé à ces fins, il laissait à Venceslas la liberté
lui préférer Jean de Goerlitz dans le choix d'un suc-
sseur au trône de Bohème.

Depuis l'année 1384, le roi Venceslas ne s'était plus
ntré à l'Empire germanique, et s'occupait exclusive-
nt des affaires de Bohème. Enfin, sur les instan-
s réitérées des villes impériales, et le pacte d'union
Heidelberg approchant de sa fin, le Roi se rendit, au
mmencement de 1387, en Allemagne. Afin de s'atta-
er les villes impériales et de se ménager un appui con-
les princes qui avaient déjà menacé Venceslas d'élire
nouveau roi à cause de son incapacité, ce monarque
corda, le 19 mars à Nuremberg, aux villes souabes
s lettres de protection pour leurs droits, franchises et
ciens privilèges. En retour, les trente-deux villes qui for-
ient la ligue, s'engagèrent à défendre Venceslas contre
it autre roi d'Allemagne et ses adhérents. Le 5 no-
mbre, les princes qui avaient signé le traité de Heidel-

berg (1384), entre autres aussi le duc Albert III d'Autriche, Étienne de Bavière et le burgrave Frédéric de Nuremberg, renouvelèrent à Mergentheim l'union avec les villes jusqu'à la S. George 1393.

Au moi de juin 1388, Venceslas et les villes de Souabe déclarèrent la guerre au duc Frédéric de la haute Bavière qui, non content d'avoir fait grand tort aux villes impériales d'Augsbourg, de Nuremberg, d'Ulm, de Memmingen, de Ratisbonne etc., par l'établissement de nouveaux péages et autres mesures préjudiciables au commerce, avait encore enlevé à des négociants urbains qui voyageaient par son territoire, leurs marchandises, et les avait retenus prisonniers pour en extorquer une rançon. Il s'était en outre saisi par surprise de la personne de l'archevêque Pérégrin de Salzbourg dans le couvent de Raitenhasslach, où ce prélat était venu pour s'aboucher avec le frère de Frédéric, le duc Étienne, et avait par là violé la paix publique. Les villes rhénanes et celles de Vettéravie assistèrent par ordre du roi Venceslas les cités de Souabe contre les ducs Frédéric et Étienne. D'un autre côté, les princes, les comtes et les chevaliers des contrées du Rhin, prirent les armes pour les ducs de Bavière. Toute l'Allemagne méridionale devint le théâtre de luttes sanglantes et d'une dévastation générale. Les villes remportèrent dans le commencement quelques avantages en Bavière même; mais leurs troupes furent battues en Souabe, en Franconie et au Rhin. Le comte Éverard de Wurtemberg les vainquit près de Weil (le 23 août 1388), et le comte palatin Robert leur fit éprouver une défaite dans le voisinage de Worms (le 6 novembre). Les évêques de Bamberg et de Wurzbourg, et le burgrave de Nuremberg, conquirent Schweinfort, Windsheim et Rothembourg, et attaquèrent Nuremberg. Les villes confédérées se virent enfin contraintes d'acheter la paix par de fortes som-

mes d'argent. Le roi Venceslas, qui avait longtemps considéré avec son apathie ordinaire les maux qui affligeaient l'Allemagne, convoqua enfin, sur les représentations énergiques des princes électeurs, une Diète à Egre. Ici les deux ligues, tant celle des princes que celle des villes, furent dissoutes (le 2 mai): le Roi publia, le 5 du même mois, une paix publique générale pour six ans, et établit un tribunal suprême de paix et de conciliation, composé de neuf membres, et qui était chargé de terminer à l'amiable toutes les contestations.

Dans ses États héréditaires, Venceslas avait à lutter contre ses sujets, qui étaient fort mécontents de la manière dont il les gouvernait. En 1383 ce Souverain avait résolu d'amender les moeurs dissolues du clergé. Il se mit à l'oeuvre avec grande sévérité, et fit punir publiquement les prêtres qui furent trouvés coupables de faiblesses mondaines. Ce procédé, avilissant pour le sacerdoce, détruisit entièrement le respect du peuple envers les ministres de l'Église, mais remplit aussi ces derniers d'une haine implacable contre le Roi. Ce fut dans le cours de la même année (1383), que Jean Welflin, natif de Pomuck ou Népomuck en Bohème (*Jean-Népomucène*), chanoine et confesseur de la reine Jeanne, fut appliqué par ordre de Venceslas à la question, puis noyé dans la Moldave, parce qu'il n'avait pas voulu réveler au Roi les aveux que son épouse avait faits dans le confessional. Venceslas aigrit le peuple bohème par la prédilection qu'il donnait dans toutes les occasions aux savants, artistes et ouvriers allemands, que son père Charles IV avait attirés dans le pays. Les habitants de Prague se soulevèrent en 1385 contre le magistrat de leur ville, qui pour la plus grande partie était composé d'Allemands. Mais les auteurs de la révolte, deux des plus notables de la bourgeoisie, furent arrêtés et mis à mort. Vers le même temps, le

Roi revendiqua les domaines de la couronne, hypothéqués à divers Grands du pays. Les possesseurs de ces terres refusèrent de s'en dessaisir, et en 1380 plusieurs de ces seigneurs s'opposèrent même, les armes à la main, aux injustes prétentions du Roi. Ils furent vaincus, dépouillés de leurs possessions, et quelques-uns même exécutés. La crainte alors retint pour quelque temps les séditieux; mais leur haine pour le Roi s'accrut de jour en jour. Comme Venceslas continuait, par ses actes d'injustice et de violence, à indisposer contre lui toutes les classes de la nation, les Bohèmes songèrent enfin sérieusement à se délivrer d'un maître dont la tyrannie n'était plus supportable. Des messagers secrets partirent pour la Hongrie, afin d'inviter le roi Sigismond à se rendre en Bohème. Ce prince arriva bientôt à Prague. Dans l'entrevue qu'il eut avec son frère le roi Venceslas, il promit, à la vérité, à celui-ci toute aide et assistance; mais il n'en conclut pas moins, le 18 décembre 1393 à Znaim, avec le duc Albert III d'Autriche, le margrave Josse de Moravie et Guillaume de Bavière, une alliance qui était indubitablement dirigée contre le roi Venceslas. Il entra aussi en négociation avec les mécontents de Bohème. Ceux-ci, ayant à leur tête Josse de Moravie, se saisirent, le 8 mars 1394, de la personne de Venceslas, dans le couvent des frères mineurs à Beraun où il s'était arrêté pour dîner, en se rendant du château de Ziebraknach à Prague, et le transportèrent secrètement au château de cette ville, où il fut mis sous la garde de Henri de Rosenberg. Après une détention de plusieurs semaines, Venceslas se vit contraint de promettre par un acte authentique aux Grands de Bohème de ne plus réclamer les domaines de la couronne qui leur avaient été engagés, ou dont la possession leur était dévolue d'une autre manière légitime. Le 2 juin, il fut aussi obligé de signer un rescrit, par lequel il nommait Josse de Mora-

vie gouverneur et capitaine-général de la Bohême. Deux jours après, ce dernier prince fut reconnu solennellement en cette qualité par les habitants de Prague et les États du pays. Cependant la captivité secrète de Venceslas étant parvenue à la connaissance du duc Jean de Goerlitz, le plus jeune de ses frères, ce prince marcha avec un corps de troupes considérable au secours du Roi. Le margrave Procope de Moravie lui amena des renforts. Le margrave Josse et les seigneurs conjurés, craignant d'être assiégés dans Prague, transférèrent dans la nuit du 9 juin leur prisonnier au château de Przibienitz et de là à Krumau. Mais comme ils ne le croyaient pas encore assez en sûreté dans cette forteresse, Venceslas fut conduit au château de Wildbourg en haute Autriche, appartenant à la Maison de Starhemberg. Le duc Jean occupa Prague et se fit prêter, le 28 juin, par les bourgeois serment de fidélité, en qualité de lieutenant-général du royaume. Poursuivant ensuite le dessein qu'il avait formé de délivrer son frère Venceslas, il se dirigea avec ses troupes sur Budweis et ravagea les terres des Rosenberg et des autres Nobles conjurés. En revanche, le duc Albert d'Autriche soutint la Noblesse bohème avec 600 hommes, qui entreprirent une course en Bohême.

Les princes électeurs d'Allemagne s'assemblèrent en juillet à Nuremberg et à Francfort, pour se concerter sur la captivité du roi des Romains. Ensuite de l'arrêté pris dans ces Diètes, et publié le 13 juillet, l'électeur palatin Robert fut nommé vicaire de l'Empire. Des commissaires furent envoyés aux Bohêmes séditieux, pour demander l'élargissement du Roi et leur déclarer la guerre au nom de l'Empire, en cas que ce Souverain ne fût mis d'abord en liberté. Le duc Albert III d'Autriche s'entremit alors aussi en faveur de Venceslas et menaça les Starhemberg,

de les bannir et de confisquer leurs biens, s'ils ne relâchaient sur-le-champ le monarque. Encore dans le cours de juillet, les chefs de la Noblesse bohème entamèrent des négociations avec le duc Jean. Ensuite les frères Gaspard et Gondacre de Starhemberg et Henri de Rosenberg conduisirent le Roi à Budweis, et le remirent au duc Jean. Le 2 août 1394, le roi Venceslas et le duc Jean firent expédier un acte qui accordait aux Starhemberg et aux Rosenberg le pardon des violences qu'ils avaient commises envers la personne du Roi.

À peine Venceslas fut-il arrivé à Prague, qu'il nomma le duc Jean capitaine-général de Bohème; après quoi il fit exécuter le bourgmestre et plusieurs conseillers de la vieille ville *(Altstadt)* qui avaient pris part à la conspiration contre lui. Les Grands de Bohème et le margrave Josse, effrayés par cet acte de sévérité, s'enfuirent à Weitra en Autriche, et le duc Albert conclut, le 17 décembre 1394, une alliance défensive avec eux. La guerre civile en Bohème commença de nouveau, et se fit avec la plus grande animosité. Déjà plusieurs cantons du royaume avaient été dévastés par les deux partis, et un soulèvement général menaçait de réunir contre Venceslas toute la nation, réduite au désespoir. Le roi Sigismond lui-même concentra un corps de ses troupes, pour forcer, les armes à la main, Venceslas à user de moins de rigueur et à se réconcilier avec ses sujets. Par cette démonstration hostile, Venceslas se vit obligé de renoncer à toute vengeance ultérieure. Il donna un sauf-conduit aux seigneurs fugitifs, qui 1395 vinrent à Prague, où le duc Jean, en qualité de plénipotentiaire du Roi son frère, entra en négociation avec eux. Pour amener d'autant plus vite un accommodement, Venceslas montra une condescendance qu'on n'attendait guère de lui. Il céda, le 13 mai 1395, au margrave Josse de Moravie, qu'il avait déjà nommé,

l'année précédente, préfet impérial en Alsace, le duché de Luxembourg. Ce duché et la préfecture y attachée étaient échus au roi Venceslas, l'an 1383, par la mort du duc Venceslas, son oncle. Toutefois au mois de juin, les négociations mentionnées ci-dessus furent encore une fois rompues. Le duc Albert III d'Autriche s'avança, au mois d'août, avec un corps de troupes au secours de la Noblesse bohème. Pendant cette marche, le Duc fut attaqué d'une maladie mortelle. On le transporta en toute hâte dans son château de Laxembourg, qu'il atteignit à peine encore vivant [1]. Sa mort, arrivée le 29 août 1395, ravit aux Bohèmes l'espoir qu'ils avaient fondé sur son assistance.— Encore qu'*Albert III* ne fût âgé que de quarante-six ans lorsqu'il mourut, il en avait cependant régné trente sur l'Autriche. Ce prince était entièrement le contraste de son frère Léopold. Pacifique, doux, débonnaire, ami de l'érudition, mais trop prévenu pour la science erronée de l'Astrologie. Il estimait les arts mécaniques et les collections de raretés de la nature et de l'industrie comme son plus cher délassement. Il était courageux, lorsque la nécessité l'exigeait, contre les ennemis intérieurs et extérieurs, religieux dans l'esprit de son temps, c'est-à-dire que sa piété était mélée de superstition et d'une haine active contre les hérétiques. Il vivait avec la plus grande simplicité, et se plaisait à cultiver son jardin de ses propres mains. Quoiqu'il n'aimât point d'être troublé dans sa solitude, il rece-

[1]) Ce château, dont ce prince fut le fondateur, était sa résidence favorite. Il l'avait décoré des statues de marbre qui se trouvaient auparavant dans le château de Callenberg. Il existe encore, et sert à loger une partie de la famille impériale avec les gens de la suite, la nouvelle maison de plaisance qu'on a bâtie à peu de distance de l'ancien château, étant trop peu spacieuse pour y placer toute la Cour. Le parc de Laxembourg est aujourd'hui un des plus beaux et des plus étendus de l'Europe.

vait néanmoins avec affabilité tous ceux qui l'approchaient. Les habitants de Vienne, escortant son cercueil, qui fut déposé dans l'église métropolitaine de S. Étienne, répandirent des larmes et s'écrièrent: „Nous avons perdu notre ami, notre père!“ Quel Souverain ne ferait pas gloire d'un tel panégyrique!

CHAPITRE VI.

Albert IV d'Autriche. Guillaume l'Ambitieux et Léopold IV de Styrie.
De 1395 à 1411.

Albert III, voulant prévenir les malheurs qui devaient infailliblement résulter pour l'Autriche du partage de pays, avait ordonné par son testament, que son fils *Albert IV*, l'unique fruit de son union avec *Béatrice*, fille du burgrave Frédéric de Nuremberg, continuerait *seul* le gouvernement de toutes les provinces autrichiennes, et qu'il serait assigné à ses cousins, les fils de Léopold III, certaines terres pour apanage lorsqu'ils auraient atteint l'âge de majorité. Mais comme *Guillaume*, fils aîné de Léopold, et plus âgé aussi qu'Albert IV, formait également des prétentions sur le gouvernement, on fit encore dans la même année 1395 un arrangement, d'après lequel *Albert IV* et *Guillaume* devaient gouverner conjointement tous les pays autrichiens. Cependant dans la suite les trois autres fils de Léopold III administrèrent, sous la suprême autorité de leur frère *Guillaume* et de leur cousin *Albert IV*, les provinces *antérieures* et *intérieures* de l'*Autriche* [1], savoir: *Léopold IV* les pays antérieurs sur le Rhin; *Frédéric IV* le Tyrol, et *Erneste I* la *Styrie*, la *Carinthie* et la *Carniole*. Il est encore à remarquer, que le roi des Romains Venceslas transporta, le 16 juillet 1395, la préfecture impériale de la *haute* et *basse Souabe*

[1]) On entendait, comme on sait, par provinces *antérieures* les possessions autrichiennes en *Helvétie*, en *Souabe*, en *Alsace etc.*, et par provinces *intérieures* la *Styrie*, la *Carinthie*, la *Carniole* et le *Tyrol*.

au duc Étienne de Bavière, par la raison que le duc Albert III d'Autriche avait pris parti pour les rebelles de Bohème. Cependant des dates postérieures nous apprennent, que le Roi remboursa effectivement déjà alors, ou peu de temps après, la somme pour laquelle la dite préfecture avait été engagée à l'Autriche.

Dès la première année de son règne, *Albert IV* fut troublé dans son occupation favorite, la culture des arts et sciences, par une révolte qui éclata en *Carinthie*. Le maréchal héréditaire de ce duché, Frédéric d'Auffenberg, s'était fait un grand parti parmi la Noblesse et le peuple du pays; il avait même formé des liaisons avec les Vénitiens et les habitants du Frioul. Le magistrat de Clagenfort, capitale de la Carinthie, se souleva contre Conrad de Krayk, capitaine de la province, et les rebelles le chassèrent du pays. Le duc Albert IV l'envoya de nouveau avec 16,000 hommes en Carinthie. Conrad vainquit les séditieux, et fit leur chef prisonnier. Nicolas de Liechtenstein assiégea en 1396 Clagenfort, brûla les faubourgs de la ville et battit complètement les bourgeois dans une sortie. La Noblesse alors se soumit, et Nicolas leva le siège de Clagenfort. Auffenberg mourut, dépouillé de ses biens et de ses dignités, en prison à Vienne. Bientôt après, les ducs d'Autriche furent enveloppés dans les dissentions intestines de la Bavière. Les trois frères Jean, Étienne et Frédéric avaient, pendant dix-sept ans, partagé le gouvernement de la haute Bavière. Le partage effectif de ce pays ne se fit qu'en 1392, et alors ces trois princes régnèrent séparément, Jean à Munich, Étienne à Ingolstadt et Frédéric à Landshut. La basse Bavière était sous la domination d'Albert, oncle de ces princes, qui avait son siège à Straubingen. Le duc Frédéric étant mort en 1393, Jean et Etienne prétendirent à la tutelle de son fils Henri, et finirent par prendre les armes l'un contre l'autre. Avec Jean

était allié l'évêque de Frisingue, laquelle ville fut assiégée par Louis-le-Barbu, fils d'Étienne. L'évêque persuada les ducs d'Autriche à accéder à l'union contre Étienne, et de cette manière la ville de Frisingue fut dégagée par les Autrichiens. Ce ne fut qu'en 1396 qu'il se fit une transaction entre les ducs de la haute Bavière, par l'entremise du duc de Bourgogne. L'année suivante, mourut Jean de Munich. Il laissa deux fils : Guillaume et Erneste. Étienne d'Ingolstadt et son fils Louis voulaient arracher à ces princes leur héritage ; ce qui fit naître une nouvelle guerre, dans laquelle se mêlèrent le comte palatin Robert et le comte de Wurtemberg, et qui, bien que souvent interrompue par des réconciliations apparentes, n'en dura pas moins pendant plusieurs années.

En 1397 le duc Albert IV entreprit un pélérinage à la terre sainte. Il garda le plus stricte incognito pendant tout le temps de son voyage. Seulement à son départ de Palestine, il arbora la bannière d'Autriche et mit à la voile au son des trompettes et timbales, au grand étonnement du peuple sarrasin, assemblé sur le rivage. Ce voyage fut marqué par maintes aventures, et fournit matière à plusieurs contes et nouvelles romanesques. Le duc lui-même fut appelé la *Merveille du monde* à cause de toutes les choses merveilleuses qu'il avait vues dans les pays lointains et des raretés qu'il en rapporta. Peu de temps après son retour en Autriche, au mois de septembre 1398, Albert IV épousa *Jeanne*, fille d'Albert I, duc de la basse Bavière et comte de Hollande. Léopold IV avait enlevé, l'an 1396, par la force des armes le Rhinthal près de Rheineck aux comtes de Werdenberg de la ligne noire. Dans la même année, le comte Jean de Werdenberg de la ligne blanche engagea *Sargans* à l'Autriche pour la somme de 13,000 livres de deniers. Ensuite Léopold acheta, le 26 juin 1398, du comte Con-

rad de Fribourg pour 28,000 florins la seigneurie de *Badenweiler*.

Le comte Meinard VII de Gorice était mort, l'an 1385. Il laissa deux fils mineurs, Henri IV et Jean-Meinard. L'archevêque Jean de Gurk régit, comme tuteur, le pays jusqu'en 1394. Dans cette année Henri IV conclut, tant pour lui que pour son frère, encore en âge de minorité, un traité de succession réciproque avec les ducs d'*Autriche*. D'après cette convention la *Carniole*, l'*Istrie* et la seigneurie de *Moettling* devaient, en cas que la race masculine autrichienne vînt à s'éteindre la première, échoir aux comtes de Gorice; mais si la race de ces derniers finissait plus tôt, le comté de *Gorice*, le palatinat en *Carinthie*, et la ville de *Lienz* en Tyrol, passaient à la Maison d'Autriche. Le palatinat carinthien fut confirmé, l'an 1398, aux deux comtes de Gorice par le roi Venceslas avec tous les droits qui y étaient attachés.

Au mois de mars 1396, la mort enleva au roi Venceslas son meilleur soutien, le duc Jean de Goerlitz. Il s'était aussi brouillé avec ce prince, et l'avait fait arrêter. La mort rapide du duc excita généralement le soupçon qu'il avait été empoisonné. Le roi Sigismond se trouvait alors à Prague, où il avait été appelé par Venceslas. Le même jour où le prince Jean mourut, les deux rois firent une convention d'hérédité pour les royaumes de *Hongrie* et de *Bohème*. Comme le duc Jean n'avait laissé qu'une fille, la Lusace retourna à la Bohème, et la nouvelle Marche de Brandebourg au roi Sigismond. Dans le cours de mars, la paix se fit enfin, par la médiation du roi de Hongrie et du margrave Josse de Moravie, entre le roi Venceslas et la Noblesse bohème. Venceslas promit aux États de Bohème de satisfaire à la plupart de leurs demandes. L'archevêque de Prague, les évêques d'Olmutz et de Leitomischel, et dix Bohèmes laïques de condition,

furent mis à côté du Roi, en qualité de conseillers et associés au gouvernement. Venceslas nomma son frère Sigismond vicaire de l'Empire en Allemagne et dans les pays en dépendants, l'Italie, Arles etc. L'année suivante (1397), le roi des Romains donna, du consentement de Sigismond, au margrave Josse l'investiture de l'ancienne et moyenne Marche, et de la dignité électorale de Brandebourg.

Une grande partie de la Noblesse bohème, bien qu'elle se montrât pleinement satisfaite, ne se fiait pas aux assurances du Roi, et resta armée pour se défendre en cas de besoin. La conduite de Venceslas ne tarda pas à justifier cette précaution. Il ordonna au margrave Josse, capitaine-général du royaume, de quitter Prague. Ensuite il déposa le grand-burgrave Henri de Rosenberg. Il força aussi les Praguois à payer une somme considérable, comme amende, pour ne pas s'être opposés à l'arrestation de leur Souverain. Plusieurs seigneurs des familles les plus distinguées qui à cette époque avaient servi dans la garde royale, furent mis à mort pour la même raison. La terreur et l'épouvante se répandirent alors dans tout le royaume. Tous ceux de la Noblesse qui avaient des forces suffisantes, s'armèrent pour leur propre défense. Le Roi parcourut avec un corps de troupes le pays, assiégea et réduisit plusieurs châteaux forts des Nobles et vint enfin, l'an 1399, à bout d'effectuer une soumission générale. Il profita du repos acheté par tant de souffrances, pour faire couronner Sophie de Bavière qu'il avait épousée en secondes noces, l'an 1392, reine de Bohème (15 mars 1400).

Le mariage que la princesse Anne, fille du roi Venceslas avait contracté, l'an 1381, avec Richard II d'Angleterre, fut un événement qui eut une influence extraordinaire sur la Bohème. À partir de cette époque, un

grand nombre de jeunes Nobles, avides d'instruction, visitèrent l'Angleterre, et achevèrent leurs études à l'université d'Oxfort. Là, ils apprirent à connaître la fausse doctrine du théologien Viclef, qui, lorsque dans la suite elle vint à se propager en Bohème, engendra la secte des Hussites, et amena la plus horrible guerre civile. L'inaction du roi Venceslas fut seule la cause que les duchés de Brabant et de Limbourg qu'avait possédés le duc Venceslas de Luxembourg, furent, après la mort de ce prince, perdus pour la Maison régnante de Bohème, et agrandirent les possessions des ducs de Bourgogne. Seulement les duchés de Schweidnitz et de Javer, dont la duchesse avait la jouissance, à titre d'usufruit, et qui devaient revenir à la Bohème, furent, après la mort de cette princesse (1392), effectivement réunis avec ce royaume.

Le roi des Romains avait, il est vrai, renouvelé pour un temps indéterminé la paix publique, proclamée pour l'Empire germanique à Egre (1389), dont le terme était expiré au mois de mai 1395; mais les troubles et les guerres intérieures n'en continuèrent pas moins à désoler l'Allemagne. La confusion toujours croissante contraignit enfin le roi Venceslas, après une absence de six ans, à se rendre sur la fin de 1397 en personne dans ce pays. Dans la Diète de Francfort il ordonna, le 6 janvier 1398, une paix publique pour dix ans, laquelle cependant ne fut signée et acceptée (le 3 mars) que par une partie des princes rhénans.

Le grand schisme qui continuait à déchirer l'Église, fut aussi un objet important des délibérations de la même Diète. Mais on ne put trouver des moyens pour le faire cesser. Urbain VI étant descendu au tombeau, le 15 octobre 1389, les cardinaux de son parti refusèrent de reconnaître l'antipape Clément VII pour légitime chef de l'Église. Ils élurent

Boniface IX pour pape. Quatre ans après (1394), Clément VII étant mort aussi, le roi Charles VI de France employa tous ses moyens pour empêcher une nouvelle élection, afin que Boniface IX restât seul pape et que par conséquent cette malheureuse division vînt à cesser. Les cardinaux d'Avignon assurèrent, il est vrai, qu'ils étaient disposés à concourir de toutes leurs forces au rétablissement de la paix de l'Église; mais ils n'en élurent pas moins immédiatement après (le 28 septembre) un nouvel antipape, Bénoit XIII. Les rois d'Allemagne, de France, de Castille, d'Aragon et d'Angleterre, firent alors tous les efforts possibles, pour persuader les deux papes à se démettre de leur dignité, afin que les cardinaux des deux partis pussent se réunir pour élire conjointement un nouveau chef de l'Église. Mais les deux pontifes repoussèrent cette proposition par un refus formel. Venceslas s'aboucha au mois de mars 1398 avec Charles VI de France à Rheims, dans la vue d'amener enfin la décision de cette importante affaire. Cette démarche, loin de produire l'effet qu'il en avait espéré, ne fit que lui susciter de nouveaux ennemis, et accélérer sa chûte; car ayant envoyé des ambassadeurs aux deux papes pour les engager à se démettre du pontificat, il s'attira par cette demande la colère de tous les deux. Ensuite Venceslas promit à Charles VI de contraindre par la force Boniface IX, qui résidait à Rome, à déposer la tiare. Le roi de France, de son côté, s'engagea à employer les mêmes moyens coërcitifs à l'égard de Benoit XIII à Avignon. En effet, Charles VI fit assiéger ce dernier pontife dans son palais à Avignon. Bénoit fut obligé de se rendre, en avril 1399, au maréchal Boucicault, et promit de résigner sa dignité. Mais à peine se vit-il libre qu'il revoqua sa promesse, comme lui ayant été arrachée par la force.

Après la mort de Galéas II de Milan (1378), le gou-

vernement de la Lombardie centrale resta partagé entre son frère Barnabé et Jean, fils de Galéas. Le premier avait son siége à Milan, et l'autre à Pavie. La tyrannie que Barnabé exerçait tant envers le peuple milanais qu'envers tous les États voisins, lui avait attiré une haine générale. À la fin il forma des desseins meurtriers contre son neveu et gendre Jean-Galéas même, afin de s'approprier le territoire de ce parent. Mais celui-ci le prévint dans l'exécution de ses infâmes projets. Le 6 mai 1385, Jean-Galéas fit arrêter inopinément son oncle Barnabé et deux de ses fils, Louis et Raoul, qui moururent empoisonnés en prison, le 18 décembre 1385. Un troisième fils, Charles, se sauva en Allemagne. Le quatrième, Mastino, fut fait prisonnier au siége de Brescia. Milan ouvrit ses portes à Jean-Galéas, qui réunit alors de nouveau tout l'État lombard sous sa domination. Mais à peine cet homme ambitieux se vit-il maître de ce pays, qu'il réfléchit aux moyens de ranger aussi sous ses lois la haute Italie. Le 19 avril 1387, François Carrare de Padoue fit alliance avec lui contre le seigneur de Vérone. Jean-Galéas s'empara ensuite en peu de temps des villes de Vérone et de Vicence, ainsi que de toutes les autres possessions de la Maison della Scala, sur lesquelles cette dernière avait régné cent et vingt-huit ans. Le perfide Jean-Galéas, au lieu de donner, conformément au traité la ville de Vicence à son allié François Carrare, conclut, le 19 mars 1388, contre ce prince une alliance avec les Vénitiens, dans laquelle furent admis aussi le margrave Nicolas II d'Este, le seigneur de Mantoue et la ville d'Udine. Au mois de novembre de la même année, Padoue était déja au pouvoir de Jean, et le mois suivant Trévise se soumit également. François Carrare et son fils furent faits prisonniers. Jean-Galéas garda Padoue pour lui, et céda la Marche trévisane à la république de

Venise. Mais en juin 1390 François Carrare, fils, soutenu par les Florentins et par le duc Étienne de Bavière, gendre de Barnabé Visconti, enleva Padoue par surprise. Les bourgeois prirent les armes pour lui, et au bout de quelques jours il se vit de nouveau maître de tout ce pays. Ensuite du traité de paix conclu à Gênes, le 28 janvier 1392, Jean-Galéas confirma François Carrare le jeune dans la possession de la principauté de Padoue, moyennant un tribut annuel de 10,000 florins que ce dernier s'engagea à payer à Milan.

En 1389, Jean-Galéas maria sa fille Valentine au duc Louis d'Orléans, et lui donna pour dot la ville d'Asti avec 100,000 florins. Dans le contrat de mariage se trouvait l'article important que, si les deux fils de Jean-Galéas venaient à mourir sans laisser d'héritiers mâles, Valentine aurait la souveraineté du Milanais. Cet article devint la source de ces longues et sanglantes guerres qui eurent lieu aux temps de Louis XII et de François I pour la possession de la Lombardie.

Le roi Venceslas, qui préférait l'argent à la gloire, envoya, en 1394 des commissaires aux différents États italiens, auxquels il offrit la confirmation de leurs droits, son amitié et son assistance, ne demandant pour tout cela que de beaux deniers sonnants. Les seigneurs de Padoue et de Mantoue accueillirent avec grand empressement cette proposition, et prièrent le Roi de les secourir contre Jean-Galéas; mais les Florentins, qui connaissaient mieux l'indolente inactivité de Venceslas, rejetèrent ses offres avec une froide indifférence. Comme le Roi se voyait déçu dans l'espoir de tirer beaucoup d'argent des Guelfes, il s'adressa en 1395 à leur adversaire. Il conféra, le 1 mai, pour une somme de 100,000 florins d'or, à Jean-Galéas la *dignité ducale*, et déclara la ville et le territoire de Milan fief de l'Empire germanique. L'investiture de la

plus grande partie de la Lombardie se fit avec une pompe extraordinaire. Les fils du prince de Padoue assistèrent à cette cérémonie, et Jean-Galéas, reconnaissant pour la première fois de sa vie, dispensa pour toujours leur père du payement du tribut stipulé par la paix de Gènes. Le 13 octobre 1396, le roi Venceslas réunit, par un diplôme particulier, tous les domaines que Jean-Galéas possédait, en un seul État, sous la dénomination de *duché de Milan*. Celui-ci comprenait alors les villes de Brescia, Bergame, Vercelle, Come, Novare, Alexandrie, Tortone, Bobbio, Plaisance, Parme, Crémone, Lodi, Créma, Soncino, Bormio, Borgo San Donnino, Reggio, Pontremoli, Vérone, Vicence, Feltre, Bassano, Belluno, Sarzana etc. Seulement la ville de Pavie resta séparée du duché de Milan, et fut érigée en *comté*. Comme Venceslas avait fait tous ces octrois et concessions sans demander le consentement des princes électeurs d'Allemagne, elles devinrent un motif principal de sa déposition qui eut lieu, comme on va voir, peu de temps après.

Depuis longtemps Venceslas s'était rendu odieux aux princes de l'Empire par sa mauvaise administration. Déjà en avril 1397, il avait été tenu à Francfort une nombreuse assemblée de princes, de prélats et de seigneurs, qui s'étaient concertés ensemble sur la situation critique de l'Empire, et sur les moyens d'en arrêter la décadence. Le Roi avait promis d'assister à cette Diète; mais comme il ne parut point, les électeurs commencèrent de secrètes négociations qui avaient pour objet sa déposition. Les États d'Allemagne s'étant de nouveau réunis dans la même ville, en janvier 1398, les électeurs soumirent leurs griefs au Roi et en demandèrent le redressement. Mais Venceslas n'eut aucun égard à ces réclamations. La menace qu'avait faite Venceslas d'employer la force pour contraindre Boniface IX à renoncer à la papauté, avait excité

au plus haut degré le ressentiment du pontife, et l'archevêque Jean de Mayence, qui reconnaissait, comme la plupart des autres électeurs de l'Empire, Boniface pour pape légitime, profitant de cette disposition du pontife à l'égard de Venceslas, envoya une ambassade à Rome, et demanda l'assentiment de Boniface IX pour la déposition du Roi. Le pape, à la vérité, ne donna point une permission formelle, mais il voulait, disait-il, auparavant délibérer avec les cardinaux; car il craignait, par une décision positive, d'encourir la haine non-seulement de Venceslas, comme Souverain du grand royaume de Bohème, mais aussi celle de Sigismond, roi de Hongrie, et de son beau-frère le roi de Pologne. Toutefois les princes électeurs conclurent de là que le pape était tacitement incliné à seconder leurs vues; ce qui leur donna le courage de poursuivre l'exécution de leur projet. Le 2 juin 1399, les électeurs de Mayence, de Cologne, du Palatinat et de Saxe, formèrent à Marbourg une union, tendante à protéger l'Empire contre tout dominateur ou vicaire impérial qu'on voudrait lui faire accepter par force, et à le garantir de tout préjudice, rétrécissement et aliénation de son territoire. L'investiture de Milan vendue à Visconti fut déclarée nulle et de nul effet. En même temps, ils convoquèrent une Diète qui devait s'assembler dans trois mois.

Le roi Venceslas, qui par ces innovations dangereuses pour lui fut reveillé de la nonchalance à laquelle il s'abandonnait, comme à l'ordinaire, dans sa capitale de Bohème, indiqua lui-même une Diète à Nuremberg pour le mois d'octobre de la même année (1399), afin de s'entendre, disait-il, avec les États sur les mesures à prendre pour le salut de l'Empire. Mais les quatre électeurs de l'union n'eurent plus aucun égard aux ordres de Venceslas et s'assemblèrent effectivement en septembre à Mayence. Le 15 du même mois, ils renouvelèrent leur confédération,

à laquelle accéda alors aussi l'archevêque de Trèves. Ces cinq électeurs formèrent ensuite une ligue armée pour leur défense réciproque et l'élection d'un nouveau chef de l'Empire. Le duc Étienne de Bavière, les margraves de Misnie, le prince électoral palatin Louis, le landgrave de Hesse, et le burgrave Frédéric de Nuremberg, entrèrent dans cette coalition. Au mois de novembre le roi Venceslas fit inviter par de nouveaux envoyés les États d'Allemagne à comparaître dans la Diète médiatrice de Nuremberg. En même temps il cherchait à exciter les villes impériales contre les princes et la Noblesse, afin de se faire un appui de ces cités. Mais cette ambassade, comme toutes celles qu'il envoya encore dans la suite aux princes électeurs, et les offres pleines de déférence, et même avilissantes qu'il fit faire en novembre 1399 et en février 1400 aux princes assemblés à Francfort, restèrent infructueuses. Le 29 mai 1400, se fit l'ouverture de la grande Diète, convoquée par les cinq électeurs à Francfort. Des envoyés du roi Venceslas, à la tête desquels était le duc Prémislas de Teschen, furent les seuls qui, outre les cinq princes ci-dessus mentionnés, assistèrent à cette assemblée. Le duc de Teschen protesta contre cette réunion arbitraire des princes, et proposa de fixer conjointement avec eux une nouvelle Diète, où le roi des Romains lui-même serait présent et conduirait avec lui son frère Sigismond de Hongrie, le margrave Josse de Moravie son cousin, les ambassadeurs de Pologne, de Danemark, de Suède et de Norwège, et où seraient mandés aussi tous les princes allemands et italiens qui dépendaient de l'Empire. Mais les différentes propositions faites par ces délégués ne furent pas écoutées. Les électeurs répondirent qu'ils citeraient Venceslas à Ober-Lahnstein, pour se défendre, s'il le pouvait, des graves accusations formées contre lui, y ajoutant que, s'il ne parvenait à se justifier

pleinement, ils le déclareraient déchu du trône. En effet, le 4 juin les quatre électeurs de Mayence, de Cologne, de Trèves et du Palatinat assignèrent le roi Venceslas à comparaître, le 11 août, devant leur tribunal et celui des autres princes à Ober-Lahnstein. Ils envoyèrent aux électeurs Rodolphe de Saxe et Josse de Brandebourg, absents, copie de cette sommation, et les invitèrent à se rendre au jour fixé dans l'endroit désigné. Les députés des villes impériales de Mayence, de Strasbourg, de Worms, de Spire, de Francfort et de Friedberg, tinrent une assemblée à Mayence, dans laquelle ils désapprouvèrent le procédé des électeurs, et rejetèrent la demande que ceux-ci leur firent d'accéder sans réserve à leurs décisions ultérieures.

Le 11 août 1400, les électeurs de Mayence, de Trèves, de Cologne et du Palatinat du Rhin, s'assemblèrent à Ober-Lahnstein. Les électeurs de Saxe et de Brandebourg ne comparurent ni en personne, ni se firent représenter par aucun ministre. Le roi Venceslas n'avait également pas envoyé de plénipotentiaire pour la voix électorale de Bohême. Les trois électeurs ecclésiastiques offrirent la couronne d'Allemagne à *Robert III*, *comte palatin du Rhin*, qui l'accepta sans scrupule, et signa de bon gré les diverses conditions que les princes lui prescrivirent, et dont les principales étaient, qu'il employerait tous ses efforts pour mettre fin au schisme de l'Église, et qu'il ferait restituer à l'Empire le Milanais et le Brabant. Après quoi les électeurs déposèrent juridiquement Venceslas, le 20 août 1400, et élurent le lendemain le comte palatin Robert roi des Romains. Les principaux motifs qu'on allégua pour justifier la déposition de Venceslas, furent : que ce prince n'avait rien fait pour mettre fin aux troubles de l'Église, ni à ceux qui s'étaient élevés dans l'Empire; qu'il avait vendu le Milanais à Jean-Galéas

Visconti, et dilapidé beaucoup d'autres domaines de l'Empire en Allemagne et en Italie; qu'il avait commis les plus grandes cruautés contre les chanoines de Prague et plusieurs Nobles bohèmes. À l'exception des quatre électeurs précités, il n'y eut d'autres princes présents dans cette assemblée que Jean, deuxième fils du comte palatin Robert et le burgrave Frédéric de Nuremberg, puis quelques comtes et chevaliers, enfin les députés des villes rhénanes.

Le roi Sigismond s'étant affermi sur le trône, fit tous ses efforts pour maintenir les droits de la couronne de Hongrie sur la Russie rouge et la Moldavie. La reine Hedvige de Pologne avait ajouté à ses armoiries celles de Hongrie, et s'arrogeait même le titre d'héritière de ce royaume. Cette princesse et son époux Uladislas firent occuper différentes places dans la principauté de Halicz et dans le reste de la Russie rouge hongroise. Uladislas avait cédé Vlodimir et la Vollhynie à son cousin Wittold de Lithuanie. En 1387 Uladislas força le vayvode Pierre de Moldavie, feudataire de Hongrie, à faire hommage au royaume de Pologne. Il excita ce prince, de même que le despote Myrra ou Marc de Valachie contre Sigismond de Hongrie. Hedvige agissait constamment contre sa soeur Marie et son pays natal, affligé par tant de souffrances intérieures. Cette princesse, se disant la seule reine légitime de Hongrie, engagea aussi le vayvode de Bessarabie à se reconnaître son vassal. Sigismond se plaignit en personne auprès de son beau-frère à Cracovie de ces nombreuses et griéves offenses. Mais il ne put obtenir de ce prince ni satisfaction, ni changement de sa conduite potitique.

Uladislas insista sur la réunion de la Russie rouge avec la Pologne et sur la suzeraineté de la Moldavie. Il fit en décembre 1389 alliance avec les vayvodes Pierre

de Moldavie et Myrra de Valachie. Le prince Pierre étant mort peu de temps après, Étienne, son frère et successeur, confirma, de même que le prince de Valachie, le 20 janvier 1390, la triple alliance avec la Pologne. Myrra s'empara du bannat hongrois de Zeverin ou Krajova. Au printemps 1390, Sigismond commença la guerre contre les alliés. Il pénétra en Moldavie et défit le vayvode Étienne qui promit soumission et tribut. Dans l'entrefaite, la reine Hedvige en personne avait, pendant l'absence de son époux en Lithuanie, envahi avec une armée polonaise la Russie rouge, et chassé les Hongrois de Léopol, de Halics, de Jaroslav et de presque tout ce pays. Le Ban hongrois Emméric Bubeck s'enfuit au delà des Carpathes. Depuis ce temps jusqu'en 1772, le pays de Halics resta réuni à la Pologne. Vlodimir obéissait, comme il a déjà été dit, aux lois de Wittold, cousin d'Uladislas. En 1390 Wittold s'était révolté contre le roi de Pologne, et avait été puissamment soutenu par les chevaliers teutons. Dans cette campagne et la suivante, Wittold livra plusieurs combats sanglants aux Polonais. Uladislas proposa, en été 1391, la paix à son cousin, et l'investit de toute la Lithuanie. Marie de Hongrie continua à porter jusqu'à sa mort le titre de reine de *Galicie* et de *Lodomérie;* tous ses descendants conservèrent également ce titre; mais la Russie rouge ne returna à la Hongrie que vers la fin du dix-huitième siècle.

Le pape Boniface IX avait, au mois de mai 1390, confirmé Ladislas, fils de Charles III, comme roi de Naples. Sigismond craignait alors que ce jeune Souverain, se rendant enfin aux invitations réitérées des rebelles, n'apparût dans les provinces méridionales de Hongrie et ne lui disputât le trône de ce royaume. Il était par conséquent de la plus grande importance pour ce prince d'extirper au plus tôt possible la révolte dans ces contrées. Twartko,

roi de Bosnie, étant mort 1392, son neveu Étienne Dabisscia lui succéda. Mais il ne fut reconnu que par une partie des Bosniaques, et les villes dalmates, conquises par son prédécesseur, s'affranchirent de cette domination étrangère. Le principal ennemi d'Étienne était Twartko Surus, fils naturel du roi défunt. Ce prince avait pour allié le vayvode Vlac Hrana et tout ce qui restait de séditieux hongrois. Nicolas Gara le jeune, alors Ban de Croatie et de Dalmatie, battit ces rebelles et s'empara de Sluin et de plusieurs autres places en Dalmatie et en Bosnie. Sigismond, profitant de ces conjonctures favorables, marcha en Transylvanie, tant pour forcer le prince Myrra en Valachie à la soumission, que pour arrêter les progrès des Turcs [1]) en Bulgarie. Il vainquit un corps valaco-turc,

[1]) Les *Turcs*, qui étaient destinés à jouer un rôle important dans les annales de l'Autriche, peuvent être comptés parmi les plus anciens peuples connus. C'est une opinion assez générale qu'ils descendent de *Turk*, l'un des petits-fils de Japhet. Les Turcs d'aujourd'hui s'appellent *Osmanlis* du nom d'Osman, fondateur de leur Empire. Par la dénomination *Turc* ils désignent des hordes errantes et vagabondes. Les Turcs étaient divisés en deux tribus principales, celle d'*Uigures* *) ou Turcs orientaux et celle d'*Ughuses* ou Turcs occidentaux. Le siège primitif de ce peuple était le mont Altaï dans l'Asie centrale, d'où ils allèrent s'établir dans la contrée fertile bornée par Tibet, la Sibérie, l'Aral, et connue aujourd'hui sous le nom de *Turkistan*, *Turkestan* ou *Turan* (ainsi que l'appellent les Perses). Ils s'emparèrent vers le milieu du IXème siècle de la grande Arménie. Par là ils devinrent voisins des Sarrasins, dont l'Empire s'étendait alors sur une partie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe. Le siège de cet Empire était à Damas, ville de Syrie, où résidaient les califes souverains. Les Turcs, mêlés avec ces derniers, embrassèrent peu à peu la religion et la doctrine de Mahomet. L'Empire sarrasin ayant été démembré dans le Xème siècle, et les gouverneurs des provinces s'étant rendu indépendants après avoir secoué le joug des califes, les Turcs profitèrent de cette circonstance pour jeter les fondements d'un nouvel Empire, sous la conduite de *Togrul-Beg*, qui commença ses conquêtes vers l'an 1038. Cet Empire, fondé par Togrul-Beg et son successeur *Orbasalan*, comprenait la plus grande partie de la Perse, la Géorgie, l'Irac

*) Quelques écrivains confondent faussement les *Uigures* avec les *Ugures* des Byzantins.

s'empara, après un long siège, de la ville de Petit-Nicopolis (Turnul) et fit rentrer Myrra dans l'obéissance. Mais à

ou l'ancienne Babylonie, la Syrie et une grande partie de l'Asie mineure, que les Turcs enlevèrent aux Grecs. Mais ce nouvel Empire éprouva bientôt la même révolution que celui des califes; car il parut quantité de petits sultans, qui s'érigèrent en Souverains dans les provinces, confiées à leur gouvernement. Cet état de choses dura jusqu'au XIVème siècle où, après la mort d'Allahaddin II, sultan d'Iconium de la dynastie de Seldjouck, *Osman* ou *Ottoman* s'érigea de nouveau en conquérant, et devint le fondateur de l'Empire turc d'aujourd'hui, appelé *la Porte-Ottomane*. Cet homme habile et entreprenant descendait de l'émir Soliman, condottiere turc, qui avait été aussi pendant quelque temps au service du sultan d'Iconium, mais avait abandonné son maître, lorsque celui-ci se vit pressé par les Mongols, et vivait depuis 1233 de rapine dans l'Asie mineure occidentale. *Ertoghrul*, fils de Soliman, continua ce métier de brigand, et lorsque le sultan d'Iconium fut vaincu, dans l'orient de son Empire, par les Mongols, et voulut s'enfermer avec sa famille dans Ancyre (aujourd'hui Angora), Ertoghrul le prévint, et s'affermit dans cette ville. Il attaqua ensuite avec sa horde l'Asie mineure grecque, et soumit en moins de trente ans tout le pays jusqu'au fleuve Sangarius. Son fils *Osman*, après la mort de son père (1281), poursuivit les conquêtes que celui-ci avait commencées Mais il eut soin de se tenir toujours vers l'Occident, et dans un grand éloignement des Mongols, qui exerçaient leurs brigandages plus au Nord et détruisirent 1295 l'Empire seldjoucide d'Iconium. Ancyre et la contrée environnante devinrent le berceau de l'Empire ottoman. Dès le commencement Osman, comme le plus proche voisin des Grecs, avait été engagé dans des guerres avec eux et leur avait enlevé beaucoup de places fortes, entre autres Bruce, capitale de Bithynie, où il établit sa résidence. Son fils et successeur, le Kan Orchan, après avoir conquis Nicée, Semendria et Nicomédie, débarqua 1355 sur la côte de la Thrace et prit pied ferme en Europe par la conquête de la forteresse de Zimpe, de la ville de Gallipolis et de quelques places entre Constantinople et Adrianople, par où la communication entre ces deux villes fut interrompue. À partir de cette époque, la guerre avec l'Empire byzantin en Europe continua jusqu'à la prise de Constantinople par Mahomet (1453). Orchan était en grande partie redevable de ses conquêtes à *Soliman*, son fils aîné, que les Turcs vénérèrent comme un héros et un saint. Il mourut 1357 avant son père, et fut le premier prince ottoman qui trouva son tombeau dans la terre européenne. Orchan mourut deux ans après son fils, avec la réputation d'avoir été non-seulement un grand conquérant, mais aussi un sage législateur et un prince juste. C'est lui qui institua la phalange qui servit de garde prétorienne au Grand-Seigneur, et qu'on appela les *Janis-*

l'approche de la force principale des Turcs, le Roi prit la fuite et n'échappa qu'avec peine aux sabres des Spahis qui s'étaient mis à sa poursuite.

L'année 1393 fut plus heureuse pour Sigismond. Les rebelles dalmates furent vaincus en rase campagne par les frères Gara. On leur enleva leurs principales places, et un grand nombre de séditieux furent faits prisonniers. Vers le même temps, Étienne Dabiscia, prince de Bosnie, qui, par les continuelles séditions de plusieurs de ses plus puissants bans, se trouvait mis dans une position très-difficile, vint à la Cour de Sigismond, prêta le serment de féodalité et assura au Roi la succession en Bosnie.

En 1394 le prince Myrra ayant entrepris une course contre les Turcs en Bulgarie, ceux-ci ravagèrent la Valachie, battirent le vayvode près d'Ardschisch et conquirent Petit-Nicopolis. Le prince valaque acheta sa grâce du sultan Bajazet, successeur d'Amurat I, par une prompte soumission. Le roi de Hongrie, convaincu du danger imminent dont ses États étaient menacés, fit non-seulement de grands préparatifs pour la campagne prochaine, mais il sollicita encore le secours de la France. L'année suivante (1395), Sigismond arriva en Transylvanie. Il conclut une alliance avec le prince des Valaques Myrra, qu'il nomma duc de Fogarasch et ban de Zeverin. Dan, frère de Myrra et Souverain indépendant d'une partie de la Valachie, tra-

saires. *Amurat I,* qui succéda à Orchan son père, commença à réaliser les plans de conquête que ses devanciers avaient formés contre l'Europe, et Adrianople et la Thrace enlevées aux Byzantins, apprirent à tous les États chrétiens ce qu'ils avaient à craindre d'un ennemi aussi redoutable. Amurat I s'empara en 1372 d'Apollonie et d'un grand nombre de villes sur les côtes de la Thessalie. Ensuite, après avoir fait encore deux campagnes contre le despote de Serbie et le roi de Bulgarie, et enlevé aussi l'importante forteresse de Nissa, qui devint plus tard la quatrième place d'armes de l'Empire ottoman, il conclut 1375 la paix avec la Serbie et la Bulgarie, et les deux princes de ces pays devinrent ses tributaires.

-lit les plans de son frère au sultan. Celui-ci prononça la déposition de Myrra, et nomma Dan vayvode de toute la Valachie. Le prince déposé se réfugia auprès de Sigismond. La flotte hongroise battit celle des Turcs sur la Morawa. Ensuite le Roi passa le Danube, assiégea et prit Petit-Nicopolis pour la seconde fois. Le prince Dan évacua avec les Turcs le pays. Étienne de Moldavie vainquit le sultan qui faisait le siège de Jassy. Sigismond rendit à Myrra les cantons valaques qu'il avait arrachés aux Turcs. Sur ces entrefaites survint un événement qui obligea Sigismond de retourner en Hongrie. La reine Marie avait cessé de vivre, le 17 mars. Comme cette princesse ne laissait pas d'enfants, des concurrents étrangers et les mécontents intérieurs déclarèrent hautement, que Sigismond n'avait plus aucun droit à la souveraineté du royaume.

Le roi Uladislas de Pologne réclamait la couronne de Hongrie du chef de son épouse Hedvige. Un parti nombreux en Hongrie se montrait incliné à soutenir le monarque polonais. Ce prince s'allia même, le 10 juin 1395, avec le roi Venceslas de Bohème, qui était alors brouillé avec son frère Sigismond. Ensuite ses troupes s'avancèrent vers les frontières de la haute Hongrie. Mais le chancelier du royaume Jean de Canisay, archevêque de Strigonie, avait si bien gardé les défilés, que les Polonais ne purent pénétrer dans le pays.

Encore pendant le temps où Sigismond faisait le siège de Nicopolis, la révolte avait éclaté dans les provinces méridionales de Hongrie. Étienne Conth était à la tête des séditieux, et voulait élever Ladislas de Naples sur le trône de Hongrie. Le toujours parjure prince des Valaques Myrra chercha à couper au Roi le chemin de Transylvanie. Sigismond, à qui le connétable de France comte d'Eu avait, encore près de Nicopolis, amené un corps de 600 cavaliers, s'ouvrit, les armes à la main, un

passage par les montagnes qu'occupaient déjà les Valaques. Dans ces alpes impraticables, non loin de Crajova, par lesquelles serpente la rivière d'Alt, quelques troupes de braves Hongrois, ayant à leur tête Nicolas Gara, Pierre Perenyi et plusieurs autres, gravirent les rochers, se jetèrent sur les derrières de l'ennemi, posté dans les défilés, et le mirent en fuite. Déjà vers la fin du juillet le Roi arriva à Bude. Les rebelles furent surpris par le Général hongrois Waydaffi dans leur camp en Sirmie sur la Save. On en fit un grand nombre prisonniers, et bientôt après trente-deux de leurs chefs eurent la tête tranchée à Bude. En février 1396, Sigismond vint à bout à Cracovie d'engager la reine Hedvige à renoncer à ses prétentions sur la Hongrie. La convention d'hérédité que Sigismond conclut, le 4 mars 1396, avec son frère Venceslas pour les royaumes de *Hongrie* et de *Bohème,* à l'insu des États, lui aliéna l'esprit de beaucoup de Hongrois qui lui étaient encore demeurés fidèles.

Manuel II Paléologue, empereur de Constantinople, avait vivement sollicité le secours des Puissances européennes contre Bajazet, sultan des Turcs. La Cour de France avait pris la noble résolution de combattre les Ottomans avec toutes ses forces. Sigismond de Hongrie, animé d'un égal enthousiasme, fit tous les préparatifs nécessaires pour seconder efficacement les Français. Le roi Venceslas promit des troupes auxiliaires. La Valachie et la Bulgarie furent choisies pour le théâtre des opérations. Bientôt une armée française considérable, commandée par le comte Jean de Nevers, fils aîné de Philippe-le-Téméraire, duc de Bourgogne, par le connétable comte d'Eu, par Jacques de Bourbon, comte de la Marche, et par le maréchal de Boucicault, traversa l'Allemagne, où l'électeur palatin Robert, le comte de Montbeillard et le grand-maître de Rhodes, Philibert Naillac, se joignirent à elle avec

leurs troupes. Une seconde armée, sous les ordres du prince Philippe de Bar et du comte Enguerrand VII de Coucy, s'embarqua en Provence, pour se rendre par la Lombardie en Croatie. Le 15 septembre 1396, l'armée chrétienne, qui comptait alors 130,000 combattants, marcha sur Grand-Nicopolis, à l'embouchure de l'Ossuna dans le Danube. Les Français se chargèrent du siége de cette place, tandis que l'armée hongroise, sous la conduite d'Étienne Latzkovich, occupa un camp retranché, pour couvrir les travaux des assiégeants. Sur la nouvelle que le sultan Bajazet, à la tête de 200,000 hommes, avait passé le mont Hémus et s'avançait vers Nicopolis, les Généraux chrétiens tinrent un grand conseil de guerre, pour concerter le plan de bataille. Le 28 septembre les Français, qui ne s'étaient pas laissé prendre l'honneur de former l'avant-garde, culbutèrent celle du sultan, assaillirent le camp retranché de l'infanterie turque, et avec un courage irrésistible mirent aussi en fuite un corps de 30,000 Spahis. Déjà 15,000 Mahométans, morts ou blessés, couvraient le champ de bataille. Mais les intrépides Français avaient perdu, de leur côté, une grande partie de leurs troupes. D'ailleurs, comme ils avaient beaucoup devancé les Hongrois, ils ne pouvaient être soutenus par ces derniers. Les Français étaient conséquemment déjà tout épuisés par leurs victoires lorsque, en s'avançant, ils se virent derrière un bois tout à coup en face du sultan même et du corps principal des Janissaires, qui n'avait pas encore combattu et marchait droit à eux. En même temps, un autre corps, que Bajazet avait mis en embuscade près de Besk-Kevi (six sources), fondit sur le flanc des Français. Une terreur panique s'empara alors de l'armée chrétienne, qui prit la fuite dans le plus grand désordre. Étienne Latzkovich, qui était secrètement l'ennemi juré du roi Sigismond, s'enfuit le premier avec l'aile droite des Hongrois. L'aile gauche,

Valaques, suivit cet exemple. Seulem
grois et des Allemands, commandé pa
ferme; il reçut dans ses rangs les
s'avança conjointement avec eux
l'ennemi. Dans ce même moment le
vich parut avec 5000 Serbiens sur l
pour soutenir les Turcs et fondit, con
toutes les forces de ces derniers, sur l
La valeur héroïque avec laquelle
contre un ennemi immensément supé
pouvait bien différer, mais non pas rend
de ce combat. Les Turcs remportè
complète. Le roi Sigismond, l'archevêque
burgrave de Nuremberg, le palatin Gar
Hongrois et des Allemands eurent le
sauver sur des bateaux et de s'enfuir en de
Mais la plupart des Français tombèr
de l'ennemi; il y avait parmi eux vingt
principaux chefs, savoir: le comte de Ne
comte d'Eu, le prince de Bar, La Tré
de Coucy, le maréchal de Boucicault, l
Robert et ainsi du reste.

Latzkovich, ayant jeté le masque,
Ladislas de Naples. Les rebelles soll
main d'une des filles de Bajazet pour l
qui devait ensuite, avec l'assistance des
sur le trône de Hongrie. Une grande p
en Hongrie et en Transylvanie appro
Le prince des Valaques Myrra fit allian
Ladislas fut invité plus instamment qu
contents à venir prendre enfin possession
Mais outre que les partisans de la Maison
déjà assez d'exercice à ce prince, il
en Hongrie la même fin malheureuse qu

ıavée le roi Charles, son père. Les séditieux se virent ssi déçus dans leur espoir d'être soutenus par les Maımétans; car les progrès que faisait en Asie le fameux ımerlan [1]), autre conquérant, obligèrent Bajazet à diger toute son attention et toute son activité sur cette conie. Ces circonstances rendirent les magnats mécontents ıs dociles. Ils entrèrent en négociation avec Sigismond, firent enfin un arrangement par lequel ils le reconnurent ur roi de Hongrie. Toutefois ce prince fut obligé de pro-ettre de redresser dans une Diète, qui devait s'assembler octobre 1397 à Temeswar, les griefs des États. Cette semblée eut effectivement lieu. Sigismond se vit conıint de retirer le pacte d'hérédité fait, l'année précédente, ec la Bohème. Le Roi, brûlant de se venger du traitre ienne Latzkovich, l'attira par une fine ruse et une feinte 'abilité à Creutz, où il avait convoqué 1398 une Diète. ı, il fit arrêter Étienne, malgré la forte escorte qui l'acmpagnait, et décapiter sur-le-champ. Les adhérents de grand rebelle se sauvèrent en Bosnie, où ils continuènt leurs liaisons criminelles avec Ladislas de Naples.

Sigismond était resté spectateur tranquille des dé-ırches faites en 1399 par les électeurs, pour élire un nouau roi des Romains. Mais les princes ayant déclaré 1400

[1]) Tamerlan, Timour-Beg ou Timour-Leng, né vers l'an 1336, était, selon quelques notices, fils d'un Émir, et selon d'autres, d'un simple pâtre; luimême se disait descendant de Gengis-Kan. Il s'était déjà fait dès sa vingtcinquième année un nom célèbre, et comme la dynastie mongole de Geagataï penchait vers son déclin, il vainquit tous ses rivaux et monta 1370 sur le trône mongol. Il transféra le siège de l'Empire à Samarcande, soumit successivement la Perse, toute l'Asie centrale, et même les Indes orientales depuis l'Indus jusqu'à l'embouchure du Gange (1398). Ayant été appelé au secours des petits sultans ou princes de l'Asie mineure que Bajazet avait subjugués, Tamerlan s'empara de la Syrie et se dirigea ensuite vers Bagdad qu'il emporta d'assaut (1401). L'année suivante, Bajazet marcha contre Tamerlan; mais il fut complètement battu près d'Ancyre en Natolie, et fait prisonnier.

que le chef de l'Empire ne serait point pris dans la Maison de Luxembourg, ce qui déjouait les plans ambitieux de Sigismond, il s'unit de nouveau à son frère Venceslas et se rendit, le mois suivant, en toute diligence à Prague, pour se concerter avec lui sur le danger imminent qui le menaçait. Mais l'appui du roi de Hongrie n'apporta aucun avantage à Venceslas; car Sigismond conclut au mois de mars une alliance avec Josse de Moravie contre Procope, frère de ce dernier, et le duc Jean de Ratibor. Il fut même signé immédiatement après entre Sigismond et Josse une convention qui devait assurer à ce dernier la succession au trône de Hongrie, laquelle convention fut confirmée par plusieurs membres des États du royaume. Pendant que la guerre éclatait en Moravie et en Silésie, le roi Venceslas fut déposé par les princes électeurs, et remplacé par le comte palatin Robert, ainsi qu'il a déjà été rapporté.

Le monarque détrôné, ne pouvant compter sur le secours de ses cousins, les margraves de Moravie, qui se faisaient la guerre, sollicita l'assistance de son frère Sigismond. Ce prince arriva vers le milieu d'octobre 1400 avec quelques troupes hongroises à Kuttenberg. Mais il exigea pour prix de son soutien la cession de la partie de la Silésie et de la Lusace qui confinait à la Hongrie, comme aussi la ferme assurance qu'il succéderait au trône de Bohème. Les États de ce royaume offrirent également des troupes à leur roi, s'il consentait à payer des subsides pour ce secours. Venceslas rejeta un appui qu'on voulait lui faire acheter si chèrement et dès lors, ayant le sentiment de sa faiblesse, il ne fit plus de grands efforts pour se maintenir sur le trône germanique.

Cependant quelques princes et villes d'Allemagne tenaient encore pour Venceslas. Les habitants de la ville libre d'Aix-la-Chapelle fermèrent les portes à Robert lorsqu'il se présenta pour s'y faire couronner. Il le fut à

Cologne par l'archevêque, le 6 janvier 1401. Pour gagner les Allemands et leur montrer qu'il n'avait pas l'indolence et l'incapacité de son prédécesseur, Robert résolut de passer les Alpes, de faire valoir de nouveau les droits de l'Empire en Italie dans toute leur étendue, d'arracher aux Visconti le duché de Milan, et d'aller recevoir la couronne impériale à Rome. Les Florentins, ennemis jurés des Visconti, supplièrent le roi Robert d'entreprendre le voyage transalpin. Ce prince conclut en partie des alliances et des conventions, et en partie il entama des négociations avec différents princes qui, comme amis, étaient à même de favoriser son expédition romaine, et comme ennemis, pouvaient la faire échouer, savoir: avec Henri IV d'Angleterre et Charles VI de France, avec le roi Martin d'Aragon et son fils Martin, roi de Sicile, avec le duc *Léopold IV* d'Autriche, avec les Confédérés suisses, les Vénitiens, avec le comte Amédée VIII de Savoye, François de Carrare, seigneur de Padoue, le margrave Nicolas d'Este, enfin avec le pape Boniface IX aussi. Le roi Robert demanda tant au comte de Savoye qu'aux Confédérés helvétiques le libre passage par leur territoire Mais d'une importance particulière était pour Robert l'amitié du duc Léopold IV d'Autriche, attendu que ce prince était maître de l'Autriche antérieure et du Tyrol, par où le Roi se proposait de diriger sa marche.

Léopold, qui était l'époux de Viridis Visconti, voulait venger la mort de son beau-père Barnabé, empoisonné par Jean-Galéas. D'ailleurs il formait des prétentions sur l'héritage de Visconti, lequel lui fut assuré par Robert, qui lui promit aussi l'assistance de l'Empire, pour recouvrer les possessions que les Confédérés suisses avaient enlevées à la Maison d'Autriche, et en outre de grandes sommes d'argent. Enfin le roi Robert promit au duc *Frédéric IV d'Autriche* la main de sa fille Élisabeth avec une riche

dot. Léopold se joignit alors entièrement à Robert; il lui accorda non-seulement le libre passage par le Tyrol, mais il lui offrit encore de l'accompagner à Milan avec mille lances dont toutefois Robert se chargea de payer la solde. Au mois de mai 1404, ce dernier tint sa première Diète à Nuremberg, dans laquelle il délibéra avec les princes et prélats de son parti sur les moyens d'exécuter l'expédition projetée, et de faire cesser le schisme de l'Église.

La position de Venceslas s'empirait de jour en jour. Il s'était totalement désuni avec son frère Sigismond ainsi qu'avec les margraves de Moravie, ses cousins, et avait de nouveau excité l'indignation des Grands de Bohême. Car ce prince souffrait que *Jean Huss*, docteur en Théologie et professeur à l'université de Prague, qui avait entrepris de renouveler les erreurs enseignées par *Viclef* en Angleterre, de même que plusieurs de ses collègues déclamassent en termes fort moqueurs contre le pape Boniface IX à qui Venceslas attribuait sa déposition, et attaquassent bientôt aussi les moeurs de la Noblesse bohème et du clergé. Ces deux ordres privilégiés, sensiblement blessés par les peintures vivantes de leur conduite blâmable, cherchèrent dès l'année 1400 à exciter le courroux du Roi contre ce dangereux prédicateur. Mais Venceslas qui paraissait, au contraire, le favoriser, éconduisit fort sèchement l'archevêque Wolfram qui était venu se plaindre auprès de lui de ce scandale public.

À cette époque on fit à Venceslas des offres d'une transaction humiliante avec Robert, qu'il rejeta toutefois sans hésiter. Par conséquent la guerre commença entre les deux rivaux. Le margrave Josse se montra l'ennemi le plus actif du roi Venceslas, son parent. Il s'unit avec le margrave Guillaume I de Misnie pour une entreprise contre la Bohême. En même temps Robert fit avancer son fils aîné Louis et le burgrave Frédéric de Nuremberg avec

les troupes auxiliaires de Bavière, de Bamberg et de Wurzbourg, vers les frontières bohèmes. Tous ces princes pénétrèrent à la fois en Bohème, et commencèrent, sur la fin de juin 1401, le siège de Prague où se trouvait Venceslas. Comme les alliés avaient principalement compté sur l'assistance des seigneurs mécontents, à la tête desquels était l'archevêque Wolfram, ils n'étaient entrés qu'avec peu de forces dans ce royaume. Venceslas, craignant de tomber entre les mains de ses ennemis, se sauva par une grande humiliation. Il signa, le 12 août 1401, une capitulation par laquelle il remettait pour un an la puissance souveraine à quatre Grands de Bohème, savoir: l'archevêque Wolfram, Henri de Rosenberg, Othon de Burgau et Jean Krussina de Lichtenbourg. Il promit aussi de redresser sur-le-champ tous les griefs des Bohèmes. Il fut convenu, que les gouverneurs administreraient le pays d'après les instructions que leur donnerait le roi Sigismond, auquel on assura la succession au trône de Bohème. Mais ce monarque était, comme on verra ci-après, à cette époque-là retenu prisonnier par ses sujets rebelles et sa vie même menacée par ces furieux. Venceslas investit le margrave Josse de la Lusace. Ce prince et les seigneurs bohèmes se réunirent alors de nouveau avec le Roi pour la défense de la patrie. L'armée de l'Empire fut obligée de lever promptement le siège de Prague et d'évacuer la Bohème. Mais comme les Allemands continuaient les hostilités sur les frontières du royaume, ils empêchèrent par là Venceslas de mettre obstacle à l'expédition romaine de Robert. Le prince palatin Louis s'empara de nouveau de la plus grande partie du Haut-Palatinat que Charles IV avait en 1355 incorporé à la Bohème, et depuis lors cette contrée resta à la Maison de Bavière. La Bohème perdit encore à cette époque Pirna et autres endroits en Misnie, comme aussi quelques

districts de la haute Bavière que Charles IV avait réunis à ce royaume.

Avant de partir pour l'Italie, Robert fit sommer le duc Jean-Galéas de Milan à se dessaisir de toutes les villes et terres qu'il avait enlevées à l'Empire germanique; mais ce duc lui répondit avec hauteur, qu'il avait été investi par le roi Venceslas du duché de Milan et ne se laisserait pas ravir son bien par un usurpateur. Après une réponse de cette nature, Robert vit bien qu'il n'y avait que la force qui pût réduire Jéan-Galéas. Par conséquent il se mit en marche, au mois de septembre 1401, pour le Tyrol, après avoir nommé son fils aîné Louis vicaire de l'Empire pendant son absence, et avoir défendu aux États d'Allemagne, sous peine de ban, de troubler par des guerres quelconques la tranquillité publique. À Trente il fut rejoint par François Carrare, préfet impérial à Padoue, qui lui amena un corps nombreux. Parmi les troupes allemandes se trouvaient 15,000 cavaliers, dont 1000 autrichiens, et environ 3000 bavarois et palatins. Le nombre des fantassins est inconnu. Pendant ce temps-là, Visconti avait aussi rassemblé sur ses frontières une armée considérable. Elle consistait en 13,500 hommes de cavalerie et en 12,000 hommes d'infanterie, presque tous Italiens. Jacques del Vermo était le Général en chef. Sous lui commandaient ces fameux capitaines qui depuis vingt ans avaient combattu dans un si grand nombre de batailles, entre autres le comte Albert de Barbiano, le margrave Théodore II de Montferrat et Charles Malatesta de Rimini.

Le roi Robert, et avec lui le duc Léopold IV d'Autriche et le burgrave Frédéric de Nuremberg, ouvrirent la campagne, immédiatement après leur arrivée sur le territoire bressan. Après plusieurs combats peu importants, on en vint, le 21 septembre dans la plaine entre Brescia

et le lac de Garde, à une action décisive qui tourna à la honte de Robert. Les Milanais remportèrent une victoire complète. L'armée germanique aurait été anéantie, si Carrare n'avait pas couvert sa retraite par Trente, où les débris se rassemblèrent de nouveau. Le duc Léopold IV d'Autriche avait été fait prisonnier dans cette bataille. Il fut, il est vrai, remis en liberté au bout de trois jours, mais il fut obligé de promettre de ne plus prendre aucune part à la guerre contre Milan. Il retourna par conséquent avec le reste de ses troupes en Autriche. Le mauvais succès de ses armes dégoûta tellement Robert des expéditions d'Italie, qu'il prit la résolution de repasser les Alpes, en quoi il fut encore fortifié par la circonstance, que Boniface IX différait toujours de le confirmer comme roi des Romains, par crainte que les rois de Hongrie et de Pologne ne se déclarassent pour Bénoit XIII, s'il reconnaissait publiqement Robert en la susdite qualité. Il reprit en effet le chemin de l'Allemagne, où il fut de retour en avril 1402.

Le roi Venceslas, de son côté, avait fait quelques faibles tentatives pour mettre obstacle aux progrès que son rival se proposait de faire en Italie. Il exhorta les bourgeois de Bologne et d'autres villes à lui demeurer fidèles, et promit de passer les Alpes avec son frère Sigismond, qu'il avait déjà nommé vicaire impérial en Italie l'an 1396, pour aller combattre les séditieux. Il écrivit dans le même sens à Visconti et lui notifia son intention d'aller à Rome pour se faire couronner empereur. Mais avant d'entreprendre ce dangereux voyage, Venceslas voulut terminer les querelles qui s'étaient élevées entre les princes moraves. A ces fins il investit le margrave *Procope* pour sa vie durant du comté de Glatz et des principautés de Schweidnitz et de Javer, à condition toutefois qu'il restituerait au roi de Hongrie les châteaux de Poesing, Ska-

litz et autres, qu'on avait occupés pendant les derniers troubles. Le margrave Josse devait avoir toute la *Moravie*. Le 4 février 1402, Venceslas nomma le roi Sigismond gouverneur-général en *Bohème*, et décida que son frère resterait dans ce pays et l'administrerait pendant son absence en Italie. Vers la fin du même mois, Venceslas fit jurer aux États du royaume d'obéir à Sigismond. Ce prince méditait déjà alors le plan de se mettre en possession du royaume de Bohème. C'est pourquoi il tacha d'éloigner aussitôt que possible Venceslas, comme aussi les margraves de Moravie qui devaient accompagner ce monarque en Italie. Mais les margraves, ayant pénétré les desseins du roi de Hongrie, ne voulurent pas quitter leurs pays. Le roi Robert ne manqua point d'exciter aussi ces princes contre Sigismond, qui cherchait si ouvertement à leur ravir toutes les prétentions sur la succession au trône de Bohème. Procope refusa alors d'évacuer la partie de la Moravie qui lui appartenait et de restituer les châteaux hongrois. Venceslas montrait également de la défiance contre son frère. L'exaspération des princes s'accrut lorsque Sigismond vendit, au détriment de sa Maison, la nouvelle Marche de Brandebourg à Conrad de Jungingen, grand-maître de l'ordre Teutonique, pour une somme de 100,000 ducats, se réservant toutefois, tant pour lui-même que pour son frère et les margraves de Moravie, le droit de racheter en tout temps le susdit pays.

Enfin la querelle entre les deux frères éclata. Sigismond se saisit, le 29 avril 1402, de la personne de Venceslas, qui fut enfermé dans une tour à Prague. Sigismond marcha en Moravie. Le margrave Josse prit la fuite pour échapper à la vengeance du roi de Hongrie. Procope s'étant rendu auprès de Sigismond pour s'aboucher avec lui, fut traitreusement arrêté. Les châteaux de Poesing, Planik et Skalitz, se rendirent au roi de Hongrie.

Ce monarque retourna ensuite à Prague, établit des gouverneurs pour le temps qu'il serait absent du pays, et partit sur la fin du mois de juin pour l'Autriche, emmenant avec lui ses deux prisonniers, Venceslas et Procope. Ces princes furent d'abord gardés dans le château de Schaumbourg près d'Efferding. L'intention du roi de Hongrie était, à ce qui paraît, de contraindre son frère Venceslas à se rendre en Italie, afin de pouvoir lui-même, pendant ce temps-là, raffermir sa puissance en Bohème et en Moravie. Mais le duc Léopold IV d'Autriche et l'archevêque de Salzbourg refusèrent le passage par leurs Etats. Le margrave Josse négocia pour avoir l'appui du roi Robert contre Sigismond. Celui-ci changea alors son plan. Il conduisit le roi Venceslas et le margrave Procope à Vienne, et les remit entre les mains des ducs d'Autriche. Afin de s'assurer entièrement le dévouement des princes autrichiens, le roi de Hongrie conclut, le 16 septembre 1402, avec eux une alliance offensive et défensive, outre une convention par laquelle il promettait de nommer un des ducs d'Autriche héritier de la couronne de Hongrie en cas que lui-même vînt à mourir sans postérité mâle. En même temps il confirma et renouvela les traités qui existaient déjà depuis longtemps entre les Maisons d'Autriche et de Luxembourg, relativement à la succession de Bohème, de Moravie et de Brandebourg. En retour, les ducs d'Autriche promirent leur assistance pour réduire les châteaux que les troupes de Procope occupaient en Hongrie, pour régler les rapports critiques de Venceslas envers l'Empire germanique au plus grand avantage possible de ce prince, et enfin pour faire cesser, conjointement avec Sigismond, la division de l'Église. Ensuite Sigismond retourna en Hongrie et laissa son frère Venceslas à Vienne. Il conduisit le margrave Procope à Presbourg où celui-ci resta en captivité. Dans la Diète, tenue le 14 septembre

1402 en cette ville, Sigismond déclara le duc Albert IV d'Autriche son successeur au trône, et révoqua formellement la promesse qu'il avait faite au margrave Josse de Moravie de le constituer son héritier. Le 27 septembre, les États de Hongrie confirmèrent ces deux décisions, dont l'acte fut signé le surlendemain par le roi Sigismond. Le même jour, ce Souverain vendit aussi à l'ordre Teutonique la partie de la vieille Marche de Brandebourg, située au delà de l'Oder, pour la somme de 63,000 florins d'or, mais également avec réserve du droit de retirer, quand bon lui semblerait, cette contrée moyennant le remboursement du prix d'achat.

Au mois d'octobre, Sigismond vint de nouveau à Vienne, où le roi Venceslas signa, le 20 du mois suivant, un acte par lequel il se remettait lui et son royaume entièrement à la volonté et entre les mains de Sigismond et des ducs d'Autriche. En décembre, le roi de Hongrie marcha avec 12,000 hommes en Bohème. Il se prépara à faire une invasion en Allemagne, où il voulait faire valoir la dignité de vicaire impérial qui lui avait été itérativement conférée par Venceslas. Mais au printemps 1403, le palatin Gara arriva à Prague avec l'annonce, que la révolte se répandait par toute la Hongrie, et que la présence du Roi y était absolument nécessaire pour sauver le royaume. Malgré cet important avis, Sigismond se borna pour le moment à envoyer une partie de ses troupes en Hongrie. Mais comme les nouvelles devenaient toujours plus alarmantes, et que le roi Ladislas de Naples avait déjà été reconnu par les provinces méridionales de la Hongrie, il se rendit à la fin du mois d'août à Presbourg, afin de faire dans cette ville les dispositions nécessaires pour réprimer la rebellion.

Venceslas fut dans le commencement traité à Vienne avec tous les égards dûs à une tête couronnée. Il logeait

au palais ducal et jouissait, sur sa parole, d'une liberté peu limitée. Mais plus tard il fut, sur la demande de Sigismond, rigourensement gardé dans une maison fortifiée de la ville. Enfin, le 11 novembre, le roi de Bohême vint à bout de s'échapper de sa prison. Il retourna par Stadlau et Nicolsbourg à Prague, et prit pour la troisième fois les rênes du gouvernement. D'aprés plusieurs indices, il paraît que les princes autrichiens favorisèrent eux-mêmes l'évasion du Roi, et quelle fut la suite d'un traité qu'ils avaient conclu avec le prince captif. Peu de temps avant, le concurrent de Sigismond au trône de Hongrie, le roi Ladislas de Naples, avait même envoyé de Dalmatie à Vienne sa soeur *Jeanne*, qui devint l'épouse du duc *Guillaume*. Il est probable que cette alliance de la Maison d'Autriche avec l'ennemi mortel de Sigismond, et l'élargissement de Venceslas, furent le résultat d'un nouveau système politique, adopté par les princes autrichiens. Le roi Sigismond, qui attribuait aux ducs d'Autriche seuls la cause de l'évasion de son frère Venceslas, en conçut un vif ressentiment qui s'accrut encore lorsque Venceslas confirma aux ducs la succession en Bohème, et qu'Albert IV entreprit même, quoique infructueusement, de réconcilier Venceslas avec le roi Robert. Sigismond menaça d'envahir les États autrichiens avec une armée de 40,000 hommes. Mais la tranquillité n'étant pas encore rétablie en Hongrie, cette menace n'effraya guère les ducs d'Autriche. Le roi de Hongrie avait, en avril 1404, relâché le margrave Procope, retenu prisonnier à Presbourg, après que ce prince se fût engagé non-seulement à s'abstenir de toute hostilité contre la Hongrie, mais aussi à rétablir le bon accord entre Sigismond et Venceslas. Mais Procope ne fit ni l'un ni l'autre; il se ligua, au contraire, de même que Josse son frère, avec Venceslas contre Sigismond. Ce dernier concentra une forte armée. Les

duc Albert IV d'Autriche, qui voulait se purger du soupçon d'être d'intelligence avec Venceslas, et conserver à sa Maison l'amitié du roi de Hongrie, se joignit avec 16,000 hommes à l'armée de ce monarque. Le 6 juillet, Sigismond et Albert franchirent les frontières de la Moravie. Ils assiégèrent Znaim où Procope s'était enfermé. Comme le siège se traînait en longueur à cause de la courageuse défense de la garnison, le roi de Hongrie entreprit une course à Kuttenberg; mais il fut repoussé près de cette ville par le margrave Josse. Sigismond offrit alors lui-même la paix à Venceslas; mais ce prince la rejeta, et fit à son frère beaucoup de reproches qui n'étaient que trop fondés. Après que le siège de Znaim eut duré au delà de six semaines, Procope demanda à négocier. Pendant l'armistice, le margrave fit empoisonner le roi Sigismond et le duc Albert IV dans un banquet au camp devant Znaim. On leva aussitôt le siège de cette ville. Le Roi fut sauvé par les médecins. Mais le Duc succomba. Il désirait atteindre encore Vienne; mais il mourut en route à Closterneubourg, le 27 août (selon d'autres en septembre) 1404, à peine âgé de vingt-sept ans.

Les Autrichiens, qui aimaient beaucoup ce prince, à cause de ses vertus et de sa popularité, étaient accourus en foule pour le voir. Il s'efforça de lever la tête, et prévoyant la triste destinée qui attendait l'Autriche après sa mort, il prononça d'une voix faible et plaintive ces paroles: „O! mon bon peuple, quels malheurs tu vas avoir à souffrir!“ On le nomma aussi le *Patient*, parce qu'il avait trop facilement cédé aux prétentions de son frère Guillaume et abandonné à celui-ci le gouvernement de ses États. Mais il aurait plutôt mérité le surnom de *Généreux*; car on est autorisé à croire, que cette conduite lui avait été moins dictée par la souplesse de son caractère, que par l'amour qu'il avait pour son peuple. Tout prince qu'il

était, il avait bien réfléchi qu'on ne peut servir qu'un seul maître, et que ceux qui désirent en avoir deux, ont grande envie de n'obéir à aucun. Convaincu, comme il l'était, que son refus de satisfaire à l'exigence du duc Guillaume plongerait infailliblement l'Autriche dans toutes les horreurs d'une guerre civile, aucun sacrifice ne lui parut trop grand, pour préserver ses peuples de ce terrible fléau. Albert IV avait beaucoup d'amour pour l'étude et pour les sciences. Les exemples de dévotion et d'humanité que les Cénobites et Anachorètes lui avaient donnés en Palestine, avaient fait sur ce prince, déjà naturellement porté à la piété, une telle impression, que depuis lors il n'eut rien tant à coeur que d'imiter ces saints religieux. À son retour de Jérusalem, il passa la plus grande partie de son temps avec les chartreux de Mauerbach. Il se conformait aux règles du monastère; il suivait ces religieux non-seulement au service divin, mais encore au Chapitre, et se regardait comme un membre de la Communauté.

Le duc *Guillaume*, qui prit la tutelle d'*Albert V*, fils unique d'Albert IV et âgé de sept ans, était, comme beau-frère de Ladislas de Naples, l'antagoniste de Sigismond. Il fit, le 8 novembre 1404 à Budweis, en présence des margraves Josse et Procope, la paix et une convention d'hérédité avec le roi Venceslas, qui assura aux ducs d'Autriche la succession en *Bohème*, après la mort des margraves Josse et Procope, avec exclusion du roi Sigismond. Venceslas, il est vrai, conclut avec les rois de Hongrie et de Pologne une trêve pour un temps indéterminé; mais Sigismond ne tarda point à donner libre carrière à sa vengeance. Procope avait laissé, au printemps 1405, l'administration de ses États en Moravie entre les mains des gouverneurs Durnteufel et Sokol, qui pendant l'absence du margrave en Lusace, entreprirent des courses dévastatrices en Hongrie. Procope, de re-

tour en Moravie, se trouvait au mois de juin, dans son château de Beczdiczy, lorsque Sigismond apparut inopinément avec un corps nombreux de cavalerie, et invita le margrave à une entrevue amiable. Nonobstant le sauf-conduite que Sigismond avait promis à Procope, il fit arrêter ce prince, et l'envoya prisonnier à Brunn, où cet infortuné mourut de faim ou empoisonné, le 24 septembre 1405, et répara ainsi le double attentat dont il s'était rendu coupable au siège de la ville de Znaim. Le roi de Hongrie avait déjà, au mois de juillet de la même année, voulu s'approprier la Moravie, qu'avait possédée Procope. Mais les Moraves prirent les armes, battirent les troupes hongroises près de Tassov, et les chassèrent du pays. Durnteufel et Sokol ne reconnaissaient en ce temps-là aucun maître, et se comportèrent, après la mort de Procope, longtemps en seigneurs indépendants dans la ville de Znaim. Ils parcoururent et pillèrent la Moravie et l'Autriche septentrionale. Mais le duc Guillaume aida enfin le margrave Josse à dompter les rebelles, et par la conquête de Znaim ce dernier prince se vit en paisible possession de toute la Moravie. Les pays de Schweidnitz et de Javer, comme aussi le comté de Glatz, dont Procope avait eu la jouissance à vie, retournèrent à la Bohème. Toutefois le roi Venceslas conféra alors aussi le susdit comté au margrave Josse, sa vie durant.

Ce fut à cette époque que commencèrent à Prague les querelles de religion, devenues si remarquables par leurs funestes conséquences. Le professeur *Jean Huss* [1]), dont il a déjà été fait mention, continuait par des prédications véhémentes à insister sur un amendement général

[1]) Il était né le 6 juillet 1375 à Hussynecz dans le cercle de Prachin. Il devint en 1393 bachelier, 1396 professeur à l'université de Prague, 1400 prêtre, prédicateur à l'église de Bethléem à Prague, et confesseur de la reine Sophie; enfin 1401 doyen de la Faculté de Théologie.

des moeurs et sur la réformation de la discipline fort relâchée de l'Eglise. *Jerôme de Prague*, ancien disciple de Huss, revint dans ce temps-là de l'université d'Oxfort, et apporta avec lui les écrits de *Viclef* [1], qui étaient principalement dirigés contre la corruption des moeurs du clergé anglais, et qui furent fort approuvés par Jean Huss. Lorsque le pape Boniface IX dans l'année 1403, pendant la seconde captivité de Venceslas, envoya des prédicateurs d'indulgences en Bohème, le roi Sigismond avait interdit ce négoce, et Huss prêcha contre le même trafic avec une ardente éloquence. L'archevêque Zbinko de Prague combattit cet orateur et sa doctrine avec le plus grand zèle. Sur les représentations de ce prélat, l'université de Prague avait, le 18 mai 1403, brûlé les écrits de Viclef, et on avait menacé du bûcher quiconque répandrait ces erreurs. Comme dans ce synode ecclésiastique Jean Huss avait donné son assentiment au rejet des quarante-cinq dogmes de Viclef, il ne pouvait pas encore alors être traité comme hérétique. Mais les années suivantes, Huss attaqua, tant au collège que dans les temples sacrés, non-seulement la discipline relâchée de l'Église, mais aussi différents usages de la réligion catholique, le clergé et le souverain pontife même. Dans la suite on disputa publiquement à l'université de Bohème sur les thèses de Viclef. Le parti des professeurs et étudiants bohèmes, qui s'accroissait de jour en jour, défendait ces propositions avec un zèle fanatique. Ce parti avait pour antagonistes les professeurs et étudiants allemands qui depuis longtemps étaient en dispute de paroles avec les Bohèmes. Une affaire étrangère à la religion échauffa encore davantage les esprits, et occasionna une lutte sanglante entre les deux partis.

[1]) Viclef avait été curé à Lutterworth, et déjà dès l'année 1356 il avait commencé à répandre sa doctrine erronée, à Oxfort.

Sous le régne de Charles IV, le nombre des Allemands s'était extrêmement augmenté en Bohème. Venceslas les favorisait de même avec une prédilection fort choquante pour les régnicoles. Les premières charges du royaume, les chaires à l'université, les places de conseillers aux magistrats des trois villes de Prague, étaient pour la plus grande partie occupés par des Allemands. Ces étrangers, abusant de la position avantageuse où la faveur royale les avait placés, traitaient les Bohèmes avec un mépris offensant, et vexaient ces derniers aussi souvent qu'ils en trouvaient l'occasion. Dans l'année 1406, une dispute s'étant par hasard élevée sur le marché aux fruits à Prague, il y eut entre les Allemands et les Bohèmes, parmi lesquels il y avait beaucoup d'étudiants, une rixe qui coûta la vie à neuf individus. Bien que cet événement fût de nature à faire concevoir de grandes inquiétudes pour le repos public, le roi Venceslas ne prit aucune mesure pour réprimer ces désordres. Le professeur Jean Huss prit alors avec son éloquence accoutumée la défense de ses concitoyens. Lorsque dans l'année 1408 on se disposait à élire un nouveau recteur de l'université, Huss protesta publiquement contre le décret qui accordait aux étrangers, c'est-à-dire: aux Polonais, aux Bavarois et autres Allemands, *trois* suffrages et n'en laissait qu'*un* aux Bohèmes. Les Allemands, de leur côté, menacèrent de quitter plutôt Prague en masse que de renoncer à leurs anciens droits. Le roi Venceslas décida le différend en faveur des Bohèmes, et il fut statué qu'à l'avenir les Bohèmes auraient trois voix, et que tous les étrangers ensemble n'en conserveraient qu'une seule dans l'élection d'un recteur. Bientôt après, il se fit un second changement d'une bien plus grande importance encore. Jusqu'à cette époque il y avait dans les trois maisons-de-ville à Prague seize conseillers allemands et seulement deux conseillers bohèmes. Sur les

remontrances de Jean Huss, le roi Venceslas, par un décret royal, tourna en sens inverse cette proportion, et dès lors le nombre des dix-huit conseillers consista en seize bohèmes et en deux allemands. Ces innovations furent cause que plusieurs milliers d'étudiants avec leurs professeurs abandonnèrent Prague, et allèrent à Leipzig et à d'autres universités dans des pays étrangers.

Jean Huss, ayant été élevé à la dignité de recteur de l'université (1409), prêcha avec plus de véhémence que jamais l'amendement des moeurs, la réforme de la discipline ecclésiastique, la diminution des richesses et revenus superflus du clergé. Il poussa même la hardiesse jusqu'à se déclarer contre la puissance spirituelle du pape. La lutte scandaleuse entre les deux pontifes Bénoit XIII et Grégoire XII [1]), occasionna une querelle ouverte entre les ecclésiastiques à Prague. Comme le schisme de l'Église continuait toujours, les principales Puissances, pour y mettre enfin un terme, convinrent d'un commun accord d'engager les deux papes rivaux à résigner leur dignité pontificale, afin que les cardinaux des deux partis pussent se réunir et donner un chef légitime à l'Église. Mais ni Grégoire XII, ni Bénoit XIII ne voulurent entendre parler d'abdication. Tant d'opiniâtreté détermina enfin le plus grand nombre des cardinaux à convoquer un concile à Pise, où ils déposèrent formellement les deux papes et proclamèrent, le 26 juin 1409, Alexandre V pape légitime. Toutefois l'Église tira peu d'avantage de cette élection; car le roi Robert, le seul prince chrétien qui s'y opposa, prétendait qu'on reconnût Grégoire XII pour pape canonique, et ce pontife, aussi bien que Bénoit XIII, avaient encore des adhérents, celui-là en Allemagne et

[1]) Grégoire XII avait été élevé au pontificat par les cardinaux italiens, en remplacement d'Innocent VII, mort le 9 novembre 1406, qu'ils avaient donné pour successeur à Boniface IX († 1 octobre 1404).

en Italie, et celui-ci en Espagne; ce qui fit continuer le schisme qui divisait la chrétienté. L'archevêque de Prague et son clergé étaient toujours attachés à Grégoire XII. Huss et tous les professeurs de l'université de Prague formaient un parti opposé. L'archevêque interdit à Jean Huss toute fonction ecclésiastique, par où ce dernier fut tellement aigri qu'il prêcha dès lors sans aucun ménagement contre les papes, les évêques, et finit par expliquer publiquement dans la chaire les dogmes de Viclef. Le nombre de ses adhérents s'accrut de jour en jour. L'archevêque accusa Jean Huss d'hérésie auprès du Siège romain. Ce prélat, ayant été chargé par un ordre du pape Alexandre V, en date du 20 décembre 1409, d'empêcher la propagation de cette dangereuse doctrine, défendit aussitôt toutes les prédications hétérodoxes, et fit brûler, le 16 juillet 1410, publiquement par la main du bourreau tous les livres et écrits de Viclef qu'on put trouver dans Prague. Malgré tout cela, Huss continua ses déclamations, défendit comme auparavant l'hérésiarque Viclef, comme aussi ses écrits condamnés par l'Église, et en appela au jugement du pape *Jean XXIII*, qui avait remplacé, le 17 mars 1410, Alexandre V, mort le 3 du même mois. Le jour après l'exaltation de Jean XXIII, le roi *Robert* finit sa carrière à Oppenheim. *Louis*, son fils aîné, lui succéda dans l'électorat du Palatinat. Robert acheva d'établir la souveraineté des princes, des comtes et autres Grands d'Allemagne. Les empereurs et rois germaniques avaient conservé jusqu'à cette époque la haute justice dans les terres de quelques seigneurs; Robert leur céda ce droit par des privilèges particuliers.

Le duc *Guillaume d'Autriche* étant le prince aîné de sa Maison, prit, comme il a déjà été mentionné, la tutelle d'*Albert V*, fils unique d'Albert IV, ainsi que la régence des États du jeune prince. Dans les premiers

mois de son gouvernement, quelques Nobles de Carinthie s'étaient révoltés. Le capitaine du pays, Conrad de Krayck attaqua avec les troupes autrichiennes qu'il était venu chercher lui-même, les rebelles dans leur camp entre Saint-Guy et Frisac, et les mit en fuite. Comme les Moraves [1]) continuaient à insulter les frontières septentrionales de l'Autriche, le duc Guillaume accourut en 1405 dans ces cantons pour punir les dévastateurs. Albert de Pettau, qui venait de s'emparer de Drossendorf, leva à l'approche de Guillaume le siège du château de cette ville, vaillamment défendu par Zacharie Haderer, et fut tué dans la fuite par les gens de la campagne. Des bandes de Hongrois aussi avaient, du côté du lac de Neusiedel, attaqué l'Autriche, franchi la Leitha, volé et pillé dans le pays. Les troupes envoyées par Guillaume contre ces ravisseurs, en tuèrent un grand nombre; ceux qu'on prit furent exécutés par ordre de Guillaume. Comme l'Autriche devait constamment tenir une armée sur pied pour défendre le pays contre les méchants voisins, le Duc se vit obligé d'imposer aux Autrichiens des contributions extraordinaires. Le 15 juillet 1406, Guillaume fit une chûte de cheval qui mit fin à ses jours. Ce prince, à qui les contemporains donnèrent le surnom d'*Ambitieux*, n'eut point d'enfants de son union avec Jeanne, soeur du roi Ladislas de Naples.

Léopold IV réclama, après la mort de son frère

[1]) Pendant les troubles en Bohème et en Moravie, de nombreuses bandes de brigands avaient à différentes reprises pillé le pays septentrional de l'Autriche sur la rive gauche du Danube, depuis la Moravie jusqu'à Passau. Ces brigandages durèrent jusqu'en 1402, où le margrave de Dachsbourg, les seigneurs Frédéric de Walsée et Othon de Meissau, plusieurs prélats et villes d'Autriche, se cotisèrent et enrôlèrent un corps de troupes, avec lequel ils enlevèrent aux brigands un grand nombre de châteaux. Les simples brigands qui tombèrent entre leurs mains furent pendus, et les chevaliers et chefs précipités dans le Danube.

Guillaume, la tutelle de son neveu *Albert V*, qui n'avait pas encore atteint sa dixième année. Ce droit lui appartenait d'après les statuts de la famille, en sa qualité de prince aîné de la Maison. Mais son frère cadet, *Erneste* exigea une part égale au gouvernement, et fut soutenu par le troisième frère *Frédéric*. Les États du pays décidèrent dans la Diète de Vienne en faveur de Léopold, et lui conférèrent la tutelle d'Albert V jusqu'à la majorité de ce prince. Chacun des trois fils de Léopold III eut alors une souveraineté presque indépendante sur les pays habsbourgeois, dont l'administration subordonnée avec la jouissance des revenus leur avait été accordée, savoir: *Léopold IV* sur les pays antérieurs en *Souabe*, en *Helvétie* et en *Alsace; Frédéric IV* en *Tyrol*; *Erneste* en *Styrie*, en *Carinthie* et en *Carniole*. Le duché d'*Autriche au-dessus* et *au-dessous de l'Ens* seul resta pour Albert V sous l'administration de son tuteur *Léopold IV*. Le 10 août 1406, les États de l'Autriche inaugurèrent leur jeune duc Albert V dans son palais à Vienne et le 15 du mois suivant, Léopold IV signa un acte par lequel il s'obligeait à remettre dans cinq ans au jeune duc le gouvernement de l'Autriche. Ce partage de pays entraîna les suites les plus fâcheuses pour les habitants de l'Autriche. Léopold IV gouvernait les sujets confiés à ses soins avec une grande sévérité; ce qui répandit le mécontentement dans le pays. Une partie des États appelèrent le duc *Erneste* de Styrie en Autriche, et voulurent lui confier la tutelle et la régence. Léopold, qui était résolu à maintenir ses droits, même par la force, concentra des troupes près de Neustadt, et ravagea en décembre 1407 les possessions des mécontents. L'évêque Bernard de Frisingue, son allié et chancelier, le seconda avec beaucoup d'activité. Ce prélat tint avec les Nobles du parti de Léopold, parmi lesquels étaient les comtes

de Hardeck et Maydbourg et d'autres seigneurs distingués, une assemblée à Enzersdorf. Les Viennois se divisèrent également en deux partis. Le magistrat et les bourgeois notables étaient pour Erneste, le bas peuple et les artisans pour Léopold. Les Nobles de l'Autriche pillèrent réciproquement les domaines de leurs adversaires. Des bandes de Hongrois profitèrent de ces dissentions pour parcourir le Marchfeld et le dévaster. Le Général morave et chef de brigands Sokol voulant également tirer parti des troubles intérieurs en Autriche, envahit ce pays, enleva Zistersdorf, pilla et massacra sans relâche, et prit enfin pied dans la ville de Laa. Pour faire face à tous ces ennemis, Léopold IV fut obligé d'augmenter son état militaire; et comme l'enrôlement et l'entretien des troupes exigeaient de grandes dépenses, auxquelles le trésor public ne pouvait subvenir, le Duc exigea une contribution générale. Mais la Noblesse, le clergé et les bourgeois des villes, ayant refusé de la payer, Léopold se vit contraint d'employer la rigueur pour faire rentrer les fonds. Le Duc confia à l'évêque de Frisingue le commandement de l'armée; mais ce prélat, loin de vaincre les brigands, fut obligé d'acheter sa libre retraite par de fortes sommes d'argent.

Cette transaction déshonorante accrut le mécontentement général. Les États demandèrent alors plus sérieusement que jamais que la tutelle du jeune duc et le gouvernement fussent remis à Erneste. Léopold irrité se rendit de Vienne à Neustadt, se prépara à la guerre et prit même, pour augmenter ses forces, Sokol, ce chef des brigands moraves, à son service. Ensuite il déclara la guerre à son frère Erneste et aux Viennois, et la commença avec toute la cruauté de son temps contre les Nobles, les villes et les couvents qui avaient pris parti pour son adversaire. Tout le pays devint bientôt le théâtre de

ravages réciproques. Le bas peuple de Vienne, réduit au désespoir par les maux affreux qu'il avait à souffrir, se souleva contre le magistrat de la ville, et le somma de se soumettre au duc Léopold. Mais le sénat fit exécuter, le 5 janvier 1408, plusieurs partisans de Léopold, et rendit par cette excessive rigueur la populace encore plus furieuse. Il est vrai que l'évêque Georges de Passau avait excommunié tous les brigands et gens turbulents de l'Autriche appartenants à son diocèse, mais ils s'inquiétèrent peu des anathèmes de l'Église, et continuèrent à laisser un libre cours à leur barbarie. La misère publique s'accroissait de jour en jour. Enfin les chefs des deux partis s'assemblèrent à Closterneubourg, où un accommodement fut ménagé entre les deux frères. Erneste, à qui l'on concéda seulement pour la forme quelque influence sur le gouvernement de l'Autriche, retourna en Styrie. Léopold garda la tutelle et la régence. Il entra victorieusement dans Vienne.

La tranquillité cependant ne fut pas de longue durée. Léopold haïssait les Viennois, qui en revanche avaient pour lui une aversion qu'ils ne cherchaient pas à cacher. Le Duc retourna bientôt à Neustadt. De nouveaux impôts ne tardèrent pas à peser sur le pays. La mort de Frédéric de Walsée, qui avait moyenné la paix, occasionna de nouvelles hostilités. Comme ce ministre, entièrement dévoué au jeune Albert V, avait jusqu'alors tenu constamment le parti du duc Erneste contre Léopold, les mécontents s'empressèrent d'attribuer cette mort, non à un hasard malheureux, mais à un complot préparé. La révolte éclata de nouveau. Le duc Erneste, appelé par les séditieux, arriva à Vienne. Mais la majeure partie des villes et de la Noblesse ne demandaient que la paix et se montraient disposés à la maintenir, les armes à la main, contre tous ceux qui tenteraient de la troubler. Dans les Diètes

à Closterneubourg et à S. Hippolyte on travailla à un raccommodement. Pendant que les États délibéraient pour rétablir l'ordre et la tranquillité, les mercenaires des deux partis ravageaient et pillaient le pays. Les députés de la ville de Vienne, qui étaient en chemin pour retourner de S. Hippolyte dans leurs foyers, furent enlevés en route près de Burkersdorf par les soldats de Léopold, nonobstant le sauf-conduit que leur avait donné ce prince. On les transporta successivement dans différents châteaux, et ils ne recouvrèrent leur liberté qu'au mois de juin 1408, après avoir payé de fortes rançons. On était enfin parvenu à s'arranger. Erneste repartit pour la Styrie, et Léopold exigea des Viennois qu'ils rasassent une partie de leurs murailles, afin qu'elles ne pussent plus dans la suite servir de rempart à la sédition. Mais le magistrat, s'appuyant sur les privilèges de la ville, lui refusa tout net cette demande. Léopold, qui sur ces entrefaites était arrivé à Vienne avec l'évêque de Frisingue, fit arrêter, le 7 juillet, le bourgmestre *Vorlauf* avec quelques sénateurs, comme rebelles, et ordonna de leur trancher la tête, ce qui fut exécuté, le 11 du même mois.

Cette punition sévère mit de nouveau tout le pays en combustion. Le duc Erneste et une partie des Nobles, au nombre desquels étaient Robert de Walsée et Erneste de Rosenberg, prirent les armes. Le roi Sigismond avait déjà rassemblé au lac de Neusiedel une armée en faveur d'Erneste et des Viennois, et menaçait Léopold d'une attaque. Des bandes de brigands, profitant de la conjoncture favorable, désolèrent de nouveau l'Autriche septentrionale jusqu'aux portes de la capitale. L'évêque de Trente et prévôt du Chapitre métropolitain de Vienne, Georges de Liechtenstein [1]), qui dans ce temps-là (1409)

[1]) Ce prélat avait plusieurs fois offensé le duc Frédéric IV par son audacieuse obstination, et s'était montré dans toutes les occasions l'ennemi dé-

était prisonnier des ducs à Vienne, essaya de réparer, par le rétablissement de la paix intérieure en Autriche, les graves délits dont il s'était rendu coupable envers son Souverain. Il parvint effectivement, à force de lettres pleines d'énergie qu'il écrivit du fond de sa prison aux frères ennemis, à les disposer à un accommodement. Erneste et Léopold consentirent à déférer au jugement de Sigismond. Ce monarque décida, que les deux frères géreraient dès à présent la tutelle conjointement, et que les États de l'Autriche leur jureraient fidélité et obéissance aussi bien qu'au jeune Albert V. Erneste et Léopold se conformèrent à cette sentence, et les États du pays prêtèrent le serment. Dans une entrevue des trois frères, Léopold, Erneste et Frédéric, le trésor de la Maison ducale fut partagé entre ces princes et Albert V en quatre portions égales. Quant à Georges de Liechtenstein, l'archevêque Éverard de Salzbourg ménagea un accord entre ce prélat et le duc Frédéric en terminant, le 19 octobre 1409, leurs différends par arbitrage; après quoi Georges fut réintégré dans son diocèse. L'Autriche cependant n'était pas encore au bout de ses souffrances. Une maladie pestilentielle ravagea, l'an 1410, le pays au-dessous de l'Ens, et principalement les villes de Vienne et

claré de ce prince. En février 1407, les bourgeois de Trente se soulevèrent contre l'oppression de leur évêque. Le Duc, comme avoué ou protecteur de l'évêché, investit avec ses troupes la ville qui se rendit, le treizième jour. L'évêque et les bourgeois soumirent leur différend à la décision de Frédéric. Mais immédiatement après, Georges fit saisir, par une astucieuse trahison, plusieurs capitains du Duc, et conçut même l'odieux dessein de livrer l'évêché aux Vénitiens. Le Duc alors fit mettre l'évêque en prison. Peu de temps après (25 juillet 1407), Frédéric rendit la liberté à Georges, moyennant la cession que celui-ci fit de quatre de ses châteaux. Mais dès le mois de septembre suivant, l'évêque, s'étant remis à comploter avec les ennemis de son prince, fut de nouveau arrêté à Vienne, où il s'était rendu, en sa qualité de prévôt du Chapitre de S. Étienne.

de Neustadt. On conduisit Albert V au château de Starhemberg, pour le mettre à l'abri de la contagion. Le mécontentement des États n'avait pas été levé par la réconciliation des ducs. Il se forma une nouvelle conspiration contre Léopold IV. Reinpert (Reinprecht) de Walsée et Léopold d'Ekartsau enlevèrent le prince Albert du château de Starhemberg, et le transférèrent à Eggenbourg. Les conjurés voulaient ôter aux ducs Erneste et Léopold toute influence sur l'administration de l'Autriche, et mettre fin à la malheureuse tutelle, en proclamant dans une assemblée générale des États Albert V Souverain effectif du pays. Une nouvelle révolte menaçait d'éclater. Mais la mort subite de Léopold IV vint dissiper toute inquiétude. Ce prince mourut des suites d'une ancienne blessure à Vienne, le 3 juin 1411. Il avait épousé *Cathérine*, fille de Philippe-le-Sage, duc de Bourgogne; mais il ne laissa aucune postérité.

FIN DU SIXIÈME CHAPITRE DE LA QUATRIÈME ÉPOQUE.

Fautes à corriger.

Page 3 ligne 9 en bas marié lisez mariée.
» 8 » 7 en haut et ligne 4 en bas S. Gal lisez S. Gall.
» 59 » 10 Rhinfelden lisez Rhinfeld.
» 88 » 3 en bas *Gradenigo* lisez *Gradénigo*.
» 291 » 7 remirent lisez se remirent.


Stanford University Libraries
3 6105 013 891 507

